This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

BIBLIOTHÈQUE CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE

EX
DONO
JEAN
LARGUIER
DES BANCELS
1876
1961

1961

BCU - Lausanne

1094442722

RÉSUMÉ

DE

L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

PARIS, IMPRIMERIE DE LEBEL, IMPRIMEUR DU ROI,
Rue d'Erfurth, n° 1.

RÉSUMÉ

DE

L'HISTOIRE D'ESPAGNE,

DEPUIS LA CONQUÊTE DES ROMAINS JUSQU'A LA RÉVOLUTION DE L'ILE DE LÉON;

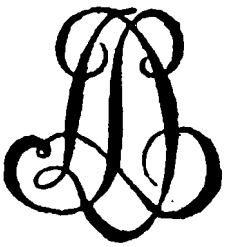
[onse]

PAR ALPH. RABBE.

AVEC UNE INTRODUCTION

PAR FÉLIX BODIN.

TROISIÈME ÉDITION.



AZ 4457

PARIS,

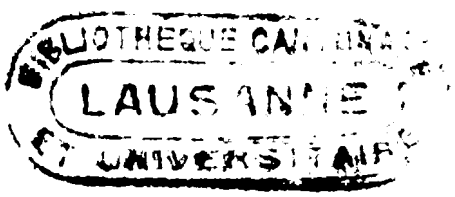
LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.

1824.

B. N. P.

51395



DON

INTRODUCTION.

QUELQUES VUES SUR L'ESPAGNE.

Un peuple relégué à l'une des extrémités du continent européen, et qui n'a pas toujours eu part aux destinées communes de la famille européenne; un peuple dont le caractère et les mœurs ont subi moins de variations que ceux des autres peuples, et sur lequel les institutions ont toujours eu un grand empire, parce qu'il est gouverné par l'habitude; qui s'est signalé à diverses époques par une persévérance invincible dans ce qu'il veut et dans ce qu'il croit, ainsi que par d'héroïques résistances à l'invasion étrangère, mériterait toujours d'occuper l'attention. Mais, dans les circonstances actuelles, combien l'Espagne ne doit-elle pas exciter l'intérêt et la curiosité! La grande lutte entre l'autorité et l'examen, entre les croyances et les idées, les priviléges et l'utilité générale, cette lutte, de l'issue de laquelle dépend le sort

de la civilisation, a aujourd'hui son principal théâtre dans la vieille et routinière Espagne; et certes il n'en faudrait pas davantage pour nous convaincre qu'elle finira par faire le tour du monde.

Quelles que soient les alternatives de succès et de revers qu'offre cette terrible guerre sociale, elle est loin d'être finie, et il serait téméraire de juger un peuple chez lequel elle ne ferait que commencer. Le sort de la révolution espagnole ne tient pas plus que le sort de toute autre révolution au triomphe d'un parti, car ce parti peut être renversé demain; il tient aux changemens qui s'effectueront dans l'état social, et ces changemens se font sans qu'on s'en doute, pendant que les partis sont aux prises : l'ébullition se manifeste à la surface, mais c'est intérieurement que se combinent les élémens sociaux. La révolution d'Espagne a été écrite avant d'être faite, c'est-à-dire qu'on l'a mise dans une constitution avant qu'elle fût dans le peuple, et c'est précisément le contraire de ce qui se passe ordinairement : pour qu'elle soit bien réellement faite, pour qu'elle puisse résister et se maintenir, il faut qu'elle pénètre dans la nation, qu'elle s'accomplisse

dans les mœurs, dans les idées, les besoins, la propriété, la situation de la classe nombreuse; et c'est ce qui doit se faire non-seulement malgré la guerre civile, mais encore à cause de la guerre civile. Une nation profondément apathique ne se donnerait jamais d'elle-même assez de mouvement pour changer entièrement son état social : il faut une forte secousse pour l'y déterminer, et c'est parce que les partis font et défont beaucoup, qu'elle finira par abandonner ses vieilles habitudes, et par se placer dans une situation nouvelle.

On a pu s'étonner que les Espagnols n'aient pas donné récemment un nouvel exemple de cette résistance nationale, de cette union de tous contre l'étranger, qu'ils montrèrent à d'autres époques de leurs annales; mais alors il ne s'agissait pas d'une guerre d'opinions; il s'agissait de rester peuple libre ou d'être conquis. Dans une guerre d'opinions, il n'existe plus d'étrangers, il n'y a d'ennemis que ceux qui ne pensent pas ce que nous pensons, qui ne veulent pas ce que nous voulons : tous ceux qui pensent comme nous sont nos compatriotes. Puisque l'Espagne était divisée, comme tout pays en révolution, elle

devait rester divisée, et elle le sera encore long-temps. Il y avait un grand sens dans ces paroles de Sertorius aux Espagnols : « Il ne vous manque que d'être unis pour être invincibles ; mais vous êtes trop fiers pour être long-temps unis. » Nous en avons l'application aujourd'hui : néanmoins cette désunion qui entraîne des maux affreux pour la génération présente, porte le germe de la prospérité de celle qui viendra. C'est le mouvement de deux partis opposés qui entretient l'activité et soutient la puissance de l'Angleterre ; c'est la vie des gouvernemens modernes, des gouvernemens libres ; c'est ce qui manquait à l'Espagne. Il y a cinquante ans, on eût crié au paradoxe contre qui eût dit : « La cause de la décadence de l'Espagne est l'unité de croyance et de pouvoir. » Aujourd'hui c'est une vérité qui paraîtra évidente à tout le monde ; et c'est à cette unité que le despotisme tendait, et que l'inquisition avait conduit.

En parcourant les annales espagnoles, nous verrons les Ibériens civilisés par les Phéniciens, puis par les Grecs, résister aux Carthaginois, leurs conquérans les plus anciennement connus. Nous les voyons en-

suite résister aux Romains, autres conquérans, qui s'étaient d'abord présentés en alliés, suivant leur usage. Sagonte tombe glorieusement sous les premiers : l'héroïsme de Numance coûte plus cher encore aux seconds. Nous voyons le Lusitanien Viriate déployer le même patriotisme que plusieurs de ces Gaulois nos ancêtres, qui luttèrent avec tant de constance contre la fortune et la supériorité de César. Quelques années après, les habitans de l'Espagne forment, sous les auspices de Sertorius, qui se fait leur concitoyen, une république redoutable à Rome elle-même. Sous Pompée, l'Espagne balance toute la puissance romaine entre les mains de César, et, donnant un généreux asile à ses fils, elle résiste à Octave, maître du monde. Le christianisme et les Goths y pénètrent plus tard, et s'y établissent aisément, comme dans le reste de l'empire : l'Espagne était devenue toute romaine. Les nouveaux conquérans, dociles au joug de leurs évêques, sont gouvernés tantôt par une sorte d'aristocratie théocratique, dont les assemblées étaient les conciles, tantôt par le despotisme des rois ou chefs militaires qui se massacraient entre eux ;

mais c'est à l'invasion et surtout à l'expulsion des Maures que remonte la nation espagnole actuelle. C'est dans le long et pénible travail de son affranchissement que se révèle toute sa constance.

Ce n'est pas en quelques pages qu'il serait possible d'approfondir la grande question de l'influence du séjour des Arabes dans la péninsule, sur le caractère espagnol, et sur les mœurs de l'Europe entière. Mais on peut au moins consigner ici cette remarque que, lors de la grande prospérité de l'Espagne sous le gouvernement des Maures, il n'y avait rien moins que cette unité de croyance et de pouvoir qui fut plus tard le but de la sainte inquisition. Bien plus, il y avait deux peuples différens et de religion différente; mais le peuple conquis jouissait des mêmes priviléges que le peuple conquérant qui lui enseignait ses arts et ses sciences; les alliances étaient encouragées; le prosélytisme n'était point persécuteur; la révolte seule se faisait punir sous le nom de zèle pour le martyre; et ces Goths, dont les descendans brûlèrent et chassèrent des milliers de Maures et de Juifs, auxquels ils devaient l'industrie et l'agriculture,

pouvaient exercer en paix leur religion sous des rois mahométans. Alors il n'y avait en Espagne ni unité de croyance, ni même unité de nation et de gouvernement; car il y avait autant de royaumes différens que de provinces, et les uns avaient des rois catholiques, les autres des rois musulmans, et pourtant jamais peut-être l'Espagne ne fut plus peuplée; or, quel est le signe de la prospérité, si ce n'est la population?

Le grand éclat qu'a jeté au seizième siècle la puissance espagnole peut s'expliquer. Et d'abord, quel peuple n'a pas à son tour brillé sur la terre? suivant la belle expression d'un poète philosophe. Une centralisation monarchique, forte et habile, réunissant dans une seule main toutes les ressources éparses dans ce pays, le plus varié de l'Europe, et chez des peuples différens de caractère et de tempérament, dut élever l'édifice d'une grande puissance politique. Il y avait de la liberté dans l'Espagne semi-féodale, parce qu'un peuple qui secoue le joug d'une conquête, s'affranchit en même temps de la servitude sociale; il y avait de la liberté dans ces cortès de Castille, et surtout d'Aragon

qui disaient *sinon*, *non* aux rois; et dans le pays il y avait de la municipalité, ce grand moyen d'administration économique et populaire. Le despotisme qui succède à la liberté est toujours fort, parce qu'il hérite de toutes les ressources qu'elle produisait; mais il les exploite avec si peu de ménagement qu'il finit par les épuiser bientôt: c'est ce qui arriva en Espagne. Joignez à cela l'or du Nouveau-Monde, qui donna aux monarques espagnols le moyen de tout entreprendre, jusqu'à corrompre les gouvernemens étrangers.

On assigne trois causes principales à la chute de la puissance espagnole : d'abord l'expulsion des familles maures, qui lui est fort antérieure, mais dont les suites se firent sentir long-temps après : en effet, les Maures exerçaient tous les arts industriels. Quand on bannit d'un état une population laborieuse, la prospérité qu'elle y a apportée peut subsister encore quelque temps en apparence; mais bientôt elle s'évanouit faute d'être alimentée. La conquête du Nouveau-Monde, qui figure comme l'une des causes de la puissance momentanée de l'Espagne, en est aussi une de sa décadence. L'or du Pérou devait s'épuiser,

tandis que la richesse d'un peuple industrieux ne s'épuise pas. L'Espagne se négligea elle-même pour ses possessions lointaines; et ses habitans, allant chercher fortune dans un nouvel hémisphère, laissèrent en friche les plaines fertiles de leur mère-patrie. Celle-ci ne fut plus que l'accessoire dont les Indes furent le principal, suivant l'observation de Montesquieu; et les Espagnols, qui faisaient des découvertes à trois mille lieues, avaient chez eux de vastes déserts qu'ils ne connaissaient pas. Enfin la troisième cause de décadence est l'inquisition; celle-ci me semble la principale, et certes elle eût suffi à elle seule.

Institué par des moines pour assurer la domination de la cour de Rome; autorisé, favorisé, doté par la couronne pour servir d'auxiliaire au despotisme royal, ce tribunal redoutable devint ensuite indépendant de la couronne, et bientôt de Rome elle-même. Formé d'abord d'après une singulière idée du tribunal de la pénitence, sans juridiction déterminée, il eut plus tard un code spécial puisé dans les lois intolérantes et sanglantes des évêques visigoths. Il devint un corps à part, il eut sa force-armée,

et sa juridiction fut une police civile et religieuse à la fois, menaçante pour tous. Comment un pouvoir judiciaire si absurde qu'il suffit de nier ses accusations pour être frappé, et que le seul moyen d'échapper à ses arrêts est de lui accorder l'aveu qu'il demande avec la torture, n'aurait-il pas démoralisé une nation? Comment aurait-il formé autour de lui autre chose que des hypocrites, des délateurs, des traîtres et des misérables tremblant à chaque instant pour leur liberté ou leur vie? Il a fait la nation espagnole telle qu'elle était au siècle dernier, telle qu'elle est encore en partie. Or voilà les fruits de l'unité de doctrine.

Mais c'est en vain que des bûchers ont interdit l'examen aux Espagnols. Le mouvement européen les a atteints malgré les bûchers. Le temps des réformes religieuses est passé; l'Espagne subira la réforme philosophique, plus radicale, mais non encore éprouvée dans notre vieille Europe. La réforme religieuse avait une grande force politique, et donnait de la stabilité aux institutions. La réforme philosophique sera plus féconde en grands résultats, parce que sa base est plus large; mais elle

opposera une résistance moins vigoureuse à ses ennemis, parce qu'elle n'est point, comme eux, secondée par un fanatisme. Cependant elle finira par triompher en Espagne, comme ailleurs, parce qu'il faut bien que l'état social avance, parce que le christianisme a bien triomphé, parce que la réforme religieuse a bien triomphé.

Ceux qui travaillent à rétablir l'unité de pouvoir et de croyance sont bien aveugles ou bien obstinément coupables. Leurs doctrines ont été pleinement appliquées à l'Espagne, et elles l'ont rendue pauvre et déserte. Cette expérience est-elle donc si heureuse qu'il faille la tenter ailleurs, même au risque de nouvelles convulsions? Mais, pour nous borner à l'Espagne, ne devrait-on pas s'attendre à ce qui doit infailliblement arriver? Quand sa séparation d'avec ses colonies sera entièrement consommée; quand elle aura renoncé à toutes ses prétentions de ce côté-là, il faudra bien que son activité, ou, si j'ose m'exprimer ainsi, que sa vie nationale se porte quelque part. Ce mouvement vital se tournera sur elle-même, elle redeviendra nécessairement agricole et industrieuse. Elle

interdisait le commerce de ses colonies au reste du monde pour l'exploiter à elle seule; ce n'était pas là être commerçante, car elle s'arrangeait de manière à prendre tout et à ne donner presque rien. Elle deviendra commerçante, c'est-à-dire qu'elle fera des efforts pour donner aux autres nations des produits qui leur conviennent en échange de ceux qu'elle leur demandera. Alors elle aura des rapports fréquens avec ces nations auxquelles elle a été presque étrangère pendant deux siècles. Le moyen d'empêcher les idées de pénétrer chez une nation en contact avec l'Europe! Le moyen surtout d'étouffer les lumières qui y sont déjà répandues et qui y seront renouvelées! Il faut bien prendre son parti là-dessus; il n'est pas possible de réduire à l'ignorance un peuple qui s'enrichit : il faudrait commencer d'abord par le réduire à la misère. Mais on m'objectera que l'inquisition peut être établie de nouveau dans toute l'Espagne..... Je répondrai que l'inquisition n'y pourra plus refaire ce qu'elle a fait une fois. Quand une institution a vieilli après avoir produit son effet, il ne faut pas croire qu'on puisse la ressusciter dans sa jeunesse et dans sa vigueur, pour

accomplir de nouveau l'œuvre d'un autre temps. Dans l'ordre politique et social, il n'y a pas d'exemple qu'une cause ait produit les mêmes résultats à deux époques différentes : rien ne se fait deux fois. Il arrive même presque toujours que les institutions renouvelées produisent un effet tout contraire à ce qu'elles ont opéré dans une autre situation. En vérité, l'histoire ne sert donc à rien, puisqu'il est des gens qui n'y voient pas cela?

L'histoire d'Espagne était difficile à résumer, car elle manque d'unité autant qu'aucune autre histoire moderne. M. Rabbe, qui en a fait depuis long-temps une étude particulière, a prouvé qu'il était très-capable de surmonter cette difficulté. On voit qu'il a puisé aux sources originales et dans les mémoires. Il a en outre l'avantage d'avoir habité l'Espagne, et de connaître le caractère et les mœurs de ses différens peuples. Il a donné à son *Résumé* d'utiles développemens, et ne s'est pas astreint à des limites que l'histoire d'Espagne, moins connue que celle de France et d'Angleterre, ne pouvait que difficilement comporter : et en cela il a fort bien fait. Mais je m'arrête, car il ne m'appartient guère de faire l'éloge

de l'auteur auquel je m'associe ; j'aime mieux m'en référer au lecteur lui-même, et je suis sûr que M. Rabbe n'y perdra rien.

FÉLIX BODIN.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES ROIS GOTHS

Durant la 2e époque de l'histoire d'Espagne.

Ataulphe, élu en 411; massacré à Barcelone en 415.

Sigeric, élu à Barcelone, et massacré, après un règne de quelques jours, en 415.

Vallia, élu à Barcelone en 415; mort à Toulouse en 420.

Théodoric, élu à Toulouse en 420; tué à la bataille des Champs Catalaniques en 421.

Thorismond, élu en 421; massacré à Toulouse en 452.

Théodoric II, élu en 452, massacré à Toulouse en 466.

Evaric, élu en 466; mort à Arles en 484.

Alaric, élu en 484; tué à la bataille de Vouillé en 507.

Amalric ou Amalaric, élu en 507; tué à Narbonne, après avoir été battu par les Français, en 531.

En lui finit la maison de Théodoric Ier, qui avait donné six rois aux Goths.

Theudis, élu en 531; tué à Barcelone en 548.

Theudisèle, élu en 548; massacré en 549.

Agila, élu en 549; massacré à Mérida en 554.

Athanagilde, élu en 554; mort à Tolède en 567.

Liuva Ier, élu en 567; mort à Narbonne en 572.

Leuvigilde, associé au trône par Liuva en 568; seul roi en 572; mort à Tolède en 585.

Recarède Ier, élu en 585; mort en 601.

Liuva II, élu en 601; massacré en 603.

Viteric, élu en 603; massacré à Tolède en 610.

Gundemar, élu en 610; mort à Tolède en 612.

Sisebut, élu en 612; massacré à Tolède en 621.

Récarède II, élu en 621.

Suintila, élu en 621; détrôné en 623.

Sisenand, élu en 631; mort en 636.

Tulga, élu en 640; détrôné en 642.

Chindasuinthe, élu en 642; mort à Tolède en 652.

Récesuinthe, associé au

trône en 649; règne seul en 652.

VAMBA, élu en 672; détrôné et renfermé dans un monastère en 680.

ERVIGE, élu en 680, mort à Tolède en 687.

VITIZA, associé au trône en 694; règne seul en 700; détrôné en 709.

RODRIGUE, ou RODÉRIC, élu en 710. Il disparut après la bataille de Xérès de la Frontera en 712.

PÉLAGE, chef des rois Goths de la seconde monarchie gothique, élu vers 718; mort en 737.

NOTA. *Voyez, pour l'utilité de cette table, les pages* 55 à 87 *du Résumé.*

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

ERRATUM.

Page 168, treizième ligne, *Saria*, lisez : *Soria.*

RÉSUMÉ

DE

L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

L'Espagne est la partie la plus occidentale de l'Europe du midi; embrassée par les deux mers, l'Océan Atlantique et la Méditerranée, elle forme avec le Portugal une presqu'île dont la circonférence est d'environ 630 lieues.

Cette belle péninsule a reçu divers noms chez les historiens de l'antiquité. Les Grecs l'appelaient *Ibérie*, et ils ne connurent guère que la partie qui depuis garda ce nom; les Latins lui imposèrent celui d'*Hespérie* ou région du Couchant. Le nom d'Espagne, qui a prévalu, paraît être d'origine carthaginoise; mais la division de la péninsule en *Celtibérie*, et *Ibérie* proprement dite, n'est pas moins antique que ces dénominations diverses. Les rives du Tage et de la Guadiana formaient, avec les monts *Idubèdes* d'un

côté, et avec l'Océan de l'autre, la triple ligne de cette démarcation. Depuis la deuxième guerre punique, le cours de l'Ébre fut la limite respective des deux Espagnes *citérieure* et *ultérieure*. Enfin, après la conquête, et sous Auguste, une organisation provinciale définitive distingua dans la péninsule trois grands départemens ou provinces, savoir : la *Tarragonaise*, la *Bétique* et la *Lusitanie*.

Ce court aperçu de la géographie politique de l'Espagne sous les Romains, suffit pour l'intelligence de ce que nous aurons à dire sur cette époque de son histoire. Il importe seulement de remarquer, relativement à la première de ces divisions, celle d'*Ibérie* et de *Celtibérie*, universellement admise par les écrivains de l'antiquité, qu'elle dérivait de l'établissement, très-antérieur dans la péninsule, de deux races génératrices, les *Celtes* et les *Ibères*. La première avait prédominé dans le Nord et l'Ouest, l'autre dans l'Est et le Midi.

Dans une étendue d'environ deux cents lieues du Nord au Midi, et de deux cent soixante-quinze du Levant au Couchant,

en partant du cap de Creuz jusqu'à celui de Saint-Vincent, la péninsule renferme une grande variété de climats et de productions. De tous les états de l'Europe, aucun ne paraît moins destiné par la nature à cette uniformité de gouvernement et d'administration, si commode pour le pouvoir absolu. Ses richesses naturelles pourraient être immenses; dès les temps les plus reculés, elle comptait au nombre de ses moyens d'opulence des mines d'argent et d'or qui paraissent avoir été un puissant attrait pour les premiers peuples navigateurs et marchands venus d'Asie afin de former des établissemens en Europe. L'exploitation de ces mines a laissé peu de traces; mais le fer, le cuivre, l'étain, le plomb et d'autres métaux abondent encore, soit dans ces vastes Pyrénées qui séparent l'Espagne de la France, soit dans les nombreuses chaînes de montagnes qui coupent dans tous les sens et varient le sol de ce beau pays.

Les habitans du Nord et du Midi ont retenu de remarquables vestiges de leurs différentes origines. On retrouve dans la Galice et les Asturies le beau sang, les

formes athlétiques, et chez les femmes l'éclat de coloris des races du Nord qui envahirent ces provinces après la chute de l'empire romain. Ceux de l'Est et du Midi, en suivant le littoral de la Méditerranée, à partir de Barcelone jusqu'au détroit, attestent, par des traces opposées et plus expressives encore, leur mélange avec les nations arabes et maures qui avaient repeuplé de leurs plus nobles tribus un pays qu'elles n'avaient pu soumettre que par l'expulsion ou l'extermination presque totale des anciens habitans. Cette large bande de terre qui renferme les cités jadis si opulentes de Valence, Séville, Murcie, Jaen, Cordoue, Grenade et Carthagène, couverte de citronniers et de palmiers, est comme une transition magnifique des zones tempérées aux latitudes brûlantes. En face et de l'autre côté de ce détroit, qui finit la terre avec la civilisation d'Europe, sont les Maures, depuis plus de cinq siècles refoulés sur le sol de l'Afrique. Redevenus complétement barbares et malheureux, ramas de brigands monarchiquement gouvernés par des chefs

toujours féroces, ils ont conservé le souvenir de leur domination en Espagne, comme la mémoire de l'âge d'or, de l'époque enchantée de leur histoire; et chaque jour, dans la prière du soir, ils demandent à Mahomet de rendre aux fidèles croyans le territoire fertile de Grenade et les merveilles de l'Alhambra.

Malgré la réalité de ces antiques distinctions de races encore subsistantes, et plus sensibles en Espagne qu'en aucune autre partie de l'Europe, un génie uniforme est faussement attribué à l'universalité des habitans de la péninsule. Prévenu de ce type abstrait formé de la réunion de quelques traits généraux, le voyageur qui les visite dans les diverses provinces, se trouve singulièrement trompé dans ses idées, et reconnaît tout le vide et l'imposture de ces commodes généralités prétendues caractéristiques. Dans cette suite de riches contrées, qui jadis ont formé autant d'états particuliers, les contrastes de mœurs, de génie, d'habitudes physiques et morales, sont aussi fréquens que les oppositions de climat, de sol et de site. Entre l'habitant

des environs de Madrid et le fier Catalan ou l'impétueux Aragonais, la distance est immense; elle n'est pas moindre entre l'Asture ou le Galicien, et l'énervé bourgeois de Murcie ou le pétulant Andalous. L'observateur remarque tantôt une activité qui ferait honneur aux peuples les plus industrieux et les plus énergiques de la terre, tantôt une paresse dégradante qui accuse encore plus la déplorable influence de l'esprit monacal que la proximité du soleil d'Afrique. Il est surpris de retrouver la vivacité française, et presque la légèreté gasconne, à côté du flegme allemand et de la taciturnité musulmane. Les grandes cités, jadis résidences royales, lui offrent, dans les hautes classes, la morgue surannée et l'ignorance satisfaite de la vieille aristocratie; dans les rangs inférieurs, l'humilité obséquieuse et intéressée des peuples long-temps façonnés aux compartimens de la monarchie absolue. Au reste, il ne faut pas prendre l'empreinte d'un accablant despotisme pour la physionomie naturelle d'un peuple; celui-ci travaille à retrouver tous les traits de la sienne.

Il reparaît, depuis une époque récente et à jamais mémorable, tel que nous le montrent les plus belles pages de ses annales antiques, c'est-à-dire, plein de constance dans le malheur, et capable de cette élévation d'âme qui fait préférer la mort à la servitude [1].

[1] On comprendra facilement, en lisant cette phrase et quelques autres, que la guerre d'Espagne se préparait et que la contre-révolution d'Espagne n'était point accomplie à l'époque où fut publiée la première édition de cet ouvrage, laquelle a subi peu de changemens. Nous avons textuellement conservé dans ce passage, comme ailleurs, ces expressions d'estime et d'espérance pour la nation espagnole, aujourd'hui complétement démenties, il est vrai, par les événemens; mais il ne faut jamais désespérer d'un grand peuple. Nos appréciations, fausses aujourd'hui, pourront être vraies un jour. Les cris que poussent les amis de la liberté en Espagne, en expirant entre les mains des bourreaux, prophétisent le prochain retour de l'orage révolutionnaire, trop sollicité par tant d'horreurs et par un abus si inoui de ce pouvoir monarchique tout paternel et miséricordieux de son essence. Lorsque nous nous plaisons à reconnaître que Charles X fait aimer la royauté en France, il nous doit être

La question de savoir quels ont été les premiers habitans de l'Espagne a été le sujet d'amples controverses entre les érudits nationaux; elle est restée indécise comme tous les problèmes historiques pour la solution desquels on ne peut recourir au témoignage d'aucun monument. Mais il nous suffit d'être certains que les premiers explorateurs de la péninsule qui aient laissé des vestiges irrécusables de leur immigration, sont les Phéniciens, et que l'Espagne doit les premiers germes de sa civilisation à ces hardis navigateurs. Avant eux, tout était sauvage encore sur les bords du Bétis, si pourtant cette expression n'est pas une sorte d'injure faite à l'heureuse simplicité des peuplades aborigènes par lesquelles ils furent accueillis.

permis de remarquer avec l'Europe indignée, que les conseillers de Ferdinand VII la font abhorrer en Espagne, et qu'ils ne compromettent pas moins la sûreté que la majesté de son trône.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

Avant J.-C. envir. 1000.

Les Phéniciens fondèrent, entre autres villes, *Gades* ou Cadix; *Medina Sidonia*, dont le nom rappelle celui de *Sidon*, si fameuse par son commerce et ses richesses. Conquérans pacifiques, ils introduisirent, sans obstacle, dans l'heureuse Bétique, leurs arts, leur langue et même leurs dieux. En suivant les côtes de la Méditerranée, ils pénétrèrent dans les parties où sont maintenant Grenade, Murcie, Valence; ils s'avancèrent jusqu'aux Pyrénées, qu'ils obtinrent la permission de fouiller, et ils en retirèrent une telle abondance de métaux, que, suivant le rapport d'Aristote et de Diodore de Sicile, ils remplacèrent, dans leurs navires, tous les ustensiles de fer et de plomb avec de l'or ou de l'argent, afin d'en pouvoir transporter une plus grande quantité. Cette prodigieuse richesse fit croire à l'incendie

des Pyrénées et à l'étymologie de leur nom.

Le bruit de leurs expéditions attira bientôt aux Phéniciens la concurrence des Grecs. Ces habitans des grandes îles de l'Archipel, qui semblent formés pour dominer sur l'élément qui les entoure, avaient entrepris de longs voyages dans la Méditerranée, après l'expédition, tout ensemble fabuleuse et historique, des Argonautes. Les Rhodiens, les Samiens et les Phocéens fondèrent successivement des colonies sur le littoral de la Méditerranée, à l'Occident et au Nord. On attribue aux premiers la ville de Roses en Catalogne; la fondation de Sagonte par les insulaires de Zante se rapporte à la même époque; les établissemens des autres nations ou villes grecques ne peuvent pas être déterminés avec la même probabilité. Quant aux Phocéens, après plusieurs tentatives en Corse et en Calabre, conduits enfin par les vents et les oracles sur les côtes de la Gaule, ils y fondèrent, comme on sait, la ville de Marseille. Des descendans de ceux-ci revinrent plus tard en

Catalogne, et ils y bâtirent, pour l'agrandissement de leur commerce, *Ampurias*, au-dessus de l'Èbre; cette ville devint, comme le nom latin d'*Emporium* l'indique assez, un marché ouvert à toute la Celtibérie, pour l'échange de ses productions avec celles de la Gaule méridionale, et probablement de l'Italie.

Carthage, marchande et guerrière, et surtout ambitieuse, ne pouvait abandonner tranquillement aux Phéniciens et aux Grecs l'exploitation des richesses de la péninsule; ayant avec les premiers une commune origine dont les liens s'étaient maintenus dans tous les temps, par les effets d'une mutuelle assistance, elle dut trouver en eux des auxiliaires plutôt que des rivaux. Mais elle ne suivit pas l'exemple de leur modération; elle établit d'abord des comptoirs, dit un ancien historien, puis des temples; et un jour ces temples se transformèrent en forteresses.

Vers le troisième siècle avant l'ère chrétienne, la première guerre punique avait forcé les Carthaginois d'abandon-

ner leurs plus riches établissemens dans la Bétique. L'an 287 avant Jésus-Christ, Amilcar Barca vint avec des forces considérables reprendre leurs premières possessions, et les agrandir par des conquêtes qui s'étendirent jusqu'à *Barcelone*, dont le nom fait voir qu'elle doit son origine à ce chef carthaginois. Il pénétra même dans l'intérieur jusqu'à l'Estramadure et le Portugal; cependant il trouva dans cette dernière expédition le terme de ses succès et de sa vie : blessé au passage de la Guadiana, il tomba de son cheval et se noya.

Asdrubal, plus grand homme encore, poursuivit les conquêtes de son frère, et soumit au joug carthaginois plusieurs villes de la Celtibérie aux environs de l'Èbre : son humanité lui concilia l'affection des vaincus, qui lui offrirent de s'allier à l'une de leurs plus illustres familles. Il épousa en effet une Espagnole, et fonda Carthagène. C'est sous lui qu'Annibal, jeune encore, s'instruisait dans le grand art de commander aux hommes, et préparait les terreurs de Rome. Après la dernière expédition

d'Asdrubal, l'Espagne resta tranquillement soumise à Carthage pendant dix ans, et fut traitée avec les ménagemens que mérite une esclave féconde et nourricière.

Les peuples d'origine grecque, tels que les Sagontins et les Ampuritains, qui habitaient les côtes de la Catalogne et du royaume de Valence, s'inquiétèrent de l'agrandissement rapide de ces puissans voisins, et recherchèrent contre eux l'alliance de Rome.

Il n'est pas inutile de faire remarquer au lecteur que l'ordre et la succession des événemens de ce premier période, antérieur à l'époque où la péninsule devint le théâtre des sanglans démêlés des deux républiques, sont fort incertains. Nous adoptons la distribution des dates et des faits qui nous paraît à la fois la plus simple, la plus probable et la mieux attestée; mais il reste une ample matière de controverse à ceux qui veulent examiner à fond les difficultés historiques. Ils verront, en consultant les divers auteurs, que les uns font remonter les relations des Romains avec l'Espagne

à une époque antérieure à la première guerre punique; que cet intervalle de domination tranquille des Carthaginois, auquel nous venons d'assigner une durée de dix ans, en doit peut-être emporter bien davantage; et que c'est pendant ce laps de temps qu'il faut placer les guerres et l'administration des trois enfans d'Asdrubal, dont l'un s'est appelé Annibal l'Ancien. Amilcar, frère d'Asdrubal, laissa également trois fils; Hannon, l'un d'eux, s'est rendu célèbre par son expédition maritime le long des côtes occidentales de la Gaule.

Quoi qu'il en soit, ce que l'on peut déduire de plus certain des monumens historiques, assez douteux, de cette époque, c'est que les enfans des deux grands capitaines que nous avons signalés, provoquèrent les mécontentemens des peuples d'Espagne, pour n'avoir pas imité la modération de leur père. Rome, impatiente de recommencer avec Carthage, et ne pouvant voir sans une indignation jalouse l'étendue toujours croissante de ses conquêtes, accepta avec joie le rôle de médiatrice et de

protectrice du faible. Elle se hâta d'envoyer un ambassadeur en Afrique, pour proposer au sénat de ces fiers marchands, de borner leur domination à la rive droite de l'Èbre. La sagacité punique ne vit qu'un défi et qu'une menace dans cette proposition, apprêtée pourtant avec tout ce que la diplomatie de cette antiquité pouvait avoir de plus réservé et de plus spécieux. Mais elle temporisa, parce que les conjonctures l'exigeaient; et ces négociations suivaient leur cours, c'est-à-dire que la bonne foi carthaginoise et la loyauté romaine étaient aux prises, lorsqu'Asdrubal fut assassiné par un esclave, qui voulut venger la mort de Tagus, prince espagnol, son maître, injustement mis à mort par l'ordre du général carthaginois. Le vœu unanime de l'armée déféra le commandement à Annibal, son neveu. Avant J.-C. 225.

Venu en Espagne à l'âge de neuf ans, ce grand homme en avait alors vingt-cinq. La révolte d'une grande partie des peuples de la péninsule lui fournit aussitôt une occasion d'attester la précoce

maturité de son génie et de ses talens militaires. Partir, les vaincre, les réduire et rentrer à Carthagène chargé de riches dépouilles, ce fut pour lui l'affaire de quelques jours. L'année suivante il pénétra dans la partie qui a porté le nom de royaume de Léon, assiégea et soumit les importantes places d'*Arbucala* et d'*Elmantica*, aujourd'hui Salamanque. Les Espagnols furent plus irrités qu'abattus de ces revers. Ils n'offraient pas au vainqueur une de ces faciles conquêtes dont le sort d'une bataille assure la durée; et c'est là que commence cette magnanime et terrible résistance contre les étrangers, Carthaginois et puis Romains : résistance telle, que peu de nations, même dans l'antiquité, en ont reproduit l'exemple.

Mais Annibal nourrissait des desseins plus vastes; il songeait à Rome, et se souvenait du serment qui l'avait destiné dès sa plus tendre enfance à venger les maux qu'elle avait faits à sa patrie. Ses victoires d'Espagne n'étaient à ses yeux que les moyens et les préludes de son expédition future au-delà des Alpes.

L'Espagne soumise lui donnait du renom, de l'or et d'excellens soldats. Il ne tarda pas à engager cette grande querelle, en attaquant Sagonte, alliée des Romains. Sur le fondement d'une contestation émue entre cette ville et quelques alliés de Carthage, Annibal proposa sa médiation, qui fut rejetée, et dans une seule nuit cette ville fut investie de tous les préparatifs d'un siége formidable. Vainement elle recourut à l'assistance des Romains. Ceux-ci voulurent négocier à leur tour : il n'était plus temps; Annibal et Carthage avaient résolu de combattre. Soutenus d'abord par l'espoir d'être secourus, les Sagontins se virent enfin livrés à leurs propres forces. Durant huit mois de siége, ils épuisèrent tout ce qu'il peut y avoir dans la nature humaine de constance, de valeur et de magnanimité. Ils ne furent pas vaincus par les horreurs d'une famine qui a passé en proverbe, *fames Saguntina;* mais enfin ils succombèrent. L'histoire a signalé leur défaite comme un triomphe; elle s'est arrêtée avec un douloureux plaisir sur

les détails de cet événement, l'un de ceux qui ont le plus contribué à consacrer l'antique vertu espagnole à l'admiration de la postérité.

L'écrivain dont la fonction est de réduire la narration historique, se trouve gêné de ne pouvoir retracer avec ce détail qui ajoute tant à l'intérêt, de si nobles actions. Ajoutons du moins à l'insuffisance de notre récit, que les femmes des Sagontins, partageant l'héroïsme de leurs époux, attendirent sur les remparts l'issue du dernier combat, et que, spectatrices attentives de la sanglante mêlée, quand elles eurent vu les derniers Espagnols tomber sous le fer ennemi, elles tuèrent leurs enfans et se précipitèrent elles-mêmes au milieu de l'incendie qui consumait les édifices de la malheureuse Sagonte. Rome n'a jamais pu se laver de la honte d'avoir abandonné cette alliée fidèle.

La nouvelle de ce désastre excita pourtant le remords et le trouble au milieu du sénat romain. Une satisfaction fut demandée à Carthage, qui la refusa avec arrogance. Alors s'alluma

cette deuxième guerre punique qui prépara la ruine de la dernière de ces deux républiques.

Annibal se mit en route pour l'Italie avec cent mille combattans, pour épargner aux Romains la fatigue de venir le chercher en Espagne. Si les Espagnols avaient eu plus de politique, au lieu d'épouser l'une des causes rivales, ils auraient uniquement songé à reconquérir leur indépendance, à la faveur des divisions de deux puissances également à redouter pour eux. Mais le génie d'Annibal les avait subjugués; ils le suivirent même en Italie, comme tant de nations diverses que ce grand homme faisait marcher d'accord sous ses drapeaux.

Rome opposa P. Scipion à Annibal; et le général romain avait déjà débarqué à Marseille, lorsqu'il apprit que son adversaire se préparait à passer le Rhône, et qu'il se dirigeait vers les Alpes, dans le dessein de les franchir. Alors, laissant à son frère Cneus le commandement des forces destinées à l'Espagne, il s'embarqua pour Gènes,

dans le dessein de venir joindre les troupes cantonnées sur le Pô. Cneus vint débarquer avec ses légions à *Ampurias*, dans la Catalogne; et, selon la plus commune opinion, il est le premier qui ait planté les aigles romaines sur le sol de l'Espagne.

Hannon, général carthaginois à qui Annibal avait laissé la garde de la Celtibérie, joignit ses forces à celles d'Andobal, prince espagnol, et marcha à la rencontre des Romains. La victoire se décida en faveur de ceux-ci; elle abattit les partisans de Carthage, et la plupart des villes de Catalogne se donnèrent à ses adversaires. On se fit quelque temps une guerre d'intrigues et de trahisons. Le résultat de ces pratiques était que le sang et l'or des Espagnols acquittaient les griefs des deux partis. Enfin Andobal et Himilcon furent vaincus sur la mer vers l'embouchure de l'Èbre. Cette défaite les ruina et ne leur laissa que Carthagène.

Les deux Scipions venaient de se réunir. Ils marchèrent ensemble à de nouveaux succès. Mais l'on se ferait illusion

si, d'après les idées de grandeur d'âme que ce nom de Scipions est en possession de réveiller, on se figurait qu'ils n'employèrent jamais contre leurs ennemis que des moyens avoués par l'héroïsme. Quel vain mot que cette loyauté romaine toutes les fois qu'il fut question de vaincre et de dominer! Pressée entre deux ambitions contraires, entre deux usurpations également odieuses, l'Espagne seule doit intéresser dans le spectacle de ces sanglans débats. Malheureusement l'histoire n'a presque toujours qu'à signaler l'inutilité des efforts des hommes véritablement patriotes qui repoussaient également les deux interventions étrangères.

Annibal avait rebâti Sagonte, et ses murailles relevées étaient devenues l'asile où les Carthaginois gardaient les otages qu'ils avaient exigés des villes restées fidèles à leur parti depuis le commencement de la guerre. Les deux Scipions se rendirent maîtres de tous ces otages, par l'effet d'une insigne trahison qui leur fut offerte et qu'ils ne repoussèrent pas. Cet événement désas-

treux pour la puissance carthaginoise, fit chanceler les fidélités douteuses, pour la garantie desquelles des otages avaient été nécessaires : mais de plus grands malheurs encore vinrent combler cette suite de revers.

Annibal, en Italie, après avoir de si près menacé les destins de la ville éternelle, commençait à voir pâlir son étoile; et son frère Asdrubal reçut du sénat de Carthage l'ordre de marcher à son secours. Il partit avec la douleur d'abandonner aux Romains cette Espagne, qu'il regardait comme la conquête de ses pères, et où s'était épuisée la meilleure part de leur sang et de leur vie. Les Scipions lui fermèrent le passage aux bords de l'Ebre, et il fallut en venir aux mains. La fortune se prononça encore une fois, et sauva peut-être Rome sur les bords de l'Ebre. Asdrubal laissa sur le champ de bataille plus de vingt-cinq mille hommes, et dix mille tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Carthage fit d'incroyables efforts pour soutenir ses généraux en Espagne; cinq

ou six batailles perdues après celle-ci, ni la défection successive de la plupart de ses alliés, ne la découragèrent pas. Les Espagnols portaient la peine de ces défaites; et à chaque nouvel avantage remporté par les Romains, la cruauté et la rapacité punique cherchaient une sanglante indemnité dans le ravage de quelque ville coupable de rebellion, c'est-à-dire, coupable d'avoir échangé ses fers. Durant trois ans encore, les deux Scipions poursuivirent la conquête entière de la péninsule avec une veine de bonheur peu mêlée de revers. Leurs compétiteurs, chassés de partout, se trouvaient réduits à Carthagène; ils avaient même perdu les débris de cette illustre Sagonte, auxquels la reconnaissance romaine vint, en passant, payer un hommage tardif. Les Scipions la rendirent aux enfans de ceux qui l'avaient immortalisée.

Enfin la fortune parut se dégoûter de marcher à la suite de ces deux capitaines qu'elle avait comblés de ses faveurs. Ils avaient vaincu durant sept ans; ils se reposèrent deux mois, et ce court in-

tervalle d'inaction les perdit. Il suffit aux Carthaginois, qui paraissaient anéantis, pour réparer leurs forces et réorganiser une armée. Ils parvinrent même à faire passer à Annibal les secours auxquels la vigilance de leurs adversaires avait jusque là mis obstacle.

Après s'être oubliés un moment dans la sécurité de la victoire, les deux Scipions se réveillèrent au milieu du danger. Les Carthaginois avaient divisé leurs forces en deux corps d'armée. Les généraux romains opposèrent à cette manœuvre un plan d'opérations semblable, et se séparèrent aussi. Mais à peine séparés, Cneus fut abandonné des Celtibériens, qui faisaient la principale force de sa division; et Publius vit tomber sur ses flancs une redoutable cavalerie numide, conduite par le jeune Massinissa, venu depuis peu au secours des Carthaginois. Ils furent tous deux forcés à une retraite qui ne fut heureuse ni pour l'un ni pour l'autre. Publius fut vaincu le premier; Cneus succomba après son frère, devant les forces réunies des généraux carthaginois. Ni l'un ni

l'autre ne survécurent à leur défaite. Publius, après des prodiges de bravoure personnelle, fut abattu de son cheval par un coup de lance qui le perça de part en part. Cneus périt de même en combattant avec intrépidité au milieu des siens. Une poignée de Romains échappa au carnage, et se rallia sous la conduite de Titus Fonteius, à qui Publius avait laissé la garde de son camp.

Ainsi s'évanouirent les espérances que Rome avait fondées sur les talens militaires des deux Scipions. Il restait pourtant en Espagne un Lucius Martius, qui entreprit de rétablir l'honneur des armes romaines et de venger la mort de ses chefs. C'était déjà beaucoup, dans l'accablement universel, que de concevoir la pensée de la résistance. Ce valeureux jeune homme fit plus, et battit deux fois de suite les Carthaginois. La petite armée qu'il forma, en réunissant aux débris sauvés par Fonteius les garnisons qui se trouvaient dans les villes des confédérés, paraissait sortir de dessous les cendres des morts, selon l'expression d'un auteur de l'antiquité.

Lucius Martius, malgré ses victoires, n'avait point été confirmé dans le commandement par le sénat. Claudius Néron, nommé propréteur, vint lui succéder, mais il ne le remplaça pas, et ne sut que se faire battre honteusement par Asdrubal, après l'avoir laissé échapper des défilés des pierres noires, près de Jaen, où le chef carthaginois s'était imprudemment engagé. Rome se vit alors obligée de chercher un général qui réunît en lui la capacité des deux Scipions; et l'on sait comment, dans l'incertitude de ce choix difficile, le sénat en ayant référé à l'assemblée générale du peuple, un jeune homme de vingt-quatre ans s'avança, et rompant le silence universel : « C'est moi, dit-il, qui » irai continuer la guerre d'Espagne, si » le peuple veut me confier le soin de » venger la gloire de ses armes et l'hon- » neur de mon nom. » Ce jeune homme était Publius Cornelius Scipion, depuis l'*Africain*.

L'audace du jeune général fut heureuse : en entrant en Espagne il marcha à grandes journées vers Carthagène,

voulant terminer d'un seul coup la guerre. Cette cité opulente était le boulevard de la puissance des Carthaginois; dans tous leurs revers, elle leur servait d'asile et les soutenait par ses immenses ressources : elle avait résisté aux deux premiers Scipions, et succomba sous la fortune du troisième.

Asdrubal, complétement battu par le jeune Romain aux portes de *Beculà*, aujourd'hui Caslona, en Andalousie, s'enfuit vers les Pyrénées, abandonnant enfin les belles contrées de l'Espagne du midi. Publius Cornelius, dès lors sans rival, détruisit les restes de la domination carthaginoise par cinq ans de victoires, et acheva sa conquête par les séductions d'une générosité que les peuples de la péninsule n'avaient point encore vu pratiquer avec cette grâce majestueuse qui distinguait le plus célèbre des Scipions. Il acquit à sa patrie l'amitié de Massinissa et celle d'Andobal et de Mandonius, jusque là inflexibles ennemis du nom romain. Il n'est pas inutile de remarquer que les Carthaginois et les Espagnols furent surtout frap-

pés du respect que montra le jeune vainqueur pour une belle captive tombée entre ses mains [1]. La vertu que supposait cette manière d'user de la victoire était plus grande aux yeux des barbares que le mépris de l'or et la valeur la plus intrépide.

Quelques villes refusèrent pourtant de reconnaître la loi du général romain. Parmi celles dont les historiens latins eux-mêmes ont vanté la résistance, on cite *Iliturgi* et *Astapa*, aujourd'hui Estepa. Les citoyens de la première de ces deux cités avaient indignement assassiné les soldats qui, échappés à la funeste déroute de Cneus, étaient venus leur demander asile. Ils n'espéraient pas de pardon, et, vaincus, ils n'en obtinrent pas. Ceux d'Astapa renouvelèrent

[1] Tout le monde connaît ce trait, signalé par une sorte d'admiration classique sous le nom de *la continence de Scipion*. Nous ne contestons pas le mérite d'une telle vertu; mais il est bon d'apprendre à nos lecteurs que Valère d'Antie prétend que Scipion ne renvoya la fiancée d'Allucius qu'après y avoir réfléchi quelques jours.

l'exemple de Sagonte : à la veille d'être réduits, après une terrible résistance, ils élevèrent au milieu de la place publique un immense bûcher, sur lequel ils placèrent leurs richesses, puis les vieillards, les femmes et les enfans : la garde du bûcher était confiée à cinquante guerriers intrépides, qui avaient juré d'y mettre le feu dès que le signal en serait donné par la défaite et la mort de tout ce qui restait d'habitans en état de combattre. Cela fut ainsi exécuté; et quand les Romains entrèrent dans la ville, les flammes d'un vaste incendie dévoraient tout ce que le désespoir leur avait livré : l'argent et l'or en coulaient comme d'une mine embrasée; plusieurs soldats furent victimes de la cupidité qui les précipita sur ces trésors ruisselans.

Scipion retourne à Rome : Caton le remplace avec peu de gloire. Andobal et Mandonius lèvent l'étendard de l'indépendance, se croyant dégagés de leurs sermens par les cruautés et les rapines des nombreux proconsuls qui se succédèrent dans la lieutenance d'Espagne. Avant J.-C. 205.

D'ailleurs ces deux princes abhorrant également le joug de Rome et celui de Carthage, passaient de l'une à l'autre, suivant les circonstances, subordonnant avec raison tous ces engagemens forcés et illégitimes à leurs devoirs envers la patrie. Ils combattirent, à la tête de trente-quatre mille hommes, sur les confins de l'Aragon et de Valence. La mort d'Andobal, percé d'un coup de lance au commencement de l'action, décida la déroute des Espagnols : poursuivis avec acharnement par les vainqueurs, ils n'échappèrent à un massacre général qu'en livrant la tête de leur second chef Mandonius.

Depuis cette époque, l'Espagne commença à être gouvernée par des préteurs, selon la division d'Espagne citérieure et ultérieure, adoptée dès le commencement de la guerre avec les Carthaginois. L'administration de ces préteurs était arbitraire, et l'impossibilité d'un recours au sénat, leur assurant l'impunité, les pervertissait en véritables tyrans. Ils pressuraient, ils opprimaient le peuple, et lui faisaient sentir

toute l'effrayante vérité de cette maxime odieuse, *væ victis*, qui résonna tant chez les Romains. Le feu qui couvait sous la pâleur de l'abattement et sous les lambeaux de la misère éclata enfin : la première explosion s'en fit en Catalogne et en Andalousie, et il ne tarda pas à embraser la Lusitanie entière, les côtes de la Méditerranée et la Celtibérie, c'est-à-dire la plus grande partie de l'Espagne. Cette seconde guerre fut affreuse, et, d'un côté comme de l'autre, ouvrit la carrière à tous les excès de la vengeance et de la cruauté. L'insurrection débordait de partout comme un torrent qui a brisé ses digues, et le sang espagnol, en coulant sur le sol de la patrie, en faisait sortir de nouveaux défenseurs. Les Lusitaniens, entre tous, se signalèrent dans cette lutte glorieuse pour un affranchissement qu'ils avaient invoqué les premiers. Les infamies de Sergius Galba et de Lucullus les avaient fait courir aux armes; et l'horreur du nom romain fut excitée par le préteur Vetilius.

Dix mille hommes rassemblés sur les frontières de la Lusitanie par l'amour de Avant J.-C. 160.

la liberté et la soif de la vengeance, se mirent en marche pour venir ravager le pays des Algarves et la Turdétanie, aujourd'hui l'Andalousie. Moins bien disciplinés que braves, manquant encore d'un chef expérimenté, ils se laissèrent entraîner par l'ardeur du butin, et furent surpris par Vetilius, qui avait succédé à Galba. Les Romains en massacrèrent quelques-uns; et le reste de cette petite armée, jeté par le désordre de sa fuite dans des défilés presque impraticables, y fut bloqué par les légions et réduit à se rendre ou à périr de faim. Le préteur offrait de leur assigner des terres pour un établissement dans les fertiles contrées du Midi, s'ils voulaient reconnaître la souveraineté de Rome. Un assez grand nombre inclinait à accepter ces conditions, lorsqu'un montagnard, jusque là simple soldat, et remarquable seulement par son imposante stature, élève la voix pour leur reprocher énergiquement leur lâcheté; il leur rappelle la perfidie de Lucullus. « Naguère, dans la ville de Panca, ce préteur avait livré au tranchant de l'épée vingt mille citoyens qui

s'étaient rendus sur la foi d'une capitulation solennellement souscrite. Vetilius est-il plus digne de foi que Lucullus? ces tyrans ne sont-ils pas tous les mêmes? »

L'homme qui parlait ainsi était Viriates, d'abord pasteur, puis brigand, maintenant soldat, et bientôt général de ses camarades, sur lesquels il prit subitement l'ascendant d'un homme formé pour les grandes choses. Il leur communiqua son âme; il obtint d'eux qu'ils mourraient en combattant plutôt que de se livrer comme de vils troupeaux; et rien n'étant plus aisé que de vaincre à des hommes une fois résolus à mourir, Viriates les tira de cette position difficile par un mélange étonnant d'audace et d'adresse [1].

[1] Les commencemens du guerrier lusitanien n'ont pas été racontés de même par tous les historiens: selon quelques-uns, après le massacre de Panca, Viriates, déjà célèbre parmi les siens, conduisit ses compagnons non loin des murs de cette ville, au lieu même où cette infâme trahison s'était consommée; et là, tandis qu'au milieu de ces tristes débris, déjà devenus la proie des vautours, cette multitude

A son tour, il attira dans un piége Vetilius, qui s'était engagé, avec un dépit imprudent, à la poursuite des rebelles. Les légions du préteur furent taillées en pièces, et lui-même, tombé vivant entre les mains de ces fiers barbares, fut tué d'un coup d'épée, dont l'un d'eux le frappa dédaigneusement, le jugeant un être inutile et vil à cause de son excessive obésité.

éclatait en gémissemens; tandis que l'un reconnaissait un frère, l'autre un père ou un fils, Viriates retrouva le cadavre de l'une de ses filles, que sa jeunesse et son sexe n'avaient pu sauver. Le héros, versant des pleurs, souleva les restes de cette enfant, et, posant sa main sur ses blessures, il dévoua de si barbares ennemis aux dieux infernaux; il fit le serment de verser des flots de sang romain. Des milliers de voix se joignirent à la sienne; tous les glaives furent tirés; et pour accomplir cette tragique cérémonie, un prisonnier, c'était un chevalier romain, fut immolé dans cet endroit. Les principaux compagnons de Viriates, qui lui-même avait égorgé le captif, plongèrent leurs mains dans les entrailles fumantes de cette victime en répétant la redoutable formule d'exécration.

Arrêtons-nous un moment à ce Viriates, l'un des hommes les plus extraordinaires qui aient humilié les aigles romaines. La partialité des historiens latins a voulu le flétrir comme un misérable bandit, et a traité son grand courage de rapacité féroce. Ce paysan, devenu l'honneur de sa patrie, avait commencé par être un brigand, il est vrai; mais ses déprédations ne s'exercèrent que sur les Romains, les déprédateurs du monde, et c'est tout dire pour le justifier. D'ailleurs, il n'est pas donné à tous les mortels de choisir les sentiers par lesquels ils s'élèvent à la renommée. Viriates avait la magnanimité d'un héros et l'intelligence d'un Scipion; dès lors qu'importent son origine et le caractère de ses premiers exploits? Il voulut affranchir sa patrie, et il l'eût rendue libre en effet, si la trahison n'eût pas borné sa carrière. Ce brigand, selon les Latins, fut, selon tous les autres, fidèle à sa parole, tempérant et généreux dans la victoire. Il n'eût pas fait mieux s'il fût sorti du sang des Corméliens.

Cette première victoire fut suivie de

deux autres également complètes. Les Romains en furent abattus, et des légions entières fuyaient devant quelques centaines de Lusitaniens. Viriates planta sur les montagnes de nombreux trophées formés des étendards, des aigles, des insignes, et même des vêtemens des généraux vaincus, recueillis sur le champ de bataille. Le bruit de son nom alla consterner Rome. Divers généraux vinrent continuer la guerre; Viriates, malgré sa constante supériorité sur eux, rechercha la paix avant de lasser sa fortune; et le proconsul Servilianus accepta ses propositions pour sauver les débris de son armée. En vertu de ce traité, qui fut ratifié par le sénat et le peuple romain, les Lusitaniens restaient possesseurs du territoire qu'ils occupaient alors; les Romains gardaient le reste de leurs conquêtes; et l'on promettait, de part et d'autre, de ne point franchir les limites reconnues. Tel fut le pacte qui mit fin à une guerre sanglante de quatorze années.

Avant J. C. 150.

Quintus Servilius Cépion, successeur de Servilianus, demanda au sénat l'au-

torisation de rompre un traité qu'il présentait comme déshonorant pour la république. Par une sorte de pudeur, dont il se dispensa dans bien d'autres occasions, le sénat approuva le plan de Cépion, sans lui donner d'autorisation ostensible : les hostilités devaient être spontanées. Cépion refusa de se charger à lui seul de l'odieux d'une telle perfidie, et le sénat foula aux pieds les apparences aussi bien que la religion du serment. Les Lusitaniens furent subitement envahis en pleine paix. Viriates envoya aussitôt vers Cépion trois de ses lieutenans. Ceux-ci, corrompus par les offres du proconsul, s'engagèrent à livrer la tête de Viriates. En effet, ayant pénétré dans sa tente pendant la nuit, ils l'assassinèrent d'un coup de poignard à la gorge, seule partie de son corps que laissât à découvert l'armure qu'il ne dépouillait pas même pour prendre du repos. Aussitôt, lui ayant coupé la tête, ils partirent en toute hâte pour le camp romain.

Quand le matin fut venu, et que le bruit de cet assassinat horrible se répan-

dit, les cris du désespoir et de la douleur remplirent tout le camp des Lusitaniens; et les soldats, accourant pour voir leur général, se précipitaient sur le cadavre couvert de sang en l'inondant de pleurs, et se relevaient furieux, cherchant les assassins. Telle fut la destinée de ce grand homme, et telle fut la *pudeur* de ces Romains, eux qui parlaient tant de la foi punique! Au reste, quand les scélérats qui avaient privé l'Espagne de son vengeur vinrent en présentant sa tête demander leur récompense à Cépion, ce proconsul leur répondit, avec le sourire du mépris, qu'ils devaient aller chercher leur salaire à Rome.

Tantale succéda à Viriates. Battus sous ce nouveau chef, et dispersés, par la politique des vainqueurs, dans des colonies diverses et éloignées, les Lusitaniens sentirent que leur illustre général avait emporté au tombeau leur force et l'espoir de leur liberté. Abandonnant des champs ravagés et des cités réduites en cendre, ils se retirèrent dans les montagnes, où la servitude ne pouvait aller

les chercher; et lorsque les Romains leur offrirent la restitution de leurs propriétés, à la seule condition de payer un tribut, ces barbares répondirent que leurs ancêtres leur avaient laissé du fer pour défendre leurs possessions, et non de l'or pour les racheter.

Pendant la guerre de Viriates, une partie de la Celtibérie s'était soulevée, enflammée par cet exemple. Numance, alliée des Romains, ayant eu le malheur de donner asile à quelques Celtibériens fugitifs; cet acte d'humanité lui fut imputé à crime de rébellion, et le consul Quintus Fulvius Nobilior investit, avec toutes ses forces, cette cité fameuse, dont on assigne la place non loin de la ville de Soria.

Les Numantins combattirent et défendirent avec vaillance une ville dont leurs boucliers étaient les seules fortifications. Ils profitèrent d'un premier avantage pour demander la paix. Fulvius la refusa avec arrogance. Cependant les succès toujours croissans des Lusitaniens ayant détourné vers eux tout l'effort des armes romaines, Nu-

mance respira jusqu'au moment où, succédant à Junius Brutus, qui n'avait fait que paraître en Espagne, Quintus Pompéius Rufus obtint le gouvernement de l'Espagne citérieure. Ce consul se présenta avec trente mille hommes devant Numance, qui ne renfermait que huit mille guerriers. Ils rejetèrent la capitulation qui leur était offerte à la condition de mettre bas les armes, et se défendirent pendant un an avec un courage qui réduisit Q. Rufus à leur proposer une paix plus honorable. Mais, par un excès de confiance inexplicable, ils consentirent à un double traité; l'un, préservant leur indépendance et leur gloire, devait être réel, mais secret; et l'autre, fictif, mais ostensible, devait, par des conditions toutes différentes, satisfaire l'orgueil du sénat et la majesté du peuple romain. Lorsque, sur la foi de cet arrangement, ils eurent posé les armes, Q. Rufus, par la plus lâche perfidie, ne voulut reconnaître et exécuter que le traité qui les déshonorait. Cette grande contestation fut portée à la décision du peuple romain,

lequel, avec sa bonne foi accoutumée, déclara que les articles secrets dont se prévalaient les Numantins ne pouvaient pas être reconnus.

En conséquence la guerre fut poursuivie, et le consul Popilius, successeur de Q. Rufus, les assiégea avec la plus grande vigueur. Il fut repoussé et battu dans plusieurs sorties avec une telle perte de ses meilleures troupes, que la terreur superstitieuse des Romains chercha, dans je ne sais quels phénomènes, l'explication surnaturelle de cet événement. Le consul Caius Hostilius Mancinus, qui s'était embarqué pour venir prendre la place de Q. Rufus, fut sur le point de virer de bord, parce que les poulets sacrés s'étaient échappés pendant qu'il faisait un sacrifice; et de fait, ces sinistres présages furent, quant à lui, justifiés par l'événement, puisqu'il livra une bataille malheureuse, fit une paix humiliante, et reçut un châtiment déshonorant.

Un seul trait anecdotique peint souvent mieux le caractère d'une nation que de longs récits. Celui que je vais

citer donnera une idée juste du génie de ces fiers barbares. La fille d'un citoyen de Numance, d'une rare beauté, était aimée de deux jeunes gens de la même ville, tous deux nobles, tous deux vaillans au même degré. Le père, pour mettre fin à leurs prétentions rivales, et se déterminer avec justice, déclara qu'il donnerait sa fille à celui des deux qui lui apporterait la main droite d'un ennemi. Ils coururent aussitôt au camp des assiégeans, et furent stupéfaits de le trouver désert. Découragé par l'énergie de leur résistance, Mancinus avait levé le siége et honteusement pris la fuite pendant la nuit.

Les Numantins se hâtèrent d'atteindre les légions fugitives; avant la venue du jour, ils avaient massacré toute l'arrière-garde de l'armée romaine et jeté la terreur dans le reste. Ils la réduisirent au point que pas un seul homme ne pouvait s'en sauver. Le superstitieux et tremblant Mancinus capitula sur les cadavres de plus de dix mille des siens. Les Numantins, qui avaient tant d'injures, tant de perfidies à venger, eurent

la générosité de ne pas exterminer des légions vaincues, sous la condition d'une paix désormais durable entre Rome et Numance.

Rome refusa de sanctionner ce traité, et Mancinus fut cité devant l'assemblée du peuple pour rendre compte de sa conduite. Les envoyés de Numance exposaient, avec toute justice, qu'à défaut de ratification de la capitulation qu'ils avaient consentie, les vingt mille hommes échappés au massacre devaient être remis à leur disposition ; mais toutes les contestations de cette nature étaient jugées d'avance par la loyauté du peuple-roi : la guerre fut poursuivie. Mancinus, conduit en Espagne comme un criminel, fut jeté devant les portes de Numance, nu et chargé de chaînes. Soit respect pour l'infortune, soit mépris pour Rome et pour la vengeance trop facile qu'elle offrait, les Numantins ne voulurent pas le recevoir ; et le malheureux Hostilius resta tout un jour dans cette situation, à la vue de ses compatriotes et de ses ennemis, rejeté par les uns et repoussé par les autres.

Malgré la rigueur de cet exemple et des ordres du sénat pour que la guerre fût continuée avec vigueur, telle était la terreur qu'inspirait Numance, que les successeurs de Mancinus craignirent d'approcher de ses remparts. Son nom était funeste ; on ne le prononçait pas : *terror imperii*, c'est ainsi qu'on la désignait toutes les fois qu'il en était question dans le sénat. Une quatrième armée fut décrétée pour aller reprendre le siége, sous le commandement de Scipion Emilien. Mais parmi toutes les légions invitées à servir dans cette guerre, aucune ne se présentant, on confia au sort le soin d'adjuger ce périlleux honneur, que la force seule put faire accepter.

Avant J.-C. 135. Scipion, avec soixante mille hommes, dévasta les campagnes environnantes, intercepta toutes les communications, voulant réduire par la faim ceux que les Romains ne pouvaient plus attaquer à force ouverte. Les Numantins, au nombre seulement de huit mille, firent des prodiges de valeur ; cent fois ils forcèrent les lignes des assiégeans ; cent fois,

sortant en ordre de bataille, ils défièrent l'armée romaine tout entière. Réduits enfin par l'opiniâtreté négative du général romain, et menacés des horreurs de la famine, ils se seraient rendus s'ils avaient pu obtenir des conditions telles à la vérité que ne les accordait jamais l'ingrate arrogance de leurs ennemis. Il fallait se rendre à discrétion ou périr. Ces hommes généreux choisirent le dernier parti. Ce qui en restait après tant de combats, dans lesquels avaient coulé des flots de sang romain, voulut tenter encore de s'ouvrir un passage à travers les tranchées ruinées des assiégeans. Les femmes, pour ne pas mourir seules, coupèrent les jarrets aux chevaux. Mais ils n'attendirent pas les horreurs d'une mort trop lente; les uns prirent du poison, d'autres se percèrent de leurs épées; d'autres enfin se firent un bûcher funéraire de leurs maisons. Les historiens racontent encore que ceux des familles les plus distinguées, afin de mourir d'une manière qu'ils jugeaient plus glorieuse, établirent entre eux des combats singuliers, dans lesquels le vainqueur, après

avoir coupé la tête au vaincu, renouvelait sa lutte avec un autre adversaire jusqu'à ce qu'il succombât à son tour. On en sauva à peine quelques-uns pour orner le triomphe du vainqueur.

La chute de Numance plongea l'Espagne dans une stupeur profonde; et dès lors, de proche en proche, la servitude s'étendit, et toutes les têtes se façonnèrent au joug. Les seuls habitans du Nord furent redevables à leur pauvreté et à l'aspérité de leurs montagnes d'un reste d'indépendance.

Quarante ans d'une paix non interrompue suivirent cet événement mémorable. A l'époque des guerres civiles de Sylla et de Marius, Sertorius, l'une des plus illustres victimes de ces proscriptions, se flatta de ranimer au profit de son ressentiment l'antique fierté espagnole. Il les invita de nouveau à secouer un joug que l'affreuse avarice des proconsuls de Rome avaient rendu insupportable. Les Lusitaniens se joignirent à lui. Deux victoires consécutives, l'une contre Didius, préteur de la Lusitanie, et l'autre contre Lucius Domitius, préteur de l'Es-

Avant J.-C. 84.

pagne citérieure au nom de Sylla, lui soumirent les deux provinces d'Espagne, et en firent un redoutable rival pour ce tyran de Rome. L'Espagne ayant déjà subi en partie les usages et les lois de la nation conquérante, Sertorius établit avec facilité un gouvernement semblable en tout à celui de l'ancienne république. Le but vers lequel ce grand homme marchait à grand pas était de donner une rivale à la dominatrice du monde, en reprenant à leur source toutes les institutions qui avaient fait sa force, et dont elle s'éloignait chaque jour davantage. La superstitieuse simplicité des peuples espagnols lui fut d'un grand secours pour faire adopter tant de nouveautés qu'ils devaient abhorrer, ce semble, comme choses romaines. Quoi qu'il en soit, l'Espagne eut un gouvernement populaire et libre comme la Rome d'autrefois. Elle eut un sénat et des tribuns du peuple, des édiles et des questeurs; et l'armée, divisée en légions, fut instruite à toute l'excellence de la discipline romaine. On lui obéissait, on le croyait inspiré des dieux, et

la biche blanche de Sertorius était fameuse en Espagne.

On ne peut dire tout ce que serait devenue l'Espagne sous le gouvernement de ce grand homme, et d'une administration douce, plus civile que militaire. La trahison, après avoir semé le désordre et la révolte autour de lui, vint mettre fin à sa carrière. Quintus Cécilius Métellus et le jeune Cnéius Pompée, depuis le rival si célèbre de César, lassés de lutter contre lui, se souvinrent du coup de poignard qui avait délivré Cépion de Viriates, et le firent assassiner par Perpenna, l'un de ses lieutenans. Ce qu'il y a de plus affreux, c'est que cet assassin, s'étant fait un parti, se trouva en mesure de succéder à l'autorité de son général, malgré l'indignation universelle. Mais, battu par Pompée, il paya de sa tête l'infamie de cette trahison; et la plupart de ses complices, qui s'étaient sauvés en Afrique, tombèrent sous les flèches des Maures.

Avant J.-C. 73.

Quelques villes restées fidèles à la cause de Sertorius et de la liberté furent détruites par Pompée. On cite de ce nombre Osma et Calahorra.

L'Espagne entière fut soumise. Jules César, qui, peu d'années avant, avait obtenu le gouvernement de l'Espagne ultérieure, compléta sa pacification par la défaite de quelques peuples restés indépendans dans la Lusitanie et la Galice.

A l'époque du triumvirat qui partagea la suprême puissance entre Crassus, César et Pompée, le gouvernement de l'Espagne échut à ce dernier, qu'il ne faut pas confondre avec Rufus Pompéius, son devancier. Lorsque la discorde éclata entre ces tyrans, l'Espagne demeura tranquille encore quelque temps sous Afranius Varron et Pétréius, lieutenans pour Pompée. Mais enfin il était dans la destinée de ce malheureux pays de redevenir le théâtre des plus sanglans débats et de cette guerre dans laquelle s'ensevelit la liberté de Rome.

Pompée et César songèrent tous deux aux immenses ressources de l'Espagne; mais il était bien plus difficile au premier de la conserver qu'au second de l'envahir. César, qui venait de sou-

mettre la Gaule, trouva plus simple de passer les Pyrénées que de poursuivre son rival en Macédoine. Afranius et Pétréius lui livrèrent une bataille aux environs de Mérida, et l'obligèrent à retourner sur ses pas. Cette victoire fut suivie d'une autre, remportée aux sources de la Sègre. Cependant César ayant rallié à sa cause les peuples de l'Aragon et de la Catalogne, reprit tout l'avantage dans un combat entre Lérida et Méquinenza, et força les lieutenans de Pompée de se rendre à discrétion. Il retourna en Italie après avoir assuré les résultats de sa victoire. On sait le reste; et cette fameuse journée de Pharsale qui laissa entre ses mains l'empire du monde, jusqu'au poignard de Cassius.

Avant J.-C. 50.

Il fut cependant rappelé en Espagne par la crainte de voir les enfans de Pompée s'y former un puissant parti. Munda, ville qui existait aux environs de la Malaga d'aujourd'hui, leur avait donné asile. C'est là qu'ils furent vaincus et détruits, après avoir combattu avec un courage digne de leur origine,

et après avoir failli arracher la victoire à Jules. On prétend même que César fut sur le point de se percer de son épée, tant la chance lui fut contraire pendant un moment. Mais enfin il terrassa ses adversaires, après s'être élancé lui-même à la tête de ses bonnes légions.

Les restes de cette malheureuse armée se renfermèrent dans Munda, et se défendirent avec un acharnement qui rappela l'héroïque résistance de Sagonte et de Numance.

Dans le second triumvirat, l'Espagne échut en partage à Lépide. Octave, bientôt seul maître de l'empire, la soumit à un tribut perpétuel qui, par la nature des diverses espèces avec lesquelles il était acquitté, motiva la nouvelle division de l'Espagne en Tarragonaise, Lusitanie et Bétique. Par un effet de cette hypocrisie impériale, dont la science fut si bien perfectionnée sous son successeur immédiat, Octave affecta de ne prendre que le gouvernement des deux premières, laissant la dernière et la plus opulente de ces provinces à l'ad- Avant J.-C. 38.

ministration directe du sénat. Dérisoire respect pour la majesté des formes antiques dont un peuple avili commençait à se payer !

Les Cantabres, les Astures et les Galiciens, qui jusque là avaient su conserver leur liberté, tentèrent encore de la défendre. La vénération qu'ils avaient conservée pour la mémoire de Pompée s'était tournée en intérêt pour le second de ses fils, qui, après le désastre de Munda, avait cherché un asile dans leurs montagnes. Ils avaient même pris les armes en sa faveur. Ce fut le prétexte de l'expédition dirigée plus tard par Octave contre eux ; mais l'on prétend que le désir de s'emparer des métaux précieux qui abondaient dans ces contrées peu connues, en fut le motif réel. Après trois ans d'une admirable résistance, ces courageuses populations cédèrent, parce que toute leur jeunesse avait été moissonnée par le glaive romain. Les Vaccéens, les Austrigons, les Turmodigiens, qui occupaient un pays très-étendu, de la Biscaye à Burgos, et de Burgos jusqu'au royaume de Léon,

furent soumis. Vingt mille Cantabres, forcés de se rendre, furent incorporés dans les légions romaines, ou vendus comme esclaves; mais ces derniers déjouèrent l'avarice de leurs maîtres, en s'arrachant à la servitude par une mort volontaire.

Ce furent les derniers efforts et les derniers soupirs de la liberté espagnole. Cependant, chez les Cantabres, plusieurs ne furent pas encore réellement domptés et soumis. Cinq ans après l'époque que nous venons de décrire, on les voit courir de nouveau aux armes, et de leur premier choc enfoncer et mettre en fuite les légions d'Agrippa. Vaincus une dernière fois par cet habile général, leur défaite fut si complète qu'ils ne se relevèrent plus. Dès lors l'Espagne fut tout entière réduite à l'humble condition de province romaine.

Jetons un dernier regard sur cette Espagne antique, si fière et si forte, si digne de meilleurs destins, si digne d'avoir pu conserver au monde les saintes traditions de la liberté! Aucun peuple

ne sentit plus vivement le prix de ce trésor, et ne le défendit avec plus de constance et de courage. Aucune nation ne résista plus long-temps à la puissance de Rome, et ne compromit plus souvent sa gloire. La fortune entre elles fut indécise, au point que plus d'une fois le monde attentif ne put dire qui donnerait ou recevrait la loi. Il ne fallut pas moins, pour la subjuguer entièrement, que le génie de tout ce que Rome a produit de plus grands hommes, les quatre Scipions, Pompée, Jules César, Octave et les meilleures légions de la république. Cette lutte sanglante dura deux cents ans; et si une part des Espagnols n'eût prêté ses armes à la destruction de l'autre, il est permis de croire que le triomphe de leur indépendance eût couronné de si prodigieux efforts. Sertorius disait à ses braves Espagnols « qu'il ne leur manquait que d'être » unis pour être invincibles; mais qu'ils » avaient trop de hauteur pour être » long-temps unis. » Avis aux nations qui ne veulent pas verser en vain leur sang pour conserver une existence nationale.

DEUXIÈME ÉPOQUE.

Ère chrét. — De 15 à 710.

Formation de la première monarchie gothique en Espagne.

Aux grandes catastrophes que nous venons de décrire succéda une longue paix. L'administration de cet heureux tyran, Octave, si douce pour tout l'empire, fit particulièrement ressentir sa favorable influence à l'Espagne. Aussi la reconnaissance d'un peuple toujours ardent dans ses affections, lui éleva de nombreux autels; et une multitude de villes ajoutèrent à leur nom celui d'*Auguste* [1]. Devenue toute romaine, cette

[1] Entre autres, Sarragosse, anciennement *Salduba*, prit le nom de *Cæsarea Augusta*. Mérida, dont la fondation se rapporte à ce temps, reçut celui de *Emerita Augusta*. La ville de Braga, en Portugal, prit la même addition. Jules César avait également été l'objet

terre d'héroïsme se consola, par le charme des arts et par les illusions de l'orgueil, de la perte de sa liberté. Elle s'accoutuma peut-être à voir encore une alliée plutôt qu'une souveraine dans cette Rome, qui semblait se plaire à partager avec elle sa grandeur, et qui honorait des faisceaux consulaires et couvrait de la pourpre impériale les enfans les plus distingués de l'Espagne. Les deux Cornélius Balbus, les empereurs Trajan, Adrien, Marc-Aurèle, Maxime et Théodose, étaient espagnols. Ainsi le peuple vaincu adoptait sans répugnance les lois, les mœurs et la langue, et même le culte des conquérans.

Je ferai en passant cette remarque, que l'administration des pays conquis fut en général beaucoup moins oppressive sous les empereurs qu'elle ne l'avait été avant eux. La raison en est toute

de ce flatteur hommage : selon Mariana, *Altubis* s'était fait appeler *Claritas Julia;* Ebora, dans la Lusitanie, *Liberalitas Julia.* On pourrait grossir beaucoup la liste de ces origines d'appellations composées.

simple : il y avait beaucoup plus à faire pour une province, d'engraisser quatre ou cinq proconsuls, les uns après les autres, que de satisfaire au trésor des empereurs d'une manière fixe, dans la quotité du tribut comme dans la forme de la perception.

L'événement qui paraît le plus intéressant à signaler durant un laps de temps de plus d'un siècle depuis l'entière soumission de la péninsule, est sa nouvelle division, qui eut lieu sous le règne d'Adrien. On a vu qu'il y avait 123.
trois provinces sous les premiers empereurs, savoir : la Tarragonaise, la Bétique, et la Lusitanie. Adrien forma, des démembremens de celles-ci, la Galice, la Carthaginoise et la Mauritanie. Cette dernière, qui n'appartenait point à la péninsule, mais à l'Afrique, se divisait en deux Mauritanies, Tingitane et Césarienne. On y pourrait, par la même raison, ajouter la province Baléarique formée des deux îles de ce nom et de la petite île Pityuse.

Adrien était un grand administrateur; il fut plus vivement frappé que ses pré-

décesseurs de l'inconvénient de centraliser trop le gouvernement de contrées si diverses par le climat, les coutumes particulières et le génie de leurs habitans, et toujours si rebelles à l'agglomération politique. Chacune de ces six provinces eut un gouverneur particulier, qui ne rendait compte de sa gestion qu'à l'empereur. Dans l'établissement de la législation romaine en Espagne, tout ce qui était inhérent aux habitudes et aux nécessités locales fut soigneusement conservé : voilà pourquoi la transformation de l'état social s'opéra presque sans secousse et sans effort, une fois que les armes furent posées.

Constantin, ayant transféré le siége de son empire à Bysance, changea la forme du gouvernement, c'est-à-dire l'administration, dans tout l'empire romain.

L'Occident fut partagé en deux préfectures, dont l'une avait pour son département les Gaules, l'Angleterre, l'Espagne et la province Baléarique. L'Espagne fut gouvernée par des légats consulaires, et par un vicaire, sous l'au-

torité du préfet, qui résidoit communément dans les Gaules.

Des essaims d'hommes industrieux, sortis de l'Italie, vinrent à l'envi exploiter l'opulente péninsule, et fondèrent des villes, dont un assez grand nombre existe de nos jours. De nos jours aussi le sol entier de l'Espagne est encore couvert de magnifiques débris, qui suffisent pour attester la splendeur des monumens dont elle fut décorée par la constante prédilection des empereurs.

Ce ne fut que vers le commencement du Ve siècle que le repos de l'Espagne fut de nouveau troublé par les causes qui préparaient la décadence du vieil empire dont elle faisait partie. Objet éternel de la cupidité des peuples étrangers, pouvait-elle manquer d'avoir sa part des irruptions des barbares du Nord?

Sous les règnes des deux faibles enfans successeurs du premier Théodose, les Goths, les Vandales, les Suèves, les Alains, appelés, dit-on, par les ambitions rivales de Stilicon et de Rufin, débordèrent sur toutes les extrémités

de l'Empire. S'ils étaient venus pour d'autres, ils restèrent pour eux. Le meilleur de l'Europe devint le patrimoine de ces peuplades à demi sauvages. Les Goths gardèrent une partie de la Gaule Cisalpine, s'emparèrent de la Gaule proprement dite, et d'une partie
410. de l'Espagne. Alaric entra dans Rome; et l'on ne sait ce que Rome serait devenue, si le roi barbare ne fût subitement mort à Cozensa en 410.

Ataulphe, successeur d'Alaric, abandonnant la Gaule Narbonnaise où il s'était établi, passa les Pyrénées, et vint s'emparer de la Catalogne. Le poignard d'un assassin y termina ses jours. Le court intervalle occupé après lui par Sigéric ne mérite pas d'être compté. Vallia se mit au service de l'Empire; il fit, avec les Goths, la guerre aux Vandales, aux Suèves, aux Alains, et les soumit pour le compte d'Honorius qui lui céda l'Aquitaine pour prix de ses services. Vallia mourut en 419.

A la mort de ce Vallia, qui paraît avoir été un homme d'un génie supérieur, les Vandales se soulèvent, re-

poussent dans les gorges des monts Ervasiens, entre Léon et Oviédo, les Suèves qui ne veulent pas se soulever, massacrent les Romains venus à leur rencontre, sous le commandement de Castinus, et passent au fil de l'épée, chemin faisant, tout ce qui leur oppose la moindre résistance. Ce torrent sauvage se divise sur les bords de la mer. Une partie passe aux îles Baléares, et l'autre, sous la conduite de leur roi Gundéric, s'empare de Carthagène et de Séville. C'est alors que cette belle partie du littoral de la mer, que jusqu'ici nous n'aurions dû nommer que Bétique, prend le nom de *Vandalousie*, devenu par corruption celui d'Andalousie.

C'est à cette époque qu'Attila, rompant les dernières barrières de l'Empire, et l'inondant des bords du Danube jusqu'au Bosphore, ravage l'Italie, pénètre dans la Gaule, et vient jusqu'à Orléans. Théodoric, roi des Goths, et successeur de Vallia, s'associa aux Romains, afin de préserver ses domaines de la Gaule. Les confédérés, Romains, Francs, Bourguignons et Goths, arrêtèrent le

Fléau de Dieu dans les plaines de Châlons, en Champagne.

Le grand Théodoric, premier de ce nom, paie sa victoire de sa mort. Son fils Thorismond est élu par l'armée, puis assassiné par ses frères. A partir de ce moment, l'histoire de ces princes goths est une suite uniforme et fatigante de sanglantes catastrophes et d'actes de férocité, dont le récit, quelque sommaire qu'il soit, ne peut entrer dans
452. notre cadre. D'ailleurs, la marche la plus scrupuleusement détaillée ne saurait tirer leur histoire de la confusion à laquelle trop de difficultés la condamnent. Ainsi, sans imposer à la mémoire du lecteur cette série rigoureuse de noms plus ou moins obscurs, nous nous attacherons à saisir les grands traits de cette époque; mais nous placerons à la fin du volume, pour l'intelligence de la succession des règnes, une petite table chronologique, établie sur les données les plus probables, des premiers rois goths.

On a vu que les Suèves et les Vandales avaient usurpé en Espagne une bonne portion des conquêtes faites sur

les Romains par les Visigoths. Ces deux peuples se tenaient l'un l'autre en respect. Quand Genseric, roi des derniers, fit son expédition d'Afrique, les Suèves, sortant de leurs montagnes, se mirent à ravager le midi. Théodoric II, roi des Ostrogoths, passa les Pyrénées pour se 456.
mesurer avec eux. Aux environs d'Astorga, les deux armées se rencontrèrent; et les Suèves, trop inférieurs en nombre pour pouvoir balancer la victoire, se firent tuer jusqu'au dernier. Réchiarius leur roi, tombé entre les mains de Théodoric, dont il était beau-frère, ne put devoir la vie aux larmes de sa sœur. Au reste, un Suève ne demandait jamais la vie. Les barbares, Francs, Ostrogoths et Bourguignons, passent et repassent de la Gaule dans l'Espagne, emportant toujours de celle-ci de nouveaux trésors. Les débris des Suèves se tiennent au fond des hautes vallées de la Galice. Seuls ils résistent à Euric, qui s'empare de toute la péninsule vers 471. Rentré dans la Gaule, il étend ses domaines jusqu'aux rivages de Marseille, et meurt à Arles en 483.

Ce roi goth fut un grand homme, et il a mérité à la fois l'exécration et l'admiration de son temps; il assassina ou fit assassiner son frère Théodoric, et, monté sur le trône, gouverna avec autant de sagesse que d'équité : persécuteur des Catholiques, pacificateur de l'Espagne, et rédacteur de la célèbre collection des lois gothiques, connue dans la péninsule, et surtout dans l'Aragon, sous le nom de *Fuero Jugo*, il a beaucoup embarrassé les écrivains espagnols, qui avaient tant de bien et tant de mal à en dire. Mais, à partir de lui, on voit que les affections nationales en Espagne commencent à s'attacher aux princes de cette race. En parlant de son
506. successeur, Alaric II, qui périt à la bataille de Vouillé, de la main de Clovis, les historiens espagnols traitent le prince français de féroce, et disent qu'il avait injustement provoqué la guerre.

Des rives de la Meuse, Clovis s'était agrandi jusqu'aux rives de la Seine. Il s'était emparé de tout le pays gouverné par Syagrius, préfet de cette partie de la Gaule qui s'était rendue indépen-

dante ; et, après sa victoire sur Alaric, toute la Gaule gothique lui resta soumise. Les Goths ou Visigoths, réfugiés au-delà des Pyrénées, élurent pour roi un certain Gésalric, bâtard d'Alaric, au préjudice d'Amalric, fils légitime. L'Ostrogoth Théodoric, maître de l'Italie, et qui déjà avait interposé sa médiation puissante pour conserver à son neveu une faible partie des domaines de son père, défait l'usurpateur par ses généraux. Gésalric passe en Afrique; revient en Espagne avec l'appui des Vandales; livre, aux environs de Barcelone, une seconde bataille, où il trouve à la fois le terme de ses espérances et de sa vie. Theudis, noble ostrogoth, prend les rênes du gouvernement, du consentement de la nation, en qualité de tuteur du jeune Amalric.

Amalric, dès qu'il fut en âge, monta sur le trône sans contestation, quoique son tuteur Theudis, qui s'était concilié l'affection des peuples, pût le garder avec impunité. C'est un trait de probité philosophique remarquable en tout

temps, et qui l'est bien davantage dans celui-là.

Le règne d'Amalric fut court et sans gloire. Son mariage avec la fille de Clovis, qui semblait devoir lui garantir la paisible possession du trône, l'en précipita. Sa femme, trop bonne catholique pour souffrir un époux arien, peu distingué d'ailleurs par l'énergie des qualités viriles, invita son frère à venir la visiter à la tête de cinquante mille Francs. On ignore la fin d'Amalric. La dynastie du grand Alaric finit en lui. Une remarque importante à faire, c'est que la royauté, d'abord élective, puis héréditaire chez les Visigoths, redevint élective.

Après la mort de ce dernier prince, Theudis reprit la couronne par le vœu de la nation. Il repoussa les Francs, et re fusases secours aux Vandales d'Afrique. Plus tard, il y passa pour tenter d'enlever Ceuta aux Romains, et échoua complétement. De retour en Espagne, il fut poignardé dans son palais, et pardonna en mourant à son assassin. Theudis fut un des hommes de la nation go-

thique qui ont eu le plus de droits à l'estime de la postérité. Il n'eut que le défaut de porter la dévotion jusqu'à la faiblesse.

Il servit de peu aux Visigoths d'Espagne d'avoir recouvré le droit de choisir librement leurs maîtres et rendu la couronne élective, ainsi qu'elle l'était parmi eux avant les conquêtes d'Alaric. Comme c'était ordinairement l'armée qui en disposait en faveur du chef qui lui convenait le plus, le peuple ne s'en trouvait pas mieux. Malgré les formes apparentes d'un droit public, on voit la plupart de ces princes abuser de leur puissance d'une manière scandaleuse. Un certain Theudisèle, qui succède à Theudis, fut précipité du trône par l'indignation de ses sujets, dont il ravissait les femmes et les filles. A voir la colère des historiens à son égard, et le nombre de crimes de ce genre qui lui sont imputés, il fallait que ce fût un homme qui mît le temps à profit, puisqu'il ne régna que dix-huit mois.

Tout le temps de la monarchie des Goths en Espagne, qui s'écoule depuis

la conquête d'Alaric Ier, c'est-à-dire depuis leur établissement jusqu'au moment où l'invasion des Sarrasins, en les rendant à leur pauvreté première, leur rendit quelques vertus, n'offre que le dégoûtant spectacle d'une continuelle anarchie de rois et d'une continuelle férocité. Le christianisme, venu en Espagne en même temps que ces barbares, et peut-être avec eux, contribuait moins à l'adoucissement de leurs mœurs qu'à augmenter les motifs de leurs divisions ou les prétextes de leurs querelles. Les Goths étaient ariens. Après avoir exterminé l'empereur Valens et ses armées, ils avaient été convertis par les missionnaires ariens de cet empereur. Les Francs de Clovis étaient orthodoxes; et il va sans dire que les évêques, soit ariens, soit catholiques, qui avaient déjà un prodigieux ascendant sur l'esprit superstitieux de ces peuples, entretenaient l'intégrité de leurs croyances respectives par la guerre facile des anathèmes dont ils se frappaient réciproquement.

Cependant ces différences de religion

ne furent jamais un obstacle aux arrangemens de la politique de ces barbares, ni à leurs alliances de sang. Brunehaut et Gassuinde, filles d'un roi des Visigoths (Athanalgide), épousent, l'une, le roi franc d'Austrasie, l'autre, le roi franc de Soissons. La dernière, Gassuinde, épouse en seconde noces Léovigilde, roi des Visigoths. Ingonde, quelques historiens écrivent *Ingondis*, fille de Siégebert, roi d'Austrasie, et de cette même Brunehaut si fameuse chez nous, épouse Hermenegilde, fils de Léovigilde. Voilà donc deux princesses, de croyances contraires, dans la même maison. La discorde éclate entre elles. Gassuinde veut que la princesse française abjure la foi catholique, et Ingonde résiste aux persécutions de son aïeule. Les choses en viennent au point entre ces femmes, que Gassuinde, au nom d'Arius, saisit la jeune princesse par les cheveux, la frappe, la foule aux pieds, la laisse couverte de sang, et finit par ordonner qu'on la dépouille pour la jeter dans un vivier. Le caractère de cette querelle domestique peut faire juger de

bien d'autres, et suffira sans doute pour nous justifier aux yeux du lecteur de passer sous silence tant d'autres débats de ces chefs de barbares, plus méprisables encore que le misérable peuple qu'ils opprimaient. Au reste, Gassuinde était vieille, et aussi laide et contrefaite que méchante. C'est une sorte de justice que tous les historiens espagnols se sont accordés à lui rendre, malgré leur ridicule partialité pour tous les princes catholiques. Ingonde avait tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté; c'en est assez pour croire que le symbole d'Arius n'était pas l'unique motif de querelle entre ces princesses. Hermenegilde laisse outrager sa jeune et belle épouse; mais, cédant à ses instances et aux argumens de Léandre, archevêque de Séville, il se convertit à la religion romaine.

585. Récarède succède à son frère Hermenegilde et à son père Léovigilde, et se fait catholique comme lui. Hermenegilde n'avait régné un moment qu'en se révoltant contre son père, à l'instigation des évêques catholiques. Il fut vaincu et mis à mort, après avoir refusé de

redevenir arien. On voit que les évêques étaient déjà en mesure, par leur vaste influence et leurs intrigues, de disposer des sermens des peuples en faveur de qui bon leur semblait. La nécessité de lutter contre cette influence fut probablement un des motifs qui obligèrent les rois de violer peu à peu la loi fondamentale en vertu de laquelle la couronne était élective, en prenant tous les moyens nécessaires pour la perpétuer chacun dans sa famille. Ainsi, alors comme aujourd'hui, le principe de la légitimité, mal défini, ou plutôt indéfinissable, était une sorte de problème dont le plus fort trouvait toujours la solution dans le sang de ses compétiteurs.

De là jusqu'à Roderic, le dernier roi de la première monarchie des Goths, la plupart de ceux qui arrivent au trône en descendent comme ils y étaient montés, c'est-à-dire par des assassinats. Ils furent en général schismatiques ariens. Leurs courts règnes furent troublés par des irruptions, au nord et au midi, des Grecs et des Francs. Les anciens Cantabres, réunis aux Suèves, reprenaient

aussi les armes de temps en temps. Parmi tous ces princes, les historiens nationaux citent avec éloge Sizebut, qui repoussa les Francs, et Vamba, qui déploya de grands talens contre Hilderic, comte de Nîmes, son vassal, et qui avait voulu se rendre indépendant; puis contre Paul, son général, qui s'était laissé entraîner par les attraits de la même rebellion qu'il venait de réduire.

C'est au règne de Sizebut que l'on rapporte le commencement des premières persécutions des Juifs d'Espagne, suscitées par le pouvoir toujours croissant des évêques catholiques.

Cinquante mille familles juives, des tribus de Juda et de Benjamin, transportées en Espagne sous le règne de l'empereur Adrien, s'y étaient multipliées; et les richesses immenses qu'elles avaient acquises furent la cause réelle de leur proscription. Tous ceux qui se refusèrent à recevoir le sacrement du baptême perdirent la vie dans les tourmens, et leurs biens furent confisqués au profit du monarque et des évêques. Près de cent mille prirent le parti de com-

poser avec le clergé. Les évêques se bornèrent à exiger de leur part la pratique de quelques formules extérieures en l'honneur du christianisme. Les chroniqueurs visigoths contemporains, en racontant que Sizebut rapporta de son expédition d'Afrique le germe d'une maladie funeste, ont regardé sa mort comme le châtiment que Dieu lui infligeait, parce qu'il avait osé accuser un évêque catholique de Barcelone, coupable de je ne sais quel crime. Mais ils trouvent le massacre des Juifs très-légitime et très-régulier. L'histoire d'Espagne a été traitée dans le même esprit par les Jésuites modernes, qui ont compilé les recueils des vieux chroniqueurs. Hâtons-nous d'abandonner cette triste époque, après avoir jeté un coup d'œil sur la situation des peuples et les progrès du pouvoir royal pendant cette première série de rois goths, depuis leur premier établissement jusqu'à l'invasion des Maures.

On a vu que la couronne, élective dans le principe, un moment fixée dans la famille d'Alaric après les conquêtes de

ce prince, fut rendue bientôt aux libres suffrages de la nation, c'est-à-dire des chefs ecclésiastiques et militaires. Le mode électif était sans inconvénient, ou plutôt n'avait que des avantages tant que ces barbares, n'ayant point de propriétés, n'avaient besoin d'un chef que pour faire la guerre. Cette dignité, alors singulièrement limitée, et ne pouvant avoir aucune des prérogatives que la propriété des terres lui donna depuis, ne pouvait être l'objet d'une concurrence bien jalouse. Lorsqu'il y eut un territoire, les rivalités devinrent ardentes; et la couronne fut héréditaire ou élective, selon qu'un chef de race avait ou n'avait pas assez d'ascendant sur la nation pour faire taire, au profit de son héritier, toutes les prétentions ennemies.

Un concile de Tolède voulut prévenir les inconvéniens attachés à l'élection, en consacrant ce principe, que la suprême puissance devait être le prix de la plus haute naissance, et des plus grands talens. Mais quel bien pouvait faire une décision canonique, statuant ainsi sur des conditions morales, toujours su-

jettes à litige et à rivalité? La guerre civile et les massacres n'en restèrent pas moins l'accompagnement nécessaire de ces élections, presque toujours influencées par les ecclésiastiques, et près de la moitié des rois goths périrent de mort violente.

La monarchie étant devenue héréditaire, il était dans l'ordre qu'elle devînt absolue; et lors même que le principe de l'hérédité venait à être suspendu pour rendre sa force à l'autre, les maximes du pouvoir absolu n'en subsistaient pas moins. Vitiza, qui fut un tyran, au point qu'il démantela toutes les places fortes du royaume, afin de priver la nation de tout moyen de résistance, avait reçu la couronne en héritage de son père Egiza; mais Roderic, élu par la nation, n'en fut pas moins un tyran comme l'autre. Dans ces temps, de quelque manière que les peuples s'y prissent pour se faire un roi, ils en faisaient rarement un bon prince.

Il arrivait pourtant quelquefois que, pour se rendre agréables à la nation, qui les appelait au commandement su-

prême, des chefs consentaient de bonne grâce à limiter leur pouvoir, quand il s'agissait de leur élection. C'étaient des libertés qu'ils octroyaient dans ce moment de joie, sauf à les restreindre, et même à les retirer entièrement plus tard : on ne croira peut-être pas que cela soit si gothique que je le dis.

Cependant cette nation, qui n'avait pas si rapidement perdu toute sa fierté, lutta avec obstination contre l'autorité des rois et contre ses empiétemens. On voit que Récesuinthe s'obligea et assujétit ses successeurs à ne lever d'impôts que du consentement des assemblées nationales [1]. Ce principe était trop fort pour le temps : on ne sait toutefois le bien que sa consécration solennelle aurait pu produire, si les prompts désastres de la monarchie n'eussent pas ramené dans l'habitude de laisser tout pou-

[1] C'était un principe fondamental dans le système féodal, qu'aucun homme libre ne pouvait être gouverné et taxé que de son consentement. (ROBERTSON, *Introduction à l'Histoire de Charles V.*)

voir à quiconque pouvait en défendre les débris. Nous retrouverons plus tard des traces de la réforme opérée par Récesuinthe dans les diverses monarchies qui se formèrent depuis l'invasion; ou peut-être faut-il regarder des institutions pareilles comme le produit spontané de la même situation et des mêmes besoins chez les peuples.

En vertu de ces restrictions mises à l'autorité royale, tout devait se régler et recevoir la sanction législative dans les conciles nationaux, à la pluralité des voix.

Ainsi les conciles ont été des sortes d'assemblées représentatives dans la monarchie des Goths d'Espagne. Il n'y a rien là qui ne soit très-conforme à la nature des choses, puisque l'Église n'était dans l'origine qu'une assemblée représentative de la société des fidèles, ou le gouvernement des meilleurs, librement élus par leurs frères. Si les évêques goths avaient été éclairés et vertueux, jamais le christianisme n'aurait été plus près du véritable esprit de son institution primitive.

Les Goths étaient ariens, comme nous l'avons dit, et fort attachés à leurs opinions religieuses; ils étaient si scrupuleux observateurs des devoirs extérieurs de la dévotion, qu'au siége de Ceuta, en 547, l'armée de Theudis se laissa écraser plutôt que de vouloir se défendre, parce que c'était un dimanche qu'elle avait été attaquée. Les évêques étaient, aux yeux d'un tel peuple, des oracles infaillibles et des ministres dépositaires de toute la puissance divine: aussi chacun de ces évêques exerçait une autorité souveraine et despotique dans son diocèse; il évoquait à son tribunal les causes portées devant les juges laïques, et ses décisions étaient des lois dans les affaires civiles. Il traitait les ecclésiastiques de son clergé comme ses vassaux et presque comme des esclaves; il pouvait, de son autorité privée, les interdire, les faire enfermer et même les punir corporellement. Chaque évêque avait de droit le tiers du revenu de toutes les églises de son diocèse, qui étaient et fort riches et fort multipliées; mais il ne manquait pas de pré-

textes et d'autorité pour s'attribuer encore la plus grande partie du reste : ainsi, quand les papes voulurent construire le despotisme pontifical, les matériaux de l'édifice étaient tout prêts dans les pratiques générales de l'épiscopat. Les plus grands seigneurs envièrent ces dignités de l'Eglise, qui emportaient de tels droits et de si beaux priviléges ; ils se firent nommer aux évêchés : cependant, quoique revêtus du sacerdoce, ils étaient obligés par les lois du royaume d'aller à la guerre comme les autres seigneurs, et d'armer la dixième partie de leurs esclaves. Les fréquentes plaintes des conciles de ce temps peuvent faire conjecturer avec quel scandale et quel déréglement le clergé se conduisait.

Tous les Goths naissaient soldats ; ils étaient obligés de se rendre sous les drapeaux au premier ordre qu'ils recevaient. Le prince était tenu de son côté de fournir en nature à chaque soldat ce qui était nécessaire pour sa subsistance, tant que son service durait. Les peines portées contre les infractions aux règles militaires étaient sévères pour tous.

Quant aux titres, ils furent chez les Goths, qui avaient emprunté tant de choses des Romains, ce que, sous l'Empire, ils étaient chez ces derniers; savoir, des désignations de fonctions publiques qui se réduisirent par la suite à de simples dénominations honorifiques. Il y avait des ducs, des comtes; ceux-ci faisaient auprès du roi l'office de lieutenans-généraux; il y avait des connétables, *comes stabuli*, des gardingues ou gouverneurs de châteaux. Venaient ensuite les différens officiers, appelés *millenarii*, *quingenarii*, *centenarii*, *denarii*, suivant le nombre d'hommes qu'ils commandaient. Les officiers nommés *annonarii* présidaient à la distribution des vivres : tout cela était romain.

Quelques auteurs ont prétendu que les Goths d'Espagne n'ont pas connu les fiefs, mais cette opinion n'est pas soutenable. Toutes les tribus gothiques qui ont fait des conquêtes ont institué les tenures à charge de service militaire; en entrant en Espagne, ces barbares se vendaient encore, tantôt à l'un, tantôt à

l'autre. Nous les voyons souvent aux gages de l'Empire, qui les oppose ainsi les uns aux autres. Ataulphe promet de servir les intérêts de Placidie et d'Honorius; il repousse les Suèves et les Alains, et reçoit l'Aquitaine de l'Empereur, à charge de vassalité. Les plus puissantes des tribus gauloises et germaines avaient été dans l'usage d'accorder à des tribus inférieures des portions de territoire, à la charge du service militaire.

Il y a mille exemples de cela, et ce qui ne paraît pas moins certain, c'est que les empereurs tirèrent un merveilleux parti de cette influence de la propriété territoriale sur les barbares. Constantin assigna une portion de la Pannonie à un corps de Vandales, pour qu'ils l'aidassent de leurs armes. La concession de terre faite par les Romains aux Bourguignons, afin que ceux-ci pussent leur prêter secours en arrêtant les Visigoths, donna naissance à l'empire bourguignon dans la Gaule. Plus tard, Justinien concéda les terres et les possessions des Ostrogoths, dans la Pannonie, aux Lombards, à condition qu'ils défendraient ce

pays des incursions des Gépides, des Hérules, et autres nations barbares. Les fiefs ont paru chez tous les peuples à peu près à la même époque, comme suite de la conquête et résultat de la même situation.

Il y avait deux sortes d'esclaves chez les Goths : ceux qui appartenaient aux particuliers étaient traités comme chez les Romains ; mais la condition de ceux qui étaient attachés au fisc, et que l'on nommait *fiscaliens*, approchait beaucoup de celles des personnes libres ; ils pouvaient porter témoignage, tester, servir à l'armée, parvenir aux charges, et même, ce qui est beaucoup plus singulier, ils pouvaient avoir d'autres esclaves : leur emploi était de cultiver et de faire valoir les terres du domaine du roi.

Tels qu'ils ont été, les établissemens informes de ces barbares sont devenus le sujet d'une sorte d'admiration pour quelques écrivains, plus dominés par le désir d'inventer des vues nouvelles que par l'amour de la vérité. Robertson et Gibbon leur ont paru des esprits mé-

diocres parce que, frappés des ravages épouvantables qui furent la suite des irruptions de ces sauvages du Nord, ils eussent préféré une décadence plus longue encore du vieil empire à cette soudaine destruction, à ces affreux bouleversemens, sous les débris desquels la raison humaine est demeurée ensevelie pendant tant de siècles. Le judicieux Marina lui-même, auteur d'une *Histoire des Cortès*, charmé de trouver, jusque dans les premières origines gothiques, des traces d'une constitution représentative, déclare que « les sociétés formées » en Europe par ces hommes du Nord » firent jouir les peuples du don pré- » cieux de la paix et de la liberté. Que » d'autres, ajoute-t-il, exagèrent les » maux causés en Europe par l'invasion » de ces nations sauvages; qu'ils disent » que tous les empires eurent à déplorer » ce fléau terrible, le plus destructeur » de ceux qui aient jamais ravagé le » monde; qu'ils se récrient surtout sur » leur ignorance et leur barbarie; mais » qu'ils ne perdent point de vue que » cette même barbarie sut respecter la

» dignité de l'homme, et qu'elle procura
» de grands biens à l'humanité, en con-
» sacrant ses droits par des institutions.
» C'est à ces peuples, si cruellement ou-
» tragés par les rhéteurs du moyen âge,
» que les diverses nations de l'Europe,
» qui se glorifient aujourd'hui de leur
» liberté politique, sont redevables de
» leurs constitutions les plus libérales.
» Ce sont eux qui, ranimant les der-
» nières espérances de la liberté expi-
» rante, propagèrent partout les germes
» précieux de la justice et de l'égalité
» qui forment maintenant la base de
» l'indépendance des nations. »

Voilà qui est tranchant et positif; mais pour se déterminer en toute connaissance de cause, il faut consulter les partisans d'une opinion contraire. Après un mûr examen, peut-être sera-t-on porté à conclure que les affreuses invasions des barbares du Nord ne sont pas la cause bien évidente du réveil de l'esprit humain à la raison et à la liberté, douze siècles plus tard. Ces barbares, il est vrai, étaient libres et vivaient à peu près égaux dans leurs forêts, où la

propriété foncière était inconnue; c'est-à-dire que, ne possédant rien ou peu de chose, ils ne se disputaient rien que la prééminence dans le métier sanglant de la force; mais une fois dominateurs en Europe, et répartis sur ses royaumes, leurs vertus se perdirent avec leur pauvreté; ils s'imprégnèrent de tous les vices des peuples qu'ils avaient vaincus; et énervés eux-mêmes, ils subirent le double joug de l'aristocratie politique et religieuse, la plus oppressive, la plus abrutissante qu'il soit possible d'imaginer. Deux siècles seulement après l'établissement de la première monarchie gothique en Espagne, que faisaient les descendans du fier Alaric? Ils opprimaient les peuples, violaient les filles, tremblaient devant les évêques, et portaient des robes flottantes avec des ornemens d'or et tout le luxe inventé par la mollesse asiatique. Ainsi leurs vertus avaient été peu durables: vertus grossières et douteuses qui n'avaient pour fondement que le besoin de vivre de rapine et l'instinct de la férocité. Ces conquérans farouches fécon-

dèrent l'hydre de la féodalité qui, durant dix siècles, a réduit une si nombreuse part de l'espèce humaine en Europe à la condition des brutes les plus malheureuses. Je ne puis voir dans de tels hommes les premiers dépositaires des dogmes sacrés de la raison et de la dignité humaine : c'est plus haut qu'il faut remonter pour trouver les doctrines qui l'honorent, et dont la tradition peut nous être utile aujourd'hui. Au reste, la liberté n'est pas une chose qui s'invente une fois, et dont la connaissance ait nécessairement besoin d'être transmise; elle se révèle à l'homme toutes les fois qu'il commence à penser; et toutes les formes politiques par lesquelles elle doit se constituer et se garantir peuvent être inventées, sans le secours de nul document antérieur, à toutes les époques de révolutions où les sociétés se renouvellent et se régénèrent.

TROISIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'invasion des Maures jusqu'au démembrement du royaume de Cordoue, et à l'érection du comté de Castille en royaume, de 711 *à* 1028 (317 *ans*).

Nous allons voir l'Espagne sortir de nouveau de la barbarie par la conquête, et recevoir encore une fois du peuple conquérant les formes d'une civilisation particulière qui n'avait pas eu de modèle et qui n'a pas laissé d'exemple en Europe. Ce qu'il importe de remarquer, c'est que les Arabes maures, plus connus sous le nom de Sarrasins, étaient barbares eux-mêmes en sortant des plaines brûlées de l'Afrique. Le génie des arts et de la société ne se développa complétement en eux que lorsque, possesseurs tranquilles des riches contrées de l'Espagne du midi, ils furent obligés de donner un aliment nouveau à cette ar-

deur d'imagination que ne remplissaient plus l'enthousiasme du prosélytisme et la passion des combats.

Les historiens ne sont pas entièrement d'accord sur les causes de l'invasion des Maures. La critique sévère des modernes a rejeté l'histoire du viol de la fille du comte Julien par Rodrigue, dernier roi des Goths; et elle a cru trouver dans l'ambition de ce sujet trop puissant pour un si faible maître, des motifs suffisans de sa trahison. D'autres expliquent cet événement par les prétentions et le ressentiment des enfans de Vitiza, et par l'influence de l'archevêque Oppas leur oncle. Il n'y a peut-être aucun inconvénient à adopter toutes ces traditions à la fois. Je ne sais d'ailleurs ce qu'on a trouvé de si romanesque dans une aventure que les mœurs de ces princes goths rendent si croyable. Nous avons parlé tout-à-l'heure d'un Theudisèle, déposé par la nation à cause de ses excès de ce genre. Les mêmes débauches sont imputées à Vitiza; il ne devrait donc pas sembler si extraordinaire que Roderic eût imité ses prédécesseurs. D'ailleurs,

il est peu de nations dans l'histoire chez qui l'on ne voie les outrages faits à la pudeur des femmes déterminer des soulèvemens et des révolutions, plus que tous les autres gestes de la tyrannie.

Il y avait déjà long-temps que les Maures jetaient un œil d'envie sur ces belles plaines de l'Espagne, voisines de la mer, objet constant de la cupidité de tous les peuples qui les ont connues. Sous le règne de Récesuinthe, ils avaient ravagé les côtes de la *Vandalousie;* et sous celui de son successeur Vamba, ils avaient rassemblé d'importantes forces maritimes, qui annonçaient un projet de conquête. Vamba les vainquit, et deux cent soixante-dix vaisseaux sarrasins furent amenés en triomphe dans les ports d'Espagne.

Roderic sortit de sa léthargie voluptueuse pour s'opposer à ces terribles ennemis. L'histoire lui accorde des qualités guerrières; mais il avait perdu la confiance de la nation; et tous les présages qui, chez les peuples superstitieux, précèdent les grandes catastrophes annonçaient sa chute. Il combattit pour-

tant à Xérès de la Frontera, nom tristement fameux dans l'histoire d'Espagne. On assure que la perte de cette bataille fut décidée par la défection préméditée de l'archevêque Oppas, qui, passant à l'ennemi au fort de l'action, entraîna avec lui le corps de troupes qu'il commandait. Roderic n'imita point la fierté de ses braves ancêtres, qui ne connaissaient jamais que deux chances, la victoire ou la mort. Il prit la fuite et se noya honteusement en traversant le Bétis, ou Guadalquivir.

La rapidité des conquêtes des Maures en Espagne atteste à la fois la jeunesse de la nation victorieuse et la décrépitude de la nation vaincue. Telle fut, dit un écrivain national, l'épouvante qui s'empara de l'Espagne, que les places se rendaient spontanément. Le destin du petit nombre de celles qui tentèrent de résister, comme Tolède, était peu propre à encourager les autres. La conquête avait été commencée par les généraux Tarif et Albuzara; Muza, qui gouvernait en Afrique pour le calife Valid, ne tarda pas à venir en personne,

suivi d'un nouvel essaim de Maures, pour la continuer. Le petit nombre d'habitans qui parvinrent à se soustraire à l'esclavage ne trouvèrent un asile sûr que dans les cavernes des montagnes les plus inaccessibles. Enfin cinq ans s'étaient écoulés à peine depuis le débarquement de Tarif, que toute l'Espagne fut courbée sous le joug musulman, à l'exception de quelques cantons stériles des Asturies, de la Cantabrie et de la Navarre, que les Maures ne purent ou ne voulurent pas occuper.

Muza ayant fini sa conquête retourna à Damas, chargé des dépouilles de l'Espagne et de l'Afrique, et suivi d'un cortége de prisonniers composé de la plus illustre noblesse des Goths. On dit que le calife ne récompensa ses éclatans services que par un châtiment ignominieux. Il avait laissé le gouvernement de la péninsule à son fils Abdelazis, prince qui avait su mériter l'attachement du peuple vaincu. Abdelazis avait épousé Egilone, veuve de Roderic. Rien n'est plus fréquent dans l'histoire d'Espagne, que de voir des princesses dé-

solées épousant les destructeurs victorieux de leurs maisons. Abdelazis ne fut pas plus heureux que son père : ce dernier avait eu l'ignominie et la captivité pour prix de ses victoires ; l'autre eut l'assassinat pour prix de sa modération et de ses vertus. Il paraît que son mariage avec la veuve chrétienne de Roderic le fit suspecter de quelque projet contraire aux intérêts de l'islamisme. Ces sortes d'alliances entre Maures et Chrétiens, qui devinrent très-fréquentes dans la suite, devaient, dans l'origine, choquer violemment les idées des deux nations. Il fut remplacé par le féroce Ayoub, son oncle et son assassin. Celui-ci fit la conquête de la Galice gothique. Toute l'antique monarchie des princes visigoths se trouva alors réduite à quelques régions âpres et montagneuses du pays le plus délicieux de l'Europe.

Une poignée de Goths, réfugiée dans les cavernes sauvages des Asturies, élut pour chef Pélage, prince du sang royal, échappé, dit-on, au désastre de Xérès. Quelques auteurs mentionnent avant lui Théodomir, qui, après avoir été fait

prisonnier à la même bataille et emmené à la suite de Muza, aurait obtenu sa liberté du calife Valid. Tout le commencement de cette histoire est fort obscur, et la suite offre bien plus d'obstacles encore. Plusieurs principautés, avec le nom fastueux de royaume, s'élèvent à côté les unes des autres, se mêlent, se divisent de nouveau, et s'anéantissent enfin pour faire place à de moins nombreuses et plus vastes aggrégations politiques. Même marche du côté des Maures. Ils s'affranchissent de la suzeraineté des califes de Damas; et tout le littoral de la Méditerranée, depuis Valence jusqu'au détroit, devient le théatre de leurs guerres civiles, en même temps que l'intérieur de l'Espagne leur oppose les Chrétiens pour constans ennemis. Ce qui sauva ces derniers et prépara, au bout de plusieurs siècles d'occupation victorieuse, la libération de l'Espagne, c'est à coup sûr l'imprudence de ces discordes perpétuelles entre les Musulmans. Il faut remarquer, au surplus, que l'enthousiasme religieux, chrétien ou musulman, ne tarde pas à s'énerver, et que les intérêts de la foi

fléchissent constamment devant ceux de la politique, quand il y a opposition entre eux. Il est très-ordinaire de voir les ambitieux des deux nations chercher les uns chez les autres un appui pour leurs prétentions ou une ressource pour leur ressentiment. L'Espagne, livrée pendant huit siècles à ce conflit de guerres intestines, et couverte de royaumes catholiques et musulmans, ressemblait au corps de ce géant de l'Arioste dont les membres séparés conservent encore chacun une vie organique indestructible : tant cette terre était féconde en ressources, tant elle était faite pour la civilisation et la prospérité !

Alahor, successeur d'Ayoub, conduisit le premier une armée au-delà des Pyrénées, pour donner un aliment à l'inquiète rapacité des Maures. On vit les bannières de Mahomet flotter sur le sol de la Gaule dans toute la partie que comprenaient sous les Romains la première et la seconde Narbonnaises. Dans une seconde expédition ils perdirent une sanglante bataille sous les murs de Toulouse, qui était demeurée en leur pou-

voir depuis la première. Chassés à cette époque, ils reparurent avec le vice-roi Abdalrahman, et vinrent asseoir leur camp non loin de Tours, dans les plaines immortalisées par leur défaite. C'est là que Charles Martel acquit des droits au trône, en sauvant la monarchie. Sans lui la France eût peut-être été musulmane, et l'Espagne serait restée soug le joug du Croissant; car si les Sarrasins se fussent établis dans les domaines visigothiques de la Gaule, les Pyrénées n'eussent été pour ces deux divisions d'un même peuple qu'une commune forteresse et un réciproque point d'appui.

Une troisième irruption eut lieu dans l'ancienne province romaine, et la ville d'Arles resta quelque temps au pouvoir des Musulmans; mais enfin rejetés de nouveau au-delà des Pyrénées, ils ne furent plus tentés de les repasser.

Il paraît même que les Maures, après avoir conçu l'espoir de soumettre une partie de la Gaule, craignirent à leur tour d'être un sujet de tentation pour l'audace entreprenante des Francs. C'est ce qui explique l'alliance que fit avec

Pépin, roi de France, le deuxième Abdérame. Quelques historiens ont mis ce traité sur le compte du premier, après l'avoir fait périr à la bataille de Tours.

L'Espagne, façonnée à la servitude par la domination successive des Romains et des Goths, perdit bientôt ce qui lui restait de son antique caractère dans l'adoption des mœurs de ses nouveaux maîtres. Les tribus nombreuses de la nation arabe, qui vinrent profiter des fruits de la conquête, renouvelèrent presque en entier la population chrétienne, détruite par les ravages de la guerre. La légion royale de Damas s'établit à Cordoue, celle d'Emèse à Séville, celle de Chalcis à Jaen, et celle de la Palestine à Algézire et à Médina-Sidonia. Les naturels de l'Arabie-Heureuse et de la Perse se dispersèrent dans les environs de Tolède et dans les contrées intérieures; les états de Grenade devinrent le partage de dix mille hommes de cavalerie de Syrie et d'Irack, qui tiraient leur origine des plus puissantes et des plus nobles tribus de l'Arabie.

Dès que la possession assurée de ces contrées opulentes eut altéré la simplicité des mœurs primitives, des ambitions rivales commencèrent à les ensanglanter. Les Abbassides et les Ommiades embrasèrent l'Orient d'un incendie dont les étincelles vinrent en allumer un autre sur les bords du Guadalquivir. Un rejeton proscrit de la maison des Ommiades, échappé aux fureurs de ses rivaux d'Asie, trouva en Espagne un parti disposé à soutenir ses prétentions. Le drapeau blanc, qui distinguait cette faction, flotta de nouveau sur les cohortes musulmanes fidèles à la postérité de Mahomet; et la victoire ayant sanctionné ses droits, ce premier Abdérame fonda le califat du royaume de Cordoue.

Là, commence cette époque de prospérité, de grandeur et de magnificence des souverains maures, dont les récits, sans être exagérés, semblent plus tenir des fables orientales que de l'ordre des possibles. Les arts de l'imagination, et même les sciences exactes, suivirent cette rapide progression des richesses. Les historiens qui ont recherché les

sources de cette grande opulence, à laquelle ne pouvait se comparer celle d'aucun souverain de l'Europe de ce temps, s'accordent à trouver la plus féconde de toutes dans l'inépuisable fertilité d'un sol exploité avec autant d'assiduité que d'intelligence. Les Maures d'Espagne passent pour avoir été les premiers agriculteurs du monde. Jamais, depuis eux, les plaines du Guadalquivir n'ont paru si fertiles. Sous l'un des successeurs immédiats d'Abdérame, elles nourrissaient déjà douze mille villages.

Dans les palais de ces califes, l'argent et l'or étaient prodigués aux usages pour lesquels le luxe de nos princes d'aujourd'hui fait beaucoup en employant les métaux vulgaires. Douze mille cavaliers, armés de cimeterres à poignées d'or, vêtus avec une somptuosité guerrière éclatante, accompagnaient le calife Abdérame lorsqu'il sortait de son palais. On croit tout cela à l'aspect de ces magnifiques constructions qui ont servi de résidence aux califes dans les anciennes capitales de leurs diverses dominations, telles que Grenade, Séville, Murcie et

Cordoue. Cependant il ne reste que les ruines du palais qui paraît avoir été le plus prodigieux, par les immenses dépenses que son érection suppose; je veux parler de celui d'Arizapha, que le troisième Abdérame fit construire, à trois lieues de Cordoue, pour sa maîtresse favorite. Douze cents colonnes de marbre d'Espagne et d'Afrique, d'Italie et de Grèce, soutenaient et décoraient ces voûtes pompeuses et ces murs incrustés d'or et de perles. Les historiens prétendent que le spectacle de tant de richesses était encore surpassé par le prestige des charmes de cette Zehra, pour qui elles avaient été accumulées. Quoi qu'il en soit, les tableaux d'une si rare magnificence, à jamais perdue, seraient aujourd'hui bien stériles, si l'histoire, après les avoir tracés, n'avait pas à dire qu'Abdérame, le puissant possesseur de tant de biens, n'était pourtant pas satisfait. Ce prince écrivit lui-même cet aveu mémorable, que, durant cinquante ans du règne le plus fortuné, le nombre de ses jours réellement heureux n'avait pas excédé celui de quatorze.

Ce qu'il nous importe, au surplus, de constater, dans le rapide aperçu que nous avons à présenter de cette époque, c'est la situation des peuples; car nous n'écrivons nullement pour faire une fastidieuse nomenclature de règnes, ou pour donner des détails biographiques sur des princes qui, pour la plupart, ont acquis peu de droits à l'attention de la postérité. Cette manière de traiter l'histoire, qui n'est plus avouée par une saine philosophie critique, peut d'autant moins être la nôtre, que dans les proportions si restreintes de notre cadre, nous avons seulement les principales époques et les grandes masses à présenter.

Il paraît que l'Espagne sarrasine fut opprimée et malheureuse jusqu'à l'érection du califat de Cordoue. Il est évident qu'avant que les vice-rois maures se fussent érigés souverains indépendans de Damas, une situation nécessairement précaire devait rendre leur administration violente, inquiète et avide. Révocables à la volonté des califes, et ne se maintenant qu'à force de tributs,

ils devaient accabler le peuple d'exactions affreuses. L'état des choses pourtant ne changea pas tout-à-coup lorsque l'indépendance eut été déclarée. D'abord les guerres civiles dont elle sortit durèrent assez long-temps; et les princes du royaume des Asturies, successeurs de Pélage, les fomentèrent avec habileté, pour se préparer des moyens d'agrandissement. Sous Mervan, ou Marvan, dernier calife ommiade en Orient, le roi d'Oviédo, don Alphonse, surnommé *le Catholique*, s'était déjà rendu maître de tout le pays d'entre le Duero et le Minho, et depuis les montagnes de Burgos jusqu'au Duero. Sous les cinq derniers vice-rois, le même Alphonse porta la terreur jusqu'au pied des montagnes qui séparent les deux Castilles, et continua ses conquêtes dans le Portugal. 740 à 800.

Ainsi sous ces premiers maîtres étrangers, amovibles, dépendans d'un vice-roi d'Afrique, qui dépendait lui-même des souverains de Damas, l'Espagne ne présentait que le triste tableau de la dévastation et de la misère. Ses campagnes étaient désertes, ses villes sans com-

merce, sans arts, ses ports sans vaisseaux; et, vainqueurs et vaincus, également malheureux, également esclaves, n'avaient d'autre industrie que la révolte, et, après la révolte, d'autre ressource que l'exil. On voit souvent des villes se liguant contre leurs vice-rois avec les Chrétiens des Asturies, et favorisant même les invasions des Français, qui se permirent plusieurs fois ces représailles contre les descendans de ceux qu'avait exterminés Charles-Martel.

740 à 800. L'Espagne sortit comme par enchantement de ce chaos sous le premier Abdérame.

On demandera par quels puissans moyens il opéra cette métamorphose; nous répondrons, avec les historiens du temps, unanimes sur son compte, qu'*il se livra tout entier aux devoirs de la royauté*. Peut-être, aux yeux de quelques moralistes rigoureux, le goût de ce prince pour la magnificence et les plaisirs sera en contraste avec cette assertion, cependant n'avons-nous pas dans nos annales des princes à qui nous décernons avec raison, les titres de bons,

de grands, de justes, et qui ne furent pas exempts des mêmes faiblesses ?

Abdérame sentit le besoin qu'il avait de la paix pour améliorer la situation de ses peuples, et il commença par l'obtenir de tous ses ennemis. Nous avons déjà parlé de son traité d'alliance avec Pépin. Il en fit un autre, qui fut au moins une assez longue trève, avec don Aurèle, roi des Asturies et de la Galiçe, et le renouvela avec le fils de ce roi.

Il accorda à ses sujets chrétiens la tolérance la plus absolue; et si, obéissant à la loi du Prophète, il prit des moyens pour augmenter le nombre des Croyans, ils furent ceux de la douceur et des bienfaits. Il favorisait les mariages entre Musulmans et Chrétiens, et comblait de faveurs les apostats du christianisme. Il faut avouer que si ces apostasies furent nombreuses, l'Eglise espagnole put se consoler par la constance de quelques-uns de ses confesseurs, dont la foi triompha et des séductions et des supplices; mais il est bon de remarquer en même temps que ces persécutions, dont les Chrétiens d'Espagne se sont énor-

gueillis, furent provoquées par les excès d'un zèle turbulent et séditieux. Les princes musulmans usèrent, pour réprimer ce fanatisme, d'une telle indulgence, que l'on voit, en 852, le deuxième Abdérame assembler dans sa capitale, la ville de Cordoue, un concile pour faire décider qu'il était entièrement contre l'esprit du christianisme de troubler l'état pour obtenir l'honneur du martyre. Ferreras et Mariana ont parlé du concile de Cordoue comme d'un conciliabule; ce sentiment n'est pas soutenable. La décision de ce concile est tout-à-fait dans l'esprit de l'Eglise et conforme aux anciens canons.

Ce qui contribua le plus à l'anéantissement du culte chrétien dans les états de cet habile prince, ce fut la vacance des siéges épiscopaux, qu'il fit durer par la simple privation des grands avantages matériels attachés à la dignité d'évêque.

Il n'eut bientôt plus qu'un peuple; et ce peuple, sorti de la longue tourmente des guerres civiles, tourna toute son activité vers l'industrie. Un commerce actif avec la Grèce et avec l'Asie Mineure

amenait les flottes de Byzance dans ses ports, et fournissait d'abondans débouchés à ses riches produits.

La politesse des mœurs et une exquise élégance dans les habitudes de la vie vinrent rapidement à la suite de cet état de florissante prospérité. Les femmes, qui, ayant secoué le joug des usages austères et tristes de l'Orient, avaient quitté la condition d'esclaves pour prendre celle de reines, contribuèrent puissamment au perfectionnement de ces mœurs nouvelles. Il y eut un art de plaire; il fallut se disputer leur possession, en excellant dans ces jeux guerriers qui furent depuis adoptés dans toute l'Europe. Les premières traditions chevaleresques ont-elles découlé du Nord avec ses barbares, ou reflué de l'Asie avec ces Arabes qui, au sortir de l'Afrique, étaient des barbares aussi? C'est un point fort controversé, et nous n'entreprenons pas de trancher la difficulté.

Enfin tout ce que l'imagination peut se figurer d'opulence dans les villes, de splendeur dans les palais; tout ce que le

développement de la civilisation moderne a introduit d'élégance et d'urbanité dans nos usages; ce culte pour la beauté, qui va jusqu'à l'idolâtrie, et qui remet aux mains du sexe le plus faible l'empire des mœurs; des voluptés sans mollesse, et l'esprit belliqueux se maintenant dans la décadence de l'état politique; tel est le spectacle attrayant et singulier que les Arabes d'Espagne ont donné au monde au milieu de ces ténèbres de barbarie qui couvraient le reste de l'Occident.

Et pourtant ces peuples si braves, si ingénieux, si propres à réussir dans les arts de la paix comme dans ceux de la guerre, ne fondèrent sur le sol de la riche Espagne que des états sans force et sans durée, pour avoir méconnu les avantages et la puissance du lien fédératif.

Nous allons suivre la marche et les progrès de la monarchie chrétienne renaissante. Ses commencemens furent faibles, ses vicissitudes longues et pénibles; mais elle avait, dès le principe de sa restauration, des gages certains d'ac-

croissement et d'avenir : le courage, les mœurs, la liberté, et la religion qui, rendue par le malheur à sa destination primitive, redevint, pour un temps, favorable à la liberté.

Le royaume des Asturies, dont les montagnes avaient servi d'asile à Pélage et à ses compagnons, est le premier qui reparaît sur la scène politique. Borné d'abord dans les limites du territoire d'Oviédo et de ses dépendances, il s'agrandit, dans l'espace de moins d'un siècle, de la province de Galice et de celle de Léon, c'est-à-dire d'une bonne partie de l'ancienne Celtibérie. Ses premiers progrès sont l'ouvrage d'Alphonse le Catholique, qui meurt en 757, laissant la couronne à Froila, ou Fruela, qui périt assassiné au bout de peu d'années. Le règne de ce prince est remarquable par la tentative qu'il fit de réformer les mœurs des ecclésiastiques, en les obligeant de renoncer à leurs concubines. Des historiens nationaux disent *sus mugeres*, ce qui ferait supposer que les prêtres de ce temps s'étaient soustraits à la loi du célibat. Quoi qu'il en soit, cet

usage était, au témoignage des mêmes historiens, contraire aux canons invoqués par les conciles du temps. Ce zèle pour la régularité canonique ne l'empêcha pas d'assassiner son frère Simaran. Il est assassiné à son tour par son cousin Aurèle.

Silo, Bermude, avec Alphonse II, Mauregat, Alphonse le Diacre et Alphonse le Grand, remplissent de leurs règnes peu mémorables la dernière moitié du VIIIe siècle.

Alphonse II mérita pourtant les surnoms diversement honorables de *Chaste* et de *Victorieux*. Il obtint le premier pour s'être toujours tenu à une rigoureuse distance de la couche nuptiale, et, selon quelques auteurs, pour avoir refusé au calife de Cordoue l'infamant tribut de cent filles chrétiennes : tribut consenti par l'usurpateur Mauregat envers Abdérame qui avait favorisé son usurpation.

Il obtint celui de *Victorieux* pour avoir remporté de grands avantages sur les Sarrasins, avec lesquels il avait été long-temps en bonne intelligence. C'est

au règne de ce prince que se rapportent les amours de sa sœur Chimène avec le comte de Saldagne, don Sancho Diaz, et les singulières prouesses du fruit de ces amours, le célèbre Bernard de Carpio, héros si connu des romanciers. Des critiques sévères prétendent que cette Chimène n'a jamais existé.

On place encore sous ce règne la découverte du tombeau de ce fameux saint Jacques de Compostelle, et les exploits de Roland à la bataille de Roncevaux, qui se réduisent à la défaite d'une partie de l'arrière-garde de Charlemagne par les montagnards des Pyrénées. Alphonse ne fut jamais en guerre avec la France.

La Navarre est érigée en royaume à la même époque : son premier souverain est Garcie Ximenez, qui meurt en 880. Auparavant elle faisait partie de la province d'Aquitaine, et les comtes de Gascogne, qui la gouvernaient, avaient reconnu pour suzerains les enfans de Louis le Débonnaire.

Les événemens les plus remarquables de la fin du IXe siècle, sont les descentes

des Normands dans la Galice et l'Andalousie; ils vinrent ravager cette dernière province après avoir été chassés de la Galice par la valeur du roi don Ramire.

Le comté de Barcelone, qui se forma à la même époque, fut une concession des rois de France, comme la Navarre avait été un démembrement de leurs domaines.

Au commencement du xe siècle, le royaume de Léon et des Asturies, qui s'était agrandi par les travaux de plusieurs princes guerriers, au nombre desquels il faut citer surtout les trois rois du nom d'Alphonse, est de nouveau menacé par les armées musulmanes, qui envahissent la Navarre. Tant de défaites accumulées depuis plus d'un siècle n'avaient pu décourager les Maures; ils renouvelèrent leurs attaques avec des forces considérables augmentées des secours de l'Afrique; ils avaient déjà pris Agreda, Tarragone, Tudela, Logrono, Vicaria et Najera, lorsque les deux armées se rencontrèrent au Val de la Junquera : le choc fut terrible; les

Chrétiens le soutinrent courageusement; mais enfin ils cédèrent au nombre et furent mis en pleine déroute. L'évêque de Tyr et celui de Salamanque, qui combattaient avec le roi Ordogno II, furent faits prisonniers. Les vainqueurs ayant poursuivi leur victoire jusque dans les hautes vallées de la Navarre, profitèrent de l'occasion pour passer encore une fois les montagnes, et portèrent leurs hostilités jusqu'aux murs de Toulouse. Mais pendant cette imprudente expédition, Ordogno, qui avait eu le temps de rallier ses troupes, fait une irruption dans les états des Mahométans, et porte le ravage sans résistance jusqu'auprès de Cordoue. D'un autre côté, les Navarrois surprennent l'armée musulmane à son retour, la taillent en pièces, lui enlèvent tout son butin, et recouvrent peu à peu toutes les places que les infidèles leur avaient enlevées.

Quelques années après, Abdérame III, à la tête d'une armée de cent cinquante mille hommes, pénètre jusqu'au centre de la Castille et détruit toutes les places qu'il trouve sur son passage. Ramire II

va voir saint Jacques, voue un tribut de blé au saint pour obtenir la victoire, et de concert avec les comtes de Castille et le roi de Navarre il défait les Musul-
938. mans, le 6 août, à Simancas, près du confluent de la Puiserga avec le Duero.

Les comtes de Castille se révoltent, ils étaient vassaux des rois de Léon, et ils songeaient déjà à se rendre indépendans, comme ils le firent un peu plus tard. Ordogno, deuxième du nom, les fait étrangler; sous son successeur, Alphonse IV, prince très-méprisé de ses sujets, les Castillans eux-mêmes provoquent de nouveau l'acte d'indépendance; mais à la manière des peuples d'alors, c'est-à-dire que, changeant seulement de maître, ils se contentent d'en élire parmi eux. On suppose cependant qu'irrités de l'assassinat de leurs comtes, ils avaient commencé par s'ériger en république, sous le gouvernement de deux juges, dont l'un était chargé du civil et l'autre du militaire. Ce fait n'est pas admis par la majorité des historiens; mais il n'y aurait rien d'étonnant que les résultats de cette insuf-

fisante et mauvaise division les eussent ramenés de nouveau sous le pouvoir absolu. Le pays de Castille avait été arraché aux Sarrasins par la valeur de ces comtes, qui étaient restés feudataires du royaume de Léon. Les enfans de ceux qu'Ordogno avait fait périr par une insigne trahison se révoltèrent de nouveau, et c'est probablement pendant le temps de leur captivité qu'eut lieu cet essai de république dont nous venons de parler. Les incursions des Sarrasins contre lesquels ces chefs avaient signalé leur valeur d'une manière éclatante, forcèrent les grands et le peuple de les réclamer du roi de Léon; ils furent mis en liberté, et la réconciliation fut cimentée par le mariage de dona Urraque avec le fils d'Ordogno, encore enfant. C'est pendant la minorité de celui-ci, appelé Ramire III, que le fameux comte de Castille, Ferdinand Gonçalez, père d'Urraque, ayant encore plus étendu sa réputation par une suite de succès nouveaux contre les infidèles, se rendit tout-à-fait indépendant. A la fin du xe siècle, la Castille prend

rang entre les royaumes de Léon et de Navarre : on a déjà remarqué que Léon comprenait la Galice et les Asturies ; le mouvement d'agglomération politique prenait donc un peu de vigueur.

C'est à cette époque qne l'on voit un prince chrétien, Sanche, frère d'Ordogno III, aller à Cordoue pour se faire traiter d'une hydropisie par les médecins arabes, qui jouissaient d'une grande réputation : preuve remarquable de la confiance qui régnait entre les Chrétiens et les Musulmans, et surtout de la magnanimité de caractère qui distinguait ces derniers. Abdérame II était alors sur le trône de Cordoue ; il fut touché de la situation du prince chrétien, dont les comtes de Castille venaient d'usurper le trône ; car à peine affranchis, ceux-ci voulurent faire des esclaves. On voit alors le prince musulman de Cordoue uni avec le roi de Navarre et le roi de Léon, pour remettre ce dernier en possession de ses états, ce qui arriva en effet.

La révolte des comtes de Castille avait eu trop de succès pour n'être pas d'un

exemple contagieux. Dans le temps même où Fernand Gonçalez proclamait son indépendance, un autre Gonsalve, gouverneur des principales villes du haut Portugal pour les rois de Léon, en faisait autant : celui-ci fut moins heureux, il fut vaincu, obtint son pardon, et empoisonna son roi.

A la fin du xe siècle, toutes ces principautés naissantes furent à la veille de retomber dans le néant. Le célèbre général d'Haccham II, successeur d'Abdérame III, Almanzor, guerrier plus redoutable qu'aucun de ceux qui, depuis la conquête, avaient fait la guerre aux Chrétiens, envahit le royaume de Léon, et ne laissa de cette capitale qu'une seule tour pour attester qu'elle avait existé et péri. La nécessité de se conserver engagea enfin les princes chrétiens à mettre un terme à leurs divisions : les rois de Léon, de Castille et de Navarre, réunis, vainquirent Almanzor dans une bataille où, de part et d'autre, s'il faut en croire les historiens, l'acharnement fut incroyable, puisqu'on se battit depuis le matin jusqu'à la nuit.

Almanzor fut un très-grand homme : les Chrétiens, attirés par ses libéralités et par sa gloire, allaient en foule se ranger sous ses étendards ; l'on dit que jamais, dans la distribution de la justice, il ne mit de différence entre un Chrétien, un Juif et un Mahométan. Plusieurs de ces princes musulmans ont eu des qualités et des talens d'un éclat prodigieux, et il faut bien que cela soit, puisque des écrivains catholiques le racontent.

1031. Trente ans plus tard le comté de Castille est érigé en royaume en faveur d'un fils du roi de Navarre, Sanche le Grand, héritier par sa femme du dernier comte de Castille, Garcie Sanchès, mort sans postérité. Ce roi de Navarre, à sa mort, donna lieu à la naissance de deux autres royaumes, par la faute qu'il fit, et que faisaient communément tous ces princes, de partager ses états entre ses quatre fils, en donnant à chacun d'eux le titre de roi : de ces deux nouveaux royaumes, l'un tombe presque aussitôt, et l'autre reste, c'est celui d'Aragon.

Le beau royaume de Cordoue se dé-

membrait en même temps par l'effet des guerres intestines des Musulmans; et l'occasion était belle pour les Chrétiens, s'ils avaient su la saisir. C'est à cette époque que commence la décadence de la prospérité musulmane, fondée, comme nous l'avons vu, par Abdérame l^er^, vers le milieu du VIIIe siècle. Après une anarchie de peu de durée, le trône de Cordoue reste au plus fort ou au plus habile des compétiteurs, et les autres vont, chacun de son côté, se faire rois à Tolède, à Valence, à Orihuela, à Saragosse; de sorte que presque toutes les grandes villes de cette monarchie deviennent des souverainetés : de là tant de royaumes en Espagne, et cette multitude de titres que le roi d'Espagne conserve encore aujourd'hui. 1030 à 1050.

Ferdinand l^er^, de concert avec son frère le roi de Navarre, déclare la guerre à Vérémond III, roi de Léon et des Asturies, le défait, le tue, et réunit ses états au royaume de Castille : voilà donc un royaume dont nous sommes débarrassés.

La mort de Vérémond mit fin à la seconde race des rois Goths, issue de Pélage et d'Alphonse le Catholique. Il y avait trois cent vingt ans qu'elle occupait le trône des Asturies et travaillait à délivrer l'Espagne du joug des infidèles; cependant elle avait à peine recouvré la moitié de ce que les Maures avaient conquis en trois ans : les Maures possédaient encore des provinces considérables, dont le territoire s'étendait le long de la Méditerranée, depuis les Pyrénées jusqu'au rocher de Gibraltar, et côtoyait l'Atlantique, depuis la pointe de Tarif jusqu'à l'embouchure du Tage; au-delà de ce fleuve, jusqu'au Duero, ils conservaient aussi des places importantes. Tolède et une partie de la nouvelle Castille étaient occupées par les Maures, et Barcelone obéissait à un émir sarrasin.

Cette longue chaîne de côtes maritimes leur donnait à peu près tout le commerce de la péninsule. Ajoutons que l'émigration africaine ne discontinuait pas, moyen rapide de réparer les pertes que la guerre faisait éprouver à la po-

pulation. Les princes chrétiens étaient loin d'avoir les mêmes ressources, et c'est ce qui doit donner la plus haute idée de leur courage et de la constance de leurs efforts.

Ferdinand Ier, célèbre dans les annales castillanes, quand ce ne serait que par le rang qu'il tient dans l'ordre chronologique des commencemens de la nouvelle puissance, eut quelques talens guerriers, mais il ne fut qu'un scélérat. Il se délivra par la trahison et l'assassinat de son beau-frère et de son frère; l'un était roi de Léon, et l'autre de Navarre. Cependant, comme il fut zélé catholique, et assez heureux pour rendre son tributaire le roi maure de Tolède; comme, principalement, il eut un grand respect pour les évêques, les historiens en ont fait un honnête homme, et, qui plus est, un saint. Il se prosterna, à la veille de mourir, devant les reliques de saint Isidore, et prononça d'édifiantes paroles. « Puis, dit un Jésuite, il expira douce-
» ment entre les bras de plusieurs évê-
» ques, et couronna ses lauriers mili-
» taires de la palme céleste. Les évêques

» édifiés s'écriaient : O la belle mort ! »

Au surplus, le règne de ce prince est remarquable par quelques essais utiles de législation et de police. Il convoqua,
1050. à Coyança, un concile national, qui fut une espèce d'assemblée d'états, comme on le voit par ses canons. Le quatrième canon défend aux ecclésiastiques l'usage des armes, si bien établi alors en Espagne, que les évêques suivaient presque toujours les rois à la guerre. Le neuvième ordonne que, pour l'administration de la justice, on se conformera, dans les états de Léon et de Galice, des Asturies et de Portugal, aux lois du roi don Alphonse, père de la reine; et en Castille, aux priviléges et aux lois du comte don Sanche. Ainsi il est certain que, malgré la réunion, les deux royaumes conservèrent leurs lois particulières. Le roi les confirma à la fin de ce concile, et l'on prononça l'excommunication contre les transgresseurs.

Les exploits du fameux Rodrigue Diaz de Vivar, si connu sous le nom de *Cid*, appartiennent au règne de ce

prince. Le plus grand service qu'il ait rendu à son maître est, si l'on s'en rapporte à quelques historiens, de l'avoir empêché, par sa fermeté, de se reconnaître feudataire de l'empereur d'Allemagne. Mais on ne conçoit pas trop à quel titre les empereurs auraient pu prétendre transformer l'Espagne en fief de l'Empire.

Ferdinand Ier, à sa mort, laisse encore 1064.
ses états divisés entre ses trois enfans. La guerre s'allume, comme de raison, entre les frères; et, par la victoire de Sanche, dit *le Fort*, roi de Castille, secondé du Cid, le royaume de Léon est de nouveau réuni à l'autre. Il dépouille successivement ses autres frères de leurs provinces respectives, et enlève même à ses sœurs les villes dont se composait leur apanage.

Jetons un dernier coup-d'œil sur cette troisième époque que nous venons de parcourir si rapidement. Quatre royaumes sont sur la scène : Léon, Castille, Navarre, Aragon. Embrassant plus d'espace, nous verrions surgir aussi le Portugal, d'abord sous le titre de comté

indépendant, et bientôt sous celui de royaume, qu'il ne perd plus. Mais nous n'aurons pas à nous occuper autrement de son histoire; elle est entièrement à part de celle d'Espagne, et elle a ses phases particulières. D'ailleurs l'importance que ses accroissemens et ses conquêtes dans l'Inde donnent à cet état, dès l'aurore du xve siècle, après la découverte du passage par le cap de Bonne-Espérance, exige un travail particulier.

Nous avons remarqué que ces royaumes étaient toujours fractionnés à la mort de leurs souverains, chez qui les sollicitudes de la paternité prévalaient très-souvent sur l'intérêt de la conservation politique. Il semble étonnant que les peuples missent si peu d'obstacle à ces arrangemens, et qu'en pareil cas ils ne recourussent pas aux cortès et au droit de se choisir un maître. Or, cette inertie de leur part ne saurait s'expliquer que par la tendance naturelle que les provinces d'Espagne ont à s'individualiser, si l'on peut ainsi dire. Elles se révoltaient quelquefois lorsqu'on vou-

lait les réunir, jamais lorsqu'il était question de les séparer. Aucun pays n'est, par sa constitution physique et morale, plus rebelle à une agglomération politique absolue. Cette réunion cohérente, que la nécessité de résister aux Musulmans n'avait pu effectuer, ne s'est faite qu'après des siècles, et par des moyens violens.

Au reste, cette tendance était puissamment aidée, comme on l'a vu, par les moyens mêmes que prenaient les princes pour s'agrandir. Au mépris des liens du sang, ils se dressaient continuellement des embûches, et se massacraient pour se dépouiller sans pudeur les uns les autres. Ces féroces inimitiés étaient épousées par les peuples, et entretenaient l'impossibilité d'une fusion absolue.

Il est assez inutile de dire que, dans un tel ordre de choses, le peuple était opprimé et très-malheureux. Le désespoir lui mit souvent les armes à la main. Mais les seigneurs, les comtes et les rois, toujours prêts à s'entre-égorger, s'entendaient fort bien lorsqu'il s'agissait de

réduire leurs *sujets*. La plupart de ces seigneurs étaient des tyrans, comme partout, à la même époque, dans la vieille Europe, hérissée tout entière de féodalité. Leurs châteaux étaient des cavernes de brigands, d'où ils portaient le ravage, le fer et le feu sur les contrées environnantes. Plusieurs rois eurent la bonne mais inutile intention de réprimer le désordre. La force nécessaire leur manquait; ils avaient eux-mêmes beaucoup de peine à défendre une autorité si souvent contestée par ces comtes ou gouverneurs des villes, tous trop puissans vassaux. Ils en avaient d'ailleurs besoin contre les Sarrasins.

Les lois portées dans les divers conciles nationaux n'étaient pas mauvaises pour le temps, mais leur promulgation était vaine. Quoique les rois rendissent la justice eux-mêmes, leurs décisions n'avaient de force en effet que contre le citoyen indigent et malheureux, et elles devenaient un moyen de plus d'oppression entre les mains des nobles, chargés de les faire exécuter dans leurs domaines.

Cependant on élevait de toutes parts des asiles à la piété, des retraites à la pénitence, et jamais on ne multiplia tant les monastères. Mais les réformes réclamées à grands cris par les conciles du temps, prouvent quel était l'excès du scandale dans le régime monastique. Le deuxième canon du concile tenu à Coyança par Ferdinand Ier de Castille, ordonne que tous les monastères observeront la règle de saint Benoît, et seront soumis aux évêques. Les mœurs des ecclésiastiques étaient l'objet de censures non moins vives. Le concile d'Iria, 1056.
tenu vingt ans avant celui de Coyança, ordonnait par l'un de ses canons que les prêtres et les diacres mariés quitteraient leurs femmes et feraient pénitence. Un autre concile tenu à Girone en même temps que celui de Coyança, condamnait de nouveau les ecclésiastiques simo- 1068.
niaques et concubinaires.

Il paraît que les seigneurs pouvaient s'affranchir de l'obéissance envers le souverain, en lui remettant les fiefs qu'ils tenaient de lui; et ils pratiquaient cette renonciation lorsqu'ils voulaient

aller servir l'ennemi de leur roi. Après qu'ils avaient rempli ces formalités, le roi n'osait plus les regarder comme des sujets rebelles, et était obligé de les traiter en ennemis légitimes.

Les rois de Castille firent un pas vers l'ordre en déclarant au nom de la nation assemblée, que les seigneurs ne pourraient armer leurs vassaux contre le souverain; mais, par un autre abus presque aussi révoltant, il leur fut permis d'armer ces mêmes vassaux dans les guerres particulières de seigneur contre seigneur; c'était en effet légitimer les guerres civiles, et faire dériver du droit féodal l'anarchie et la tyrannie. A la vérité, c'était aussi leur laisser le soin de s'affaiblir et de se détruire à leurs propres frais.

Il est probable que jusqu'à cette époque le peuple n'était pour rien dans cette sorte de représentation nationale, figurée par les conciles nationaux; mais les progrès de l'état social ayant réuni les élémens des communes, les rois de Castille cherchèrent dans cette force naissante un appui contre les agres-

sions perpétuelles des grands vassaux, et peut-être c'est alors que les conciles nationaux prirent le nom de cortès.

De même chez nous, en France, ce sont les rois qui les premiers *sortirent* le peuple de l'esclavage, créèrent les communes contre la noblesse. Dans l'Aragon la même révolution s'opéra d'une manière bien différente; ce furent les grands qui amenèrent le peuple dans les assemblées nationales, lui firent accorder des priviléges et s'unirent d'intérêt avec lui.

Robertson pense que c'est aux cités commerçantes de l'Italie que l'Europe du moyen âge est redevable des premiers efforts qui ont eu lieu pour l'affranchissement des villes. Il faut faire une exception pour l'Espagne dans la généralité de cette observation. La péninsule n'a rien dû qu'à elle-même dans ce genre : elle possédait des ports nombreux sur la Méditerranée; elle avait de plus antiques habitudes commerciales que l'Italie; et de tout temps ses vaisseaux avaient su le chemin de Byzance. Enfin elle était riche en traditions

de liberté; et l'on peut dire que l'étouffement des semences généreuses avait été bien moins complet dans cette patrie des magnanimes adversaires de Rome, que dans nul autre pays. Voici, au surplus, un important passage de Marina, le savant auteur de la *Théorie des Cortès*, qui sur ce point résout toute difficulté.

Après avoir énuméré les grands avantages que le pouvoir royal retira de la formation des communautés et de l'organisation du pouvoir municipal en Espagne, il ajoute :

« L'Espagne adopta long-temps avant les autres pays de l'Europe cette heureuse innovation qui semblait présager l'affranchissement des peuples. Les fastes de l'Angleterre, l'un des premiers royaumes où les représentans du peuple aient été admis aux grandes assemblées nationales, n'offrent sur cette matière aucun document antérieur au règne de Henri III, et à l'année 1225. L'Allemagne n'accueillit cette nouveauté qu'en 1293, et elle fut inconnue en France jusqu'en 1303, du temps de Philippe le Bel. A l'égard de cette dernière puis-

sance, un historien, le P. Daniel, prétend même que ce ne fut qu'en 1355, lorsque le roi Jean convoqua à Paris les états-généraux pour y délibérer sur les moyens de défendre le royaume, presque entièrement envahi par les Anglais, que la France se vit représentée par les trois grands corps que l'on a nommés depuis les trois états. Nos rois, dit cet écrivain, n'avaient convoqué jusqu'alors que la noblesse et le clergé pour délibérer sur les besoins du royaume; ce qu'ils appelaient tiers-état, c'est-à-dire les députés des principales villes de France, n'était pas considéré comme un bras de la nation, ni comme une partie autorisée à voter dans les délibérations publiques. En Espagne, au contraire, dès le XIIe siècle, toutes les villes et villages, chefs-lieux d'arrondissement, et même toutes les communes rurales, jouirent du droit de voter dans les cortès, en vertu de leurs lettres d'institution. En effet, les députés des conseils municipaux concoururent aux cortès de Léon de 1188 et 1189, et à celles de Carrion, convoquées pour le royaume de Castille

dans la même année 1188. Ils furent appelés à donner leur approbation aux clauses matrimoniales stipulées entre la princesse Bérengère, fille d'Alphonse VIII, et le prince Conrad, fils de l'empereur Frédéric. »

QUATRIÈME ÉPOQUE.

Depuis la réunion du royaume de Léon à celui de Castille, jusqu'à la déchéance et à la dégradation de Henri l'Impuissant.

De 1073 à 1465. — 392 ans.

Sanche le Fort avait eu par le testament de Ferdinand Ier, son père, le royaume de Castille. Comme cette part ne lui suffisait pas, et qu'il se souvenait des procédés expéditifs de son illustre père, pour faire promptement un grand état d'un petit, il attaqua successivement ses deux frères, Alphonse VI et Garcie, et les dépouilla, l'un du royaume de Léon, l'autre de celui de Galice. Ses deux sœurs avaient eu, l'une la ville de Toro, l'autre celle de Zamora : il commença par prendre Toro, et il faisait le siége de Zamora lorsqu'il fut tué. Alphonse VI quitta l'asile qu'il

avait trouvé à Séville auprès du généreux Almamon ou Ali Maimon, roi de Séville, pour monter sur le trône de Castille. Garcie, son frère, comme lui réfugié chez les Maures, était de même
1703. venu reprendre sa place. Alphonse l'en chassa, sans que cette conformité de leurs récentes infortunes le rendît plus respectable à ses yeux. Les historiens racontent que lorsqu'il arriva à Burgos, les nobles castillans exigèrent qu'avant de monter sur le trône il fît le serment qu'il n'avait eu aucune part au meurtre de son frère Sanche, qui avait été tué en trahison à Zamora : exigeance assez inutile, et qui prouve seulement la répugnance avec laquelle la Castille se soumettait à lui. Le fameux Cid fut disgracié pour s'être mis à la tête des grands qui imposèrent au nouveau monarque cette humiliante condition. Alors ce grand capitaine quitta la cour de Castille, et alla, suivi de quelques braves aventuriers, chercher un établissement sur les terres des Maures. Il s'empara, en effet, après divers exploits, d'un château dans la province de Terruel,

arrosé par le Guadalquivir. Ce château était situé sur une hauteur qui porte encore le nom de *Pena del Cid.*

Un homme qui avait dépouillé son frère ne pouvait guère être scrupuleux en matière de principes religieux. En conséquence, Alphonse épousa la belle Zaïde, fille du roi de Séville, chez qui il s'était réfugié. Cette alliance avec l'infidèle ne l'empêcha pas d'envahir les états du Maure de Tolède, son voisin. Mais la bravoure du Musulman lui fit payer assez cher ses succès. Il ne fut maître de Tolède qu'au bout de cinq 1085.
ans de guerres acharnées. Cette ville était restée 372 ans sous la domination des Arabes; elle devint la capitale de la nouvelle Castille et la résidence favorite de ses rois. De nos jours elle a perdu toute son ancienne importance. Alphonse se vit ensuite obligé de faire la guerre à son beau-père. Quelques historiens prétendent que le mariage avec Zaïde n'eut lieu qu'à la suite de cette guerre, comme conclusion et garantie du traité. Quoi qu'il en soit, le règne de 1096.
ce prince fut très-orageux.

La dynastie des Almoravides avait remplacé celle des Almohades en Espagne. Cette tribu guerrière, récemment sortie des déserts de l'Afrique, en apportait toute la férocité primitive, et cette haine du nom chrétien, que le laps du temps avait modérée chez les autres. Ces nouveaux venus s'emparèrent de Séville, de Murcie, et bientôt, dans une seconde expédition, vinrent jusque sur les bords du Tage; et enfin ils battirent les Chrétiens à Velez, près de Tolède. Cette bataille est appelée la bataille des *sept comtes;* un nombre pareil des seigneurs de la Castille y périt, ainsi que le fils d'Alphonse VI, prince qui était dans la première adolescence.

1109. A la mort d'Alphonse, resté sans enfans mâles, la couronne de Castille passa sur la tête de sa fille Urraque, mariée au roi de Navarre. Ce roi de Navarre, Alphonse le Batailleur, s'était flatté de régner sous le nom de son épouse; mais cette Urraque, fière, turbulente, et de plus, ayant des amans, lui disputa terriblement l'autorité.

Les démêlés de ce roi et de cette

reine remplissent un grand nombre de pages dans l'histoire de la Castille. Tous les évêques des deux royaumes s'en mêlèrent, et les choses n'en allèrent pas mieux. La querelle finit par un divorce, Urraque s'étant enfin souvenue qu'elle pouvait avoir violé les lois de l'Église en épousant le roi de Navarre : il était son cousin. Les évêques qui étaient dans ses intérêts, assemblés en concile à Palencia, annulèrent le mariage. Malgré ce succès, cette princesse n'en étant pas plus estimée de ses sujets, ils appelèrent au trône son propre fils Alphonse, fils de son premier lit avec Raymond comte de Bourgogne. Autres guerres sanglantes entre la mère et le fils, qui désolent encore pendant dix ans les royaumes de Léon et de Castille. Enfin 1126.
cette reine, qui avait tant fatigué son monde, meurt, et Alphonse VIII, son fils, se trouve possesseur du trône de Léon et de Castille.

Le règne de ce prince fut assez paisible. Il fit une expédition contre les Maures et dévasta l'Andalousie. Le roi d'Aragon, qui de son côté, faisait aussi

la guerre aux infidèles de la Catalogne, ayant été tué dans une affaire, Alphonse marcha au secours de Ramire, son successeur. Ramire trembla en voyant arriver cet auxiliaire. Cependant les choses, pour cette fois, se passèrent sans brigandages, et les deux princes se quittèrent bons amis.

De nouvelles guerres contre les rois de Navarre et de Portugal remplissent le reste du règne d'Alphonse, à qui les princes chrétiens d'Espagne décernèrent le titre d'empereur : honneur qu'avait eu de même son aïeul Ferdinand Ier. Mariana prétend qu'il se fit couronner dans trois villes différentes : Tolède, Léon et Compostelle. Après lui l'impolitique partage recommence et prépare aux peuples de nouveaux déchiremens, sans compter les guerres avec les Maures, pierre d'achoppement inévitable de tous les rois chrétiens, même lorsqu'ils épousaient les filles des infidèles.

1157. A la mort de ce prince, qui laissa deux enfans, une nouvelle division des couronnes de Léon et de Castille eut pour premier résultat la perte des villes

musulmanes qui s'étaient reconnues ses vassales et lui payaient un tribut. Le roi de Navarre, profitant des conjonctures, entra de son côté dans la Castille pour demander le redressement de quelques anciens griefs. Mais le Navarrois fut battu par don Ponce, comte de Minerve, seigneur catalan, qui depuis peu avait, à cause d'une très-grande injure, quitté le roi de Léon pour le roi de Castille. Ponce se conduisit très-généreusement envers des Français, auxiliaires du roi de Navarre.

C'est sous le règne de ce roi de Castille que fut fondé l'ordre des chevaliers de Calatrava : cet ordre fut d'institution militaire. L'importante place de Calatrava étant menacée par les Maures, deux moines de l'ordre de saint Bernard offrirent au roi de se charger de sa défense ; ces moines guerriers, qui avaient porté la cuirasse avant de revêtir le froc, stimulés par la promesse que leur fit le prince de leur abandonner la seigneurie de cette ville s'ils réussissaient à la conserver à l'Espagne chrétienne, réunirent aussitôt une vingt-

taine de mille hommes, moines la plupart, et résistèrent en effet aux Mahométans : ce fut l'époque de la naissance de la plupart des ordres religieux mili-
1180. taires en Espagne. Celui d'Alcantara, également fameux, surgit presque en même temps que ce dernier, et fut de même produit par la nécessité de résister aux Sarrasins. C'étaient des associations particulières qui suppléaient à la force et à l'union qui manquaient quelquefois à l'État. L'ordre des chevaliers de Saint-Jacques fut aussi institué sous le règne d'Alphonse VIII, pour faciliter les pélerinages à Compostelle, où les miracles commençaient à être l'objet d'un commerce important, et qui devint la source d'une si grande opulence pour les fortunés chanoines de Saint-Éloi, propriétaires des reliques du grand saint Jacques.

Le nouveau roi de Castille, Sanche III, ne régna qu'un an; ce prince s'était appelé *le Désiré;* il laissait un fils âgé de trois ans. La régence que cette minorité rendit nécessaire fut l'objet de l'ambition de tous les grands,

et la cause d'une guerre civile dans laquelle les seigneurs de la maison de Lara firent prévaloir leur influence en Castille.

Alphonse IX fit long-temps la guerre 1195.
à ses voisins et aux Maures avec une fortune mêlée de revers et de succès. Il fut taillé en pièces à Alarcon, sur les bords du Xucar, pour avoir voulu vaincre tout seul sans attendre le secours du roi de Léon. Animé du désir de réparer ce désastre, il appelle à son secours tous les princes chrétiens de l'Europe; et puissamment aidé du pape Innocent III, il parvient à effectuer cette sorte de croisade. Quatre-vingt mille soldats chrétiens, francs ou allemands, arrivent en Espagne, comptant y trouver un vaste butin dans les dépouilles des infidèles. Ils veulent commencer par piller les riches Juifs de Tolède; les Espagnols s'y opposent. Ils veulent piller les Maures qui avaient capitulé, après avoir vaillamment défendu la ville et la citadelle de Calatrava; le roi de Castille maintient cette capitulation, à leur grand déplaisir.

Trompés dans leur attente, ces pieux guerriers repassent les Pyrénées. Al-
1212. phonse remporte, avec ses seules troupes, la fameuse victoire de Tolosa, qui changea pour un temps en stupeur l'audace musulmane.

Les amours de ce roi avec une belle Juive de Tolède sont un fait très-contesté. L'écrivain espagnol qui me sert le plus souvent de guide ne le repousse pas absolument; mais il trouve une grande difficulté à placer dans le cadre d'une vie si agitée et si laborieuse les sept ans d'oisiveté voluptueuse que le roi aurait consumés dans ses amours au fond de son palais, et avec le grand nombre d'enfans qu'il eut de sa femme légitime [1].

[1] Voici comment le père Duchesne, jésuite français, auteur d'un *Abrégé de l'Histoire d'Espagne*, a traité cette anecdote : « Par » malheur, Alphonse oublia de compter ses » passions au rang de ses ennemis; et une seule » lui fit plus de mal que toute la ligue et que » tous les infidèles. Il vit une jeune Juive d'une » extrême beauté, et ne se défendit pas des » flammes que sa vue allumait dans son cœur.

A la mort d'Alphonse IX, le royaume reste entre les mains de Bérengère, sœur du roi enfant Henri Ier. La maison de Lara, qui voulait avoir le privilége des régences, recommence ses intrigues, et renouvelle ses prétentions. Le chef de cette famille se retrouve bientôt à la tête du gouvernement. Jalousie des grands, oppression de la part de Nunez de Lara; vengeances, tyrannies, exactions accablantes pour le peuple; dilapidations des deniers royaux : tels sont les fruits de cette régence orageuse. Henri périt avant sa majorité, et Ferdinand, fils de Bérengère et d'Alphonse IX roi de Léon, est appelé au trône. Les ambitieux Lara font la guerre à ce prince. Vaincus et pardonnés, ils suscitent, entre le roi de Léon qui les protégeait, et son fils, le roi de Castille,

» Il en fut enchanté, et ne fit point mystère de » ses amours. Gens sages eurent beau lui représenter qu'il se dégradait, qu'il causait un grand » scandale à tout le royaume, qu'il attirerait la » malédiction du ciel : son cœur était pris, et » n'écoutait plus que les charmes de la beauté » qui avait su le captiver. »

une mésintelligence qui donne lieu à une guerre entre le père et le fils. Les hostilités commencent, et le roi de Léon est en quelque sorte arrêté dans son projet d'invasion de la Castille par la pudeur nationale, qui s'indignait d'une telle guerre. Ce roi de Léon, en mourant, fidèle aux sentimens si peu paternels qu'il avait montrés pour Ferdinand, nomme, au préjudice de ce dernier, ses deux filles pour ses héritières. Mais ces princesses ne s'opposèrent point au vœu des peuples, et ne contestèrent point à leur frère la validité de ses droits. Nouvelle réunion des royaumes de Léon et de Castille, qui ne furent plus divisés à partir de ce moment.

Les Almoravides, que les suites de la journée de Tolosa avaient jusque là retenus dans leurs limites, enhardis par les troubles qui suivirent la mort d'Alphonse IX, recommencèrent leurs incursions, et reprirent toutes les places qu'ils avaient perdues sous le précédent règne. Alors eut lieu, dans l'intérêt de la défense commune, une ligue entre la Castille, la Navarre et l'Aragon. Il pa-

raît même que ce traité détermina les limites géographiques de ce nouveau royaume et ses rapports avec la Castille. Ses frontières étaient tracées au midi par le cours de l'Èbre, et elles sont restées telles depuis; mais ses princes se reconnaissaient feudataires des rois de Castille, au couronnement desquels ils s'obligeaient d'assister tenant l'épée nue à la main. Ce traité fut tout aussi religieusement observé que tant d'autres. Quoi qu'il en soit, Ferdinand III fit la guerre aux Maures avec un très-grand succès.

Des guerres civiles continuelles, une administration entièrement oppressive, et qui n'avait plus rien de celle des fondateurs, avaient miné tous les établissemens des Sarrasins en Espagne. Lorsque Ferdinand III, dit *le Saint*, réunit au royaume de Léon celui de Castille, les possessions des Maures se bornaient à une partie de l'Andalousie, le royaume de Grenade, avec les provinces de Murcie et de Valence. D'ailleurs le mahométisme avait perdu son ressort moral, et l'enthousiasme reli-

gieux des conquérans s'était presque entièrement dissipé par les effets d'une trop longue opulence et des guerres intestines. L'institution naissante de la chevalerie avait au contraire ranimé toutes les croyances généreuses des Chrétiens. Les premiers chevaliers avaient dans l'âme je ne sais quoi d'enflammé et d'austère qui en fit souvent des hommes prodigieux. Malheureusement quelques vertus étaient achetées au prix de trop de superstition. On souffre en lisant que ce Ferdinand III, décoré dans l'histoire du nom de *Saint*, attisa de ses propres mains, en passant à Palencia, le bûcher de quelques malheureux hérétiques. Il ne faut pas s'étonner, après cela, si ce prince jouit d'assez de crédit auprès des papes de son temps pour obtenir de lever un subside sur les biens du clergé afin de pouvoir continuer la guerre contre les Maures.

Cette guerre funeste aux Musulmans leur fit perdre en peu de temps Cordoue, Jaen, Séville. De sorte qu'après un peu plus de trois siècles d'existence, ce brillant royaume des califes d'Occident se

trouvait presque tout entier resserré dans les murs de Grenade. Il y avait bien encore un petit roi de Murcie, qui, pour se préserver d'une ruine imminente, se fit le vassal de saint Ferdinand.

Saint Ferdinand, non content de pouvoir battre les infidèles chez lui, voulait encore les aller chercher en Terre-Sainte, lorsque la mort l'arrêta. Alphonse X lui succéda; ce prince, re- 1252.
nommé par des actes très-divers, fut appelé *le Sage* : il eût mieux valu le nommer le Savant; il réforma le calendrier, écrivit des disquisitions grammaticales, et perfectionna la rédaction du recueil des lois nommé *las Partidas*, formé par son père. Il fut le premier qui fit rédiger les actes publics en langue vulgaire : tout cela était utile; mais il redoubla les impôts et altéra la monnaie. Toutes les sciences lui étaient familières, hors celle qu'il aurait eu besoin de connaître pour éviter de tomber dans le mépris où le jetèrent les fautes de son gouvernement. Cet exemple et celui de son prédécesseur peuvent prou-

ver que tous ces majestueux sobriquets de l'histoire, de *saint*, de *sage*, et de *grand*, n'expriment pas des jugemens sans appel à la postérité : il n'y a que celui de *gros* contre lequel elle n'ait pas à réclamer, puisqu'il n'est l'expression que d'une circonstance physique assez indifférente en elle-même.

1262. Alphonse X se ligua avec le roi d'Aragon pour réduire les rois de Grenade et de Murcie, qui faisaient des tentatives pour rétablir leur indépendance ; il fut moins heureux à soutenir ses prétentions au trône impérial d'Allemagne ; il se croyait des droits par sa mère, fille du duc de Souabe et empereur. Quelques barons allemands firent de sa ridicule crédulité un trafic utile, en alimentant ses espérances jusqu'au moment où l'élévation de Rodolphe de Hapsbourg vint les détruire. D'ailleurs, s'il eût réussi, il paraît qu'il se serait brouillé avec le pape, qui protégeait ouvertement Richard, comte de Cornouailles. Ce pape, Urbain IV, lui avait, dit-on, permis de prendre le titre de roi des Romains ; mais fatigué de son obstination à s'arroger celui d'empereur, il ex-

pédia un bref à l'archevêque de Séville, lui mandant d'avertir le roi qu'il eût à s'abstenir de troubler la paix de la chrétienté, et de se prévaloir d'un titre qui ne lui appartenait pas, puisqu'il y avait un empereur par lui sacré et couronné; et ce, *sous peine d'excommunication*.

Les dernières années du règne d'Alphonse le dixième furent troublées par de nouvelles intrigues et de nouvelles rebellions des plus puissans seigneurs de son royaume. Les Lara, les Haro, de Castro et Mendoza, ces maisons puissantes dont les ambitions rivales avaient causé tant d'inquiétude à ses prédécesseurs, ayant à leur tête le prince Philippe son frère, voulaient lui ravir un sceptre que, malgré sa sagesse, il ne savait pas tenir avec assez de force au-dessus d'eux. Comme ces grands vas- 1270.
saux alléguaient des motifs d'intérêt public, une assemblée des états parut nécessaire pour terminer leurs différends. Mais ne comptant probablement pas assez sur l'indépendance de cette assemblée, ils prirent le parti, sans attendre sa décision, de se retirer chez le roi de

Grenade; peu de temps après, Alphonse les rappelle et les réintègre dans leurs biens et dignités, pour prévenir les suites de cette défection.

Il fait un voyage en France, pour avoir une entrevue avec Grégoire X; elle eut lieu à Beaucaire; il voulait toujours le trône de l'Empire, ou tout au moins le duché de Souabe. Le pape, ne voulant le satisfaire sur aucun de ces points, lui accorda par compensation les *tercias*, c'est-à-dire le tiers des dîmes qu'on a coutume d'appliquer à la réparation des églises. Pendant qu'il faisait cet inutile voyage, le roi de Grenade envahissait la Castille, avec l'aide du roi de Maroc. A la faveur de ces troubles, de nouvelles et redoutables ambitions paraissent sur la scène: enfin, Alphonse le Sage était menacé de perdre la couronne lorsqu'il rentra dans ses états. Ferdinand, son fils aîné, s'était mis à la tête des plus braves chevaliers de la Castille, pour aller au secours de l'armée chrétienne, qui venait de perdre ses deux généraux, Nunez de Lara, et l'archevêque de Tolède, dans une bataille qu'elle avait livrée aux

Maures : il périt en route. Sanche, son frère, encore plus brave que lui, prit le commandement des forces chrétiennes, équipa une flotte nombreuse, et sauva Jaen. La nation, charmée de son courage, l'appela à occuper un trône que l'absence intempestive de son père laissait vacant ; il avait déjà pris les rênes du gouvernement sous le titre de régent, et il était déjà reconnu comme tel par les cours voisines, en comptant la France, lorsque son père arriva à Badajoz. Abandonné de ses sujets, ce sage prince ne vit d'autre parti à prendre que de solliciter le secours de l'empereur de Maroc, qui ne lui fut pas refusé. Le miramolin traversa le détroit en faveur du monarque chrétien, et lui adressa, dit-on, ces généreuses paroles : « Je vous traite ainsi parce que vous » êtes malheureux ; et l'alliance que je » contracte aujourd'hui avec vous n'a » d'autre but que de venger la cause » de tous les rois et de tous les pères. » Les fastes de la monarchie chrétienne, depuis qu'elle existait, n'avaient certainement rien offert de pareil.

Cette alliance n'eut pourtant pas le

résultat qu'Alphonse s'en était promis, parce que la nation favorisait ouvertement le fils : il fallait que le père fût bien méprisé pour qu'un peuple aussi généreux encourageât une telle rebellion. Alphonse recourut à la France, puis au pape, de qui il obtint toutes les consolations qui pouvaient émaner du vicaire de Dieu : le pape excommunia
1284. ses adversaires. Sur ces entrefaites, ce pauvre roi mourut en préparant, par son testament, de nouveaux sujets de discorde à ses enfans.

Sanche, déjà surnommé le Brave, et qu'il eût été plus juste d'appeler le Mauvais, lui succéda. Son frère aîné don Juan, qui n'avait eu que la ville de Séville, contesta la validité de ses droits, et trouva, comme il arrivait à tous les prétendans, un puissant parti. L'Aragon se déclara pour lui; la guerre eut lieu et amena, de part et d'autre, des atrocités qui s'exerçaient aux dépens du peuple; chacun de ces princes faisait piller les villes et massacrer les citoyens qui tenaient pour son rival. Don Juan avait appelé à son secours les Maures de Maroc. La grandeur d'âme d'un Castil-

lan, gouverneur de Tarife, mérite d'être citée. Don Juan faisait le siége de cette place; le fils d'Alonzo de Gusman, qui la défendait, étant tombé entre ses mains, fut exposé à la vue de Tarife, par l'ordre de ce prince, avec menace de le faire périr si le gouverneur ne livrait pas la place. « Si vous commettez un crime aussi atroce, répondit Gusman en lui jetant son épée, vous qui êtes né prince et chrétien, sachez que non-seulement je préfère le sacrifice de mon fils à la perte de mon honneur, mais que j'aurai le courage de vous donner des armes pour exécuter le meurtre que vous méditez. » Tandis que cet héroïsme admirable tenait en suspens Chrétiens et Maures, don Juan, qui ne comprenait pas cela, plongea son poignard dans le sein de l'enfant. Comment se faisait-il qu'une nation qui avait de tels hommes souffrît de tels princes? Voilà la question que l'on est tenté de se faire en parcourant ces tristes annales.

Ferdinand IV était enfant lorsque 1295.
Sanche le Brave mourut. Quatre factions s'élancèrent à la fois autour de sa minorité; deux lui disputaient même la cou-

ronne, parce qu'aux yeux d'une partie de la nation, les droits de la branche aînée, représentée par les enfans de Juan de Lara, subsistaient toujours : les deux autres ne voulaient avoir que la régence, attribuée à la reine Marie par le testament de Sancho le Brave. Alphonse de Lacerda se fait couronner roi de Léon et de Castille ; un autre don Juan, troisième fils d'Alphonse le Sage, appuyé du roi de Portugal, s'empare de la Galice, puis de Séville, et prend aussi le titre de roi de Léon. La troisième faction se composait de la plupart des grands, qui revendiquaient la régence comme un privilége de la noblesse. Enfin, la quatrième soutenait les prétentions de l'infant Henri, oncle du roi mineur, qui voulait cette régence exclusivement à tous les autres, d'abord parce qu'il était le premier gentilhomme du royaume, en second lieu parce qu'il était prince du sang royal.

Les cortès, assemblées à Valladolid, reconnurent le droit de ce dernier; la reine-mère ne lui céda qu'un vain titre; elle eut le talent de conserver l'autorité : ce qui peut donner une assez haute

idée du caractère et du génie de cette princesse. Mais il faut ajouter que durant cette minorité, fardeau si pesant pour une femme, elle défendit avec autant de constance que de courage le trône de son fils, attaqué de tous côtés, et qu'elle fut assez habile pour déjouer les complots de tant de puissans ennemis ; sa conduite, au milieu de ces ambitions rivales, qu'elle parvint à désarmer ou à satisfaire, paraît avoir été un chef-d'œuvre de politique et de dextérité. Tant de soins et de peines ne donnèrent aux royaumes de Léon et de Castille qu'un prince médiocre et qui ne prit pas l'équité pour sa vertu favorite ; il fut appelé l'*Ajourné*, parce que les deux frères Carvajal, qu'il fit précipiter du haut d'un rocher, sur le simple soupçon d'un crime, en marchant au supplice protestèrent hautement de leur innocence, et l'ajournèrent à paraître dans trente jours devant Dieu. On dit qu'il mourut au bout de ce temps en effet, d'une indigestion ; ce qui, toutefois, ne doit rien faire perdre de son prix à cet acte de la justice divine.

Il y eut sous ce prince une seconde

tenue des cortès, à Médina del Campo, pour prononcer sur les différends de l'infant don Juan et des Haro qui prétendaient tous deux à la seigneurie de la Biscaye, et que l'intervention royale n'avait pas pu mettre d'accord. D'autres faits appartenant à ce règne prouvent plus expressivement encore que l'autorité royale était assez limitée. Les états-généraux des cortès de Valladolid accordèrent à la reine Marie des subsides sans lesquels elle n'aurait pas pu faire la guerre aux rebelles. L'un de ces rebelles étant réduit, entre au service du roi Ferdinand IV ; mais il ne s'engage que pour six années.

1302. Vers ce temps, à la faveur de la puissance papale, parvenue déjà à son apogée, les biens ecclésiastiques parvinrent à s'affranchir totalement des charges publiques et de l'exigence des rois. La fameuse bulle *Clericis Laicos* fut acceptée dans un concile provincial tenu à Pennafiel, ville du royaume de Tolède : le pape y défendait aux ecclésiastiques de payer aucun subsides aux princes, sans y être autorisés par le saint Siége. Un historien remarque sur cette bulle,

qu'elle fut reçue au moment même où les états étaient obligés d'accorder de nouveaux subsides au roi pour payer dix mille marcs d'argent que Boniface VIII avait exigés pour la légitimation des enfans de la reine Marie.

Nouvelle minorité, nouvelle régence, et guerres civiles renaissantes à la mort de Ferdinand IV, qui laisse un fils en bas âge, Alphonse XI. Toute l'histoire 1313.
de ces malheureux temps est dans ce peu de mots. Les infans ou princes du sang se disputent la régence; la contestation est portée devant les cortès assemblées à Palencia : on intrigue de part et d'autre, et les cortès se fractionnent en divers partis. La reine Marie, illustrée par la sagesse de sa tutelle sous le précédent règne, entreprend encore une fois, malgré son grand âge, de prévenir les troubles : elle y réussit. Les cortès de Burgos accordent le titre de tuteurs et de gouverneurs aux infans : l'un d'eux se distingue contre les Maures de Grenade; ce malheureux état maure, livré de son côté aux divisions intestines les plus cruelles et les plus sanglantes, devenait de jour en jour une proie plus

facile pour les Chrétiens. Les succès des deux princes sont pourtant suivis de revers; ils se brouillent par jalousie, sont battus et périssent. Le roi était toujours mineur; de nouveaux aspirans à la tutelle paraissent sur la scène; la reine Marie, qui jusque là avait été la providence du peuple, meurt; et ce royaume de Léon et de Castille tombe dans l'anarchie la plus déplorable.

1325. Alphonse, onzième du nom, eut de grandes qualités et une énergie précoce de caractère. Il fut surnommé le *Vengeur* et le *Justicier*. Il faut convenir que sa justice ne fut pas toujours éclairée, et il la pratiqua souvent d'une manière peu séante à la majesté royale. Il poursuivait les débris des factions, devenus des brigands, jusqu'au fond des bois et des cavernes; ce qui n'était ni d'un chevalier, ni d'un roi, mais d'un prevôt. Les grands vassaux furent comprimés et tremblèrent sous son gouvernement vigoureux. Un grand exemple de sévérité abattit leur fierté; ils virent don Alonzo de Haro perdre la tête sur un échafaud.

Il eut la guerre avec ses voisins d'A-

ragon et de Portugal; il la fit aux Maures avec un égal succès. Le roi de Maroc avait passé en Espagne avec une puissante armée; il fut défait dans deux expéditions différentes : la première fois à Arcos, la seconde à Salado. Les Maures, qui n'avaient plus en Espagne que Grenade et une partie de la province de Valence, commençaient, comme on voit, à tenir leur camp de réserve chez eux en Afrique.

Alphonse entreprit le siége de Gibraltar, qui avait été livré aux Maures par un déloyal gouverneur. La peste vint au secours des assiégés, détruisit l'armée des Chrétiens, et leur roi en mourut. Il venait de prendre Algésire, dont le siége lui avait coûté d'immenses travaux, et avait épuisé le trésor; au point que ce prince eut recours au même fâcheux expédient qui avait tant dépopularisé Alphonse le Sage, savoir, l'altération des monnaies. 1350.

RÈGNE DE PIERRE LE CRUEL.

1352 à 1368. Des mains d'un roi qui s'appelait le *Vengeur*, la Castille tombe dans celles d'un tyran qui s'est appelé le *Cruel*. Parmi tant de princes sanguinaires, nul encore n'avait mérité d'être ainsi surnommé, au jugement de la patience des peuples. L'histoire a confirmé l'arrêt d'exécration porté contre celui-ci. Ses atrocités n'ont rien de vulgaire, et nous devons ralentir un peu la rapidité de notre marche, pour faire connaître son règne avec plus de détail que celui de ses prédécesseurs, dussions-nous sortir un moment du cadre d'un résumé; car il faut que l'histoire, grande ou petite, ait sa morale, et le sujet est ici fort bon.

Commençons par remarquer combien fut déplorable, à cette époque, le sort de la péninsule tout entière. Quatre scélérats se partageaient l'Espagne chrétienne. Pierre le Cruel était le fléau de la Castille; Pierre IV, dit le *Céré-*

monieux, de l'Aragon; Pierre Ier, dit le *Justicier*, roi de Portugal, ne versait pas le sang avec autant d'abondance et de facilité que les deux premiers, mais son âpreté sauvage n'en faisait pas un tyran moins insupportable. Charles II, dit le *Mauvais*, ne semblait né que pour la honte de la France sa patrie, et le malheur de la Navarre son royaume. L'Espagne musulmane, réduite presque au royaume de Grenade, humiliée par de longs revers, déchirée par ses dissensions perpétuelles, n'avait plus rien ni de la grandeur, ni de la prospérité, ni surtout de la sagesse qui avaient distingué les règnes libéraux et glorieux des anciens souverains de Cordoue. Dans cette rapide décadence, les Maures pâtissaient des délires et des rivalités de leurs chefs.

Quand les peuples, lassés de souffrir, songent à se venger ou à s'affranchir, les malheurs qu'une révolution amène leur sont ordinairement imputés; mais les partisans du pouvoir ne peuvent s'en prendre à la révolte, des misères publiques, lorsque trente provinces, silencieusement courbées sous la verge de la

tyrannie, osent à peine faire entendre des gémissemens. Tel était l'état de la malheureuse Espagne au commencement de cette dernière moitié du XIV. siècle. Il n'y avait pas sur toute sa surface, un seul hameau qui ne déposât contre les crimes de tant d'abominables princes. Tout celui des peuples était dans leur lâcheté et dans l'oubli de ces constitutions antiques qui leur donnaient le droit de faire et de défaire leurs rois.

Rien n'est si connu que les sanglans démêlés de Pierre le Cruel avec Henri de Transtamare son frère, fils aîné de la malheureuse Eléonore de Gusman, avec qui Alphonse XI avait contracté un mariage secret. Aidé de ses deux frères Frédéric et Tello, des secours de la France et surtout du bras de Duguesclin, Henri s'empara de la Castille, et monta, aux acclamations d'un peuple harassé de tyrannie, sur le trône d'où tombait Pierre le Cruel. Mais nous ferions voir le tigre trop en raccourci, si nous ne prenions pas les choses d'un peu plus haut.

Pierre le Cruel avait un favori : c'é-

tait don Jean Alphonse d'Albuquerque, à qui, dit un vieux historien, il *avait donné toutes les affections de son cœur.* Ces nobles et royales affections se convertirent en férocité contre tous ceux qui s'indignaient de l'insolence du favori. La maison de Lara, dont la fierté s'était révoltée la première, ressentit aussi la première les effets de la vengeance du tyran. Il ne tarda pas à comprendre dans la même proscription et dans le même massacre une foule de grands qui avaient épousé les intérêts de la maison de Lara contre don Jean Alphonse d'Albuquerque.

Ayant par cette large saignée, dit l'historien que j'ai déjà cité, rendu le calme à la Castille, il songea à se marier. Il jeta les yeux sur Blanche de Bourbon, fille de Pierre, duc de Bourbon. Des ambassadeurs vinrent la demander, et la princesse se mit aussitôt en route pour aller joindre son auguste époux, charmée, assure-t-on, de la sensibilité, de la tendresse et de la grâce que Pierre montrait dans les lettres qui lui avaient été remises de sa part.

Malheureusement, dans l'intervalle

du départ des ambassadeurs à l'arrivée de la princesse française, Pierre vit Marie de Padilla, qui était à la suite de la duchesse d'Albuquerque, et en devint éperdument amoureux : au milieu de tous ses homicides il était pourtant capable d'amour; mais ses amours étaient teintes de sang comme ses amitiés; le monstre fut enchaîné, sans être adouci par cette tendresse illégitime, et il sacrifia la princesse française à sa maîtresse, trois jours après l'avoir épousée. Il chassa tous les officiers qu'elle avait amenés de France, et la confina dans une étroite prison, la réservant au poison qui devait bientôt abréger sa vie.

Pierre ne sortait des voluptés que par des accès d'une férocité inconcevable; on eût dit que le sang de ses sujets redonnait à ses organes énervés par le plaisir leur vigueur première. Tous les grands épouvantés désertèrent sa cour. Il alla en personne chercher un de ces fugitifs, Nugnez de Prado, grand-maître de l'ordre de Calatrava, et le fit jeter et presque aussitôt massacrer dans le château de Maqueda.

Après cette expédition, il séduisit,

par l'or ou par la peur, deux évêques qui osèrent déclarer nul son mariage avec Blanche de Bourbon, et il la répudia pour épouser Jeanne de Castro, se moquant de ce qu'en dirait le pape. Il abandonna cette nouvelle épouse après les premiers embrassemens, et revint à Marie de Padilla.

Les chroniques espagnoles vantent singulièrement l'esprit et les grâces de cette femme célèbre. Il paraît même qu'elle essaya plusieurs fois de faire un généreux usage de l'ascendant qu'elle pouvait avoir sur l'esprit de Pierre. Mais il redevenait le *Cruel* en sortant de ses bras. Elle fut accusée de sortilége. L'excès de la passion qu'elle inspira ne pouvait se faire comprendre à son siècle que par la magie. Son empire, pourtant, n'était que naturel, car il ne fut pas indestructible.

Ferdinand de Castro, frère de la dernière épousée, fut le promoteur d'une nouvelle ligue, dans laquelle entrèrent une foule de grands seigneurs castillans, et même Henri, Frédéric et Tello, frères du roi. Les efforts qu'il fit pour dompter cette rebellion la grossirent. Il

d'Aragon; Jeanne de Lara, veuve de Tello et souveraine de Biscaye, pour s'approprier cette province.

Henri, comte de Transtamare, frère adultérin de Pierre, menacé du même sort que tous les malheureux enfans issus d'Eléonore de Gusman, cherche un asile à la cour du roi d'Aragon, qui lui donne une armée. Après cette première tentative, qui ne fut point heureuse, un légat du pape arrive pour pacifier la malheureuse Espagne : un traité est conclu entre l'Aragon et la Castille, et, par l'une des clauses, les sentences de mort et de confiscation portées contre le prince de Transtamare sont solennellement révoquées. Le tyran viole ce traité aussitôt après l'avoir signé : Henri fuit; ses partisans se dispersent, et en attendant de pouvoir mettre la main sur eux, Pierre se débarrasse par le poison de Blanche de Bourbon, sa première femme, qui, bien que captive dans Talavera de la Reyna, était pour lui un sujet permanent d'inquiétude et d'ennui. Cette princesse était âgée de vingt-deux ans : ses vertus et ses malheurs en avaient fait l'objet d'un intérêt univer-

sel en France et en Espagne. Marie de Padilla meurt peu de jours après : rien n'égale la sensibilité et la profonde affliction de Pierre le Cruel.

Mahomet Lagus avait usurpé la couronne de Grenade sur Iousef, qu'il avait assassiné. Mahomet le Vermeil détrône Lagus et usurpe à son tour : craignant le roi de Castille, il s'allie contre lui avec le roi d'Aragon. Le roi de Castille renouvelle aussitôt son traité avec ce dernier, et prend en main la cause de Lagus. Le Vermeil tremble et forme l'imprudente résolution de venir solliciter l'amitié du roi de Castille; il se présente avec une suite peu nombreuse, mais avec des apparences magnifiques et surtout avec un luxe de pierreries éblouissant. Le roi de Castille l'accueille avec grâce, traite avec lui, et peu d'instans après le faisant arracher de la table où il l'avait convié, il le fait charger de fers, et commande qu'on le promène dans Séville monté sur un âne. Bientôt après, le malheureux prince maure périt avec trente-sept de ceux qui l'avaient accompagné : on prétend que Pierre le poignarda de sa main.

Mahomet. Lagus remonta sur le trône, et resta tributaire de la Castille.

Les historiens remarquent que dans la même année que ceci se passait, Pierre le Cruel pleura, avec une tendresse extraordinaire, un fils qu'il avait eu de Marie de Padilla.

Henri de Transtamare était parvenu à intéresser la France en sa faveur. Pierre le Cruel rechercha, de son côté, l'appui de Charles le Mauvais, roi de Navarre : ces deux princes se virent à Saria. Charles le Mauvais, après un assez long entretien, avoua avec modestie que Pierre était un plus grand scélérat que lui; mais ce n'était pas un scélérat plus habile : Charles sembla vouloir le prouver en entrant dans la ligne formée contre lui par la France, l'Aragon et le Portugal, au mépris de l'accord qu'il venait de signer.

Henri de Transtamare entre en Espagne avec Duguesclin; en moins de vingt-cinq jours il se vit maître de la moitié du royaume. Pierre quitte la péninsule avec un petit nombre de partisans; et Henri, se croyant désormais paisible possesseur de la couronne, se hâte de con-

gédier ces fameuses compagnies blanches que lui avait amenées Duguesclin, et que leurs brigandages dans les provinces de France, après le traité de Brétigny, avaient fait nommer pillards ou malandrins. Mais la fortune change de face; le prince Noir vient en Espagne pour y soutenir la cause de Pierre le Cruel, qui était allé en Guienne mendier son assistance. Henri marcha à la rencontre de son rival; la bataille se donna près de Navarette contre l'avis de Duguesclin, et elle fut perdue. Pierre le Cruel remonta sur le trône par une révolution plus rapide encore que celle qui l'en avait renversé.

Son premier soin fut de faire dresser des échafauds dans toutes les villes. Le prince de Galles le quitte, indigné de sa cruauté non moins que des injures personnelles qu'il en avait reçues. Le sang ruissèle en Espagne; les historiens rapportent une anecdote qui mérite d'être citée. Urraque d'Osorio, riche veuve et d'une haute noblesse, est condamnée à être brûlée vive, parce que son fils, Alphonse de Gusman, suivait Transtamare dans sa fuite. Une fille

nommée Isabelle d'Avalos, attachée à cette dame, « craignant que quand sa maîtresse, agitée par la douleur, viendrait à tomber, sa robe ne se détachât et ne présentât Urraque d'Osorio dans un état indécent, entra avec elle dans le bûcher, et tint sa robe jusqu'au moment où les flammes étouffèrent cette généreuse domestique. »

La France fait de nouveaux efforts en faveur de Henri de Transtamare. Arrivé sur la rive de l'Èbre qui sert de frontière à la Castille, il jure de ne jamais plus quitter cette terre, vainqueur ou vaincu. Burgos lui ouvre ses portes : Pierre résistait habilement avec l'aide de quarante mille Maures. L'arrivée de Duguesclin avec six cents chevaliers français rappela la victoire sous les drapeaux de Transtamare.

La fin tragique de ce Pierre le Cruel n'a pas été racontée par les Espagnols et les Français avec les mêmes circonstances. Le récit des premiers fait de la peine, parce qu'on y voit la loyauté chevaleresque compromise jusqu'à un certain point par la conduite de Ber-

trand Duguesclin. Suivant cette version, le roi de Castille, après sa dernière défaite, assiégé dans le château de Montiel, se voyant sur le point de tomber entre les mains de son frère, fit agir auprès du chevalier français un gentilhomme espagnol qui avait avec ce dernier d'anciennes relations d'amitié, pour en obtenir qu'il facilitât son évasion. Duguesclin, feignant d'entrer dans les vues du prince, l'attira dans sa tente à la faveur des ombres de la nuit, et aussitôt qu'il y fut arrivé, Henri de Transtamare, prévenu de ce qui se passait, accourut : « Où est le roi de Castille ? » demanda-t-il. A ces mots, Pierre, qui n'avait pas été reconnu de son frère, s'avançant avec fierté : « Me voici, » lui dit-il. Henri l'accabla de sanglantes invectives, et en même temps s'élançant sur lui avec fureur, il le blessa de sa dague au visage. Une lutte féroce s'engagea entre les deux frères ; mais bientôt Pierre tomba frappé de plusieurs coups de poignard. *Le mató á pugnaladas.* Froissard, contemporain de l'événement, met ce qui regarde Dugues-

clin, dans cette narration, sur le compte d'un autre officier de l'armée française, mais il ne le nomme pas.

Les états de Castille, dit un historien, pensant moins à avoir un roi légitime qu'à en avoir un bon, s'empressèrent de baiser la main de leur libérateur, et passèrent également l'éponge sur le vice de sa naissance, sur son parricide et sur son usurpation.

Des vertus réelles firent d'ailleurs excuser, oublier du moins, et le défaut d'un titre légitime et le meurtre d'un méchant frère. Henri II était généreux au suprême degré; il fut appelé le *Libéral*. La justice est sans doute une vertu plus utile dans un prince, parce qu'elle est utile à tous, tandis que la libéralité ne brille que d'un éclat onéreux au peuple; mais l'on se souvenait de l'affreuse avarice de Pierre le Cruel.

Ce prince ne se vit pas d'abord paisible successeur du trône qui lui avait
1370. coûté tant de travaux. Le roi de Portugal, ligué avec l'Aragon, le Maure de Grenade et la Navarre, voulut faire valoir ses droits à la couronne de Castille, comme descendant de Sanche IV.

D'un autre côté, le duc de Lancastre, frère du prince de Galles, se mit sur les rangs, à l'instigation du roi d'Aragon, comme représentant de ceux de sa femme, fille de Pierre le Cruel et de Marie de Padilla. Cette union scandaleuse aux yeux de la nation avait pourtant été légitimée par les cortès; et quand même cette légitimité aurait pu être contestée, disaient les partisans du duc, bâtards pour bâtards, il vaut mieux que les enfans du roi héritent de lui que ceux de son frère. Henri sut triompher de cette ligue puissante; mais la mort ne lui permit pas de jouir longtemps de son triomphe.

Les mêmes prétentions se réveillèrent 1380.
à sa mort. Juan Ier, son héritier, abattit celles de l'Angleterre par une victoire navale. Il entre dans le Portugal, s'empare d'Alméida et de Badajoz, et réduit le roi Ferdinand à faire la paix. Elle est conclue au moyen du mariage de Jean avec Béatrix, la fille de son adversaire. Mais la non réunion des couronnes était soigneusement stipulée, quoique la couronne de Portugal fût dévolue aux enfans qui naîtraient de ce mariage.

Ferdinand meurt. Au mépris de ce récent traité, Jean s'avance pour prendre possession du royaume. Les Portugais ne veulent pas le reconnaître, préférant avoir pour roi l'un des frères du défunt. Jean fait le siége de Lisbonne, la peste vient le forcer de le lever, et les Portugais se donnent un roi capable de soutenir l'indépendance de la nation : c'était le grand-maître de l'ordre militaire d'Avis, alors régent du royaume. Cet habile capitaine battit complétement le roi de Castille à Aljubarotta.

La paix suivit cette défaite, et la Castille goûta un moment de repos. A
1390. la mort de Jean Ier, son fils Henri III étant en bas âge, on nomma un conseil de régence, dont la composition doit être remarquée. On y comptait les plus grands seigneurs du royaume en nombre égal avec les députés choisis par les villes, et ceux-ci avaient le même rang, étaient revêtus des mêmes pouvoirs que les prélats et les grands, parmi lesquels figuraient Frédéric, duc de Bénévente, fils naturel de Henri II et oncle du feu roi; Pierre, comte de Transtamare; Alonzo d'Aragon, marquis de

Villena; les archevêques de Tolède et de Compostelle; les grands-maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava.

Mais cette régence, où l'influence des grands n'était pas suffisamment balancée par celle de seize députés des communes ayant le même rang de préséance qu'eux, ne fut pas moins orageuse que toutes celles qui l'avaient précédée. La guerre civile semblait l'élément naturel de cette noblesse castillane, si fière et si turbulente, veillant autour du trône des rois avec une inquiète jalousie, et limitant, par la rebellion, la prérogative royale qui tendait à s'agrandir. A la faveur de ces troubles, excités par une régence composée des hommes les plus ambitieux et les plus remuans de l'état, le Portugal reprit une attitude menaçante, et les Maures de Grenade essayèrent une irruption. Henri, que la nature avait dédommagé, par le don d'une âme forte, de la faiblesse de son corps, eut l'audace extraordinaire de vouloir gouverner n'ayant pas encore quinze ans. Si le succès ne l'eût pas justifiée, on douterait si cette audace fut autre chose qu'une témérité d'enfant.

L'amitié de la France lui fut d'un grand secours comme à son père ; et il est probable que l'assurance de cet appui contribua, plus que toute autre considération, à retenir les mécontens.

Ce prince qui, le premier, a sérieusement médité l'expulsion des Maures et la ruine du mahométisme en Espagne, et qui fit la guerre aux corsaires de Barbarie, plus brigands et plus féroces alors qu'ils ne l'ont jamais été, reçut pourtant dans sa cour et combla d'honneurs un ambassadeur de Tamerlan. Entre les rois comme entre les particuliers, il ne s'agit que de fortune.

1407. A la mort de Henri III les Castillans, qui avaient fait une si longue épreuve des malheurs qu'entraînait toujours une régence en excitant les prétentions diverses de tous les grands, voulurent, passant par-dessus les droits de don Juan II, héritier mineur de la couronne, reconnaître pour roi son oncle Ferdinand, qu'une réunion fort rare de grande qualités avait déjà signalé à l'estime nationale. Ferdinand refusa le sceptre, ce qui n'arrive jamais qu'aux hommes véritablement dignes de le

porter. Il consentit seulement à partager avec la reine mère le fardeau de l'administration. Mais bientôt sa renommée, accrue par les victoires qu'il remporta sur les Maures, lui apporta une couronne, dont l'acceptation ne devait rien coûter à sa probité. Il fut élu par les cortès de l'Aragon.

Don Juan régna jeune; il régna longtemps et mal. La faiblesse de son caractère et les vices de son éducation le livrèrent à la domination des favoris. Alvare de Luna, grand-connétable, devenu roi sous le nom de son maître, excita l'indignation publique par son faste et ses hauteurs. Les grands conspirèrent sa perte et celle du roi, qui n'obtint la paix que par le renvoi de son favori. Il reprit ce favori lorsqu'il 1428
crut avoir ressaisi la puissance; mais un prince de ce caractère ne pouvait pas avoir une âme inaccessible au soupçon, et dès qu'on lui eut fait voir, dans le crédit toujours croissant d'Alvare de Luna, une sorte de rivalité avec son pouvoir, la perte du favori fut jurée. Celui-ci ne tarda pas à monter sur l'échafaud, et le prince put se faire un

mérite aux yeux de la nation de cette satisfaction accordée à ses craintes ou à sa jalousie. Don Alvare mourut avec un grand courage; et le peuple, témoin de son supplice, et voyant les funérailles de cet homme naguère si chargé d'opulence et d'honneurs, faites aux frais de la pitié publique, passa subitement de la haine aux marques de l'affliction et du regret.

1453. Don Pacheco, marquis de Villena, joua, sous Henri l'*Impuissant*, le rôle qu'Alvare de Luna avait joué sous celui de Henri l'Infirme; mais plus heureux que son devancier, il put trouver un asile à la cour de Portugal, lorsque son règne fut à son terme par l'effet de ses complots multipliés contre le prince dont il tenait tout. L'insolence de ce nouvel enfant de la fortune excita un mécontentement universel; et les symptômes de rebellion se fortifièrent au second mariage du roi avec Jeanne de Portugal, qui fut l'ouvrage de ce favori. Le premier mariage de ce prince avec Blanche de Navarre avait été annulé pour cause d'impuissance, et les historiens font entendre que la rumeur

publique accusait le roi d'avoir introduit dans la royale couche Bertrand de la Cueva (qui partagea avec Villena la faveur de son maître) afin d'avoir une postérité à placer entre le trône et ses frère et sœur Alphonse et Isabelle, qu'il détestait mortellement. Cette infamie fut infructueuse, bien que l'adultère eût été productif. Les droits de la jeune princesse qui en naquit furent vainement reconnus : à la mort de ce roi impuissant, sa feinte paternité se transforma en une juste flétrissure pour sa mémoire.

Mais il avait éprouvé de son vivant 1465.
une non moins sanglante humiliation. Une ligue formidable des plus grands seigneurs de la Castille, qui avait été provoquée par les intrigues de Villena depuis sa disgrâce, et à la tête de laquelle apparaissait le roi d'Aragon, procéda solennellement à la déposition du monarque dans la ville d'Avila. On éleva, hors des murs de la ville, un vaste théâtre, au milieu duquel paraissait sur un trône l'effigie du roi revêtu de ses ornemens, une couronne sur la tête, un sceptre en main, et l'épée de

justice à son côté. L'accusation contre le monarque fut lue à haute voix, et la sentence de déposition prononcée en présence d'une assemblée nombreuse. Après la lecture du premier article des charges, l'archevêque de Tolède s'avança et ôta la couronne posée sur la tête de l'effigie; après celle du second article, le comte de Placentia arracha l'épée de justice; à la fin du troisième, le comte de Bénévente enleva le sceptre; enfin, à la suite du quatrième, don Diego Lopez de Stuniga renversa l'effigie du trône, et au même instant Alphonse, frère de Henri, fut proclamé roi de Castille et de Léon, à la place du monarque déposé.

Cet acte de souveraineté de la part des états, qui pouvait créer contre la royauté un précédent si dangereux, n'ayant pas été sanctionné par la victoire, est resté comme un fait isolé, plus propre à constater l'audace que les droits de la noblesse, en qui résidait alors, en y comprenant le clergé, tout le pouvoir et toute la force de ces assemblées improprement appelées nationales; cependant c'est avec raison que

Robertson fait à ce sujet la remarque suivante : « Les chefs de faction les plus » audacieux n'auraient jamais osé en » venir à de semblables extrémités, et » leur donner tant de publicité et de » solennité, s'ils n'avaient été encouragés par les idées que le peuple même » s'était formées de la dignité royale, » et si les lois et la nature du gouvernement de la Castille et de l'Aragon » n'avaient pas préparé les esprits à approuver des démarches si extraordinaires, ou du moins à y consentir. »

Quelques faits plus honorables signalent pourtant le règne de ce prince; il enleva Gibraltar aux Maures, que les Chrétiens avaient perdu sous le règne d'Alphonse XI. A la vérité il fut redevable du recouvrement de cette place importante, bien moins à son habileté qu'aux divisions de ses ennemis et à la trahison d'un Mahométan converti à la foi chrétienne. Ses prétentions sur le comté de Barcelone ne furent pas couronnées du même succès.

Les Catalans, opprimés par Jean II, roi d'Aragon, avaient pris les armes pour se faire justice; ils avaient révoqué, par

un acte solennel, leur serment d'obéissance à ce prince, le déclarant, lui et ses descendans, indignes de monter sur le trône; ils tentèrent ensuite d'établir en Catalogne une forme de gouvernement républicain. Dans cette fermentation, un parti se forma pour reconnaître le roi de Castille. Henri se hâta puérilement de prendre le titre de roi de Barcelone; mais il ne sut pas mettre cette rebellion à profit. Villena, qui ne voulait pas la guerre, négocia avec Louis XI relativement à ce projet, et le résultat de ses intrigues fut de le faire avorter complétement. Les deux rois Louis XI et Henri ayant eu une entrevue à Mauléon, retournèrent chacun dans leurs états, pleins de mépris l'un pour l'autre : Henri trouva que Louis était mesquin et ignoble, et Louis, que Henri était fastueux et sot. Villena fut puni de sa perfidie par l'exil, et c'est alors qu'il se joignit à la ligue qui procéda un peu plus tard à la déposition du monarque dans Avila.

DE L'ARAGON ET DE SES CORTÈS.

Les cortès d'Aragon eurent un caractère plus véritablement national que celles de Castille, par la raison qu'elles furent plus populaires, soit que de plus heureuses circonstances, soit qu'un génie plus énergique eût davantage favorisé l'essor de la liberté dans cette province. Le droit de représentation pour le tiers s'y était établi sous le nom des communes et du clergé inférieur qui envoyaient leurs députés.

Les vicissitudes politiques de l'Aragon et l'histoire particulière de cette province ne forment donc pas le chapitre le moins intéressant des annales espagnoles. N'ayant pu les suivre à mesure que nous nous sommes occupés de la Castille, qui est au milieu de ces états divers comme l'astre dominant autour duquel ils gravitent et dont ils imitent les phases, nous allons jeter un regard en arrière pour voir du moins en grand ce qui s'y est

passé avant d'entrer dans cette cinquième époque, dont le commencement est signalé par l'avénement au trône de Ferdinand le Catholique.

L'Aragon, dont la partie septentrionale touche aux Pyrénées, recueillit dans ses montagnes une partie des Chrétiens que la conquête des Maures avait chassés du Midi. Là, défendus par la nature des localités, ils résistèrent avec succès aux Sarrasins du royaume de Valence, sous le gouvernement de comtes ou princes qui ne furent guère dans l'origine que des chefs militaires librement élus.

Ces comtes d'Aragon reconnaissaient, jusqu'à un certain point, la suzeraineté des rois de Navarre, et une partie de leurs domaines s'incorpora, avec le temps, à ce royaume. Enfin, dans le partage que fit de ses états, en 1035, le roi don Sanche le Grand, le comté d'Aragon échut à Ramire Ier, brave bâtard, qui, réunissant à ses états le très-petit royaume de Sobrarve et de Ribagorce, fut le premier roi d'Aragon.

Il n'y a peut-être pas de partie de la péninsule qui ait soutenu plus de guerres, et avec une plus courageuse obstination. La lutte était perpétuelle entre les Sarrasins qui cherchaient à étendre leurs limites, et les Aragonais opposant pour barrière à cet agrandissement leurs rochers et leur valeur. Et comme il est dans la nature des petits états, dans un temps de mouvement, de périr ou de s'agrandir, l'Aragon, qui n'avait pas péri dès l'origine, par conquête ou par agglomération, s'agrandit au midi et au nord de la Navarre, sous les règnes remarquables de Pierre Ier, d'Alphonse le Batailleur, d'Alphonse II, de Pierre le Catholique, de Jacques le Conquérant, de Pierre III, de Jacques II, de don Juan II, et finalement fut réuni à la Castille sous celui de Ferdinand, cinquième du nom pour la Castille, et premier du nom pour l'Aragon.

Quant au tableau des événemens que présente l'histoire intérieure de cette province, il se composerait, à peu de chose près, des mêmes parties que celui de la Castille. Querelles et conspirations domestiques, luttes entre les grands et

la royauté, guerres civiles accablantes pour le peuple, et révoltes de celui-ci assez mal défendu par ses priviléges, voilà ce que nous verrions; au milieu de ce chaos, l'autorité royale s'accroissant par degrés de toute l'importance politique que les conquêtes donnent à l'état lui-même; quelquefois, à la faveur des alliances, les princes d'Aragon élevant leurs prétentions au trône de Castille, se liguant souvent avec la Navarre et le Portugal pour faire la guerre à ses rois; enfin nous les verrions plus tard devenus les protecteurs des droits d'une reine au beau royaume de Naples, bientôt en disputant la possession à la France, et l'emportant sur cette puissance, avec l'aide du duc de Milan et l'assistance du vicaire de Dieu, mais surtout à la faveur des Vêpres Siciliennes, fameuse tragédie, dans l'invention de laquelle le génie espagnol de cette époque peut bien revendiquer une part.

Mais l'histoire de cette province présente un intérêt beaucoup plus grand, si on la considère sous le rapport de la formation d'un droit public, peut-être sans exemple dans l'Europe du moyen âge,

et de la succession des causes diverses par lesquelles des garanties nationales véritablement imposantes se créèrent d'abord et se détruisirent ensuite trop rapidement.

Il paraît que la représentation du peuple par les députés des communes et par les membres du clergé inférieur exista en Aragon assez long-temps avant de naître en Castille, et qu'une fois en possession de leurs priviléges, les *ricos hombres*, ainsi nommait-on les élus des villes, les défendirent avec beaucoup plus de constance et de succès que les communes de Castille n'avaient défendu les leurs. Cependant, en confondant ces deux royaumes sous un point de vue plus général, on peut dire que l'Aragon et la Castille, en d'autres termes, que l'Espagne a su ce que c'était que liberté politique avant tous les autres états de l'Europe, et qu'elle a eu des communautés défendant leurs droits contre les usurpations de la noblesse, lorsque toute la chrétienté gémissait encore sous les mille chaînes de la féodalité la plus dégradante; et ce qui doit porter l'estime au plus haut degré pour cette nation es-

pagnole du moyen âge, c'est qu'elle eut à se constituer et à fonder ses droits devant un corps aristocratique tel, que nul autre ne s'est autant distingué par l'indépendance, la fierté de la conduite et la hardiesse des prétentions. Ils avaient, ces nobles de Castille et d'Aragon, une si haute opinion de leur rang, que ceux de la première classe regardaient comme un de leurs priviléges de se couvrir en présence du roi, et s'approchaient de lui plutôt comme ses égaux que comme ses sujets.

Dans l'Aragon particulièrement, la fierté jalouse des grands, soutenue de la masse des intérêts populaires, avait limité la puissance royale par des moyens qui étaient dangereux à force d'être énergiques. On y voyait deux pouvoirs excessifs en présence l'un de l'autre; on y opposait pour barrière aux empiétemens de la royauté, la suprématie d'un magistrat, d'un grand justicier que rien n'empêchait d'être despote à son tour. Mais la nature de ces précautions prouve du moins jusqu'à quel point cet admirable peuple redoutait le trône et tenait à la conservation de sa liberté.

Jetons un coup d'œil sur cette combinaison singulière du dogme monarchique et du principe de la souveraineté nationale.

La couronne avait d'abord été élective dans l'Aragon comme dans la Castille, et s'était rendue héréditaire dans ces deux états par les mêmes moyens et à la faveur de circonstances absolument semblables. Quand un prince avait, par des victoires contre les Maures, conquis l'estime de sa nation naturellement belliqueuse, s'il partageait de son vivant entre ses enfans, avec le fruit de ses conquêtes, l'état même consolidé par ses exploits, il était rare que le peuple ne sanctionnât pas ce vœu par son consentement. La nation ne fit usage de son droit de donner la couronne, elle ne réveilla sa souveraineté à cet égard, que quand elle y fut forcée par sa lassitude de la tyrannie et les crimes des mauvais princes. Mais si elle négligea et laissa prescrire par le temps le droit de choisir ses maîtres, il n'en fut pas de même de celui de borner leur autorité, dont elle se montra toujours jalouse.

Les cortès d'Aragon avaient pris leur

source, comme celles de Castille, dans les anciennes assemblées connues sous le nom de conciles nationaux. Il est évident qu'à cette époque l'Église étant seule organisée, pouvait seule être puissance organisatrice. Elles se composaient de quatre classes différentes : 1° la noblesse du premier rang; 2° l'ordre équestre, ou la noblesse inférieure; 3° les représentans des villes et bourgs; 4° l'ordre ecclésiastique composé des dignitaires et des représentans du clergé inférieur. Aucune loi ne pouvait passer dans cette assemblée sans le consentement de ceux qui avaient droit de suffrage. On ne pouvait sans la permission des états, ni imposer de taxe, ni déclarer la guerre, ni faire la paix, ni frapper de monnaie, ni faire aucun changement dans la monnaie courante. Ils avaient le droit de veiller sur tous les départemens de l'administration, et de réformer tous les abus. Ceux qui se croyaient lésés ou opprimés s'adressaient aux états pour demander justice, mais non pas en supplians : c'était en réclamant, avec le ton d'hommes libres, l'efficacité des garanties publiques, et en requérant les gar-

diens des institutions de décider sur les objets qu'ils mettaient sous leurs yeux.

L'assemblée des cortès était présidée par le grand justicier ou *justiza*, dont le pouvoir immense était redoutable aux rois. Ce grand justicier, assis sur un trône, environné des grands de la nation, des *ricos hombres*, des députés du clergé et de ceux des villes, voyait le roi la tête nue venir se prosterner à ses pieds, et prononcer à haute voix la formule, devenue si fameuse, du serment qui lui était prescrit. Le *justiza* lui tenait pendant cette cérémonie une épée nue sur le cœur, et lui disait ensuite : *Nous qui valons autant que vous et qui pouvons plus que vous, nous vous faisons notre roi, à condition que vous maintiendrez nos priviléges et libertés; sinon, non.*

Le *justiza*, dont le nom indiquait, comme on voit, une sorte de personnification de la justice, était l'interprète suprême des lois. Non-seulement les juges inférieurs, mais encore les monarques eux-mêmes, étaient obligés de le consulter dans toutes les affaires douteuses, et de se conformer à sa décision.

On appelait à lui des sentences des juges royaux, comme de celles des juges que les barons nommaient dans leurs domaines respectifs. Il pouvait, sans qu'il y eût d'appel interjeté, évoquer toutes les affaires, défendre au juge ordinaire d'en poursuivre l'instruction, en prendre sur-le-champ connaissance, et faire transférer un accusé dans une prison d'état, où nul ne pouvait être admis auprès du détenu que sur son autorisation. Il ne jouissait pas d'un pouvoir moins absolu pour réformer l'administration du gouvernement que pour régler le cours de la justice. Sa prérogative lui donnait l'inspection sur la conduite même du roi; le *justiza* avait droit d'examiner toutes les proclamations et les ordonnances du prince; de déclarer si elles étaient conformes aux lois, et si elles devaient être mises à exécution; il pouvait de sa propre autorité exclure les ministres du roi de la conduite des affaires, et les obliger de rendre compte de leur administration. Enfin, il avait le pouvoir de citer le roi lui-même devant les états-généraux et de le faire déposer s'il manquait à son serment, c'est-à-

dire s'il violait les immunités de la nation. Pour lui, absolument indépendant de l'autorité royale, il ne devait compte de ses actions qu'aux états assemblés.

On voit par les attributions accordées à ce magistrat, qu'il accumulait sur sa tête plus de puissance que n'en ont jamais eu les éphores, les tribuns, et qu'il était le juge des rois; mais cet énorme contre-poids de l'autorité monarchique ne menaçait-il pas évidemment la liberté qu'il était destiné à défendre? N'était-ce pas préparer le peuple à être gouverné despotiquement, que de faire représenter une somme si exorbitante de pouvoir par un seul homme?

Cet homme, au reste, ce redoutable *justiza*, n'était pas tiré du sein de la noblesse; il était choisi parmi les *caballeros*, qui formaient le second ordre.

Durant plusieurs siècles cette assemblée des états se tint tous les ans. Vers le commencement du XIVe siècle, l'usage s'établit de ne plus les convoquer que tous les deux ans. Une fois assemblés, le roi n'avait le droit ni de proroger la session, ni de dissoudre l'assemblée, à

moins que les états n'y consentissent : la session durait quarante jours.

En 1442, les cortès firent la faute d'établir, par une loi, que le *justiza* posséderait sa charge à vie, et qu'il ne pourrait être destitué que par les états.

Ce colossal antagoniste de la royauté s'est anéanti peu à peu dans l'Aragon, à mesure des empiétemens heureux du pouvoir monarchique. Pierre Ier avait déjà obtenu en 1094 l'abolition de la cérémonie du serment. On rapporte que ce prince ayant entre les mains la charte originale de cette loi, tira son poignard, s'en frappa la main, et couvrit le parchemin de son sang en disant «qu'une loi » qui donnait à des sujets le droit d'é- » lire un roi devait être effacée par le » sang d'un roi. » Cette action le fit nommer *Pierre du Poignard*. On voyait encore à la fin du siècle dernier sa statue dans le palais de Sarragosse, tenant le poignard d'une main et le parchemin de l'autre.

Ce roi si fier n'obtint pourtant des représentans des citoyens, aussi fiers que lui, cette abolition du serment qu'en

concédant de nouveaux priviléges à la nation.

Le *justiza* a subsisté jusqu'au règne de Philippe II; mais déjà son autorité n'était plus que nominative, car la double base sur laquelle ce géant appuyait ses pieds n'existait plus. L'agrandissement de l'autorité royale avait étouffé la constitution et réduit les états à n'être plus que comme un débris d'un grand monument de liberté. Après Philippe II tout cela fut encore moins; et enfin à Charles II la fameuse constitution d'Aragon ne resta plus qu'un souvenir historique.

La révolution au profit du pouvoir royal avait suivi à peu près la même marche en Castille; seulement elle y avait été plus rapide, parce que les rois avaient à exterminer une opposition moins fortement organisée, et moins homogène.

Dès le XIIIe siècle, les rois refirent à neuf l'édifice politique et administratif du royaume de Castille. Ferdinand III institua en 1245 le conseil suprême de Castille pour juger souverainement des appels des tribunaux inférieurs, et don-

ner ses décisions dans l'administration des affaires du gouvernement. Ce tribunal, que les rois appellent encore aujourd'hui *notre conseil*, était le dépositaire des lois fondamentales du royaume; il était chargé de la grande police de l'État, et jugeait souverainement dans les affaires contentieuses. On se pourvoyait, par-devant lui, non-seulement en appel des audiences royales ou des tribunaux inférieurs, mais encore en cassation des arrêts de chancelleries ou cours souveraines. Il nommait aussi aux places de magistrature, dont aucune n'était vénale. Dans les requêtes adressées à ce tribunal, on lui donnait le titre de majesté.

Les grands de Castille et les *ricos hombres* d'Aragon n'étaient ni politiquement ni historiquement des hommes de la même sorte. La grandesse avait pris naissance dans le temps de la domination des Goths; elle était principalement attribuée parmi eux à ceux qui avaient voix délibérative pour élire au trône, et on leur donnait le titre d'*optimates*, de *proceres* ou *magnates*, tant que les actes publics furent écrits en latin. L'in-

fluence seule de la propriété territoriale avait apparemment formé la consistance politique des *ricos hombres*.

Il resterait à remarquer beaucoup de choses sur les cortès en général, soit d'Aragon ou de Castille; et, par exemple, il serait aussi utile que curieux d'examiner quel est le degré de liberté que cette grande institution a véritablement procuré aux peuples d'Espagne. Certes, l'histoire à la main, on serait forcé de conclure que cette contrée, justement fière d'avoir la première connu les dogmes politiques de la représentation et de la souveraineté nationales, n'en a pas été pour cela moins tyrannisée, moins écrasée par l'arbitraire de ses rois, moins malheureuse enfin que toutes les autres durant tout le moyen âge. Les cortès, il faut l'avouer, n'ont jamais servi que contre les princes faibles : tous ceux dont la volonté a été forte et la domination violente les ont négligés ou fait parler à leur gré. Lors même que ces cortès ont joui d'une sorte d'indépendance proportionnée au principe de leur institution, elles n'ont profité qu'aux intérêts d'une turbulente

aristocratie, et point à ceux du peuple. Et pourquoi ? parce que ce peuple était trop ignorant encore pour comprendre ses droits : il faut, pour que les institutions les plus libérales deviennent utiles, qu'elles soient en harmonie avec l'état moral d'une nation. De même que les plantes les plus nourricières, elles ne peuvent prospérer que sur un terrain bien cultivé ; lorsque ces mots de *seigneur* et de *maître* sont encore usités et nécessaires au peuple, et que la superstition courbe les têtes sous son sceptre de plomb, il faut que les ronces du despotisme dévorent les plants prématurés de la liberté. A l'époque où le nord de l'Europe s'affranchissait, le pouvoir monarchique était devenu si fort en Espagne, que Philippe II étouffait, même en Aragon, les dernières ombres de l'ancienne liberté, et qu'il ne restait dans toute la péninsule que l'effrayant colosse du vrai despotisme, accouplé avec la sanglante inquisition. En remontant un peu plus haut, nous verrons que ce *Pierre le Cruel*, l'un des plus détestables tyrans qui aient fatigué la Castille, à la veille de perdre ses états, dont le

bâtard Transtamare s'emparait, assemble les cortès à Valladolid, et obtient d'elles de l'argent et des hommes pour soutenir la guerre contre son rival. Quel prince pourtant avait plus que lui opprimé les libertés publiques? il avait voulu anéantir les communes d'un seul coup; et s'il fût resté sur le trône, nul doute qu'il n'eût exécuté son dessein.

« Il est constant, dit Marina, que depuis le XIIe siècle jusqu'au XVIe, les cortès générales ne manquèrent jamais d'être convoquées dans le cas de la minorité des princes; il est également certain qu'elles furent assemblées toutes les fois que les monarques eurent atteint leur majorité. Cette coutume fut observée à l'expiration des tutelles d'Alphonse VIII, de Ferdinand IV, d'Alphonse XI, de Henri III et de Jean II, où la nation jugea à propos de se réunir pour s'assurer que les jeunes princes étaient parvenus à l'âge où ils avaient le droit de prendre les rênes du gouvernement, c'est-à-dire qu'ils avaient atteint l'âge de quatorze ans, pour les reconnaître pour souverains, et les déclarer solennellement en état d'exercer

par eux-mêmes l'autorité suprême. Un autre objet de ces assemblées était de recevoir des tuteurs et régens la démission des emplois qui leur avaient été confiés. »

Tel était, d'après l'aveu de l'historien des cortès, leur plus grande utilité, leur fonction la plus nationale; c'était de sanctionner la délégation du pouvoir, de consacrer le choix d'un maître. Mais quant à l'exercice et aux limites de son autorité, si l'on excepte quelques cas fort rares, on ne voit pas que ces assemblées aient été d'un grand secours; et cela, je le répète, parce que, bien que le principe de la souveraineté nationale fût aperçu plutôt par instinct que par intelligence, ses fécondes conséquences ne l'étaient point encore : la raison publique n'était pas assez avancée pour les déduire et les poser.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'établissement monarchique de Ferdinand et Isabelle, et la ruine définitive des Maures, jusqu'à l'extinction de la dynastie autrichienne et l'établissement de la maison de Bourbon.

De 1480 à 1701. — 221 ans.

Les règnes si justement célèbres de Ferdinand et d'Isabelle, celui de leur successeur immédiat, Charles V, seraient sans doute encore les plus mémorables de la monarchie espagnole, quand même ces souverains n'eussent pas personnellement accompli de si grandes choses. Pour se faire un nom, il n'est rien de tel que de venir à propos. Leur époque vit naître des événemens de la plus haute importance pour l'espèce humaine tout entière; et le mouvement qui fut alors imprimé aux sociétés civilisées de l'Europe, fut si universel

et si puissant, que les révolutions qui s'achèvent de nos jours doivent même être considérées comme ses conséquences ultérieures.

Tandis que Ferdinand et Isabelle, entre qui la nature avait réparti de grandes qualités et une ambition virile, sans égard au sexe, et qui faisaient deux rois sur le trône, unissaient leurs efforts pour achever la ruine de la puissance maure, d'autres génies concouraient avec eux à l'enfantement de cette vaste monarchie qui, sous le sceptre de Charles V, devait bientôt s'avancer dominatrice orgueilleuse et du vieux empire d'Occident et d'un monde nouveau : Christophe Colomb découvrait l'Amérique.

On sait que ce grand homme, promené de refus en refus, repoussé de la cour de Madrid comme de celle de Portugal, comme du conseil des marchands de Gènes, tournait enfin ses pas du côté de l'Angleterre, lorsque Isabelle le fit
1492. rappeler. Il partit avec trois vaisseaux du petit port de Palos, en Andalousie, pour cette merveilleuse conquête d'îles et de continens dont jusque là personne n'avait même soupçonné l'existence, si

l'on excepte le génie de Platon qui, deux mille ans avant, avait imaginé l'Atlantide. La constance, les travaux, les malheurs de Christophe Colomb ont placé ce nom aussi haut qu'il soit donné à l'homme d'atteindre. Je dis aussi ses malheurs; car il n'a pas même manqué à sa gloire d'être payé par l'orgueil des cours de la plus affreuse ingratitude, c'est-à-dire plongé dans les cachots, chargé de fers en son héroïque vieillesse.

A peu près en même temps, Bernard Diaz, et après lui Vasco de Gama, découvraient aussi, en quelque sorte, les Indes orientales en frayant au commerce le passage, jusque là inconnu, du cap de Bonne-Espérance; et, après eux, le grand Albuquerque fondait un empire au Portugal.

L'univers matériel s'agrandissait ainsi sous les pas de cette génération d'hommes si audacieuse; l'intelligence humaine faisait tomber en même temps les barrières sacrées que l'ignorance et la peur avaient jusque là opposées à ses progrès. L'immortel Luther, indigné des scandales de la cour de Rome, imbu

de l'esprit des saintes écritures, arrachait au joug le plus intolérable la moitié de l'Europe, rendait aux croyances chrétiennes leur autorité avec leur indépendance, et rétablissait la dignité de la couronne des rois, jusque là tributaire avilie de la tiare papale.

Le temps de l'affranchissement était venu; depuis trois siècles un nouvel ordre social s'établissait sur les débris de la féodalité. Le peuple, sorti de dessous terre, avait formé les communes sur la glèbe si long-temps arrosée de son sang et de ses sueurs; les communes avaient par l'industrie et le commerce acquis de l'aisance et du loisir : on commençait à penser.

D'un autre côté la puissance des papes avait dès long-temps atteint ce degré de plénitude et de splendeur au-delà duquel toute chose humaine ne peut plus que perdre et décliner. Les princes de l'Église, égarés de bonne heure hors des routes apostoliques, avaient usé leur influence à force de crimes et d'excès. La première fois qu'une main hardie, arrachant le bandeau superstitieux qui couvrait les yeux des nations, leur fit voir

tant de turpitude, un cri d'exécration fut leur réponse unanime; les vieux autels furent profondément ébranlés, et il ne fallut pas moins que les efforts de tous les princes intéressés à contrarier la réforme, pour l'empêcher de devenir universelle. Ce fut un invincible élan de la raison humaine; et l'énergie prodigieuse des premiers réformateurs, prouve qu'ils n'étaient pas moins secondés par l'esprit de leur siècle que par les inspirations de leur conscience. De sorte que si Luther et Zuingle ne se fussent pas montrés à la tête de cette révolution religieuse, il ne faut pas s'imaginer qu'elle n'eût pas eu lieu faute d'autres chefs et d'autres occasions qu'une misérable querelle de moines au sujet du trafic des indulgences.

Jetons un coup d'œil sur la situation des divers états du continent de l'Europe, au moment où Ferdinand et Isabelle, en Espagne, montaient ensemble sur un trône tout-à-coup agrandi.

La France, sortie de ses longs et désastreux démêlés avec l'Angleterre, redevenait puissante sous l'autorité forti-

fiée de ses rois. Mais l'accroissement de sa prépondérance extérieure avait lieu aux dépens des principes du premier établissement des Francs; de sorte que les vieilles garanties nationales et les usurpations postérieures de la féodalité périssaient confondues au profit du pouvoir royal. Les états-généraux négligés avaient cédé aux rois toute la puissance législative. Les justices royales avaient étouffé peu à peu les justices seigneuriales; et les tentatives heureuses de Charles VII et de Louis XI, pour avoir de l'argent sans le concours des états, et une force armée permanente sans le concours des grands vassaux, avaient complété cette transformation d'un gouvernement presque démocratique dans l'origine, puis aristocratique, en monarchie pure et absolue. En outre, le dernier de ces princes, Louis XI, avait ajouté à ses états héréditaires cinq grandes provinces, qui depuis sont restées françaises : l'Artois, la Bourgogne, la Provence, et la Cerdagne avec le Roussillon. Ce roi intrigant et bigot était aussi un subtil usurier; car il avait ga-

gné ces deux dernières provinces en prêtant sur gage au roi d'Aragon, l'imprévoyant Juan II.

En Allemagne, plus lentement que dans les autres états d'Europe, la même marche des choses avait lieu, et la condition politique des nations subissait des transformations analogues. D'abord l'empire de Charlemagne, fractionné par les princes vassaux, avait donné naissance à une multitude de souverainetés dont l'indépendance semblait résider dans la permanence de leurs querelles affreuses. Ces querelles se vidaient toujours par le moyen des armes et avec toute l'atrocité du temps; la trahison et l'assassinat étaient le fruit et la fin des négociations les mieux conduites. La couronne impériale n'était plus qu'un nom, et sa médiation illusoire. Les papes avaient profité de la faiblesse des successeurs immédiats de Charlemagne pour s'arroger sur l'Empire une juridiction encore plus absolue que sur le reste du monde prosterné à leurs pieds. Les factions des Guelfes et des Gibelins, nées des divisions suscitées par l'ambition des émules de Grégoire VII, avaient ensanglanté à

la fois l'Allemagne et l'Italie, trois siècles durant. Les formes seules de la subordination féodale, dit Robertson, conservaient aux débris de l'Empire une apparence de liaison et de dépendances respectives. Les peuples gémissaient sous les maux inséparables d'un tel ordre de choses. L'oppression, les rapines, les outrages, tout le cortége inévitable des guerres particulières, pesait sur la Germanie. Le commerce et l'industrie étaient paralysés. L'excès des misères publiques provoqua enfin quelques tentatives d'union de la part des communes contre la noblesse. Les cercles et leurs juridictions provinciales furent créés; mais les désordres et les malheurs publics n'eurent véritablement un terme et un frein que sous Maximilien, dont le règne correspond à celui de Ferdinand et d'Isabelle. Ce prince institua la chambre impériale, ou conseil aulique, tribunal suprême destiné à juger en dernier ressort toutes les causes féodales.

Venise, fondée au ve siècle dans des lagunes, par de pauvres pêcheurs fuyant devant les Huns, était parvenue, à force d'industrie, de succès commer-

ciaux, d'habileté diplomatique au dehors, et de régularité sévère au dedans, au premier rang sur la scène politique. Mais cette aristocratie orgueilleuse et jalouse, se défiant du peuple qui servait de support à sa grandeur, et remettant le soin de la défendre à des stipendiés nés hors de son sein, devait périr par les efforts qu'exigeait un système de conservation à la fois si fragile et si onéreux. Aussi se trouva-t-elle incapable de résister au coup fatal qui lui fut porté par la valeur française à la fameuse journée d'Agnadel, dans la guerre qui suivit la ligue de Cambrai; et dès lors elle vit décliner sa puissance.

Deux causes préparaient la ruine complète de cette république à la fin du xve siècle. La première fut la découverte du passage par le cap de Bonne-Espérance, qui lui ravit l'opulent monopole du commerce d'Orient pour le donner à Lisbonne; la seconde fut l'accroissement prodigieux de la puissance des Ottomans. C'était le temps de vigueur et de sève de cet empire. Plusieurs sultans, qui furent de très-grands

hommes, faisaient trembler la chrétienté par leur ambition et leurs forces. Dans la guerre de Charles V contre la Porte, Venise perdit à la fois presque toutes ses possessions de l'Archipel grec, en y comprenant l'île de Chypre, la plus belle perle de cette pompeuse couronne.

Florence, dont la grandeur dérivait des mêmes sources, imbue d'un esprit tout démocratique, ardente à défendre ses priviléges, s'était pourtant soumise à une famille de marchands dont la vaste opulence et les talens les eussent fait proscrire par un esprit de liberté plus prévoyant et plus judicieux. Les Médicis devinrent, presque sans opposition, des souverains absolus; mais peu de ces souverains dont l'élévation est l'ouvrage soudain de la fortune, ont fait absoudre leurs usurpations par plus de bienfaits et de magnanimité. Cependant la jalousie de ces illustres parvenus avait, comme celle des nobles de Venise, organisé la force militaire de la république sur le principe le plus vicieux. Les *condottieri*, qui vendaient leur sang au premier venu, étaient, en

dernière analyse, les remparts factices de tous ces états assez faussement appelés républicains, et à qui tant de vices de constructions présageaient une courte durée.

Naples, long-temps en proie au régime féodal le plus oppressif, à la noblesse la plus turbulente, avait été assez malheureuse durant plusieurs siècles, pour n'obtenir pas même des maîtres de son choix et une servitude fixe; ses princes ne régnaient que par des titres contestés; et leurs querelles perpétuelles avec les grands barons tenaient le cœur de l'État sans cesse ouvert aux armes étrangères. On sait avec quelle rapidité Charles VIII fit la conquête de ce beau royaume. Mainfroi avait massacré Conrad pour monter sur ce trône; Charles d'Anjou, frère de saint Louis, et porté par le pape, avait renversé Mainfroi, et bientôt après s'était lui-même souillé du meurtre de Conradin, héritier légitime de la couronne de Naples : sur l'échafaud, ce jeune et malheureux prince avait nommé Pierre d'Aragon son héritier. Après de longs débats, après une suite de crimes plus atroces et de

révolutions plus rapides que n'en offre peut-être l'histoire d'aucun royaume, les princes d'Aragon étaient restés les maîtres de ce sanglant héritage, et l'avaient transmis à une branche bâtarde de leur maison. Nous verrons cette triste couronne retomber avec tant d'autres sur cette tête si chargée de domination de Charles V.

Au milieu de ces diverses révolutions politiques, les belles-lettres et les beaux-arts que la chute de l'empire grec avait exilés de leur patrie primitive, se répandaient en Europe, en formant, si l'on peut ainsi dire, un établissement plus particulier sur le sol brillant et hospitalier de l'Italie.

L'Angleterre doit occuper une place dans ce prospect rapide, parce qu'elle avait commencé à exercer sur les affaires générales de l'Europe continentale une influence qui s'accrut beaucoup sous le règne de Henri VIII, correspondant à celui de Charles V; mais alors, c'est-à-dire sous Edouard IV, ce royaume, encore tout ému et ébranlé des sanglantes compétitions au trône des maisons d'Yorck et de Lancastre, ne son-

geait qu'à se raffermir sur son propre sol, et à étouffer les derniers restes d'une guerre civile qui pouvait se rallumer : de ses conquêtes en France, Calais seul lui restait ; ce n'était qu'une porte pour introduire l'invasion, mais c'était encore beaucoup.

Tous les autres états du nord de l'Europe n'apparaissaient encore que sur un plan très-reculé ; et ils ne sont arrivés que plus tard sur le théâtre des contestations politiques, dont le foyer était alors dans le midi.

L'union de Ferdinand et d'Isabelle 1475.
avait été l'ouvrage de cette noblesse castillane, dont ces deux souverains domptèrent tant la fierté depuis, en ruinant leurs prérogatives. Les grands, indignés de voir paraître comme héritière présomptive cette fille fruit de l'adultère consenti par Henri l'Impuissant, avaient déjà offert à Isabelle, sœur de ce prince, de la reconnaître pour souveraine, à défaut de l'infant don Alphonse, qu'une mort prématurée avait enlevé à son pays. Isabelle eut assez de grandeur d'âme pour refuser de fournir à la rebellion des armes aussi

spécieuses; cependant elle profita de l'occasion pour faire constater ses droits. Plus tard, en négociant son mariage avec l'héritier des couronnes d'Aragon et de Naples, cette noblesse liguée n'eut en vue que d'accroître sa force contre le favoritisme de Henri. Mais cet avantage momentané coûta à la noblesse de Castille la perte de sa puissance, en amenant au pouvoir un de ces hommes qui sont destinés à en reculer bien loin les limites.

Ce ne fut pas faute de précautions prises par les grands que Ferdinand accrut si fort l'autorité royale. Avant de lui accorder la princesse de Castille et de bénir leur union, l'archevêque de Tolède présenta à Ferdinand, au nom des états de Castille, une déclaration en dix acticles qui stipulait avec beaucoup de soin la conservation de toutes les immunités nationales, la reconnaissance d'Isabelle comme souveraine indépendante de Castille, et une renonciation formelle aux terres et seigneuries que son père avait possédées dans ce royaume.

Cet arrangement, qui consacrait les droits d'Isabelle d'une manière absolue

et exclusive, avait profondément humilié le roi son frère Henri dit l'Impuissant; mais il avait blessé bien plus vivement encore la reine, dont l'affection maternelle pour Jeanne était au moins mieux motivée. Henri, cédant aux importunités du couple adultère, n'avait pas tardé à désavouer par un manifeste les concessions faites dans un moment critique, et à réclamer la fidélité des peuples en faveur de Jeanne, qu'il déclarait héritière légitime de la couronne. Ferdinand et Isabelle établirent pareillement leurs droits dans un manifeste; mais ils se préparèrent à fournir de bien meilleurs argumens à la pointe des lances de leurs soldats. Henri termina parmi ces troubles son impuissante et honteuse carrière. Le roi de Portugal, à qui, par les intrigues de Villena et de Bertrand de la Cueva, Jeanne, fille présumée du dernier des deux, avait été mariée, entra en Castille pour soutenir les prétentions de sa femme. Ces légitimités rivales combattirent aux environs de Toro, et la Providence décida la question en faveur de Ferdinand : son droit demeura le seul

positif, avec d'autant plus de raison, qu'il s'était assuré la victoire par des dispositions dignes d'un capitaine expérimenté et habile. Tels furent les commencemens de sa fortune de roi; nous allons voir comment il sut en poursuivre le cours.

Ferdinand était parfaitement secondé par la reine son épouse; et il est juste de reconnaître qu'elle contribua beaucoup au succès de ses plans, quand ce ne serait que pour avoir introduit dans le conseil son confesseur, ce fameux Cisnéros qui depuis acquit, par tant de preuves d'une haute capacité administrative, le droit de se vanter qu'il menait l'Espagne avec son cordon de saint François. Ximenès eut l'art d'endormir l'inquiétude jalouse des grands vassaux. En attendant de pouvoir les abattre, il détourna dans les travaux de la guerre étrangère cette fièvre factieuse, mal héréditaire de l'aristocratie castillane et de l'État. Nous le verrons bientôt en extirper le germe sans ménagement. Assuré de l'obéissance au dedans, Ferdinand s'était ménagé de la considération au dehors par d'honorables traités, et ce ne fut qu'après l'exécution de ces

plans préparatoires qu'il entreprit d'achever la ruine du mahométisme en Espagne. Le temps s'était écoulé pour ces royaumes musulmans, enfans d'une brillante conquête, avec plus de rapidité que pour ceux qui sont l'ouvrage d'une politique lente et laborieuse : la plupart avait vécu, l'anarchie décomposait le reste. Les Maures étaient encore braves; mais ce puissant fanatisme de leurs ancêtres, et cette austérité de mœurs qui leur faisait dire en tirant le cimeterre : *Pour Dieu et l'Éternité!* ils les avaient perdus : ce qui leur restait de force s'exhalait en discordes domestiques.

Les premiers ordres de l'État rivalisèrent de zèle et firent à l'envi des sacrifices pour assurer le succès de cette grande entreprise. Le clergé, toujours si peu disposé à prendre sa part des charges publiques, contribua de ses richesses dans cette occasion. Il est vrai que la sainte cause de la religion était particulièrement intéressée dans cette croisade, d'ailleurs si nationale.

L'année 1482 fut signalée par le gain d'une bataille aux environs de Loxa. Le

roi maure, Boabdil [1], y fut fait prisonnier après avoir perdu ses meilleurs guerriers. Il recouvra la liberté, mais non la possibilité de tenir contre les Chrétiens en rase campagne. Toutes les villes de son royaume, successivement assiégées, tombèrent au pouvoir de Ferdinand et d'Isabelle : il faut toujours nommer ensemble ces deux époux qui marchaient à la tête de leurs chevaliers et campaient avec les armées. L'histoire ne sépare jamais leurs noms, car ils ne séparaient pas leurs efforts ; et c'est le moins qu'elle doive à cette admirable reine, sans laquelle le règne de son époux n'eût pas été illustré par de si grandes choses. S'il eût été roi tout seul, sa politique habile eût encore pu le maintenir contre la fougueuse et imprévoyante ambition des grands; mais là se fut bornée sa renommée; à peine en parlerait-on. Isabelle, par son génie, sa beauté, et par tout ce qui peut enflammer dans une femme reine, joignit le ressort de l'enthousiasme qu'elle allumait, à la justesse froide et stérile des

[1] Ou *Boabdillin*, ou *Abo-Abdèli*.

plans de son mari. Il voyait les possibilités; elle fécondait les ressources et créait les moyens. Enfin elle prépara l'ascendant du trône en déguisant, sous des séductions propres à une nation chevaleresque, la force et la pesanteur du joug qui se travaillait.

Les Maures ne possédaient plus que le royaume de Grenade; mais ce royaume était formé des plus riches et des plus riantes contrées de la péninsule. L'industrie mauresque en retirait encore d'immenses revenus. D'ailleurs le voisinage de l'Afrique servait d'appui à ces héritiers des anciens vainqueurs; et les tribus expulsées les favorisaient comme les dépositaires des espérances et des moyens d'un retour à la conquête. Le tribut auquel les souverains de Grenade s'étaient soumis depuis Alphonse XI, ils le refusaient toutes les fois qu'ils comptaient sur l'impunité. Durant les guerres civiles des règnes précédens, lorsque les rois de Castille avaient réclamé les bénéfices de leur suzeraineté, les Musulmans ne craignirent pas de répondre : « Nous avons du fer » et non de l'or pour les Chrétiens; ceux

» qui avaient consenti le tribut ont em-
» porté leur honte au tombeau, et ils
» n'ont laissé à leurs enfans que des
» lances. » Les embarras du moment firent ajourner la réplique que méritait cette audacieuse réponse. Cependant les Maures n'avaient plus assez de force pour tant de fierté; ils étaient arrivés à l'heure de leur ruine, rendue de plus en plus imminente par ces insensées divisions, sans lesquelles on eût dit qu'ils ne pouvaient exister, non plus que sans tournois, sans romances et sans fêtes.

Depuis le refus du tribut, une sorte de trève avait été consentie entre les Chrétiens et les Maures; mais sentant le besoin de se tenir en haleine de part et d'autre sur leurs frontières respectives, ils étaient convenus que l'on pourrait escarmoucher et se faire une guerre de surprise, s'enlever même une place forte sans préjudice de la trève, pourvu que nulle expédition ne durât plus de trois jours et ne se fît avec les préparatifs d'une guerre officielle.

En vertu de ce singulier arrangement, bien propre à peindre le caractère

de l'époque à laquelle il appartient, les Maures s'étaient emparés de Zahara en 1481 par un heureux coup-de-main. Soit émulation, soit ressentiment, le marquis de Cadix et Diègue de Merlo, gouverneur de Séville, voulurent, en représailles, enlever la jolie ville d'Alhama, place forte, mais alors pourvue d'une garnison insuffisante, et qui n'était d'ailleurs qu'à huit lieues de la capitale, c'est-à-dire de Tolède, résidence des rois de Castille de ce temps. Trois audacieux soldats ayant planté des échelles contre les murs, égorgèrent les sentinelles et l'alcade, puis ouvrirent les portes aux troupes qui s'étaient, à la faveur des ténèbres, avancées sous les remparts. La résistance des Maures fut opiniâtre et sanglante, mais Alhama n'en fut pas moins perdue; et il est impossible de se figurer l'excès du deuil que la perte de cette ville causa dans Grenade [1]; l'effet contraire de sa conquête ne se manifesta pas moins énergiquement sur l'esprit des Chrétiens, et

[1] Le souvenir en est consacré par une romance très-connue, *Ay de mi Alhama*, etc. (*Voyez le Romancero général.*)

l'expédition de Grenade fut tout-à-coup résolue.

Cette conquête ne fut pourtant pas l'affaire d'un jour. Il fallut dix ans aux rois catholiques pour s'emparer de toutes les villes qui en dépendaient; et les hyperboles des historiens espagnols n'empêchent pas que ce terme ne paraisse assez long. Ils prétendent que lorsque Grenade fut réduite à un rayon de quelques milles autour de ses murailles, elle pouvait encore mettre cent mille hommes sous les armes; mais à cet égard leur exactitude ne doit pas être moins suspecte. A la vérité, sa population avait dû s'accroître de la ruine des cités voisines, dont une partie avait été assez attachée au sol pour accepter le joug de Ferdinand; mais tout ce qui avait tenu un rang dans l'état maure, soit horreur du nom chrétien, soit pressentiment du dernier désastre de leur fortune, avait préféré s'expatrier en retournant dans cette Afrique, sauvage berceau de leurs ancêtres.

Quoi qu'il en soit des moyens de résistance qui restaient aux Maures, il est certain qu'elle eût été bien longue en-

core s'ils n'avaient pas fourni des armes contre eux aux Chrétiens. Ces Musulmans dégénérés sacrifiaient sans regret l'intérêt de l'Etat et leur propre renommée à la soif de la vengeance contre leurs frères. Leurs folles inimitiés faisaient couler le sang dans les fêtes et organisaient la trahison dans les batailles. Le vieux Muley Hassem, roi de Grenade, appelé par quelques historiens Albohassem, s'était rendu odieux aux Abencerrages par le meurtre de plusieurs chevaliers de cette valeureuse tribu. Depuis il avait excité le mécontentement national en répudiant Aixa, son épouse, pour s'unir à Zoraïde, chrétienne qui avait abjuré la foi de ses pères, et en faisant périr les enfans qu'il avait eus de la première pour ouvrir le chemin du trône à ceux de Zoraïde. Un seul des fils d'Aixa, Boabdil, échappé à sa cruauté, se mit à la tête des Abencerrages, marcha sur Grenade, chassa son père, et ceignit le diadême. Muley Hassem, ayant réuni quelques partisans, parvint à rentrer dans Grenade, s'empara de l'Alhambra après avoir massacré toute la garde de ce palais. Enfin le parti

de Boabdil prévalut; mais lorsque ce dernier fut fait prisonnier par les Chrétiens, son compétiteur remonta sur le trône. Dès que Boabdil eut recouvré la liberté, cette guerre atroce entre le père et le fils recommença avec plus d'acharnement. Les Chrétiens fomentaient avec soin ces discordes. Muley Hassem mourut au milieu de ces agitations : son frère, Abohardil, parvint à se former un parti contre Boabdil son neveu ; mais vaincu, écrasé dans plusieurs rencontres par les forces de son adversaire, ou par la valeur supérieure des tribus qui suivaient sa cause, il commit l'irréparable infamie de se réunir aux ennemis de la patrie et de marcher contre Grenade sous les bannières chrétiennes. La loyauté naïve des chroniqueurs de cette époque n'a point ménagé les expressions pour flétrir cette lâcheté, même du côté des Espagnols, qui n'ont pas trouvé un motif suffisant d'excuse pour une telle trahison dans l'abjuration de la foi musulmane.

Lorsque Grenade fut investie par les troupes chrétiennes, l'imprévoyance qui caractérise les Maures de cette époque leur avait fait négliger de la munir de

toutes les ressources d'une longue défense. Le reflux de la population des campagnes environnantes amena bientôt la disette : les horreurs de la faim et les angoisses d'une guerre d'extermination remplacèrent, dans cette ville infortunée et naguère si opulente et si voluptueuse, les chants de la tendresse et la pompe brillante des tournois. Les communications avec l'Afrique étaient interdites; il fallait périr sans espérance de secours. Périr! combien ce mot dut alors paraître affreux aux guerriers maures, et quel devait être leur désespoir en voyant partager les misères d'un siége et les odieux tourmens de la faim à ces beautés ornemens de leurs fêtes, et dont un seul regard les faisait se précipiter au-devant du danger!

Une sorte de frénésie s'empara d'eux; ils faisaient de sanglantes sorties, et repoussés aussitôt dans leurs murs, comme des lions dans leurs antres, ils tombaient dans une sorte d'accablement stupide. En revenant à eux-mêmes, ils versaient des pleurs et s'abandonnaient à tous les effets de la douleur et du désespoir; ils tendaient leurs mains tremblantes

vers le palais de leur prince, comme s'il eût pu les défendre, et l'accablaient d'injures, comme s'il eût été la cause unique de leur malheur. Ils entraient dans les mosquées, couraient aux tombeaux de leurs ancêtres, embrassaient les colonnes, et revenaient à travers les flammes, allumées par eux-mêmes, pour toucher une dernière fois ces marbres, témoins splendides de la gloire et de la puissance de temps qui n'étaient plus.

Les écrivains espagnols ont tracé des tableaux pathétiques de cette situation d'un peuple expulsé d'une patrie dont nul climat sur la terre ne pouvait remplacer les avantages et les douceurs. Leurs récits, enflés de tout l'orgueil du triomphe, ne déplaisent pas au lecteur, parce qu'il y trouve des larmes pour le malheur des vaincus. Sans doute les antiques habitans de Sagonte et de Numance étaient d'autres hommes que ces Maures qui ne surent pas défendre Grenade, et ils ont légué de plus grands exemples à la postérité, en se faisant un tombeau des débris de leurs cités fameuses. Cependant cet attachement pour le sol natal, si vrai et si profond, si passion-

nément exprimé dans les traditions de l'époque, a répandu un durable intérêt sur ces restes malheureux d'une nation puissante, et qui durant huit siècles avait jeté en Europe un éclat si prodigieux.

Le siége avait duré neuf mois. Les rois catholiques, ayant la famine pour auxiliaire, dictèrent des conditions rigoureuses. Le roi Boabdil obtint de se retirer dans les montagnes des Alpuxarres avec ceux de ses sujets qui voulurent suivre sa destinée; arrivé au sommet du mont Padul, ce prince malheureux s'arrêta pour jeter un dernier regard sur Grenade; il vit les bannières chrétiennes flotter sur les minarets de l'Albaysin et de l'Alhambra, et des larmes coulèrent de ses yeux. « Oui, mon fils, lui » dit la fière Aixa, sa mère; pleurez » comme une femme cette ville que » vous n'avez pas su défendre comme » un homme. » 1491 à 1492.

Boabdil passa depuis en Afrique, et y périt misérablement. Les rois catholiques pourvurent de fortes garnisons toutes les places conquises, et réunirent à la couronne le marquisat de Cadix. Ils

avaient d'abord permis aux Maures qui étaient restés et s'étaient soumis, le libre exercice de leur religion; cette consolation que la politique avait laissée aux vaincus, la politique la leur ravit bientôt, et les Maures furent dans la dure alternative de passer en Afrique ou de se faire chrétiens. Tel était leur attachement pour le sol, qu'un grand nombre resta même à ce prix; mais ceux qui s'étaient retirés dans les Alpuxarres témoignèrent leur horreur profonde du baptême par le massacre des prêtres chrétiens qu'on leur avait envoyés, et par la longue et sanglante guerre qu'ils soutinrent avant d'être réduits. Lorsqu'il fallut enfin céder, la majeure partie acheta le droit de préférer l'exil à la conversion, au prix de dix doublons par famille. Cette spéculation fit entrer dans les coffres du roi catholique la somme de cent soixante mille pièces d'or, ce qui peut donner le nombre des sujets industrieux que la couronne de Castille perdit alors.

Les Juifs, également chassés d'Espagne à cette époque, furent traités avec une préférence de faveur dont on cher-

cherait vainement le motif dans l'histoire. Loin de rien exiger de leur part, on leur permit d'emporter leurs immenses richesses. Les historiens portent à huit cent mille le nombre des personnes de tout âge et de tout sexe qui, pour cause de judaïsme, furent condamnées à cette nouvelle émigration. Mais, ajoute judicieusement l'un d'eux, la perte de tant de vassaux et de tant de trésors ne fut pas, aux yeux des rois catholiques, un prix disproportionné de la conservation de la foi dans toute sa pureté.

Le moment où nous voilà parvenus dans l'histoire de la monarchie espagnole est celui où le monstre de l'inquisition commence à lever sa tête hideuse sur cette malheureuse péninsule qu'elle a opprimée et déshonorée si long-temps. Née dès le XIIIe siècle, et même dès la fin du XIIe, elle avait été établie dans le comté de Toulouse contre les Albigeois; mais repoussée par l'horreur des peuples, et surtout par le crédit des évêques qu'elle dépouillait de leur juridiction sur les hérétiques, elle errait depuis lors en Europe, sans pou-

voir s'établir solidement nulle part. A la voix de Ferdinand, et, puisqu'il faut l'avouer, à la voix d'Isabelle, elle s'élança en Espagne, pour s'engraisser du sang des Maures : c'est de cette époque que date sa puissance colossale.

Il est difficile de comprendre comment deux politiques aussi profonds que Ferdinand et Ximenès ont commis la faute d'accueillir un tel auxiliaire contre les restes impuissans des Maures. Peut-être eurent-ils en vue d'autres adversaires plus à redouter pour l'autorité royale; mais la suite a prouvé qu'en songeant à sa consolidation ils avaient préparé son étouffement.

Tout a été dit sur ce sanglant tribunal. La publication récente de plusieurs ouvrages destinés à répandre une connaissance populaire de son histoire, nous dispense de signaler ici avec plus de détails les maux qu'il a faits à l'Espagne. Qu'il nous suffise de remarquer que Rome profita avec empressement, pour ranimer son influence, du besoin que l'on avait de ses milices; elle décerna au roi d'Espagne le titre de *Catholique*, qui, depuis, a distingué ses

successeurs, et l'Espagne devint sa plus fidèle alliée au moment où son crédit dépérissait dans tous les autres états de l'Europe. Nous verrons bientôt le Saint-Office, devenu tout-puissant, s'abreuver de sang chrétien, après avoir épuisé le sang maure et celui des Juifs; nous verrons le monstre s'épanouir dans l'abondance des victimes que lui livrait cet atroce Philippe II, qui lui livra jusqu'à son fils, et qui sans doute a mérité que l'histoire le flétrît du surnom de roi *inquisiteur*.

Au reste, les faveurs de Rome pour Ferdinand le Catholique ne se bornèrent pas à la concession d'un titre si stérile pour sa puissance; mais ce roi ayant, par promesses ou menaces, arraché à la noblesse l'abandon des grandes-maîtrises de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara, au profit de la couronne, obtint d'Innocent VIII la sanction de cet abandon, et fit reconnaître, par son successeur Alexandre VI, qu'il serait perpétuel et irrévocable. La perte de ces trois grandes-maîtrises fut aussi funeste à la noblesse que l'acquisition en fut utile à la royauté.

Ferdinand trouva un autre moyen d'accroissement pour son autorité dans cette association de communes formée, dès le XIIIe siècle, en Aragon, pour résister à l'oppression de la noblesse, et poursuivre la répression des délits que les justices seigneuriales avaient intérêt à épargner. Cette société s'appelait *sainte Hermandad* ou *sainte Confrérie*, et la manière à la fois mystérieuse, rapide et violente dont elle procédait, l'a fait confondre très-souvent avec l'inquisition. Ferdinand sanctionna l'existence, confirma les priviléges de la sainte Hermandad, et la prit pour auxiliaire en attendant d'en faire un simple instrument de son pouvoir. On voit que les états tenus à Sarragosse en 1487, à l'instigation de ce prince, eurent pour objet de fixer une augmentation et une organisation plus régulière d'une force-armée permanente à la disposition de la sainte Hermandad.

Les états s'assemblèrent souvent dans le cours de ce règne, mais toujours en vertu de la convocation ou cédule royale, et toujours pour délibérer sur des difficultés proposées par le trône : c'est

assez dire qu'elles sanctionnèrent constamment ses volontés. Ainsi l'année suivante 1488, dans les cortès tenues à Orihuela, on porta un coup mortel à la puissance des seigneurs, en proscrivant absolument l'usage de toutes guerres privées.

Ferdinand et Isabelle firent faire un pas immense à l'autorité monarchique, et ne défendirent pas ses priviléges seulement contre l'aristocratie espagnole; ils réprimèrent dans plus d'une occasion les prétentions du saint Siége. La distinction si nécessaire du temporel et du spirituel leur était parfaitement connue : ils paraissent avoir considéré le pape comme un allié, dont l'ignorance des temps rendait l'amitié nécessaire et l'entremise indispensable en beaucoup de choses, et qu'il fallait contenter et payer de vaines soumissions, sans lui laisser le droit de déterminer et d'exiger le prix de ses services. La chancellerie établie par Isabelle à Valladolid avait souffert un appel au saint Siége dans une matière purement civile : cette grande reine, n'écoutant que sa juste indignation, déposa sur-le-champ le président,

les conseillers et toute cette lâche magistrature.

1491. L'intelligence supérieure de cette princesse célèbre, et ses généreuses qualités, rendraient plus difficile pour le lecteur le problème de l'introduction de l'inquisition en Espagne, si nous n'entrions dans quelques détails négligés ou méconnus de plusieurs historiens.

Douée d'un génie viril pour la conduite des affaires, Isabelle redevenait complétement femme sous l'empire d'un confesseur hardi et pervers : la vérité oblige de dire que c'est à sa faiblesse superstitieuse qu'il faut principalement imputer l'établissement du Saint-Office en Castille. Thomas *Torquemada*, d'horrible mémoire, avait été le directeur de la conscience de cette princesse avant qu'elle montât sur le trône; il lui avait fait jurer sur l'Évangile, que si jamais elle était reine, elle emploierait toute son autorité à l'extermination des Juifs, des Musulmans, des hérétiques, des magiciens et des impies, dans ses états. Quand elle devint en effet souveraine de Castille, elle se plaisait à oublier un serment sanguinaire,

et les réflexions amenées par l'âge avaient élevé des doutes salutaires dans son esprit. Ximenès avait remplacé Torquemada; mais le fougueux et farouche Dominicain, stimulé par la jalousie, agit auprès du cardinal Mendoze, pour qu'il persuadât à la reine de remplir son serment. Mendoze était fanatique et faible, et subjugué par Torquemada, il entraîna la reine à son tour; il lui arracha l'ordre de répandre des torrens de sang, et d'allumer des bûchers dans toutes les parties de ses états.

L'affreux Torquemada, créé grand-inquisiteur, fut au comble de ses vœux. Le pape Alexandre VI confirma ce choix, et reconnut au grand-inquisiteur des pouvoirs illimités extraordinaires. Le Dominicain porta le trouble et la terreur dans le sein de toutes les familles, et fit brûler plus de six mille personnes dans l'espace de quatre ans. Après quoi la religion brilla d'un éclat très-pur, et les princes obéirent constamment à ses inspirations saintes, comme on le pourra voir dans le tableau des règnes suivans.

Ainsi les *femmes-rois* sont condamnées par l'exemple d'Isabelle, qui peut-

être est la plus imposante exception que l'on puisse citer en leur faveur. Quand les reines n'ont pas des amans, elles ont des confesseurs, ce qui est pire. Béni soit Dieu de la part des peuples, quand elles n'ont pas les uns et les autres à la fois !

1494. Tels étaient, dans l'intérieur de leurs états, les progrès de leur puissance, lorsque la mort de Ferdinand Ier, roi de Naples, vint offrir aux souverains d'Aragon et de Castille une favorable occasion de l'étendre au dehors. La noblesse de ce malheureux royaume repoussait d'un commun accord don Alphonse, fils de Ferdinand, mais elle se divisait pour le choix d'un successeur. Une faction offrait la couronne au roi Catholique, et l'autre au roi Très-Chrétien, Charles VIII de France. Le motif ou le prétexte de cette révolte de l'aristocratie napolitaine était l'illégitimité de la naissance de Ferdinand Ier. Les droits du roi de France n'étaient pourtant fondés que sur l'adoption que la reine Jeanne, deuxième du nom, avait faite de René d'Anjou, de la seconde branche de cette famille. Ceux du roi

Catholique avaient quelque chose de plus spécieux; car, indépendamment d'un titre pareil d'adoption dérivant de la même source, c'est-à-dire accordé par l'inconséquente légèreté de la même reine à son oncle don Alphonse d'Aragon, il pouvait encore se prévaloir de droits acquis par l'épée et la victoire, puisque ce prince Alphonse avait fait la conquête de l'héritage qui lui était promis. Cependant l'ambition du roi Catholique parut céder dans cette occasion au sentiment du devoir; il préféra le rôle de protecteur à celui de spoliateur de son cousin. Cette marche détournée était d'ailleurs beaucoup mieux dans son caractère. Charles VIII, au contraire, passa immédiatement les Alpes avec une puissante armée, et se vit maître de Naples, dit un historien, sans avoir planté une tente ni rompu une lance. C'est alors que l'imminence du péril commun et l'habileté négociatrice de Ferdinand réunissant les princes d'Italie, ils opposèrent à l'ambition du prince français cette première ligue dont les heureux efforts triomphant de la *furie* française, si redoutée des Italiens, for-

cèrent Charles de repasser les monts, après s'être sauvé, lui et sa chevalerie, à force de valeur, à la bataille de Fornoue. Le fameux Gonsalve de Cordoue, surnommé le *grand capitaine*, arrivant en Italie avec les bandes espagnoles, acheva d'en chasser les Français. Tous les succès de ce guerrier célèbre n'ont pas été jugés dignes de la haute renommée que lui a faite sa nation, car il usa souvent de la plus lâche perfidie; aussi est-il bien moins grand dans l'histoire que chez les romanciers, qui l'ont travestie au lieu de la peindre.

1498. La mort du roi de Naples, Alphonse II, celle de son fils don Fernand, et surtout la mésintelligence qui ne tarda pas à séparer les tendances des princes entrés dans la première ligue organisée par le roi Catholique, favorisèrent le retour des armes françaises en Italie. Louis XII fit une soudaine irruption par le Piémont et le Mont-ferrat, s'empara de la Lombardie et des états de Gênes, et fit trembler le roi Catholique pour le sort de la Calabre et de la Sicile. Ferdinand se hâta de faire un traité pour prévenir ce malheur, avec l'empereur Maximi-

lien, et cimenta cette alliance par le mariage de Jeanne, princesse de Castille, avec l'archiduc Philippe. Le roi de France crut alors convenable de proposer ou d'écouter de secrètes propositions de paix, dont la base était un partage du royaume de Naples entre le roi Catholique et le roi Très-Chrétien. Ce dernier s'engageait, par ce traité, à la renonciation définitive de ses prétentions sur le Roussillon et la Cerdagne. Ces provinces, acquises à Louis XI par des moyens peu séans à un roi, avaient été recouvrées par Ferdinand; mais elles restaient un sujet de querelles perpétuelles, et Ferdinand avait naguère tenté de les reprendre, sans y réussir.

Les peuples s'indignèrent des stipulations par lesquelles on prétendait décider de leur destinée sans les consulter. Cette transaction était peu digne de l'âme du prince français, et il ne lui manquait pas même pour être odieuse la sanction du vicaire de Dieu Alexandre VI. Toutefois la fortune ne favorisa pas la résistance généreuse des Napolitains, et Gonsalve établit la domination espagnole sur la Pouille et sur la

Calabre. Tarente, au bout de quatre mois de siége, crut assurer, par les termes d'une capitulation solennelle, la liberté du dernier rejeton de la maison aragonaise des rois de Naples. Ce jeune prince, digne par son courage d'un meilleur destin, avait cherché un refuge dans les murs de cette cité. Gonsalve, au mépris de ses sermens, le fit conduire captif en Espagne, d'où il ne sortit plus.

1501. Le père, qui avait lâchement abdiqué les dangers attachés à la couronne, fut bien moins malheureux, quoique moins digne d'intérêt. Il demanda un asile au roi de France, et il n'eut pas vainement fait un appel à la grandeur d'âme de ce souverain. Louis sut respecter la dignité du diadème dans un prince jouet de la fortune, et si peu fait d'ailleurs pour le haut rang dont il était descendu. Telle fut la fin de cette dynastie aragonaise des rois de Naples.

Le traité relatif au partage se fondit dans les mains peu scrupuleuses de Ferdinand dès qu'il vit jour à reprendre l'avantage sur les Français. Ses troupes attaquèrent, furent battues, bloquées

dans Barlette, et le grand capitaine réduit à capituler avec Nemours. On fit un nouveau traité par lequel les deux rois se dessaisissaient du royaume de Naples en faveur de Charles de Luxembourg, fils aîné de l'archiduc, et de Claude de France, fille de Louis XII, dont on stipulait le mariage en même temps. Ce ne fut qu'une trève indignement extorquée par Ferdinand, qui excusa cette nouvelle violation de la foi jurée en alléguant que l'archiduc, par qui il avait été représenté au traité, avait excédé ses pouvoirs. Mais à cet égard il a été condamné par les écrivains même de sa nation. 1504.

Les hostilités recommencèrent à l'arrivée de renforts considérables fournis par Maximilien à son nouvel allié. Le pape et les Vénitiens menaçaient en même temps Louis XII; et tout concourait à rendre la situation de ses armées en Italie plus sinistre de jour en jour. Enfin la bataille de Cérignole vint ajourner à un autre règne les plans d'invasion sur cette belle mais désastreuse Italie. Nemours, bien plus intrépide que prévoyant, mourut en combattant avec

ses meilleurs soldats; il mourut l'âme toute pleine de l'amertume que lui faisait éprouver une si lâche perfidie. Le reste capitula après avoir été battu à Seminara avec d'Aubigni. Gaëte restait aux Français; mais elle se rendit après une résistance honorable.

Ainsi le roi Catholique et son épouse virent s'accroître leur prépondérance extérieure en même temps qu'ils agrandissaient et consolidaient leur autorité dans l'intérieur de leurs états; mais tant de succès et de prospérités auraient trompé les lois ordinaires de la nature s'ils n'eussent été mêlés d'aucun revers. La race de Ferdinand fut prête à s'éteindre par le trépas prématuré de l'infant Jean, qui était toute sa postérité masculine, et d'Isabelle, l'aînée de ses filles, mariée au roi de Portugal. Cette grande reine Isabelle eut en mourant la douleur de léguer la Castille à Jeanne la *Folle*, mariée à l'archiduc Philippe.
1505. L'aliénation de cette princesse infortunée fut imputée à l'excès de sa passion pour son époux qui la détestait, et dont la légèreté et le subit abandon l'abreuvèrent de tous les tourmens d'un

amour malheureux. L'archiduc n'avait pas moins d'éloignement pour l'Espagne que pour son épouse; et en fuyant de Burgos presqu'immédiatement après son mariage, il désertait autant la Castille que le lit conjugal. Isabelle voulut prévenir les malheurs qui menaçaient ses états, en confiant le gouvernement aux soins de son époux jusqu'à la majorité de Charles, depuis Charles-Quint, fils de Philippe et de Jeanne la Folle, et substitué à sa mère, attendu l'incapacité de celle-ci.

Ces précautions, consignées formellement dans le testament d'Isabelle, étaient trop sages et trop combinées dans l'intérêt du repos de l'État pour plaire aux grands, qui n'espéraient ressaisir leur puissance qu'à la faveur des troubles qu'ils pourraient exciter. Ils firent jouer tous les ressorts possibles pour semer la mésintelligence entre Ferdinand et l'archiduc son gendre. Le peu de génie de ce dernier favorisa merveilleusement leurs projets; et les dispositions du testament, quelque précises qu'elles fussent, laissaient encore de larges ressources à la mauvaise foi des commenta-

teurs respectifs. Après avoir controversé, on arma : l'archiduc, sous le prétexte de se présenter en Castille, de manière à pouvoir assurer la raconnaissance des droits de sa femme; et Ferdinand, par le motif non moins spécieux qu'il ne devait pas se laisser arracher par un jeune homme la régence dont il avait accepté le fardeau pour le bien des peuples de Castille.

Dans cet état de choses, chacun des deux compétiteurs voulut s'assurer l'alliance du roi de France. Le vieux roi Catholique, plus habile que son adversaire, obtint la préférence; il demanda au monarque français la main de Germaine de Foix. Cette alliance était également favorable à la politique des deux souverains. D'une part elle levait pour l'avenir toute difficulté au sujet du royaume de Naples, qui devenait, quant à la portion adjugée à la France, la dot de la princesse de Foix; et de l'autre elle ouvrait le chemin du trône d'Aragon à l'une des branches les plus distinguées de la maison de France. On a vu qu'à cette époque Louis XII avait déjà perdu toutes ses possessions dans le royaume de Na-

ples, nonobstant le traité de partage antérieur. Ce prince consentit en outre, en faveur de cette union, à certaines renonciations, et par exemple, à celle du titre plus fastueux que profitable de roi de Jérusalem.

Cet arrangement contentait tout le monde. Il n'y manquait que d'avoir consulté la nature. Le roi Ferdinand avait près de soixante ans; Germaine de Foix en avait dix-huit, et de plus elle était charmante. Le vieux Ferdinand se trouva amoureux à travers tous ses calculs de politique; et les efforts de sa tendresse surannée le mirent en peu de temps au tombeau. Mais avant de parler de sa mort il faut dire les derniers actes de sa vie.

Le mariage de Ferdinand contraria beaucoup son jeune adversaire. L'archiduc craignit d'en voir naître des enfans qui l'auraient considérablement écarté des trônes d'Aragon et de Naples. Ferdinand, sans être très-âgé, était d'une santé trop chancelante pour pouvoir prétendre encore aux honneurs d'une paternité réelle; mais les rois ont des enfans lorsqu'il le faut, et il y a bien du

malheur ou de l'imprévoyance quand les faveurs du ciel ne répondent pas à ces appels de la politique. Persuadé cependant qu'il perdrait tout à hésiter, l'archiduc prit la résolution de marcher immédiatement, et d'annoncer son départ aux nombreux partisans qu'il avait en Castille. L'empereur Maximilien, père de l'archiduc, prévit cet orage, et interposa sa médiation pour le conjurer. Ferdinand, qui aimait toujours mieux négocier que combattre, ne fut rien moins qu'inflexible; et après maintes contestations, l'administration du royaume resta divisée entre Jeanne, marchant en première ligne comme *propriétaire* de la couronne; don Philippe son mari, et le roi Ferdinand, en qualité de gouverneur à vie. Le prince don Carlos était reconnu comme héritier des uns et des autres, et les revenus de la Castille et du Nouveau-Monde attribués par moitié au vieux roi et à ses enfans.

Cet arrangement fut convenu et signé à Salamanque par le ministère d'ambassadeurs respectifs; il parut au premier moment combler les vœux des

deux parties; mais de chaque côté on se réservait la faculté de profiter de ses avantages pour s'exproprier. L'archiduc débarqua bientôt à la Corogne; tous les mécontens, et le nombre en était grand, surtout parmi les nobles, que Ferdinand avait tenus sous une verge de fer, vinrent s'offrir à lui. En voyant cette noblesse castillane, qui était quelque chose alors, s'empresser autour de sa personne, l'archiduc crut avoir gain de cause et leva le masque en déclarant qu'il ne s'en tiendrait pas aux termes du traité de Salamanque. Ferdinand, indigné de la défection de sa noblesse, surtout de celle de ses évêques qu'il avait tant caressés, et de l'audace de son gendre, fut pourtant réduit à solliciter de lui une entrevue, afin d'éviter une guerre, pour laquelle il n'était ni en forces ni en mesure. L'archiduc avait une armée considérable composée d'Allemands, d'Espagnols et de Flamands, avec un train d'artillerie tel qu'il était rare d'en voir à cette époque.

L'archiduc aurait voulu éluder l'entrevue; il ne crut pourtant pas devoir résister aux sollicitations réitérées du

père de sa femme. Les deux princes se rencontrèrent dans une petite maison de campagne de la vieille Castille, nommée *le Remesal;* le roi Catholique y parut avec une suite très-modeste, l'archiduc avec un bruyant cortége d'équipages et de gens de guerre, et avec un grand appareil de luxe. Dans ce conflit du faste et de la simplicité, l'avantage de l'ascendant personnel et de la majesté royale resta au vieux roi, de l'aveu des témoins des deux partis. Le résultat de cette entrevue fut que le beau-père et le gendre se séparèrent un peu plus mécontens l'un de l'autre qu'ils ne l'étaient avant : tout contribuait à rendre plus imminentes les hostilités que la politique de Ferdinand avait voulu éviter ou tout au moins retarder. Enfin la prudence ou la modération disposèrent le vieux roi à quitter la
1506. partie ; un nouveau pacte fut convenu, en vertu duquel Ferdinand, abandonnant à ses enfans le gouvernement de la Castille, se retirait en Aragon. Les jeunes souverains s'obligeaient à lui faire compte de la moitié des revenus d'Amérique ; il restait en possession des

grandes-maîtrises, mais sous la condition expresse de ne pourvoir des places de cette riche administration que des sujets castillans.

L'imprévoyance et la légèreté de l'archiduc rendirent sa courte administration désastreuse pour le trésor de la couronne. Avec cette incapacité, il était jaloux de son autorité au point de prendre ombrage de la présence de sa malheureuse épouse, dont l'âme était trop remplie d'amour pour songer à l'ambition. Il se hâta de convoquer les cortès à Valladolid, en apparence pour obéir à l'ancienne coutume de faire reconnaître la légitimité des nouveaux souverains, mais en effet pour faire déclarer Jeanne folle et incapable de participer au maniement des affaires de l'État. Les communes de Castille, par l'organe de leurs courageux députés, opposèrent à cette prétention une résistance invincible : le roi se dédommagea de cet échec par la réclusion arbitraire de l'infortunée Jeanne. Mais le tombeau s'ouvrait pour lui à mesure qu'il fermait la prison sur elle. Philippe *le Beau* mourut neuf mois après son entrée en Espagne;

sa perte acheva d'égarer la raison de sa malheureuse épouse, qui n'avait cessé de l'adorer. Elle vint à Valladolid chercher son époux mort, et promena nuit et jour ses funérailles jusqu'à Madrid. Marchant à côté du cercueil, elle ne souffrait pas qu'aucune autre femme en approchât, jalouse d'un cadavre sur lequel la mort même n'avait plus de ravages à exercer. Tout entière à sa funeste illusion, elle ne voulait ni entendre parler de gouvernement et d'affaires, ni remettre en d'autres mains les rênes de l'État. Il faut convenir que la monarchie héréditaire rend quelquefois la situation d'un peuple bien singulière et bien critique : voilà, pour souverain de la fière Castille, une femme folle assise sur un cercueil !

Il fallait pourtant gouverner en attendant que Charles eût vingt ans. L'urgence d'une résolution salutaire frappait tous les esprits; mais il s'en fallait beaucoup que l'on fût d'accord sur les moyens. Les grands renouvelèrent leurs brigues, et chaque faction voyait le salut de l'État dans le succès de ses plans. Après avoir parlé d'une nouvelle régence formée par

les cortès, et qui aurait administré au nom du jeune prince, comme tout le monde prétendait en être, on pensa qu'il était préférable d'appeler un prince étranger, même au mépris des droits de l'héritier légitime. Les uns demandaient l'Empereur; les autres le roi de Portugal; plusieurs préféraient le roi de Navarre. Au milieu de ces contestations 1507.
tumultueuses et délirantes, on alla jusqu'à proposer de marier la malheureuse Jeanne avec don Alphonse d'Aragon, ou avec Ferdinand II de Naples, prisonnier en Castille; quelques-uns voulaient accorder cette triste préférence à Gaston de Foix, et les plus insensés à Henri VIII d'Angleterre. Heureusement dans ce *pandæmonium* politique se rencontra un homme supérieur en intelligence à tout ce qui l'entourait, et qui fit pencher la balance en faveur du vieux roi Ferdinand, institué régent, comme on a vu, par le testament d'Isabelle, et à qui l'on avait très-peu songé jusque là. Cet homme, le lecteur a pressenti que c'était François Ximenès de Cisneros, que la faveur la plus méritée avait, sous le précédent règne, porté

au siége de Tolède. Il sut habilement prévenir le dessein des ennemis de Ferdinand, qui songeaient à traiter le mariage de Charles avec une fille du roi d'Angleterre, afin de pouvoir appeler ce prince, sous le nom de sa fille, au gouvernement de la Castille. Les efforts de Ximenès furent à la fois d'un patriote et d'un sujet reconnaissant et fidèle; car il sauva son pays d'une affreuse anarchie, en maintenant les droits de Ferdinand : rare félicité, de pouvoir satisfaire ensemble des devoirs qui se trouvent bien peu souvent sur la même ligne.

Ximenès, agissant au nom de la reine, s'empara des principales places fortes, soit en prodiguant les promesses et les menaces, soit en répandant des largesses auxquelles il sacrifia noblement son immense fortune. Lorsque Ferdinand arriva de Naples, où l'avait appelé la crainte d'une trahison présumée de Gonsalve de Cordoue, il n'eut qu'à s'asseoir sur le trône que les heureuses combinaisons de l'habile Cordelier lui
1509. avaient préparé. Tout s'apaisa; le calme se rétablit, l'ordre et les lois recommen-

cèrent leur cours; et Ferdinand avec Ximenès portèrent en Afrique les bannières espagnoles. Le roi Catholique entra bientôt dans cette ligue de Cambrai qui fut une conspiration de rois contre l'aristocratie de Venise; depuis, la peur qu'il eut de la France le fit participer à cette autre ligue appelée *sainte* parce qu'elle parut formée dans l'intérêt de la puissance pontificale, et suscitée par le turbulent et guerrier Jules II. On sait que les Vénitiens, à la suite de cette nouvelle alliance, recouvrèrent la plupart des possessions que la ligue de Cambrai leur avait enlevées. Cependant les Espagnols furent complétement battus à la fameuse journée de Ravenne; et la perte de cette bataille aurait pu avoir les plus funestes conséquences pour les puissances liguées contre Louis XII, si tandis que vingt-quatre mille Suisses appelés, soudoyés et conduits par le pape, s'avançaient contre lui, il n'eût reçu la nouvelle d'un débarquement opéré par les Anglais sur les côtes de 1512.
Normandie. Il n'est pas un de nos lecteurs dans la mémoire de qui le nom de Ravenne ne rappelle les noms si

glorieux pour la France, de Gaston de Foix et de Bayard : on sait que le premier, à peine âgé de vingt-trois ans, et sur la tête de qui reposaient de si brillantes espérances et l'amour de la nation, y périt après avoir étonné les deux armées par les prodiges de sa valeur. Les plus habiles officiers généraux des Espagnols restèrent prisonniers, leurs vieilles bandes furent écrasées, et la journée de Cérignole eut son pendant.

1513. Nouvelle trève entre les deux rois : celle-ci ne fut que pour un an, elle mécontenta pourtant l'Empire et l'Angleterre. Louis XII fit la paix avec les Vénitiens, et ses troupes rentrèrent en Italie sous la conduite du célèbre La Trémouille. Après avoir chassé le duc Maximilien de Milan ils furent battus sous les murs de Novarre par les Impériaux réunis aux Suisses. Les Vénitiens furent également défaits après avoir inutilement tenté le siége de Vérone.

Ferdinand laissait faire en Italie, et paraissait même disposé à convertir sa trève avec la France en paix durable.

Ses dispositions modérées avaient deux causes : d'abord les troubles sérieux en Aragon, et, en second lieu, la langueur qui avoit remplacé l'activité passée de ce prince. On dit que, dépité de ne pas se trouver une vigueur proportionnée à sa passion pour sa jeune et belle épouse, il eut recours à des stimulans qui achevèrent de l'anéantir. Cependant, en politique, il fut le même jusqu'à son dernier jour. Il mourut quatre ans après Louis XII. Il eût bien mieux mérité d'avoir Louis XI pour adversaire. L'au- 1516.
torité royale s'accrut beaucoup entre ses mains, c'est-à-dire qu'il seconda parfaitement la tendance de son époque, qui était la formation des royautés européennes sur les débris du grand baronage. Il fut, à proprement parler, le premier roi d'Espagne qui mérite historiquement ce nom; mais, après tout, son ambition fut sans mesure, et sans doute il ne fut pas étranger à ce vain projet de monarchie universelle, où se sont fourvoyés ses deux célèbres successeurs, et qui n'a eu pour résultat que l'affaissement de leur monarchie héréditaire.

Considéré sous un autre point de vue, Ferdinand fut un homme bien peu digne d'estime : il fut sans foi, et sa religion ne consista qu'à doter des couvens, faire bâtir des églises et engraisser des chanoines. Il n'y a jamais eu de menteur plus solennel et de fourbe plus majestueux. Des historiens ont cherché à le justifier par l'exemple universel des princes de son temps. Une morale pure et sévère ne saurait admettre une telle apologie; cependant il faut convenir qu'à cette époque peu de souverains échappèrent à la contagion de cette profonde et à la fois grossière immoralité politique, dont la source était dans le Vatican. Ferdinand trompait et s'en vantait, ce qui est peut-être pire. On sait que Louis XII ayant refusé d'écouter Pierre Quintana, secrétaire du roi de Castille, alléguant pour raison qu'il avait été trompé deux fois, et qu'il ne voulait pas l'être une troisième : « Deux fois! s'écria Ferdinand en jurant; il en a bien menti l'ivrogne; je l'ai trompé plus de dix fois! »

Ce prince n'employa presque jamais que des gens d'église dans le maniement

des affaires de l'État; frère Jean de Mauléon était son ambassadeur auprès de Charles VIII; l'abbé de Boil, auprès de Maximilien; Ximenès était son premier ministre; mais quant à ce dernier, il jalousait la supériorité de son génie, le craignait, et il paraît qu'il fut tenté de profiter de l'expédition d'Afrique que ce Cordelier célèbre dirigeait en personne et à ses frais, pour s'en débarrasser. Enfin des prélats administraient, négociaient pour lui, et la mitre épiscopale l'emportait de bien loin dans sa cour, sur la toque emplumée des grands de la première classe. S'il n'eût pas eu une si constante passion de fourberie, il n'eût pas tant aimé les prêtres. Ajoutons un seul mot : ce roi fut en Espagne le promoteur de la sainte inquisition, d'accord avec Isabelle.

Durant les guerres de Naples, Ferdinand avait incorporé à ses états la Navarre, sujet de si longues contestations entre l'Espagne et la France. Cette dernière puissance voulait y rétablir la maison d'Albret. L'examen des sources respectives des prétentions des deux couronnes n'est pas de notre sujet, puisqu'il

nous conduirait à faire l'histoire de la Navarre, qui est très-distincte de celle d'Espagne.

1517. Ferdinand, sur son lit de mort, reçut la nouvelle des succès en Italie de François Ier, qui venait de monter sur le trône (1). Ce moment dut lui être bien amer, car cette belle Italie était l'objet constant des convoitises politiques des rois de cette époque, et des rivalités particulières des maisons de France et d'Aragon.

Par le testament de son aïeul, Charles V était appelé au trône, et le cardinal d'Espagne, le célèbre Cisneros, était chargé de la régence jusqu'à ce que le prince eût atteint sa vingtième année.

Dès que la nouvelle de sa mort fut parvenue en Flandre, les membres du conseil du jeune prince lui suggérèrent d'envoyer en Espagne son précepteur Adrien d'Utrecht, avec la mission secrète de s'emparer de toute l'administration au nom de Charles, jusqu'à ce qu'il arrivât lui-

1 François Ier venait de gagner cette fameuse bataille de Marignan, que le maréchal de Trivulce, l'un des héros de la journée, appelait *un combat de géans.*

même en Castille. Il paraît que la prodigieuse influence de Ximenès donnait des inquiétudes et de la jalousie aux Flamands. Cisneros ne contesta pas à cet inattendu rival un vain titre; mais de fait il continua à être le maître de tout. Cependant la régence faisait murmurer les grands, qui, regardant toujours les *interim* de la monarchie comme un casuel de leurs attributions, s'indignaient de se voir supplantés par un prêtre naguère simple Cordelier. Ce fut à la suite d'une contestation un peu vive avec plusieurs d'entr'eux, que Ximenès, ouvrant une croisée du palais où la scène se passait, et montrant sur la place un corps de troupes considérable, en ordre de bataille, et soutenu par une artillerie menaçante, dit ces paroles, qui refroidirent la turbulence de ces seigneurs : « Au surplus, messieurs, voilà les pou-
» voirs avec lesquels je gouvernerai l'Es-
» pagne jusqu'à la venue du prince. »

Il faut convenir que ce grand homme fit un bon usage de ces moyens, et que la monarchie espagnole de Ferdinand et de Charles V lui a de grandes obligations. Il a été traité avec une inconsidé-

ration et une légèreté bien injustes par quelques écrivains hasardeux, qui n'ont pas compris, peut-être pas même observé les travaux de son administration. Ximenès fut l'habile destructeur de l'aristocratie en Espagne; c'est par ses conseils que Ferdinand et Isabelle triomphèrent des grands, et ce qui doit paraître admirable, c'est que ce triomphe s'opéra sans violence, sans abus de la force, sans effusion de sang. Quand ce Richelieu si vanté entreprit chez nous de détruire l'influence de la noblesse, Louis XI avait déjà tué la féodalité; mais en Espagne la féodalité était encore vivante, et une preuve entre mille, c'est que les grands possédaient encore les grandes-maîtrises, que Ferdinand leur enleva. Richelieu se servit trop du bourreau, et les plans de sa politique s'accomplirent trop souvent dans les souterrains du château de Ruel. Ximenès fit tout au grand jour, et n'eut jamais besoin d'étendre sa *large soutane rouge* sur des meurtres et des assassinats [1]. Ce qui semble établir une pro-

[1] Expression pittoresque dont Armand Duplessis de Richelieu se servait lui-même quand il avait fait étrangler ou décapiter quelqu'un.

digieuse différence entre ces hommes, au moins sous le rapport du caractère.

Son administration, dit avec raison un écrivain espagnol, est un modèle à proposer à tous les ministres : ses lumières égalèrent sa fermeté ; et son opposition constante à la noblesse ne coûta jamais rien au respect dû à la naissance, de même que sa bonté pour les petits ne lui fit jamais perdre de sa dignité. Mais il faut ajouter à ces traits divers, trop insuffisans pour peindre un si grand homme, qu'au milieu de la plus immense fortune il vécut constamment comme le plus austère cénobite, ou, si d'autres aiment mieux, comme un sévère stoïcien ; et que, favorisant les lettres et les arts, il méprisa le faste et fut insensible à l'attrait de toutes les voluptés qui dominent les hommes. Certes, la plus sublime philosophie pourrait la revendiquer comme un de ses héros, si malheureusement il n'avait pas favorisé l'inquisition et préparé le despotisme en donnant à la monarchie absolue une assiette trop large et des fondemens trop profonds.

RÈGNE DE CHARLES-QUINT.

Charles de Luxembourg, depuis l'empereur Charles-Quint, fut la tige de la dynastie autrichienne qui remplaça sur le trône de Castille la maison de Bourgogne, établie en Aragon et en Castille depuis quatre siècles et demi. Les historiens donnent pour chef à cette maison de Bourgogne, en Castille, Raymond de Bourgogne, qui aurait passé en Espagne sous Alphonse VI (en 1082), avec un autre prince de la même race, Henri de Bourgogne, devenu de son côté la souche de la maison royale de Portugal. L'établissement de ces deux princes fut la récompense des services qu'ils avaient rendus contre les Maures. Raymond de Bourgogne avait épousé Urraque, fille d'Alphonse VI, et depuis mariée en secondes noces à Alphonse d'Aragon, surnommé le *Batailleur*. La double couronne d'Aragon et de Castille passa à Alphonse VII, issu de ce mariage du

prince bourguignon avec la turbulente Urraque, et que l'histoire signale, comme le lecteur l'a déjà vu, sous le nom d'empereur. Il faut pourtant avouer que ces origines ne sont pas absolument incontestables. Des historiens espagnols prétendent que ces princes étaient de la maison de Lorraine. Des écrivains français, pour flatter leurs maîtres, ou par orgueil national, en ont fait des princes de la maison de Bourgogne, qui reconnaissait pour tige commune Robert, roi de France, fils de Hugues-Capet. De sorte que, lorsque les Bourbons sont venus reprendre l'héritage de charles V par Philippe d'Anjou, ils n'auraient fait que rentrer dans leurs droits : mais l'incertitude des titres, en pareil cas, multiplie les prétentions également fondées ou également illégitimes.

On a déjà une idée des principaux événemens auxquels le règne de ce prince doit la plus grande partie de sa célébrité, parce qu'il intervint sur la scène ou comme héros principal, ou comme moteur secondaire : c'est-à-dire le schisme de Luther et la conquête de l'Amérique par Cortez, Almagre et Pizarre, qui

achevèrent l'ouvrage de Colomb. Il faut ajouter à ces faits importans le soulèvement des communes de Castille, la rivalité de Charles avec François Ier, la bataille de Pavie et la captivité de ce dernier; ensuite la révolte de Gand et l'abdication si célèbre de ce monarque, suivie de sa retraite dans le monastère de Saint-Just, après ce fameux traité de Passau, châtiment proportionné à sa démesurée ambition. Telle est la série des matières historiques que nous allons parcourir en peu de pages. Mais il convient d'avertir le lecteur que l'histoire de cette époque est moins que toute autre susceptible d'être résumée d'une manière satisfaisante dans les proportions si restreintes que nous avons été obligés d'adopter; et qu'elle mérite d'ailleurs, par sa haute importance, d'être l'objet d'une étude spéciale attentive. Les quarante années que comprend ce règne sont plus pleines de choses, de combats, négociations, traités, alliances, élévation de maisons nouvelles, que plusieurs siècles des époques précédentes. Les affaires d'Espagne, durant ce nouveau période, se trouvent mêlées à celles de l'Europe en-

tière, qui travaille laborieusement à l'enfantement de cette pondération politique, ébauchée par le traité de Passau, et achevée par celui de Westphalie, quatre-vingt-douze ans plus tard, après que la France et l'Autriche se furent disputé, durant trente ans, cette suprématie monarchique du continent qui avait échappé à l'héritier immédiat de Charles V. Nous ajouterons une seule remarque, c'est que le célèbre Robertson, en consacrant deux volumes in-4° à son admirable histoire du règne de Charles V, n'a encore prétendu faire qu'un abrégé.

Les Castillans étaient impatiens de voir leur nouveau souverain. Charles-Quint se rendit enfin à leurs vœux; mais, à peine arrivé en Espagne, la mort de l'empereur Maximilien, son aïeul, et la majorité des suffrages des électeurs de l'Empire, l'appelèrent à un trône qui, en éblouissant son ambition, lui fit, pour un moment, perdre de vue celui de Castille. Cependant, avant de quitter ses nouveaux sujets, il convoqua les cortès. Il désirait que la nation approuvât le choix qu'il avait fait du cardinal Adrien pour exercer en son absence la plénitude

de l'autorité royale, et surtout il voulait avoir de l'argent pour faire son voyage d'Allemagne avec la magnificence convenable. Il paraît d'ailleurs que l'Empire avait des besoins urgens auxquels il fallait pourvoir. Mais la rapacité flamande avait déjà trop indigné la nation pour qu'elle fût disposée à céder facilement sur cet article à un prince qui n'avait paru un moment qu'environné de sa cour étrangère, et pour demander de l'argent. Ce qui choquait surtout les Espagnols, c'était le monopole des emplois du gouvernement par les étrangers. Si Charles, au lieu de disgracier Ximenès, l'eût accueilli et se fût conduit par les conseils de ce grand homme, il est probable qu'il aurait eu plus de succès auprès des cortès. Il convoqua successivement celles de Castille, d'Aragon, de Catalogne, et n'obtint de toutes, surtout de ces dernières, que des libéralités parcimonieuses, accompagnées d'une grande abondance de doléances et de réclamations. Une nouveauté déplut beaucoup, ce fut la subite convocation en Galice des cortès de Castille et de Léon. On s'indignait de voir sortir le numé-

raire du royaume. La nomination du neveu de Chièvres à l'archevêché de Tolède avait paru un attentat sans excuse aux intérêts de l'État et aux lois de l'Eglise; car ce jeune homme n'avait pas même l'âge requis. L'orgueil du clergé espagnol devait être blessé de cette préférence accordée à un étranger, dont l'unique titre était de tenir par les liens de la parenté à l'ancien gouverneur du prince; et il est probable que ce corps puissant, qui a toujours conservé en Espagne l'arbitrage des passions populaires, ne fut pas étranger aux troubles que nous allons décrire bientôt.

Charles ferma l'oreille aux plaintes de la nation, et refusa d'entendre les procureurs ou députés de quelques grandes villes qui sollicitaient une audience. A ces graves motifs de mécontentement vint se joindre le bruit vrai ou faux qu'il avait formé le dessein d'emmener avec lui Jeanne sa mère. Valladolid se souleva; plus de six mille hommes en armes se réunirent au son de la cloche sur la place de cette ville, en faisant entendre ces cris: *Vive le Roi, et périssent ses perfides conseillers...*

Si les seigneurs flamands, et, entre autres, Chièvres, qui accompagnaient le prince, n'eussent pas immédiatement pris la fuite, ils couraient risque d'être pendus sans miséricorde sous ses yeux même. Cependant une contenance ferme et quelques châtimens, sans excès de sévérité, arrêtèrent momentanément la sédition, et Charles put continuer son voyage.

Mais les cortès s'ouvrirent vainement
1520. à Saint-Jacques de Galice. Les députés des principales villes, savoir, Tolède, Salamanque, Séville, Cordoue, Toro, Zamora, Avila, etc., refusèrent, avec une inébranlable fermeté, les subsides qui leur étaient demandés. Charles fut étonné de cette résistance; cependant il donna dès lors une marque de cette circonspection et de cette souplesse qui depuis lui servit dans plus d'une circonstance difficile, en se contentant d'exiler le procureur de Tolède, qui s'était en quelque sorte mis à la tête de l'opposition.

A cette nouvelle, Tolède se souleva et prit les armes pour la défense de ses immunités. Un de ses principaux citoyens,

jeune homme plein d'ardeur et de courage, se mit à la tête de ce mouvement populaire. Il s'appelait Padilla. Les historiens lui associent dès lors son épouse dans le rôle orageux et brillant dont sa destinée voulut le charger. Cette femme, digne par son caractère des siècles les plus vigoureux de Rome, paraît avoir influé sur les résolutions de son mari, à qui elle ne survécut, comme on le verra bientôt, que pour le remplacer.

Les mesures que prit Charles pour arrêter cette sédition, dont le mouvement de Valladolid n'était que le prélude, ne servirent qu'à exaspérer les mécontens. L'alcade et tous les officiers royaux furent obligés de prendre la fuite. Les *communeros*, au nombre de vingt mille hommes, s'emparèrent de l'Alcazar [1] et des portes de la ville. L'entremise de quelques prêtres qui seuls purent faire entendre leur voix, sauva la vie au corrégidor qu'ils avaient au premier instant jeté dans un cachot.

[1] Nom maure, générique, de la résidence royale.

Charles fut un peu plus heureux auprès des Cortès de la Corogne; il en obtint une somme assez considérable payable en trois ans; toutefois ce ne fut qu'à des conditions assez humiliantes; il fut obligé d'essuyer de nouvelles remontrances, par lesquelles les députés des villes ou procureurs du pays exigeaient, entre autres choses, « qu'il ne fût permis à personne, sous peine de la vie, de sortir de l'argent du royaume; que les emplois et les dignités ne fussent conférés qu'aux nationaux; que sa majesté fît promptement son voyage et se hâtât de rentrer dans ses états sans plus traîner des étrangers à sa suite. »

Toutes ces représentations, corroborées de révoltes, furent vaines. Charles partit la vue fascinée par l'éclat de cette couronne impériale qu'il allait chercher. Il avait à la hâte organisé un gouvernement de régence, dont le cardinal Adrien devait être l'âme : mais ce n'était plus Ximenès. La fermentation devint générale, et bientôt l'explosion se fit. Les *communeros* de Ségovie pendirent tous les alguazils et officiers royaux

dont ils purent se saisir. La ville de Zamora, excitée à la révolte par son archevêque même, mit plus d'atrocité encore dans les effets de son ressentiment. Valladolid voulut traiter ses députés ainsi qu'avait fait des siens Ségovie, parce qu'ils avaient consenti un don ou subside de deux cents millions de maravédis. Les mêmes scènes tragiques eurent lieu à Madrid, ainsi que dans les principales villes de la Castille et du royaume de Léon; enfin l'Espagne entière parut embrasée. Le gouvernement impopulaire qui représentait le roi se vit dans la situation la plus périlleuse. Padilla profita de la consternation des régens et de l'incertitude qui en était la suite pour entrer à Tordésillas, et s'emparer de la reine folle, afin de donner à la révolution un fantôme de chef, ou peut-être un motif, assez superflu, de légitimité. Les ordres les plus rigoureux furent expédiés au nom de cette princesse. Le cardinal Adrien s'étant sauvé à la faveur d'un déguisement, se réfugia à Rioseco, d'où il écrivit à Charles qu'il risquait de perdre l'Espagne s'il ne hâtait son retour. Les *communeros*

écrivirent de leur côté, faisant valoir, avec autant d'évidence que d'énergie, la justice de leur cause. A la vérité leurs victoires sur les troupes royales avaient reculé beaucoup les limites de leurs prétentions. La série des griefs dont ils demandaient le redressement dans une sorte de manifeste qui fut rendu public, fait voir combien d'abus minaient cette monarchie, et l'étendue des racines que l'arbitraire avait poussées sur le terrain des communes naissantes. Les *communeros* voulaient que l'on restituât aux cortès leur indépendance et leur antique ascendant, ou plutôt ils voulaient profiter de l'occasion pour constituer une représentation nationale telle qu'il n'en avait jamais existé en Castille. Ils demandaient donc, pour leurs députés, l'égalité numérique dans les états avec le clergé et la noblesse; ils voulaient que nul d'entre eux ne pût être salarié de la Cour; que l'assemblée des cortès eût lieu tous les trois ans, nonobstant le refus ou l'oubli de convocation de la part du roi; que les priviléges usurpés par la noblesse fussent abolis, quelle que fût leur ancien-

neté ou le motif de leur concession ; que les terres seigneuriales rentrassent, en matière d'impôts, sous l'empire du droit commun ; ils demandaient enfin que le clergé fût contenu dans les limites d'une juridiction spirituelle, les évêques obligés à résider ; que l'établissement royal cessât d'être onéreux aux communes, et que les étrangers n'obtinssent pas une injuste préférence dans la dispensation des emplois, sur les nationaux.

Dès que cette déclaration eut été rendue publique, les prêtres et les nobles, premiers instigateurs de la révolution, ouvrirent les yeux devant elle, et reculèrent épouvantés. Ils s'étonnèrent d'avoir pu penser que des insurrections populaires s'accompliraient à leur profit. La plupart défectionnèrent ouvertement, et tous résolurent d'arrêter le cours d'un incendie pour lequel ils avaient fourni les torches.

Charles, prévenu par les Flamands, répondit aux communes d'une manière flatteuse mais ambiguë, promit son retour, bref, chercha à gagner du temps. En même temps il invita secrètement la noblesse à prêter main-forte à son

gouvernement, et joignit à ces insinuations une mesure encore plus efficace, qui fut d'associer au cardinal, pour la direction des affaires publiques, trois des principaux personnages de la grandesse.

Cette souple politique eut l'effet désiré : Burgos posa les armes; la noblesse de Castille et de Léon les prit aussitôt; les comtes de Haro et d'Onate commandèrent les forces des royalistes, qui pouvaient s'élever à dix ou douze mille hommes. Les *communeros*, en nombre un peu inférieur, leur présentèrent la bataille, ayant Padilla à leur tête. Après diverses fautes des confédérés, qui obligèrent ce dernier à effectuer sa retraite sur Toro, il fut battu aux environs de Villalar, et ayant été blessé dans l'action, il tomba au pouvoir des royalistes avec la plupart des chefs du parti populaire.
1520. Dès le lendemain ils subirent tous la peine capitale; et pour nous servir de l'expression d'un écrivain national, la liberté de la Castille expira avec ces hommes généreux.

Villadolad implora son pardon; on sentit qu'il ne fallait pas marchander

une amnistie générale : dix-huit têtes seulement tombèrent après celle de Padilla. Cependant ce résultat fut singulièrement amer au peuple ; et livré aux sentimens de la douleur, de la crainte et de l'indignation, quand l'armée royaliste victorieuse entra dans Valladolid, elle fut accueillie par une solitude et un vaste silence qui avaient quelque chose de menaçant.

Les autres villes qui s'étaient soulevées suivirent l'exemple de Valladolid, à l'exception de celle de Tolède, où la nouvelle de l'exécution de Padilla et de ses compagnons produisit un effet tout contraire à cet abattement universel. Le parti royaliste, et il y en avait un dans cette ville, crut triompher de l'exaltation des *communeros*, en ouvrant perfidement les portes au marquis de Villena ; mais le courage d'une généreuse femme fit échouer leur dessein. Dona Maria Pacheco, veuve de Padilla, fut un de ses êtres, dit Pedro de Guevara dans le recueil de ses lettres, pour lesquels les langues devraient avoir des expressions non communes ; elle s'empara de l'Alcazar, et contraignit les

troupes de Villena à évacuer la place. Tolède fut bientôt bloquée par plusieurs divisions réunies de l'armée royaliste, qu'un premier succès avait triplée de nombre; mais les *communeros*, animés, soutenus par le grand caractère que déployait cette héroïne, se défendirent avec la plus rare intrépidité. Privés de vivres, de munitions et de secours, ils se précipitaient dans le camp des assiégeans avec toute la fureur du désespoir : enfin après avoir perdu dans une de leurs sorties les moins heureuses jusqu'à seize cents hommes, ils furent forcés de capituler. La médiation du clergé leur fit appliquer l'amnistie; tous quittèrent les armes : la seule dona Maria, soit qu'elle n'espérât pas de grâce, soit que le supplice de son époux l'eût rendue implacable, soutint dans l'Alcazar un siége de plus de trois mois. Après plusieurs assauts inutiles, les royalistes ayant enfin forcé sa retraite, elle leur disputa le terrain pouce à pouce, et finalement ne prit la fuite que lorsque tout espoir de résistance fut perdu. Elle se sauva avec son jeune fils, tous deux déguisés en paysans de l'Estramadoure, vers le Portu-

gal. Tout fut fini, et l'arrivée de Charles acheva d'assurer la tranquillité. La réponse que ce prince fit à un délateur mérite d'être citée. Ce lâche venait avec empressement offrir une victime. « Vous » auriez mieux fait, lui dit le monarque, » de l'avertir que je suis ici, que de me » dire où il est. »

Ce fut pendant les troubles suscités par les *communeros*, que Henri d'Albret, comte de Périgord, qui, sous le précédent règne, avait épousé une princesse de la maison de Navarre, fit, à l'instigation et avec les secours de François Ier, une tentative sur la Navarre. L'armée française assiégea et prit Pampelune, qui, selon quelques auteurs, était défendue par Ignace de Loyola, depuis fondateur de la trop fameuse société de Jésus : ce qu'il y a de certain au moins, c'est qu'il se distingua à ce siége. Cependant les Français, au lieu de se fortifier dans la Navarre, ayant voulu pénétrer dans la Castille, furent battus à Navas de Esquiros et rechassés au-delà des Pyrénées.

Après l'échec reçu en Navarre, François Ier, jaloux de la puissance toujours

croissante de Charles V, renouvela ses prétentions sur le duché de Milan ; ce prince cherchait obstinément une occasion pour commettre au sort des armes la question de prééminence que les électeurs de l'Empire avaient décidée entre lui et Charles V, en donnant la préférence à ce dernier.

François de Sforce, dont le père avait été protégé par la France, fut violemment dépouillé de son duché. Charles se ligua avec Clément VII contre les Français : on sait que cette guerre, dans laquelle les troupes impériales obtinrent une assez constante supériorité, se termina par la fameuse journée de Pavie, qui mit le roi de France entre les mains de son peu généreux rival. Cette époque exige quelques détails.

1521. Charles se ligue avec le pape, l'Empereur et le roi d'Angleterre, contre François Ier; le roi d'Angleterre, qu'il visite à son retour de Flandre, lui prête des sommes considérables. Charles avait séduit le cardinal Volsey, qui gouvernait Henri VIII. François Ier favorise la levée de boucliers de Robert de La Mark, souverain de Sedan, contre l'Em-

pire, et Bayard va secourir Mézières : les troupes impériales et celles de l'Eglise inondent l'Italie; Lautrec sort de Milan avec les Français. François Sforce reçoit de l'Empereur l'investiture du duché de Milan; les Français prennent Novarre et sont ensuite défaits à la Bicocque. Le roi de France, à cette nouvelle, rebrousse chemin, et les Vénitiens, ses alliés, traitent avec l'Empire. François renouvelle ses hostilités du côté de la Navarre, et ses généraux 1523.
prennent Fontarabie, que la lâcheté du gouverneur Franguet rend bientôt aux Espagnols.

François Ier arme de nouveau contre l'Italie, dont tous les souverains se liguent contre lui; la brouillerie de sa mère, la duchesse d'Angoulême, avec le duc de Bourbon, qui l'avait *méprisée*, disent les mémoires, motive la trahison de ce dernier, qui fait offrir ses services à l'Empereur. Il promettait de soulever la France, tandis que François Ier, occupé en Italie, se verrait en outre tomber sur les bras l'Angleterre et l'Espagne, qui devaient attaquer, la première en Picardie, et la seconde

dans le Béarn. L'Empereur envoie douze mille Allemands au connétable de Bourbon; le roi d'Angleterre fait débarquer trente mille hommes à Calais; Fontara-
1524. bie est reprise par les Espagnols : la guerre frappe à toutes les portes de la France.

Les Français sont malheureux en Italie. Après avoir bloqué Milan ils sont obligés de lever le siége; ils perdent Biagrasso et sont forcés à une retraite malheureuse après l'évacuation de cette place. Toute la valeur de Bayard ne peut réparer les fautes de
1524. Bonnivet, qu'il avait remplacé dans le commandement de l'armée. Cet intrépide guerrier, modèle de loyauté chevaleresque et de patriotisme, est tué dans cette retraite, et ses dernières paroles sont un reproche au connétable de Bourbon qui combattait contre son pays. Les débris de l'armée repassent les Alpes.

Les Impériaux entreprennent une invasion en France, toujours de concert avec l'Angleterre. Le duc de Bourbon fait le siége de Marseille, et le lève bientôt, faute des secours qui lui avaient

été promis. Il repasse en Italie. Le roi de France prend quatorze mille Suisses à sa solde. L'infanterie suisse passait alors pour la seule que l'on pût opposer avec avantage à l'infanterie espagnole. Mais les Suisses, comme les Allemands en général, étaient de mutins stipendiés, et subordonnaient toujours le zèle de leurs services à l'exactitude du paiement de leur solde. De là le dicton si connu [1], et qu'il n'est pas au-dessous de l'histoire de recueillir, car il tient lieu de beaucoup de pages pour donner une idée de ce qu'étaient alors ces grandes bandes qui vendaient tantôt à l'un, tantôt à l'autre, leur bravoure mercenaire.

Le roi de France s'empare de nouveau du Milanais; mais le marquis de Pescaire reprend l'avantage à Marignan. Les Français assiégent Pavie; l'avis de Bonnivet avait prévalu dans le conseil sur celui de tous les officiers qui trouvaient cette entreprise inopportune. L'armée impériale s'avance au secours de cette ville. Le roi de France, dont

[1] Point d'argent point de Suisse.

diverses causes avaient affaibli l'armée, veut éviter la bataille; mais les Impériaux, profitant de leurs avantages, la
1525. lui apportent dans ses retranchemens. On avait persuadé aux Espagnols que l'ordre était donné aux Français de ne leur faire aucun quartier; ils se battirent en désespérés, et ce stratagème décida peut-être du sort de la journée. Le roi chevalier tomba couvert de blessures, après avoir eu un cheval tué sous lui. Un grand nombre de chevaliers distingués périrent, et l'étourdi Bonnivet chercha l'expiation de son imprévoyance en se jetant au plus épais des lances ennemies. Après le combat, les officiers de l'armée espagnole vinrent courtoisement baiser la main de leur royal prisonnier; et un simple soldat espagnol lui présenta une balle d'or qu'il avait fait fondre la veille, afin, dit-il, de lui donner une mort plus honorable s'il avait pu parvenir à le tuer.

Les Espagnols ont toujours été fort glorieux de la journée de Pavie, et ils portent aux nues la conduite et la valeur de leurs deux plus célèbres capitaines de cette époque, don Antonio de

Leyva, qui commandait la place assiégée par le roi de France, et le marquis de Pescaire. Quelque exagération qu'il y ait dans les éloges qu'ils se donnent avec beaucoup de naïveté, il n'y a rien à leur dire, puisqu'enfin nous fûmes battus et faits prisonniers; mais il est bon de faire remarquer au lecteur, comme indice d'une transition commençante à d'autre mœurs, ou du moins d'une modification subie par le caractère national, qu'à partir de cette époque le mot de *rodomontades*, récemment inventé, fut l'objet de fréquentes et justes applications à l'excessive fierté des manières espagnoles. La sagesse et la modération que leur souverain même avait affectées jusque là, se noyèrent dans l'ivresse de sa fortune. Il avait toujours écrit à Volsey de sa main, et signant: *Votre fils et cousin Charles;* aussitôt après la bataille de Pavie il se contenta de lui faire écrire par un secrétaire, et de signer simplement *Charles.*

Les succès de Charles V en Italie furent le sujet d'une inquiétude universelle chez les princes de son temps. Naples, la Sicile, le Roussillon et la

Cerdagne, avec la Navarre et toute la Lombardie, lui appartenaient; le roi de France était en son pouvoir; les finances de ce royaume étaient dans le plus triste état; Charles avait beaucoup d'or : que ne pouvait-il pas entreprendre? La suite immédiate de ces réflexions fut, de la part des Italiens, une tentative assez mal combinée pour enlever François Ier, le seul adversaire que l'on crût pouvoir opposer à l'ambition de Charles V. La vigilance de l'officier chargé de la garde de ce captif illustre fit échouer le projet, qui n'eut d'autre résultat que d'obliger les Espagnols à transférer François de la citadelle de Pizzighthone à Madrid, et de rendre sa captivité plus étroite. On sait que Charles le visita, l'appela son frère, le combla de caresses, et tira d'ailleurs tout le parti qu'il put de son malheur et de l'abattement d'esprit qui en avait été la plus malheureuse suite.

François fut forcé d'abandonner toutes ses prétentions sur les états de Milan, de Gènes, de Naples, des Pays-Bas et de la Bourgogne; il offrait même de rendre au connétable de Bourbon ses di-

gnités et ses états. La paix de Madrid 1526.
confirma toutes ces douloureuses concessions ; avec la condition subsidiaire que si au bout de six mois elles n'étaient pas rigoureusement accomplies, François viendrait se remettre en prison ; en foi de quoi, disent les Espagnols, il engagea sa parole royale. Ensuite ils reprochent vivement au prince français d'avoir envoyé des ambassadeurs quand il fut de retour à Paris, pour proposer des équivalens. Reste à savoir jusqu'à quel point des conditions si durement imposées pouvaient être garanties par la parole d'un roi malade et prisonnier. A coup sûr Charles eût été encore moins scrupuleux. Il était trop prévoyant et savait trop ce que vaut parole de roi, pour que l'on puisse partager l'opinion de quelques historiens modernes, qui mettent de son côté une candeur mêlée de vanité, et de celui du prince français une perfidie profonde. Ce jugement est un véritable déplacement des rôles et une interversion complète des caractères. La vérité est que ni l'un ni l'autre ne crurent à l'exécution du traité ; mais qu'ayant tous deux besoin d'une

trève, ils la firent, en lui donnant ce nom menteur de paix, qui est si doux à l'oreille des peuples, surtout quand ils sont harassés par les querelles et les délires ambitieux de leurs maîtres. Ce traité avait pourtant toutes les apparences de sincérité respective qu'une transaction politique peut emprunter des amitiés domestiques, puisqu'il fut cimenté par le mariage du roi de France avec la reine veuve de Portugal, sœur de l'Empereur, princesse aimable qui, malgré son titre de douairière, n'avait que vingt-huit ans.

Ce fut durant les altercations auxquelles donna lieu la non exécution du traité de la part du roi de France, que ce dernier fit proposer à Charles d'en finir par un combat singulier, et lui en-
1527. voya un cartel en forme. L'Empereur accepta le défi malgré l'avis de son conseil, et le lieu du combat fut fixé entre Andaye et Fontarabie. Restait à décider le choix des armes, et l'on avait pris quarante jours pour cela. Le délai était plus que suffisant, cependant le combat n'eut pas lieu. Charles, a dit un écrivain, *n'aimait pas le tête-à-tête sanglant* [1].

[1] Guedeville, satirique, éditeur d'une corres-

Nouvelle ligue de la part des souverains d'Italie, à la tête desquels figurait le pape Clément VII, dont cette sainte alliance emprunta le nom, car elle s'appela *ligue Clémentine*, ou de la liberté de l'Italie. L'Empereur mit en œuvre toutes les ressources de la plus subtile diplomatie pour la dissoudre, ou du moins pour en détacher Clément VII. Le Saint-Père fut inexorable et ne se montra pas ému de l'imminence du péril que feraient courir à la chrétienté de nouvelles guerres entre ses princes, tandis que les succès et l'audace croissante du Turc infidèle les menaçaient tous. Charles prit alors d'autres voies pour fléchir Sa Sainteté. Le connétable 1528.
de Bourbon, à la tête des bandes espagnoles, fit le siége de Rome. Il fut tué à l'assaut. Le prince d'Orange prit le commandement des troupes, et entra vainqueur dans la capitale du monde chrétien, sans aucune peur des foudres spirituelles. Rome fut saccagée durant six jours par les dévots Espagnols et les Flamands, comme elle aurait pu l'être

pondance de *Hurtado de Mendoza*, ambassadeur de Charles-Quint auprès du pape Paul III.

par les Vandales et les Huns. Le pape se retira dans le château Saint-Ange, environné de ses pâles cardinaux ; au bout d'un mois de siége, le manque de vivres força le vicaire de Dieu à capituler, et de dures conditions lui furent imposées par le roi Catholique. Le pape consentit à tout, promit tout, et la nuit suivante se sauva sous un déguisement à Orviette, ville fortifiée et défendue par les troupes de la ligue.

Charles V déplora hypocritement sa victoire, à la nouvelle des suites qu'elle avait eues pour la cité papale, et poussa même la momerie jusqu'à remplacer par un deuil général dans sa cour les fêtes qui étaient préparées pour la naissance de son fils Philippe.

Les Français repassent les monts pour aller délivrer le Saint-Père, s'emparent de Pavie, et vengent par des massacres les pénibles souvenirs attachés à ce nom. Ils s'avancent en vainqueurs dans le royaume de Naples, et assiégent cette ville. L'escadre française, commandée par le Génois Doria, la bloquait du côté de la mer, et elle détruisit presque entièrement l'escadre espagnole. Plusieurs

officiers-généraux espagnols, du plus grand mérite, avaient déjà succombé, et la garnison diminuée, abattue, s'attendait à un assaut qu'elle eût été probablement hors d'état de repousser, lorsque la trahison de Doria, qui passa subitement du côté des Impériaux, vint changer la scène. Voilà encore une de ces circonstances *fortuitement* heureuses pour Charles V, dans lesquelles il faut reconnaître son génie supérieur pour l'intrigue.

Les Français ne rapportèrent d'Italie, dans cette dernière expédition, que le mal de Naples. Le pape, fatigué de la présence des étrangers, amis ou ennemis, eut la sagesse de demander la paix au nom de la malheureuse Italie, et d'y disposer le roi de France. Ces ouvertures amenèrent la paix de Cambrai [1], 1529.
qui fut signée en partie sur les mêmes bases que celle de Madrid. Le dauphin et son frère aîné, otages livrés à l'Em-

[1] Cette paix fut appelée *paix des dames*, parce qu'elle avait été négociée par la duchesse d'Angoulême, mère de François Ier, et Marguerite d'Autriche, tante de Charles-Quint.

pereur en garantie du premier traité, furent rendus moyennant deux millions d'écus d'or. Le roi d'Angleterre et la plupart des princes d'Italie accédèrent également au traité de Cambrai. Charles passa à Boulogne, où le pape, donnant un grand exemple de charité chrétienne, lui plaça sur la tête la couronne impériale.

Bientôt après Charles fut dans le cas de se montrer à la hauteur des obligations que lui imposait son titre, comme protecteur de la chrétienté. Soliman, ayant fait marcher des troupes pour occuper la Hongrie et la Bohème, fut repoussé par les Impériaux, commandés par l'Empereur en personne.

Immédiatement après cette guerre d'Italie, durant laquelle le pape avait été traité avec si peu de ménagement par son fils bien-aimé le roi Catholique empereur, il est assez curieux de voir celui-ci courir en Afrique au secours
1534. d'un Infidèle. Charles employa des forces immenses au siége de la Goulette, pour rétablir sur son trône Muley-Hassem, qui en avait été expulsé par le fameux Hariadan-Barberousse. A la vé-

rité, le roi de Tunis était feudataire des rois de Castille. Cette nouvelle entreprise, qui, du reste, fut couronnée de succès, est une preuve de plus de l'activité d'âme prodigieuse et de l'ambition non moindre de Charles-Quint. Soit qu'il ait cherché des ennemis, ou que sa fortune lui ait suscité des rivaux, sa vie entière ne fut qu'un combat.

François Sforce meurt et laisse ses 1535.
états au monarque qui les lui avait rendus. Aussitôt le roi de France réveille, sur le duché de Milan, ses prétentions assoupies. La guerre recommence. Les Français sont repoussés des portes de l'Italie, après quelques coups de main heureux dans le Piémont. Charles pénètre en Provence et assiége Marseille. Cette ville se défendit avec courage; et un auxiliaire inattendu, la peste, vint à son secours. Charles se replia sur Nice avec une armée qui semblait avoir été décimée par l'ange exterminateur. Le siége de cette place n'offre pas de circonstance plus remarquable que la mort de Garcilasso de la Véga, dont la renommée poétique ne s'est pas bornée à son pays.

Tant de guerres avaient tari les sources dont s'alimentait le trésor de la couronne. Il fallut recourir à de nouveaux impôts ; et la ville de Gand se souleva. Le soulèvement allait être universel, et la disposition des esprits réclamait les plus prompts remèdes. Il ne suffisait pas d'arriver, il fallait arriver à temps. Charles, plein de confiance, de l'aveu des historiens espagnols, dans la bonne
1539. foi et l'honneur de François Ier, demanda à traverser la France, ce qui lui fut accordé. La loyauté, l'hospitalité chevaleresque du monarque français, et les propos de cour auxquels donna lieu la présence de l'Empereur chez son ancien prisonnier, sont choses fort connues. La révolte des Pays-Bas fut arrêtée par la présence du maître et par le ministère des bourreaux.

1541. Cette malheureuse lutte pour le duché de Milan recommença bientôt. Charles se faisait battre en Afrique par les Algériens ; il était allé les attaquer avec une puissante escadre, que la tempête vainquit à demi, lorsque le Piémont, le Brabant, le Luxembourg et le Roussillon virent à la fois leurs fron-

tières couvertes de troupes nombreuses. Perpignan, assiégé par le Dauphin avec quarante-quatre mille hommes, fit une vigoureuse résistance, et le siége fut levé. Les succès et les revers furent partout balancés. Les Français gagnèrent en Savoie la meurtrière bataille de Cérisoles; mais Charles, soutenu par le roi d'Angleterre, pénétra en France du côté de la Lorraine; et ces opérations militaires se terminèrent par une nouvelle paix, qui fut conclue à Crespy. On y stipula 1544.
de nouveau la renonciation du roi de France aux états de Naples et de Milan.

Pendant que ces longs démêlés avaient lieu en Italie, la réforme envahissait l'Allemagne, et le nord de l'Europe n'était pas plus tranquille que le midi. Luther était puissamment soutenu par plusieurs princes de l'Empire, entre autres par l'électeur duc de Saxe et le landgrave de Hesse. Mais, pour avoir une idée des vicissitudes du luthéranisme à l'époque de sa naissance, et des résultats de l'intervention de Charles V, il faut reprendre les choses d'un peu plus haut.

« Dans sa première diète, tenue à Worms l'année 1521, à l'époque de son

premier voyage en Allemagne, Charles avait fait rendre un édit de proscription contre Luther et ses adhérens, c'est-à-dire qu'en les déclarant déchus de la paix publique, il avait ordonné qu'ils fussent traités et poursuivis comme ennemis de l'Empire, selon toute la rigueur des lois. Cet édit, dont l'Empereur et les légats du pape ne cessaient de presser l'exécution, devait incendier tout l'Empire. Des princes et états catholiques, excités par le cardinal Campége, se réunirent, en 1524, à Ratisbonne, et y adoptèrent des mesures extrêmement rigoureuses pour faire exécuter l'édit dans leurs états. Il n'en fut pas de même des princes et états qui adhéraient à la réforme ou la protégeaient. Pour leur appliquer les dispositions de l'édit, il aurait fallu en venir à une guerre civile, que les membres les plus sages du corps germanique cherchaient à éviter.

» Les esprits s'aigrirent à la diète que l'empereur tint à Augsbourg, en 1530, où il fit rendre un décret qui condamnait la confession de foi que les princes protestans lui avaient présentée, et qui

leur fixaît un terme, dans lequel ils devaient, en ce qui concerne les articles contestés, se conformer à la doctrine de l'Église catholique. Poussés ainsi à bout, ces princes prirent le parti de s'assembler à Smalcalden, sur la fin de cette même année, et d'y jeter les fondemens d'une alliance défensive, qui fut depuis renouvelée à plusieurs reprises. Jean Frédéric, électeur de Saxe, et Philippe dit le *Magnanime*, landgrave de Hesse, s'en déclarèrent les chefs. A cette union des Protestans les princes catholiques opposèrent une ligue qu'ils appelèrent *sainte*, parce qu'elle avait pour but la défense de la religion catholique.

» Tout annonçait la guerre civile, lorsqu'une nouvelle irruption que firent les Turcs en Hongrie et en Autriche, engagea le parti catholique à passer, en 1532, à Nuremberg, avec les princes unis un accommodement en vertu duquel la paix entre les états des deux religions fut arrêtée et approuvée par l'Empereur, pour durer jusqu'au moment où un concile général ou quelque nouvelle assemblée en aurait décidé autrement. Cette paix fut renouvelée dans

plusieurs assemblées subséquentes, tenues dans les années 1534, 1539, 1542, 1544.

» Cependant les princes protestans ayant persisté dans leur refus de reconnaître l'autorité des conciles convoqués par les papes, et leur union prenant de jour en jour de nouveaux accroissemens, l'Empereur, après avoir fait, en 1544, à Crespy, la paix avec la France, et conclu un armistice de cinq ans avec les Turcs, résolut de faire la guerre à ces princes qui, forts de leur union et des relations qu'ils entretenaient avec les puissances étrangères, croyaient pouvoir lui faire la loi. Ce fut en 1546 qu'il lança un édit de proscription contre l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, les deux chefs de l'union, et qu'en s'alliant secrètement à Maurice, chef de la branche cadette de Saxe et proche parent de l'électeur, il réussit à transférer le théâtre de la guerre du Danube sur l'Elbe. L'électeur, défait par l'Empereur dans une action qu'il lui livra à Muhlberg, le 24 avril 1547, tomba lui-même au pouvoir de son vainqueur, et le landgrave de Hesse eut, deux mois

après, le même sort. L'union de Smalcalden fut dissoute; et l'Empereur, qui se voyait alors l'arbitre de l'Empire, convoqua une diète à Augsbourg, dans laquelle il joua le rôle de dictateur. Un gros détachement de ses troupes, réparti dans la ville, lui servait de garde, et tout le reste de son armée campait aux environs. Ce fut dans cette diète qu'il conféra au duc Maurice l'électorat de Saxe, dont il dépouillait l'électeur Jean-Frédéric, son prisonnier. L'investiture solennelle du nouvel électeur eut lieu à Augsbourg le 24 février 1548; et ce qui mérite surtout d'être remarqué, c'est que dans la même diète l'Empereur conjura la perte et l'entière ruine du protestantisme, en forçant les princes et les protestans de se réunir à l'Église romaine, moyennant un formulaire connu sous le nom d'*Interim*, qu'il leur fit adopter, et qui ne leur laissait, par forme d'arrangement provisionnel, et jusqu'à la décision du concile, que l'usage de la communion sous les deux espèces, et le mariage des prêtres.

» Ces succès de Charles-Quint, qui semblaient devoir l'ériger en maître ab-

solu de l'Empire, furent bientôt suivis de revers qui éclipsèrent toute la gloire de son règne. L'électeur Maurice, quoiqu'il lui fût redevable de sa nouvelle dignité, crut devoir profiter de l'état de détresse où le mauvais état de ses finances avait réduit ce prince, pour tâcher de limiter de nouveau son autorité, et de rétablir le culte protestant dans ses droits. C'est dans ces vues qu'ayant mis dans ses intérêts quelques princes de l'Empire, et conclu, en 1552, à Chambord, une alliance secrète avec Henri II, roi de France, il marcha avec tant de rapidité contre l'Empereur qu'il faillit le surprendre à Inspruck, et qu'il l'obligea à recourir à la médiation de son frère Ferdinand, pour conclure avec Maurice le traité qui fut signé à Passau le 2 août 1552. La liberté du culte protestant y fut sanctionnée, et on convint qu'une diète générale serait convoquée en Empire, pour y régler les articles d'une paix stable et permanente entre les états des deux religions [1]. »

C'est sur ces entrefaites que le nou-

[1] Koch, *Tableau des révolutions de l'Europe.*

veau roi de France, possédé comme ses aïeux de la passion de ce funeste Milanais, commença la guerre tout à la fois dans la Lorraine, les Pays-Bas et l'Italie. Charles-Quint oublia pour un moment les intérêts de la foi catholique, et caressa même les chefs protestans pour les séparer de la cause de la France. Il voulut commencer par reprendre Metz, mais il eut affaire au duc de Guise, qui s'était renfermé dans cette place avec la résolution de la sauver ou de s'ensevelir sous ses ruines. D'ailleurs l'armée impériale était assiégée de son côté par une épidémie terrible. Ce revers fut pourtant moins sensible à Charles que l'échec qu'il avait éprouvé devant Marseille. Dès ce moment il parut rassasié de guerre; et d'amers dégoûts semblèrent lui faire expier ses trop longues prospérités. A la nouvelle de la journée de Renti, en Artois, où ses troupes furent mises par les Français en complète déroute, « Ah! s'écria-t-il, on voit bien que la » Fortune est femme [1]; elle aime les

[1] L'espagnol est plus naïf et plus énergique;

» jeunes gens et dédaigne les vieillards. »

De pénibles infirmités plaidaient plus vivement encore pour le repos; la goutte s'était glissée, sans respect, sous les vingt ou trente couronnes de César Charles-Quint. On sait quelle autre triste maladie avait précipité au tombeau, avant terme, son opiniâtre et brillant rival le roi de France. C'est alors que Charles se détermina à cette abdication si fameuse, et choisit pour sa retraite le monastère de Saint-Just. Probablement le désir de pouvoir une dernière fois étonner le monde, entra pour quelque chose dans cette résolution; l'éclat et la pompe dont il entoura l'exécution de son dessein; l'espèce de panégyrique qu'il prononça en faveur de son règne, permettent d'adopter cette idée. Le sacrifice aurait eu plus de grandeur s'il eût été accompli avec plus de simplicité. L'ex-empereur ne goûta pas long-temps les équivoques douceurs de sa retraite; il voulut, par une singularité assez re-

il y a: *Como se conoce que la Fortuna es dama cortesana, que gusta de los mozos y se cansa de los viejos!*

marquable, vivant encore, célébrer ses funérailles, et la mort le prit au mot; il succomba peu de jours après, frappé du spectacle qu'il s'était donné : il avait résigné le sceptre à son fils en 1556; il mourut en 1558.

RÈGNE DE PHILIPPE II.

Charles-Quint laissait la monarchie espagnole épuisée d'hommes et d'argent. Dès lors commençaient ces émigrations vers l'Amérique, qui ont fini par dépeupler la péninsule. Pour restaurer ces brillantes ruines, il eût fallu un autre homme que Philippe II : on n'a jamais contesté sa vaste intelligence ni la profondeur de ses calculs, mais il ne fit qu'accomplir les désastres préparés sous le règne de son père, parce qu'il voulut marcher dans les mêmes routes que lui. Il n'avait pas son génie : d'ailleurs il ne remplaça que par l'orgueil d'un despote inflexible cette teinte de grandeur royale que Charles répandit sur tous les actes de sa vie.

Il avait déjà gouverné l'Espagne assez bien selon les maximes d'alors, mais du moins avec application, tout le temps que son père avait été retenu en Allemagne par les affaires de religion : la

gravité et quelque chose d'inflexible dans ses résolutions étaient dès lors le trait le plus saillant de son caractère. Charles V lui avait légué la guerre contre la France : cette guerre continua. Le pape Paul IV favorisait le roi Très-Chrétien; Philippe ayant essuyé d'infructueuses négociations auprès du saint Père, recourut aux armes pour lui faire entendre raison, de la même manière qui avait eu un succès si scandaleux pour le monde chrétien auprès de Clément VII, prédécesseur immédiat de Paul IV. Le duc d'Albe, vice-roi de Naples, marcha sur Rome avec treize mille hommes, et le pape fit sa paix.

Cependant les troupes de Philippe avaient envahi la Picardie et mis le siége devant Saint-Quentin. Le duc de Savoie, Emmanuel Philibert, général des troupes espagnoles, marcha à la rencontre de l'armée française qui s'avançait au secours de la place, et la battit complétement. Le roi était en Flandre; il accourut pour jouir de sa victoire et presser le siége avec activité, prit la ville et fit égorger toute la garnison. D'autres succès du même genre lui ouvraient le 1557.

chemin de Paris, et l'on s'attendait à le voir marcher sur cette capitale, lorsqu'il accueillit des propositions de paix. Du fond de sa retraite, Charles-Quint s'indigna de cette prudence équivoque. Le pieux Philippe fit depuis bâtir l'Escurial, consacré à saint Laurent, pour éterniser la mémoire de cette victoire remportée le 10 août, jour de la fête de ce saint. On sait que l'Escurial a la forme d'un gril, parce que saint Laurent avait été supplicié sur un instrument de cette nature.

Les hostilités recommencèrent, dès l'année suivante, avec plus de vigueur et non moins de succès pour les armes de Philippe : son père lui avait laissé de grands capitaines et d'excellens soldats formés dans ces longues guerres soutenues contre toutes les puissances de l'Europe belligérante de cette époque. L'infanterie espagnole était la première du monde; les Français, mal commandés,
1558. furent de nouveau vaincus à Gravelines. Une nouvelle paix se fit en 1559, au Cateau-Cambrésis, et la princesse Isabelle de France, dont la destinée fut depuis si funeste, déjà promise à l'infortuné

don Carlos, qui l'adorait, fut le gage de ce nouveau traité; à raison de quoi elle fut surnommée *princesse de la paix*. Philippe avait confié le gouvernement des Pays-Bas à sa sœur la princesse Marguerite, fille naturelle de Charles-Quint, et duchesse de Parme, sous la direction du cardinal Granvelle, digne ministre du roi, qui avait fait entendre ces paroles: « J'aimerais mieux ne pas régner, que de régner sur des hérétiques. » Mais avant de parler de la révolte des Pays-Bas, suivons un moment Philippe à son retour en Espagne.

En touchant au port de Laredo, la tempête fracasse ses vaisseaux; il se vengera bientôt du courroux des élémens sur les hérétiques. Sous un prince imbu de telles maximes, on conçoit avec quelle effroyable énergie l'inquisition devait se développer; déjà elle était toute la religion dans la péninsule, déjà elle avait aussi allumé ses bûchers dans les deux Indes; elle avait fait éclater des transports de fureur, lorsqu'à l'ouverture du testament de l'Empereur, elle vit qu'il n'avait point déshérité ses peuples pour enrichir l'Église. Le clergé

d'Espagne, jadis si puissant et si énorgueilli de ses priviléges, n'était plus rien et tremblait devant elle, sans qu'il y eût désormais des conciles ni des appels à la chaire apostolique pour le protéger. Le vertueux *Caruanza*, archevêque de Tolède, suspect de désapprouver les inhumanités dont on frappait les novateurs, ou plutôt coupable d'avoir assisté Charles dans ses derniers momens, ve-
1559. nait d'être jeté dans les cachots du Saint-Office.

En arrivant à Valladolid, Philippe apprend que le grand-inquisiteur a *célébré*, il y a peu de jours, un *auto-da-fé* où plus de trente criminels ont péri dans les flammes. Il regrette d'être arrivé trop tard, et demande un second *auto-da-fé*. Les victimes ne manquaient pas : plus de quarante sont solennellement dévorées par les bûchers dans cette seconde exécution à laquelle Philippe assiste, accompagné du prince don Carlos son fils, de la princesse sa sœur, et des seigneurs de sa cour qui avaient eu la satisfaction de voir la première. Don Carlos de Sesse, fils d'un prélat d'Espagne qui l'avait eu étant laïque, était au nombre des

victimes. Apercevant le roi au moment où les bourreaux le traînaient au bûcher, il lui crie : « O mon prince, grâce ! grâce ! » Comment pourriez-vous être le témoin » des tourmens de vos sujets ? Sauvez-» nous de la mort, nous ne la méritons-» pas.... — *Non*, lui répondit le roi, » *périssent toi et tes semblables ! quand* » *ce serait mon fils, je le livrerais moi-* » *même aux flammes s'il était hérétique* » *obstiné.* » L'incrédulité, ou l'impartialité critique qui repousse tous les documens douteux dont l'histoire est encombrée, n'a malheureusement rien a contester à l'exactitude de ce récit.

Revenons dans les Pays-Bas, où vont couler des torrens de sang d'où sortira la liberté. Peu de nations ont donné au monde d'aussi héroïques exemples de résistance à la tyrannie, que ces Bataves, dont l'union fut depuis si célèbre sous le nom de Provinces-Unies. Ce fut une lutte à mort entre elles et les féroces gouverneurs de Philippe. Une part considérable de cette population courageuse fut exterminée, et les pères étaient au tombeau lorsque les enfans jouirent enfin de la liberté politique et religieuse. Ce

n'est jamais qu'à ce prix que ce double trésor s'obtient.

L'inhumanité et la rapacité de Granvelle, et, plus que tout, l'établissement de l'inquisition, excitaient l'indignation des Flamands, qui la plupart avaient embrassé ces nouvelles opinions religieuses, contre lesquelles on sévissait avec tant de fureur. Marguerite se sentit trop faible pour conjurer l'orage qui se préparait, et le fit connaître à son frère. D'un autre côté, les comtes d'Egmont et de Horn, dont les noms étaient illustres et puissans dans les Pays-Bas, ne dissimulèrent point à Philippe les dangers que courait son autorité, si le cardinal n'était aussitôt rappelé, et si l'on n'abandonnait les principes d'excessive rigueur d'après lesquels le pays avait été gouverné jusque là. L'un et l'autre étaient fidèles encore, l'un et l'autre étaient étrangers aux premiers troubles; ils les avaient arrêtés; ils avaient, par leur influence, suspendu l'explosion de l'insurrection imminente, et fait restituer aux églises quelques vases sacrés qui en avaient été enlevés dans un moment d'effervescence populaire à Bruxelles : cette

conduite pleine de loyauté les perdit. L'âme cruelle et soupçonneuse de Philippe, qui voyait toujours un ennemi possible dans un ami présent, s'effraya et s'indigna de ce qu'ils avaient eu le crédit de conserver son autorité et de faire barrière à la révolte. Telle est la vérité, nonobstant les mensonges calomnieux que la plupart des historiens espagnols ont répété les uns après les autres sur le compte de ses deux illustres infortunés.

Lorsque le duc d'Albe arriva pour remplacer Granvelle, la révolution avait éclaté, le noyau de l'union s'était formé déjà, et les héroïques princes de la maison d'Orange s'étaient déclarés pour la cause de la liberté. On sait que le sanguinaire duc d'Albe, chargé de venger la cause de la sainte religion, passa de bien loin la mesure du dévouement et du zèle. Il aurait provoqué la révolte si elle n'eût pas existé. Il affecta en arrivant d'établir l'*alcavala*, impôt de pratique espagnole, odieux sur toutes choses aux Flamands. Cet homme, à qui l'opinion des soldats de son temps a reconnu quelques talens militaires, une

prompte résolution, une grande activité, était un de ces êtres comme le despotisme est heureux d'en rencontrer. Il lui fallut des ordres et des victimes; tel serait un tigre qui aurait pris dans la vie domestique l'instinct obéissant et les habitudes serviles du chien, en conservant toute sa force primitive et surtout sa férocité.

Il commença par faire trancher la tête aux comtes d'Egmont et de Horn, qu'il avait fait arrêter avec perfidie dans son propre palais. Leur sang fut la compensation de quelques avantages que venait d'obtenir l'héroïque prince d'Orange à la tête des confédérés. Ensuite, favorisé par la supériorité des bandes espagnoles sur les troupes allemandes, dont l'indiscipline et l'opiniâtreté paralysaient les efforts des princes confédérés, il reprit plusieurs villes et vainquit dans plusieurs combats. Il n'y avait en général ni quartier ni capitulation possible avec cet homme; il fallait qu'il se baignât dans le sang; et le mot de victoire n'avait aucun prix pour lui quand il ne signifiait pas massacre.

Tandis que ces scènes affreuses se pas-

saient en Flandre, d'autres tragédies s'accomplissaient en Espagne. Le prince don Carlos, victime de la jalousie de son père, périssait à vingt-deux ans, on ne sait comment, par quel supplice, si c'est le fer ou le poison; et, selon l'énergique expression d'un écrivain, l'histoire n'a pas de plus sanglans mystères [1]. La reine Elisabeth, objet supposé de cette passion funeste, qu'elle partageait peut-être, mourut peu de mois après, et, selon l'opinion commune, par le poison.

Philippe assaisonnait tous ses crimes de consultations théologiques. Il se faisait démontrer par des moines et des prêtres la légalité, la convenance, que dis-je? la nécessité du parricide et de l'assassinat; et puis il écrivait aux princes de l'Europe que la religion imposait aux rois de grands et pénibles devoirs. Il accomplissait un devoir en égorgeant son fils, en empoisonnant son épouse! Accomplissait-il aussi un devoir, ce prince si timoré, si environné de l'estime flatteuse de Rome, lorsqu'il se livrait à l'adultère avec la belle dona Mendoza,

[1] DUMESNIL, *Vie de Philippe II.*

femme de son ministre Rui Gomez, et depuis princesse d'Eboli?

Quelques historiens ou biographes de ce prince ont voulu voir en lui un fanatique de bonne foi. Il est vrai qu'en commettant le crime il semblait toujours obéir à un arrêt venu d'en-haut : mais, fanatique ou hypocrite, jamais tyran ne fut plus sacrilége; car nul ne rendit la justice divine responsable de plus de forfaits.

Au reste, cet esclave d'une religion toute de charité et de pardon, était implacable. Après les victoires du duc d'Albe sur les confédérés, il ne fut pas désarmé par les soumissions des villes qui s'étaient révoltées. Il avait juré l'extermination des hérétiques et des *gueux;* c'est ainsi que s'appelaient les Flamands qui ne voulaient ni de l'inquisition ni du despotisme. On distinguait deux sortes de *gueux*, les gueux de bois et les gueux marins. Ces derniers infestaient les côtes et exerçaient la piraterie. Ces pirates avec leurs barques triomphèrent bientôt des forces maritimes des Espagnols; et soutenus par Guillaume de La Marck, surnommé le *Sanglier des Ardennes*, ils s'emparè-

rent enfin de la ville de Briel, située dans l'île de Voorn. L'étendard de l'indépendance fut planté sur les remparts de cette place, qui devint le point de ralliement des confédérés.

Les *gueux* furent bientôt maîtres de la Zélande et de la plupart des villes de la Hollande. 1572.

Cependant dix-huit mille personnes avaient péri sous la main des bourreaux par les ordres du sanguinaire duc d'Albe. La population de plusieurs villes livrées à toutes les horreurs de la dévastation avait été exterminée, sans distinction de Protestans et de Catholiques. Ce féroce serviteur de Philippe avait trop bien rempli les intentions de son maître pour pouvoir lui être utile plus long-temps dans un pays dont il était devenu l'exécration. Il fut remplacé par Requesens. Celui-ci s'empressa d'abolir les odieux monumens par lesquels le duc d'Albe avait voulu immortaliser ses succès contre les révoltés; mais il ne put apaiser la révolte, qui était devenue une révolution générale et inévitable; il mourut fort heureusement pour sa réputation, et fut remplacé par don Juan d'Autriche,

qui peut-être eût balancé l'influence du prince d'Orange, si la jalousie de Philippe, redoutant ses succès, ne l'eût entravé dans toutes ses opérations. On dit que ce prince voulait épouser Élisabeth d'Angleterre et se rendre indépendant dans les Pays-Bas. Il mourut de chagrin ou de poison, et nomma au commandement de l'armée espagnole son neveu Alexandre Farnèse, prince de Parme, fils de la régente Marguerite.

« Cependant une assemblée des états s'était formée à Dordrecht, et avait jeté les fondemens de la nouvelle république. Le prince d'Orange y fut déclaré stadhouder, ou gouverneur des provinces de Hollande, Zélande, Frise et Utrecht, et l'on convint de ne transiger avec les Espagnols que d'un commun accord. L'exercice public de la religion réformée fut introduit [1]. »

La ligue connue sous le nom de *Pacification de Gand* rallia bientôt Bruxelles et le reste de la Belgique à la république naissante. La reine Élisabeth favorisa de toute sa puissance cette union

[1] Koch.

générale, et les Espagnols se virent bientôt réduits aux seuls pays de Luxembourg, de Limbourg et de Namur.

Ce fut dans ces circonstances que le prince de Parme arriva. Il profita avec habileté, pour affaiblir ses ennemis, des germes de désunion qu'entretenaient les diverses croyances des provinces catholiques et de celles qui avaient embrassé la réforme. Il fit rentrer sous la domination espagnole les villes et provinces vallonnes de Flandre, d'Artois et de Hainaut, et entama, cette même année, sous la médiation de l'empereur Rodolphe II et du pape, une négociation avec les états-généraux des Pays-Bas. 1579.

Cette négociation fut infructueuse; mais les provinces protestantes résolurent de se séparer des pays catholiques, avec lesquels elles ne pouvaient se promettre une alliance étroite et durable. Alors se forma, des débris de la confédération générale, l'union particulière des sept provinces unies, qui fut ratifiée par le traité d'Utrecht.

Deux ans après, le prince d'Orange, dont le génie et le patriotisme avaient tant contribué à la formation de la nou-

velle république, fut proscrit, et sa tête mise à prix par un édit de Philippe. Il ré-
1581. pondit à cet arrêt de proscription, conçu en termes atroces, par la promulgation solennelle de l'acte d'indépendance des Provinces-Unies, formalité qui semblait manquer à l'existence politique de ce nouvel état.

Tous les efforts du prince de Parme n'auraient pas relevé pour un moment la domination espagnole dans les Pays-Bas, s'il avait eu à lutter long-temps contre le prince d'Orange. Mais l'édit de proscription porta son fruit : ce grand homme fut assassiné d'un coup de pistolet dans sa tente, par Balthazar Gérard, après avoir échappé à une première tentative du même genre peu de mois avant. Ses dernières paroles attestent encore la beauté de son âme : « Mon Dieu! ayez pitié » de ce pauvre peuple et de moi! » La
1584. famille de l'assassin fut anoblie par Philippe II. La mort de ce prince jeta la consternation dans les Pays-Bas, et favorisa la reddition de Dendermonde, Gand et Anvers, aux armes espagnoles. La confédération générale fut anéantie, et ses débris fortifièrent celle des sept provin-

ces. A la prise d'Anvers, cent mille réfugiés transportèrent dans la Hollande leur fortune et leur industrie. Également persécutés avec atrocité, les Protestans de France vinrent augmenter les élémens 1585.
de cette prospérité naissante.

Le duc de Leicester, favori d'Élisabeth, qui commandait dans les Pays-Bas les troupes fournies à l'Union par Élisabeth, fut l'homme qui parut le plus propre à remplacer le prince d'Orange. Les états lui accordèrent un pouvoir sans bornes. Cependant il ne sut pas défendre la cause de leur liberté contre le prince de Parme. Il fut rappelé par sa reine, et la république des Provinces-Unies reconnut bientôt pour chef Maurice de Nassau, fils de son illustre fondateur. Ce qui met le comble à la gloire de ce dernier, c'est de n'avoir pas gardé une souveraineté qu'il avait conquise, et d'avoir permis à ces provinces affranchies par son génie et son épée, mais non encore déshabituées d'un maître, d'offrir leurs sermens, tantôt au duc d'Anjou, le plus jeune des Valois de France, tantôt à l'archiduc Mathias.

L'affranchissement des Provinces-

Unies et la révolution générale des Pays-Bas avaient été singulièrement favorisés par les inquiétudes que donnèrent à Philippe, d'une part, la longue et sanglante rebellion des Maures des Alpuxarres, et de l'autre, les entreprises de Sélim. Les Maures, toujours persécutés avec atrocité par l'inquisition, se rassemblèrent sous la conduite d'un descendant des anciens rois de Grenade qui se faisait appelé Abben Humaya; ils s'emparèrent de plusieurs villes, et purent se livrer un moment à l'illusion de voir renaître les jours de leur puissance; mais don Juan d'Autriche les vainquit. Ce furent encore le génie et la valeur de ce jeune prince qui portèrent un coup mortel à la puissance ottomane daus le golfe de Lépante. Don Juan d'Autriche, qui périt peu de temps après en Flandre, et probablement par le poison, comme nous l'avons dit, à l'âge de trente-deux ans, n'en avait pas plus de vingt-cinq lorsqu'il s'immortalisa à Lépante, où le célèbre Cervantès fut blessé. Mais les Chrétiens ne tirèrent pas de cette victoire tout le fruit qu'elle offrait; ils pouvaient, en occu-

pant immédiatement l'Hellespont, surprendre Constantinople. Sélim négocia avec Charles IX; et c'est à peu près de cette époque que datent les relations d'amitié qui ont si long-temps subsisté entre la France et la Porte ottomane.

La réunion de la couronne de Portugal à celle de Castille, et la guerre provoquée par les concurrens de Philippe à cette succession, causèrent une autre diversion également favorable aux insurgés des Pays-Bas.

Après la malheureuse expédition d'Afrique, qui coûta la vie au roi don Sébastien, son oncle, le cardinal Henri, avait occupé le trône pendant deux ans. Les deux branches masculines de cette maison se trouvant éteintes, la couronne revenait aux filles du roi don Manuel, prédécesseur de don Sébastien. Ces deux princesses étaient Isabelle, mère de Philippe II, et Béatrix, mariée avec le duc de Savoie. Isabelle, en mourant, avait laissé ses droits à Philippe; cependant les ducs de Savoie et ceux de Parme et de Bragance faisaient valoir leurs prétentions respectives; les deux derniers avaient épousé les filles d'un

fils d'Emmanuel, mort avant de régner; un autre prétendant, sorti du côté gauche, arrivait sur la scène de ces contestations, c'était don Antonio, prieur de Crato : ce prince-prêtre était un bâtard de l'infant don Louis, père des deux princesses.

Philippe pouvait se prévaloir du droit de primogéniture, attendu qu'Isabelle, sa mère, était l'aînée des filles. Nonobstant la légitimité de son titre, la nation portugaise reconnut don Antonio, et plusieurs puissances lui prêtèrent leur appui. Philippe dirigea sur Lisbonne une flotte de cent voiles, sous le commandement du marquis de Santa-Cruz, en même temps que le duc d'Albe envahissait les frontières du Portugal.

Le prieur don Antonio fut battu aux environs de Lisbonne; il se retira successivement avec une poignée de partisans à Coimbre, à Oporto, à Viane de Minho; et finalement chassé de partout, il céda à la fortune, et se retira en Angleterre. Le Portugal passa sous la domination espagnole avec une répugnance peu déguisée; et Philippe, dont la férocité commençait apparemment à

être usée par l'âge, accorda, pour la première fois de sa vie, une amnistie en faveur des révoltés de Portugal.

Le prieur don Antonio, aidé par l'Angleterre et la France, vint à la tête de soixante voiles, faire une tentative contre la prospérité de son spoliateur; il s'empara de l'île Tercère qui lui était dévouée, et il espérait, en s'y fortifiant, qu'il pourrait attendre une occasion favorable pour rentrer en Portugal. Malheureusement l'escadre auxiliaire fut complétement battue par l'escadre espagnole : le prieur abandonna aussitôt l'île et se réfugia en France; la garnison française et anglaise qu'il avait laissée à Tercère se rendit bientôt au marquis de Santa-Cruz, et le rôle du prince-prêtre fut fini de ce coup.

Ce bonheur ne dura pas : le désastre de l'*invincible armée* est resté comme un ridicule indélébile qui doit servir de compensation à l'orgueil de Philippe II, tant que l'histoire lui conservera un nom. On sait que cette *invincible armée*, composée de cent trente vaisseaux, était destinée à punir la reine Élisabeth, et des secours qu'elle accordait aux insur-

gés des Pays-Bas, et des ravages que les corsaires anglais faisaient éprouver aux pays d'Amérique soumis à la domination espagnole. L'invincible armée partit de Lisbonne en 1588, sous le commandement du même marquis de Santa-Cruz; et à peine avait-elle doublé le cap Finistère, que deux tempêtes successives la dispersèrent : funeste présage du sort qui l'attendait. A la vue des côtes de Hollande, un autre orage fracassa les uns contre les autres les vaisseaux qui avaient pu se réunir : nul port ami ne leur était ouvert pour qu'ils pussent se radouber; et tel était le triste état où se trouvait réduit cet armement formidable, lorsque les escadres anglaise et hollandaise vinrent assaillir et détruire le petit nombre de vaisseaux que la fureur des élémens avait laissés en état de faire quelque résistance.

Élisabeth, voyant la marine de Philippe anéantie, prit l'offensive à son tour. Une escadre de soixante vaisseaux, sous le commandement du terrible Drak, vint ravager les côtes de Portugal et de Galice, et bloqua la Corogne. Il fut repoussé après avoir voulu prendre cette

place d'assaut, et alla renouveler les mêmes tentatives contre Lisbonne sans plus de succès. Mais six années après, la ville de Cadix fut prise et pillée par les Anglais. Philippe fit armer une nouvelle escadre *pour leur rendre cette visite*, dit un historien; ce fut peine perdue, cet armement eut le même sort que le premier. 1596.

Philippe fut plus heureux dans ses desseins contre la France, que ni la mer ni le protestantisme ne protégeaient contre son ambition. Son or et ses intrigues fomentèrent les guerres de religion, soudoyèrent les forfaits de la Ligue, et, pour tout dire, ce prince fut un intime complice du complot de la Saint-Barthélemi. Alexandre Farnèse, accouru par son ordre au secours de la rebellion, força le roi de Navarre de lever le siége de Paris. La fortune de notre Henri IV triompha des noires machinations du tyran de l'Espagne. Les bandes espagnoles qui soutenaient Mayenne dans la capitale en sortirent au moment où ce prince entrait vainqueur. On sait que Henri IV assista à leur départ près de la porte Saint-Denis, et dit aux offi-

ciers qui le saluaient : *Adieu, messieurs, et n'y revenez plus.*

Cependant la Provence, envahie par le duc de Savoie, neveu de Philippe, restait au pouvoir de ce prince. Les Provençaux étaient ligueurs déchaînés ; mais enfin ils suivirent l'exemple universel lorsque le Béarnais eut consenti à entendre la messe.

Henri IV commençait, en Picardie et dans les Pays-Bas, une carrière de représailles qui aurait pu faire expier au roi Catholique la longue injustice de ses agressions, lorsque ce dernier lui de-
1598. manda la paix. Cette paix, qui fut conclue à Vervins, rendit Calais à la France. Philippe mourut peu de jours après. Il avait soixante et un ans, et en avait régné quarante.

La monarchie espagnole perdit beaucoup à ce long règne, et sortit délabrée des mains onéreuses d'un tel maître. Le caractère national, dépravé par sa politique et sa tyrannie, n'y perdit pas moins ; l'inquisition seule y gagna. La péninsule lui doit pourtant quelques établissemens utiles. Le Mexique, le Pérou et les Philippines, auxquelles son nom fut imposé,

ont été conquis de son temps. Mais de tout ce qu'opéra son insidieuse politique, malgré tant de vastes agitations, rien de durable n'est resté, que le souvenir de ses crimes.

Le lecteur en a vu une partie. Ils furent nombreux; l'histoire ne les a pas comptés tous, et je ne sais quel zèle fanatique pour la mémoire de ce prince en a contesté plusieurs. Ainsi le motif des persécutions auxquelles fut en butte Antonio Perez, son secrétaire, n'est pas encore connu aujourd'hui. Les uns prétendent que Perez avait eu part aux bonnes grâces de la belle Mendoza, princesse d'Éboli, et que ce fut le motif de sa ruine. D'autres affirment que Perez, après avoir assassiné Escovedo, l'ami et l'habile conseiller de don Juan d'Autriche, se justifia de ce crime en divulguant qu'il avait obéi aux ordres du roi [1].

[1] Antoine Perez s'était sauvé en Aragon, sa patrie, et avait réclamé le droit d'asile et de protection que cette province tenait de ses priviléges. Perez, homme insinuant et plein d'éloquence, n'eut pas de peine à soulever la province entière contre le tyran et contre l'affreuse inquisition, dont ce prince était le plus horri-

Au reste, tous ceux de ses serviteurs qui exécutèrent ses desseins sanguinaires, sans en excepter le duc d'Albe, en furent payés par la mort, l'exil ou la prison. Philippe II est un personnage éminemment dramatique dans tout le cours de sa vie, en ce sens que, fidèle à son caractère, il fut, jusqu'au tombeau, plein de dissimulation, de cruauté, de jalousie et d'ingratitude.

Il était donné aux princes, à ces époques où les peuples avaient toute la plénitude de la foi monarchique, de faire prendre aux mœurs nationales la teinte et les habitudes qu'ils affectaient dans

ble pourvoyeur. Le vice-roi l'ayant fait arrêter, le peuple de Sarragosse l'arracha des mains de ses gardes, et Philippe se vit finalement obligé d'envoyer des troupes contre le parti redoutable qui s'était formé en sa faveur ou à son occasion. Jean Nuça, *justiza* d'Aragon, s'opposa à l'entrée des troupes, pour maintenir les franchises de son pays. Ce généreux magistrat combattit, fut défait, et périt sur l'échafaud. Les antiques constitutions aragonaises descendirent au tombeau avec lui. Perez se sauva en Béarn, intéressa dans sa querelle Henri IV, roi de France, et mourut peu après.

leurs mœurs personnelles. Philippe, sérieux et sombre, et qui faisait consister la plus notable part du prestige de la grandeur dans une hautaine et imperturbable gravité; Philippe, qu'on n'avait vu rire de sa vie, voulut que ses sujets lui ressemblassent; et il acheva, dans les formes extérieures du caractère espagnol, la révolution commencée par son père. Charles V, en épousant Isabelle de Portugal, avait donné une forme durable à l'étiquette. Il avait emprunté et exagéré le cérémonial usité pendant tout le quinzième siècle dans les cours de France et de Bourgogne. L'esprit et la grâce de la cour de Louis XIV l'assouplirent en France au dix-septième siècle; mais en Espagne l'étiquette était restée, jusque dans ces derniers temps, une roide émanation de la subordination féodale.

Philippe voulut que les Espagnols, qui jusque là avaient eu le menton raz, portassent la barbe en éventail sur la fraise, et la longue rapière. C'est à cette époque que le peuple adopta aussi le *sombrero* et le chapelet. Tout se réunit pour donner à la nation espagnole cette

physionomie sinistre et monacale, dont elle a si long-temps conservé les fâcheux vestiges.

Un seul trait peut faire comprendre quelle était la rigueur des lois de l'étiquette : le duc d'Albe, ministre favori des cruautés de Philippe, et l'un de ses plus habiles généraux, étant entré dans le cabinet de son maître sans être annoncé et attendu, « Une hardiesse telle » que la vôtre, lui dit le roi courroucé, » mériterait la hache. »

Le cérémonial cessa peu à peu d'être terrible, s'affaiblissant avec le reste des ressorts monarchiques, parmi lesquels il n'était pas le moindre; mais il ne cessa pas d'être ridicule et gênant; on pourrait dire quelquefois indécent. Les mémoires de Louville nous apprennent que le premier valet-de-chambre de la reine vient gravement annoncer dans une chambre où se trouvent assemblés les dignitaires de la couronne et une foule de gentilshommes, que la jeune reine est enfin nubile [1].

D'ailleurs le code de l'étiquette ne

[1] *Senores, la Reyna ya tiene sus reglas.*

renfermait pas moins de contradictions que tous les codes consacrés par l'usage du vulgaire ou les caprices de la puissance. Ainsi, là où l'on était obligé d'attester publiquement que la reine était soumise aux mêmes infirmités périodiques que les autres personnes de son sexe, c'était un crime capital que de toucher la reine. En 1681, une autre jeune reine, Marie-Louise d'Orléans, femme de Charles II, tombe de cheval et y reste attachée par un pied engagé dans l'étrier. Elle est traînée dans la cour du palais, au risque de perdre la vie, et aucun des spectateurs n'ose voler à son secours, parce qu'il est défendu, *sous peine de mort*, de toucher la reine. Deux gentilshommes se déterminent cependant à la sauver : l'un arrête le cheval; l'autre dégage le pied de l'étrier, et tous deux prennent la fuite à toute bride. La reine revenue à elle-même demande à voir ses libérateurs; on lui répond qu'ils se sont soustraits par une prompte fuite à la rigueur des lois. La reine était française, et elle obtint leur grâce.

Philippe ne laissa, malgré ses quatre

mariages, qu'un seul fils, Philippe III, qu'il avoit eu d'Anne d'Autriche. Ce faible enfant (quoiqu'il eût vingt-quatre ans) ne pouvait pas être appelé au trône dans des circonstances plus critiques. La plupart des historiens nationaux n'ont pas osé dire toute la vérité sur le règne de son père. On dirait que le fantôme de ce prince terrible les effrayait encore quand ils avaient à parler de lui; mais, pour la justification de son successeur, ils font une peinture lamentable de l'état dans lequel il trouva l'Espagne à son avénement. Nous allons présenter au lecteur le tableau raccourci de leurs aveux.

Cette superbe monarchie qui, au commencement du XVIe siècle, s'avançait en dominatrice à la tête des puissances de l'Europe, et qui avait pesé sur le continent de tout le poids de ses armes, de ses trésors et de ses intrigues, maintenant conservait à peine quelques vestiges de cette vaste influence et de cette splendeur. Sans argent, sans population, sans agriculture et sans industrie, il ne lui restait qu'un orgueil que rien ne justifiait plus, lorsque Philippe III prit les rênes du gouvernement.

Il aurait fallu d'autres mains que les siennes pour ramener l'Espagne dans les routes de la prospérité; et peut-être même le plus puissant génie eût-il échoué dans l'entreprise de cette restauration; car enfin il est aussi un terme fatal pour la vigueur des corps politiques, ou du moins ils ne peuvent se rajeunir que par la refonte totale de leurs institutions.

Philippe III fut dominé, comme tous les princes privés de caractère, par des ministres intrigans, ambitieux, sans patriotisme. Le duc de Lerme et Caldéron sa créature, sont les hommes à qui fut d'abord commis le soin, trop au-dessus de leurs forces quand même ils en auraient eu la volonté, de guérir les plaies de l'Etat. Ils eurent recours aux moyens les plus désastreux pour combler le vide du trésor royal. Un peuple déjà accablé d'impôts sous le règne précédent, vit redoubler son fardeau, et il en fut écrasé. Les nouveaux tributs exigés de la nation portaient sur les objets de première nécessité, et frappaient par conséquent la classe la plus souffrante, la plus laborieuse, et partout la plus digne d'intérêt. La valeur de la monnaie de *vellon* haus-

sa rapidement du double, ce qui occasiona un surcroît d'élévation dans le prix des consommations usuelles. La cupidité des étrangers, excitée par la perspective certaine d'un bénéfice considérable, donna lieu à l'introduction d'une énorme quantité de pièces de cuivre de leur fabrication, avec lesquelles ils attirèrent à eux tout l'argent du royaume. Les champs les plus fertiles restèrent en friche, faute de capitaux et de bras; les manufactures furent abandonnées et le commerce totalement anéanti.

Les trésors de l'Amérique ne faisaient plus que passer dans la péninsule; ils s'en écoulaient avec une merveilleuse rapidité pour aller salarier toutes les industries étrangères. La population diminua dans une progression toujours plus rapide; enfin la riche Espagne tomba en peu d'années dans le dernier degré du marasme et de l'épuisement.

Au milieu de tant de causes actives de détresse, la providence royale se livrait à des œuvres pies, enrichissait des chapelles, fondait des monastères, et du reste laissait agir des favoris.

Les favoris se disputèrent le droit ex-

clusif de saigner une proie si résignée et si commode. Le duc d'Ucéda, fils du duc de Lerme, profita si bien des exemples qu'il avait sous les yeux, qu'il supplanta son père, et tout à la fois le comte de Lemos, que le duc de Lerme avait placé auprès de l'infant, pour occuper ainsi toutes les avenues du trône et décourager d'autres ambitieux. Un confesseur, le moine Alliaga, autre créature de ce prévoyant ministre, dirigeait la conscience du roi. Ce fut ce prêtre qui conseilla au duc d'Ucéda de faire disgracier son père et de prendre sa place, pour se débarrasser du poids de toute obligation envers lui. Le comte de Lemos, qui n'avait pas voulu tremper dans cette indignité, partagea la disgrâce du duc de Lerme.

Il paraît même que le duc d'Ucéda avait l'intention de pousser plus loin ses projets contre son père : il fallait un sacrifice aux mécontentemens populaires dont on avait trop alarmé les oreilles du roi ; mais l'orage qui menaçait le duc de Lerme, conjuré par son habileté, tomba sur la tête de Caldéron, sa créature. De simple page, celui-ci était de-

venu marquis des Sept-Églises, comte d'Oliva ; et ses immenses richesses, non moins que son orgueil, excitaient l'indignation générale. Des crimes atroces de tout genre lui furent imputés ; et sans doute il lui eût été aussi difficile de se laver de toutes ces accusations, qu'à ses nombreux ennemis d'en justifier l'excès. Le roi, usant de clémence, le déchargea, pour sa part, de *deux cent quarante chefs d'accusation*, en matière purement civile ; mais il y avait des assassinats prouvés : Caldéron fut mis à la question parce qu'il refusait l'aveu de ses crimes : il supporta la torture, et la fin de son procès fut réservée pour un autre temps. La fortune lui suscita, sous le règne suivant, un autre puissant ennemi dans la personne du duc d'Olivarès, et c'est celui-ci qui devait lui porter le dernier coup.

Philippe, qui ne se sentait pas né pour la guerre, ne sortit de son indolence habituelle que pour faire la paix avec les vieux ennemis de l'Espagne, au prix que chacun d'eux voulut ; il négocia dès lors avec l'Angleterre la paix qui fut conclue en 1604. Il proposa aux Hollandais une

trève, sans pouvoir l'obtenir, et se vit condamné à la continuation de la guerre dans un pays où l'Espagne avait versé tant de sang et de trésors.

Philippe II avait cédé les Pays-Bas à l'archiduc Albert en lui donnant sa fille Isabelle. Les états assemblés à Bruxelles venaient de ratifier cet arrangement au moment où le roi d'Espagne mourut. L'archiduc avait des talens militaires; mais il trouvait un redoutable adversaire dans Maurice de Nassau, appelé, comme nous l'avons dit plus haut, à succéder à son père dans la dignité de stadhouder des Provinces-Unies. Sous la conduite de ce nouveau chef, les Hollandais poursuivirent la consolidation de leur indépendance, en même temps que le commerce agrandi leur préparait au-delà des mers un nouvel empire. Le siége d'Ostende est l'événement le plus mémorable de cette suite d'opérations militaires dans lesquelles Maurice et l'archiduc rivalisèrent de talens. Le siége de cette place, réputée imprenable, dura trois ans et trois mois; les Espagnols y perdirent quatre-vingt mille hommes, et les Hollandais soixante mille. Am-

broise Spinola, génois de nation, qui commandait sous l'archiduc une division espagnole, eut la gloire d'avoir forcé cette place à capituler.

1604. L'armée des états se dédommagea de cette perte par la prise de plusieurs villes d'une moindre importance. Cependant il devenait de jour en jour plus difficile à l'archiduc de soutenir la lutte dans laquelle il se trouvait engagé. Les secours promis par Madrid n'arrivaient jamais; les troupes se mutinaient faute de paie, faute de vivres; et les Hollandais, plus sobres alors que les Espagnols, mais surtout plus industrieux et plus actifs, devaient rester victorieux par le seul effet du temps. Philippe voulut transiger avec eux; mais il n'y put parvenir qu'en 1609. Ce traité, ménagé par la médiation de la France, fut signé à La Haye le 9 avril.

Par ce traité, l'Espagne reconnaissait l'indépendance de la Hollande, lui accordait la liberté de trafiquer dans les deux Indes, et finalement accordait aux états la qualification d'*illustres seigneurs*. Ainsi les intrépides et fiers Bataves avaient fait un chemin considérable depuis qu'ils n'étaient que des *gueux*. La monarchie es-

pagnole perdit sans retour sept des dix-sept provinces que comprenaient jadis les Pays-Bas.

Par l'effet des mêmes inspirations pacifiques, Philippe voulut consolider la paix existante avec la France par des mariages. L'infant Philippe épousa Élisabeth, fille d'Henri IV, et Anne d'Autriche fut mariée à Louis XIII. Nous n'avons pas besoin de dire au lecteur que cette princesse fut la mère de Louis XIV.

Enfin ce fut encore pour avoir la paix que Philippe se détermina à l'expulsion définitive des Maures qui restaient en Espagne, et dont tous les efforts de la terrible inquisition n'avaient pu faire que de faux Chrétiens. Cette opération ne se fit pas sans peine et sans combats. Les Maures résistèrent avec tout l'acharnement du désespoir. L'Afrique épouvantait ces infortunés; car elle n'était plus, depuis des siècles, et ne pouvait plus être leur patrie; ils prévoyaient le triste sort qui les y attendait : rejetés de l'Espagne comme Mahométans, ils furent reçus des Arabes comme Chrétiens, et, en cette qualité, dépouillés et massacrés par les brigands d'Afrique. Cette

émigration si aveuglément provoquée, si obstinément accomplie, porta le dernier coup à l'agriculture et à la population des plus belles provinces espagnoles.

Ce coup d'état, qui ravit à l'Espagne plus d'un million de sujets laborieux, avait été conseillé par les inquisiteurs, qui comptaient sur les riches dépouilles des proscrits; ils furent pourtant trompés dans cet espoir, puisque l'édit d'expulsion laissa aux Maures la faculté de vendre leurs biens et d'emporter leurs richesses. Le dépit de l'inquisition éclata contre le duc d'Ossuna, qui, dans le conseil, s'était fortement élevé contre une mesure aussi impolitique : elle voulut le perdre; et le roi lui-même, digne prix de sa faiblesse! ne fut pas à l'abri des fureurs du sanglant tribunal. Ce prince, témoin d'un *auto-da-fé* dans lequel deux mauresques, un jeune homme et une jeune fille de seize ans, expiaient par les flammes le *crime* d'avoir été élevés dans la religion de leurs pères, ne put s'empêcher de donner quelques larmes au sort de ces innocens infortunés; le grand-inquisiteur lui fit un crime de ce mouvement d'humanité; et, s'il faut en

croire les historiens, le monarque, contraint de se laisser ouvrir la veine, vit son sang jeté, *par la main du bourreau*, dans le bûcher même des victimes, en expiation de la pitié qu'il avait témoignée pour elles. Malgré cet excessif amour de la paix, qui contrastait si fort avec l'activité surabondante et la passion frénétique pour les entreprises militaires de son père et de son aïeul, Philippe se vit un moment entraîné dans des intrigues politiques et des querelles auxquelles il était personnellement étranger. Henri IV, au moment où le couteau d'un infâme assassin termina sa glorieuse carrière, méditait l'abaissement de la maison d'Autriche; le duc de Savoie était au nombre des princes qui entraient dans ses vues, et dont il s'était assuré par des négociations. Le mystère de ses alliances secrètes transpira après sa mort; obligé de s'excuser auprès de la cour d'Espagne, le duc de Savoie ressentit profondément l'humiliation des concessions auxquelles il s'était vu réduit pour obtenir son pardon, et n'attendit qu'une occasion pour faire éclater son inimitié. Comme ses dispositions étaient connues,

tout projet d'agrandissement de sa part fut suspect; et lorsqu'il voulut s'emparer du duché de Montferrat, au détriment du cardinal de Mantoue, frère du duc qui venait de mourir, le gouverneur de Milan, comte de Fuentes, reçut de sa cour l'ordre de marcher contre lui. La France, dont les vues politiques, sous la régence de Marie de Médicis, n'étaient plus celles de Henri le Grand, prit parti contre lui; les Vénitiens firent de même, et le duc fut réduit à demander la paix.

C'est à cette époque que l'ambition de deux seigneurs espagnols, le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, et le marquis de Bedmar, ambassadeur à Venise, menaça l'indépendance de cette république. Il paraît que le ministère espagnol fut étranger à leurs projets; au reste, la réalité de cette conspiration contre Venise a été contestée de nos jours; et la nature des preuves et des raisonnemens produits par les partisans de cette opinion nouvelle, est propre à élever en effet bien des doutes. Ainsi l'art des conspirations supposées ne serait pas d'aujourd'hui; et si les gouvernemens du temps jadis se disputaient l'honneur de l'inven-

tion, celui de Venise aurait des titres à faire valoir [1].

Philippe III mourut en 1621, dans la quarante-troisième année de son âge; il avait régné, ou plutôt végété sur le trône vingt-trois ans : il laissa la monarchie aussi malade qu'il l'avait reçue, à son fils, du même nom que lui, à peine âgé de seize ans.

Philippe IV fut à peu près aussi faible que son père; et l'histoire de son règne est uniquement celle du ministère despotique autant que peu éclairé du comte duc d'Olivarès : ce demi-Richelieu, ayant entièrement subjugué son maître, l'entretint dans une mollesse voluptueuse, pour donner carrière à son ambition avec pleine impunité. L'Espagne perdit sous lui le Portugal; et en apprenant la tentative en même temps que le succès du duc de Bragance, « *Sire*, dit Olivarès à Philippe, *le duc de Bragance a eu la folie de se faire élire roi de Portugal; son imprudence vous vaudra une confiscation de douze millions.* » Le roi se contenta de répondre grave-

[1] *Voy.* l'*Histoire de Venise*, du comte DARU.

ment : « Il faudra y mettre ordre, » et n'en sortit pas davantage de son apathie ordinaire. Une série de nouveaux désastres commença par la révolte des Catalans. Le duc de Cardonne, voulant soutenir avec toute la hauteur castillane les intérêts de son maître, est frappé d'un coup de poignard au milieu des cortès assemblées; Philippe fuit avec précipitation de Barcelone; et si les entreprises des puissances étrangères ne fussent venues tout-à-coup resserrer le lien national, peut-être plusieurs des plus grandes provinces se détachaient de la Castille.

Mais l'Espagne n'était pas au terme de ses malheurs, et elle ne pouvait trouver de repos qu'après avoir vu s'accomplir sa chute. Tandis que les ennemis extérieurs se préparaient à fondre sur elle, Olivarès, uniquement occupé de se retrancher dans le ministère, proscrivait le duc d'Ucéda, son prédécesseur; ôtait au moine Alliaga, ci-devant confesseur, la place de grand-inquisiteur, qui rendait toujours un homme si redoutable; fermait un cachot sur le duc d'Ossuna; enfin anéantissait tous ceux qui étaient

assez élevés à l'entour du trône pour lui porter ombrage.

Tous les anciens adversaires de la domination espagnole se reveillèrent. La Hollande s'unit à la France. Le célèbre Robert Mansfeld, l'un des plus grands capitaines de son siècle, sollicité par presque toutes les puissances de l'Europe, donne la préférence à la cause de la liberté, et passe au service des Provinces-Unies. Réuni à Maurice de Nassau, il obtint sur les Espagnols et les Impériaux de grands avantages. Cent soixante navires hollandais sont arrêtés dans les ports d'Espagne, où ils trafiquaient sous le pavillon de Hambourg; et presqu'en même temps chassés des Moluques, les Hollandais sont encore battus dans le détroit de Gibraltar par don Frédéric de Tolède, et dans les mers de l'Inde par les Portugais. Telle était déjà leur opulence, et leur puissance commerciale avait reçu un accroissement si rapide, que de semblables revers ne la suspendaient pas. Au reste, dès l'année suivante la fortune se rangea fidèlement sous leurs voiles, et l'histoire des Provinces-Unies n'est plus qu'une suite non

1620 à 1621.

interrompue de conquêtes et de victoires maritimes. Les flottes hollandaises dévastent le Pérou et toutes les possessions espagnoles de l'Amérique; s'emparent d'une partie du Brésil, arrachent en peu d'années l'Inde aux Portugais; et cette république, que la mer tolérait sur les côtes infertiles de la Frise et du Zuyderzée, marche, étendant ses vastes bras sur les deux mondes, jusqu'au moment où la suprématie maritime passe enfin sans retour du côté des Anglais.

Après la mort de l'archiduc Albert, les rênes du gouvernement de la Flandre avaient échappé aux mains trop débiles de sa veuve; et l'esprit d'indépendance, bien que ralenti dans sa marche par l'hésitation des villes catholiques, tendait à la même scission que les Provinces-Unies. Spinola conserva quelque supériorité aux armes espagnoles; le cardinal-infant, frère du roi, vainquit les insurgés à Nortlinguen. Mais ces succès furent plus que balancés; Spinola, appelé en Italie, emmena avec lui sa fortune et son génie. D'ailleurs, Richelieu, dont toutes les intrigues avaient pour but de s'opposer à l'ambition de la maison d'Autriche, tra-

vaillait de toutes ses forces à opérer une diversion pour éloigner des frontières du royaume un ennemi aussi dangereux. C'est alors qu'il se ligua avec les Vénitiens et le duc de Savoie, en proposant à ce dernier de s'emparer pour son compte de la Valteline, que l'Espagne avait occupée dès Philippe II, comme point de communication important entre l'Empire et l'Italie, et qui, depuis le dernier traité de Madrid de 1621, avait été mise en séquestre entre les mains du pape Urbain VII. Le pape la trouvant bonne à garder, éloignait la restitution sous divers prétextes. Richelieu, devenu à son tour l'arbitre des destins de l'Europe, se mêla de l'affaire du séquestre : nouveau sujet de guerre en Italie. Cette province finit par être restituée aux Grisons, ses maîtres naturels. Mais le duc de Savoie, qui ne voulait pas sortir de cette entreprise les mains vides, et qui d'ailleurs avait des injures à venger, de concert avec notre fameux Lesdiguières, envahit les états de Gênes, alliés des Espagnols.

Dans les Pays-Bas, le célèbre Vallenstein commençait sa carrière. Tilly, Papenheim y commandaient les armées de 1621 à 1627.

l'Empire, et se signalaient contre Mansfeld et Christian de Brunswick.

1627 à 1630. Henri de Nassau avait succédé à Maurice avec une égale ambition. Tels étaient, en mettant à leur tête Gustave-Adolphe, les principaux acteurs qui devaient illustrer cette longue guerre, qui recommençait pour durer trente ans, et à laquelle la paix de Munster ou de Westphalie mit un terme.

La France et l'Espagne se rapprochent encore. La rebellion des Protestans de La Rochelle était le motif de cette alliance, qui ne dura qu'un an. La succession du duché de Mantoue divise encore une fois les deux cours. L'Empereur se constitue l'arbitre de ce démêlé. Le roi de France passe en Italie et s'empare de Suze. Le duc de Savoie se détache de la France; mais il est aussitôt puni de cette défection par la perte des places les plus fortes du Piémont. A Veillane, le duc de Montmorenci met en complète déroute les Espagnols, les Allemands et les Piémontais réunis. Autre victoire des Français à Carignan. Le prestige de la réputation militaire espagnole était entièrement détruit. On négocie sur nouveaux

frais. La France et l'Empire firent la paix à Ratisbonne; l'Angleterre et l'Espagne, à Madrid.

Les ressources de l'Espagne étaient anéanties : elle était pourtant forcée d'armer de nouveau pour sauver une partie de ses possessions dans les deux Indes. Les particuliers vinrent au secours de l'État par un don volontaire. Ces sacrifices généreux restèrent sans fruit. Trois flottes furent anéanties, ou par la peste, ou par le canon des Hollandais.

L'Espagne malheureuse et accablée de ses revers, indignée contre Olivarès, jetait un regard d'espoir sur un prince qui paraissait doué d'un patriotisme et d'un génie propres à réparer tant de maux. Les talens du frère du roi et l'amour des peuples dont il était l'objet, portèrent ombrage au ministre; il sut donner *une passion* au roi; ce fut une lâche jalousie contre son frère. L'infant s'appelait *don Carlos :* ce nom lui porta malheur; il mourut à vingt-six ans, on ne sait de quel mal. « Le poison ne laisse » pas de traces dans les cours [1]. »

[1] DUMESNIL, *Vie de Philippe II.*

Au milieu des malheurs publics, la seule inquisition était florissante. Deux *auto-da-fé*, dans l'espace de peu d'années, sous le règne de Philippe IV, donnent une haute idée de sa *prospérité*. Trente-huit victimes périrent dans le premier, en 1632. Dans le second, qui est de 1653, soixante-douze malheureux judaïsans furent punis les uns par le feu, les autres par le fouet et le bannissement. Cependant on achevait l'Escurial; et, pour combler le bonheur de la nation espagnole, le pape, par une seule bulle et d'un seul coup, canonisait quatre Espagnols à la fois : saint Ignace de Loyola, saint François Xavier, sainte Thérèse et saint Isidore de Madrid.

Olivarès eut recours, pour réparer le désastre des finances, à la suppression des deux tiers des offices de judicature, et aux lois somptuaires, moyens aussi impuissans l'un que l'autre, et peu propres à donner une haute idée des ressources administratives de ce fameux ministre. Il voulut, pour augmenter la population, favoriser les mariages aux dépens de l'autorité paternelle, proscrire les émigrations des nationaux sous des

peines très-graves, et appeler les étrangers dans la péninsule par la perspective d'avantages très-grands. Tous ces mauvais remèdes ne firent qu'augmenter le mécontentement nniversel, et la décadence de la monarchie parut en recevoir un mouvement d'accélération encore plus rapide. L'impossibilité de soutenir la guerre réduisit à mendier la paix de tous les côtés. Les Hollandais refusèrent de traiter avec l'Espagne. Le stathouder poursuivit ses conquêtes. Les Flamands conspirèrent de nouveau pour achever l'œuvre de leur émancipation. Olivarès sévit inutilement contre les chefs du complot; il fallut en venir à une amnistie. L'orgueilleux comte-duc ne fut pas plus heureux dans ses sourdes intrigues pour soutenir en France la rebellion du duc d'Orléans. Des sommes immenses furent prodiguées à ce prince, qui fit sa paix avec le cardinal de Richelieu, et 1634.
quitta les Pays-Bas après avoir dupé la politique espagnole. Partout des humiliations, partout de la honte et des revers. Des subsides considérables avaient été fournis également à l'Empereur pour l'aider contre la ligue protestante, dont

Gustave-Adolphe était la tête. Le ministre avait fait face à toutes ces dépenses par des emprunts onéreux; le crédit de l'Espagne était tué, et sa ruine totale imminente. Gustave-Adolphe mourut, et cette mort, célébrée à Madrid comme une grande victoire, redonna quelques avantages à l'Empire et au gouvernement des Pays-Bas, alors dirigés par le cardinal-infant. La France déclara de nouveau la guerre sous le prétexte de la violation du droit des gens dans la personne de l'électeur de Trèves, enlevé de son palais et transporté dans la citadelle d'Anvers. Richelieu, prévoyant que les Pays-Bas allaient échapper sans retour à l'Espagne, traite avec les Hollandais pour les partager avec eux.

1635 à 1648. Cette ligue de la France avec les républicains de Hollande eut pour premier résultat la prise de Tillemont et une victoire dans les plaines d'Avein contre le prince Thomas de Savoie, auxiliaire du cardinal-infant. La population de Tillemont fut livrée à toute la férocité du soldat. On voit, en lisant le détail de ces événemens militaires, que cette guerre de trente ans se fit d'une manière atroce,

même à part tout fanatisme religieux. De prompts et terribles revers suivirent ces tristes succès; les maladies et la disette décimèrent devant Louvain l'armée franco-hollandaise, et la levée du siége de cette place fut le prélude des malheurs de l'année suivante pour la France. L'Espagne, par des efforts qui achevaient de l'épuiser, parvint à ramener un moment sa fortune passée : la Champagne et la Picardie furent mises à feu et à sang, plusieurs régimens taillés en pièces, et la Somme fut franchie; la consternation était dans la capitale. Ainsi les bandes espagnoles eurent deux fois menacé Paris depuis la journée de Saint-Quentin. Le cardinal-infant, et les deux généraux qui servaient sous ses ordres, Charles, duc de Lorraine, et Jean de Vert, firent la même faute que Philippe II, et perdirent un moment qui ne devait pas revenir pour eux.

Les années qui s'écoulent depuis les opérations militaires que nous venons d'indiquer, jusqu'au traité de Munster, présentent la même vicissitude de revers et de succès, également accablante et vaine pour toutes les puissances belligérantes.

Le détail de ces événemens appartient à l'histoire de chacune d'elles et se trouve partout : il importe donc de présenter au lecteur le tableau de ceux qui sont particuliers à l'Espagne, et qui, à cette époque, comblèrent les désastres de cette monarchie. Nous rappellerons seulement au lecteur, qu'en 1638, tandis que Marie-Thérèse et Louis XIV venaient au monde, le prince de Condé assiégeait Fontarabie et brûlait la flotte espagnole.

Richelieu cherchait des ennemis à l'Espagne en elle et autour d'elle; on lui impute la révolte des Catalans; la révolution de Naples et celle de Sicile, événemens qui furent simultanés. Richelieu était un rude adversaire pour Olivarès : tous deux provoquaient avec un égal acharnement la continuation de la guerre, tandis que les deux monarchies avaient un égal besoin de repos. Vainement le pape Urbain VIII, par des sentimens bien dignes du père commun des fidèles, s'entremit entre ces deux ambitieux jouteurs; le cardinal Ginetti, légat délégué pour cette médiation, y perdit ses peines. Aucun des deux champions ne voulait quitter cette terrible partie, dont

l'Europe sanglante faisait les frais. Olivarès, ne sachant plus où donner de la tête, vend les domaines de la couronne, lève des troupes en Angleterre; mais tous ces moyens étant insuffisans, il viole les priviléges d'exemption des diverses provinces réunies à la Castille, et leur demande à la fois des hommes et de l'argent. Valence, la Biscaye, la Navarre, murmurent, éclatent en réclamations, et se refusent à ces demandes; mais l'Aragon et la Catalogne firent autre chose que murmurer.

Deux députés de cette dernière province, l'un prêtre et l'autre noble, vinrent porter à la Cour des représentations menaçantes, et le ministre les fit arrêter. A cette nouvelle Barcelone lève l'étendard de l'insurrection; les Castillans sont partout massacrés, et le vice-roi avant tous. C'est au même instant (1640) qu'une autre révolution, dont nous avons déjà parlé, se manifeste et s'accomplit à la fois en Portugal, et que ce royaume se détache de l'Espagne, sans commotion, sans secousse, et sans qu'aucun gouverneur, aucun commandant de forteresse fasse résistance. Révolution singulière

par le peu de sang qu'elle coûta, le peu de temps qu'elle prit, et le prodigieux secret qui fut observé parmi ceux qui l'avaient préparée. Un Castillan, voyant les transports de Lisbonne, qui offrait plutôt le spectacle d'une fête que celui des effets d'une grande conspiration victorieuse, s'écria : « Faut-il qu'un si beau royaume ne coûte qu'un feu de joie à l'ennemi de mon maître ! »

La révolte des Catalans fut un incendie qui faillit embraser la monarchie entière ; la France l'attisait, et il fut difficile de l'éteindre. Le marquis de los Velès et le marquis de Leganès, employés successivement contre les rebelles, mirent à exécution les mesures rigoureuses qu'Olivarès leur avait prescrites, et qui rappelaient les cruautés du duc d'Albe dans les Pays-Bas. Ces ordres étaient de mettre le feu aux maisons, de couper les arbres, de massacrer les hommes au-dessus de quinze ans, et de marquer les femmes aux deux joues avec un fer brûlant. Le gouverneur de Tortose fut pendu par les pieds. La Catalogne s'émeut encore aujourd'hui au souvenir des plaies qu'elle souffrit à cette

époque; et les noms et la domination castillane ont toujours été abhorrés de ses habitans. Barcelone est une ville plus française qu'espagnole, par les affections, les mœurs et les traditions.

Olivarès, de son côté, soudoyait la rebellion qui éclatait en France, moins sérieuse et moins terrible, pour des intérêts de cour et non pour la cause des peuples, contre le ministère et non contre la monarchie. Richelieu découvrit le complot, et les infortunés Cinq-Mars et de Thou montèrent sur l'échafaud, tandis que les ducs d'Orléans et de Bouillon échappaient par la fuite aux fureurs du cardinal.

Il meurt, ce fameux cardinal, en 1643, et le comte-duc, délivré d'un si terrible antagoniste, aurait peut-être songé à réparer, s'ils étaient réparables, les malheurs de la monarchie; mais la nation, qui lui imputait toutes ses souffrances, n'en voulait plus. La reine, les grands, le conseil, se réunirent pour demander son éloignement : Philippe, cédant à leur vœu, disgracia Olivarès, et se délivra lui-même d'un joug fatigant et pourtant nécessaire à sa faiblesse. Don

Louis de Haro, neveu d'Olivarès, remplaça son oncle, et se ménagea plus de popularité. La souplesse de son génie convenait mieux à son époque que l'entêtement romanesque du comte-duc.

Les Catalans avaient refusé une amnistie, et leur révolte continuait. La guerre étrangère continuait de même. Le duc d'Enghien, depuis le grand Condé, portait un coup mortel à l'Espagne, dans les plaines de Rocroy. Les meilleures troupes de ce royaume, les débris de sa vieille infanterie, commandés par le comte de Fuentès et don Francisco de Mello, y furent taillés en pièces : tout le matériel de l'armée et sept mille hommes y restèrent au pouvoir de l'ennemi, perte dont il faut juger l'importance par l'état de dénûment où se trouvait alors l'Espagne.

Le pape Urbain VIII renouvelle, en 1644, ses sollicitations pour la paix : Venise s'en mêle, les conférences commencent à Munster et à Osnabruck, et dès lors se prépare le fameux traité de Westphalie : on voit que ce ne fut pas l'affaire d'un jour.

Philippe, cependant, qui n'avait pas

la fierté d'Olivarès, demanda grâce à la reine de France, sa sœur; il offrit de cimenter l'union des deux monarchies, par le double mariage du prince d'Espagne avec mademoiselle, fille du duc d'Orléans, et de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV. Anne d'Autriche jugeait la paix très-bonne à ces conditions; mais Mazarin voulait la guerre, et la guerre ne cessa pas encore.

Cependant le nord de l'Europe arrive enfin au repos; de nouvelles distributions monarchiques s'y préparent: l'indépendance de la Hollande est de nouveau reconnue en 1647, et ses conquêtes dans les deux Indes lui demeurent irrévocablement acquises. L'année suivante l'Empereur transige avec la Suède et la France, à des conditions aussi humiliantes que ruineuses, et sépare sa cause de l'Espagne. Les détails du traité de Westphalie et les pertes qu'il impose à l'Empire sont au nombre des notions historiques les plus communes, et n'entrent pas rigoureusement dans notre sujet. 1648 à 1656.

Philippe IV protesta contre le traité, à cause de ses prétentions sur l'Alsace, ce qui ne l'empêchait pas de réclamer

la paix de son côté : on exigeait de lui la cession entière des Pays-Bas, de la Franche-Comté, du Roussillon. L'Espagne recula devant de si grands sacrifices, et mit tout son espoir dans les guerres civiles de la Fronde, qui embarrassaient alors Mazarin; cependant don Louis de Haro ne retira aucun profit ni de ses intrigues, ni des fautes de la cour de France, ni des erreurs ambitieuses de Condé, qui porta un moment sa brillante valeur et sa fortune sous les drapeaux espagnols. La guerre se prolongea dans les Pays-Bas et en Catalogne, tandis qu'à Naples une autre révolution, prenant cette fois un simple pêcheur, *Mazaniello*, pour organe et pour chef, renouvelait les angoisses de la monarchie.

En 1656, Louis XIV demande lui-même l'infante Marie-Thérèse, qui lui avait été destinée : Philippe IV rejette la proposition, et veut donner sa fille au roi de Hongrie, héritier de la couronne impériale, prince d'ailleurs issu de la même race que lui. Sur ces entrefaites, un infant d'Epagne vient au monde, et Philippe, se voyant un héritier, ne répugne plus à donner sa fille au roi de

France, d'autant plus que ce dernier, à la tête d'une armée brillante, prenait Hesdin, Montmédy, et paraissait se familiariser avec la victoire.

Mazarin, dont la politique s'était subordonnée aux volontés du jeune monarque, annoncées d'une manière si ferme, presse lui-même le mariage et la paix, en renouvelant un traité d'union avec l'Angleterre. Il fallut pourtant de nouveaux revers en Flandre, en Italie et Catalogne, pour achever de décider en Philippe. Enfin don Louis de Haro et Mazarin s'abouchèrent dans l'île des Faisans, sur la petite rivière de la *Bidassoa*, pour dresser les articles de ce fameux traité des Pyrenées. Don Louis, prévoyant combien les conditions proposées seraient désavantageuses pour l'Espagne, opposa une lenteur désespérante à l'empressement prétendu pacifique de son adversaire. Pour motiver ce retard, il se retrancha dans des difficultés d'étiquette ; et *trois mois* de temps furent employés à débattre et à régler le cérémonial entre les deux plénipotentiaires. Il fallait pourtant en finir : les articles furent dressés au nombre de cent vingt. 1659.

La plus remarquable des nombreuses clauses du traité des Pyrénées, était sans contredit celle que les historiens appellent la *Capitulation matrimoniale* de l'infante, et par laquelle Marie-Thérèse renonçait à tous ses droits éventuels à la couronne d'Espagne.

Le lecteur peut remarquer dès ce moment l'extrême répugnance que les princes de la maison d'Autriche, régnant en Espagne, éprouvaient à frayer un passage possible aux Bourbons jusqu'à leur héritage. Il voit que Philippe ne consentit à donner Marie-Thérèse qu'à toute extrémité, et pour sauver les restes de sa défaillante monarchie. Les difficultés furent bien autrement considérables de la part de Charles II, lorsqu'il fut question du fameux testament. De sorte que si l'un de ces deux princes avait eu assez de caractère pour défendre ses affections, ou seulement si un Olivarès eût été ministre, il est plus que probable que Madrid n'aurait jamais vu le duc d'Anjou.

L'Espagne céda le Roussillon, ce qu'elle avait de l'Artois, et abandonna ses prétentions sur l'Alsace, déjà acquise

à la France par le traité de Munster. Les intérêts du duc de Savoie et la réintégration de Condé furent stipulés de même, et le duc de Lorraine, prisonnier dans l'Alcazar depuis quatre ans, comme suspect d'intelligence avec les ennemis de l'Espagne et de l'Empire, rentra dans ses états. Charles II d'Angleterre, qui cherchait à remonter sur le trône, d'où son prédécesseur était naguère si tragiquement descendu, vint à Fontarabie implorer l'assistance des hautes puissances contractantes; mais on ne daigna pas s'occuper de son infortune. Les ministres n'avaient pas le temps, et Louis songeait à son mariage; il dépêchait le duc de Grammont à Madrid avec soixante seigneurs habillés en courriers. Plus tard, soit politique, soit expérience des choses humaines, il fut plus accessible à la voix du malheur. Mais alors le destin des Stuarts était achevé. Ajoutons que bien peu après, lorsque la fidélité de Monck eut ramené Charles II sur le trône, l'Espagne ne put obtenir la paix de l'Angleterre qu'en lui cédant Dunkerque et la Jamaïque.

Il restait le Portugal à réduire. Les

arrangemens proposés par la maison de Bragance furent rejetés avec inflexibilité. On arma; on fit des préparatifs hors de toute proportion avec l'épuisement de la monarchie, et tout cela fut inutile. Le génie de cette admirable reine, Louise de Gusman, veuve du duc de Bragance, qu'elle avait porté sur le trône, défendit son ouvrage contre tous les efforts de l'Espagne. Il est vrai qu'elle fut parfaitemènt secondée par la valeur des Portugais et par leur haine héréditaire de la domination castillane. La guerre continua glorieusement pour eux encore plusieurs années. Le comte de Schomberg, renommé capitaine, dirigea leurs opérations militaires. Enfin, à la mort
1665. de Philippe IV, l'indépendance du Portugal était établie, et le projet de le remettre sous le joug, irrévocablement abandonné par l'Espagne abattue sous le poids de ses malheurs.

Si Charles II n'eût pas été le dernier prince de la dynastie autrichienne en Espagne, et le prédécesseur immédiat de Philippe V, tige de celle des Bourbons, aucun règne ne serait plus que le sien enfoncé dans l'oubli. Tout fut étroit, pe-

tit et malheureux dans la régence honteuse de sa mère et le gouvernement de ses favoris. Sous son père et son aïeul (Philippe IV et Philippe III) les ministres avaient fait de grandes fautes, et souvent mis leurs passions personnelles à la place des intérêts de l'État; mais du moins ils avaient lutté contre de grands revers; et quand ils tombaient au milieu des débris de la monarchie, ce n'était ni sans noblesse, ni sans honneur. Tous ces vestiges de la fierté nationale s'étaient effacés dans une corruption profonde. Le lecteur le plus superficiel a quelquefois entendu parler d'un duc de Lerme, d'un comte-duc Olivarès, d'un don Louis de Haro: ces noms réveillent encore des souvenirs dignes de l'histoire; mais un *Valenzuela*, un jésuite *Nitard*, un *Oropesa*, un *Porto-Carrero*, un *Rocaberti*, que d'obscurité pèse aujourd'hui sur la mémoire de ces intrigans d'état, sans patriotisme, sans courage et sans génie! Le seul homme digne d'estime qui figure au milieu d'eux, est cet autre don Juan d'Autriche, que les historiens signalent comme le dernier grand homme de cette race,

et qui en effet aurait pu ajouter à l'illustration de ce beau nom s'il fût venu en des temps moins exclusivement favorables à la médiocrité et à la bassesse. Il avait commandé les armées dans le cours du précédent règne, en Portugal, en Catalogne et dans les Pays-Bas; mais ses talens, privés de la faveur des circonstances et de l'appui de la Cour, éclatèrent moins par des succès que par les persécutions qu'ils lui attirèrent depuis de la part des favoris de Charles II et de la reine régente.

1665 à 1680. Charles II était fils de Marianne d'Autriche, que Philippe IV avait épousée en secondes noces. Il avait quatre ans lorsque son père mourut, et sa mère resta chargée de la régence, sous la direction ou avec l'assistance d'une junte composée du président de Castille, du vice-chancelier ou président d'Aragon, de l'archevêque de Tolède, de l'inquisiteur-général, d'un grand d'Espagne et d'un conseiller d'état, sans parler de don Juan d'Autriche, à qui sa naissance donnait nécessairement l'entrée de ce conseil. La nation vit même avec déplaisir les rênes du gouvernement confiées à

d'autres mains que les siennes ; en murmurant contre une telle injustice, elle s'indignait de voir cette reine, au profit de qui elle avait été commise, livrée uniquement aux suggestions empoisonnées de son confesseur, le père Evrard Nitard. Cet homme était jésuite et allemand ; il était ambitieux et inhabile, et portait un orgueil immense sous la feinte humilité de sa soutane noire. C'est lui qui, blessé de la fierté d'un des plus grands seigneurs de l'Espagne, lui dit : « *Songez que c'est* » *à vous de me respecter, moi qui ai* » *tous les jours votre Dieu entre mes* » *mains et votre reine à mes pieds.* » Paroles qui sont la plus forte expression connue de l'insolence humaine, et où se révèle le génie de la redoutable postérité de Loyola.

Don Juan fut bientôt éloigné de la cour, sous l'honorable prétexte d'un commandement en Flandre, où ce prince s'était déjà illustré. Don Juan se souvenant qu'il avait été indignement abandonné en Portugal, refusa cette mission comme un complot contre sa gloire. Il fut exilé.

Ses querelles avec le jésuite confes-

seur occupaient la cour d'Espagne, tandis que Louis XIV envahissait les Pays-Bas, en vertu du droit de *dévolution*, qu'il prétendait acquis, par la mort de Philippe IV, à la reine Marie-Thérèse, fille du premier lit, à l'exclusion de Charles II, né du deuxième.

Ce droit, usité dans la coutume du Brabant, donnait une préférence absolue en matières de successions paternelles aux enfans du premier lit sur ceux du second, sans égard au sexe. Le traité des Pyrénées était évidemment violé. On prétendit qu'une loi établie pour les propriétés ordinaires entre simples particuliers, ne pouvait valoir entre rois et pour la propriété d'un royaume. On discuta, on écrivit beaucoup : il eût fallu se battre; mais le roi de France était le plus fort.

L'année suivante le roi de France s'empare de la Franche-Comté. La conquête de ces pays, dont la perte fut si accablante pour l'Espagne, fut si facile pour le vainqueur, que, selon l'expression d'un Castillan, le roi de France, au lieu d'aller en personne prendre possession de ces provinces, aurait pu se contenter

d'y envoyer non ses soldats, mais ses laquais.

On fit la paix avec le Portugal pour n'avoir du moins affaire qu'à la France. Il ne resta à l'Espagne de ce beau royaume que Ceuta. On conclut en même temps, avec Louis XIV, le traité d'Aix-la-Chapelle, en vertu duquel il garda la Flandre et rendit la Franche-Comté.

Ces exploits militaires de Louis le Grand perdent beaucoup de leur mérite quand on songe à la situation de la monarchie qui en faisait les frais. Il était aussi facile que peu généreux d'accabler cette malheureuse Espagne. C'est pourtant ce que Louis XIV ne cessa de faire durant les quinze années qui s'écoulent depuis la mort de Philippe IV jusqu'au traité d'Utrecht. Par ce traité, qui maintenait les stipulations de celui d'Aix-la-Chapelle, relatives aux Pays-Bas, la Franche-Comté, prise et puis rendue, retournait à la France à qui elle est restée.

Don Juan était parvenu à faire disgracier Nitard; mais il n'avait fallu rien moins que le soulèvement de plusieurs provinces et la présence du prince aux

portes de Madrid, avec deux mille hommes en ordre de bataille, pour obtenir ce renvoi. La reine n'y consentit qu'en se livrant aux transports du désespoir. Elle donna en dédommagement à son bien-aimé confesseur la qualité de son ambassadeur à Rome. Don Juan, qui ne voulait pas entendre parler du gouvernement des Pays-Bas, dont le destin se décidait, se fit nommer vice-roi général de la Catalogne, de l'Aragon et de Valence, provinces qui s'étaient armées en sa faveur. Il établit sa résidence à Sarragosse.

La reine remplaça le père Nitard, non dans ses fonctions de directeur, mais dans sa *privauté* [1], dit naïvement un historien, par don Fernand de Valenzuela qui, chassé de la maison du duc de l'Infandato, où il était en qualité de page, arriva bientôt au période le plus élevé de la fortune. La reine lui donna la charge de grand écuyer et le titre de *grand d'Espagne*, coup mortel pour l'orgueil de cette classe. On ne parla plus que de ce sacrilége à Madrid et

[1] *En su privanza.*

dans toute l'Espagne; une nouvelle invasion des Maures eût moins vivement occupé les esprits.

La monarchie ne manquait pourtant pas de graves sujets d'alarmes, car ses possessions en Amérique périssaient par les dévastations audacieuses des flibustiers. Ces corsaires, qui ont immortalisé leur histoire de brigands à force de courage, venaient de prendre Porto-Bello, sous la conduite de Morgan, l'un de leurs plus intrépides chefs. Les malheurs que les Espagnols éprouvèrent alors en Amérique, peuvent être regardés comme une faible expiation des cruautés que leurs ancêtres avaient exercées contre les Indiens. On sait que Montbars, surnommé l'Exterminateur, né Français et gentilhomme, ne s'était fait flibustier que pour pouvoir satisfaire la haine et l'horreur dont la lecture des écrits de l'évêque de Chiapa, Las Casas, l'avait rempli pour le nom espagnol. Au reste, ces corsaires flibustiers, devenus la terreur du Nouveau-Monde, étaient de ces hommes qui semblent avoir mission de détruire, et qui sur des débris établissent quelquefois un empire, quand un homme

de génie se trouve à leur tête pour diriger leurs efforts.

Pendant que Valenzuela amusait le peuple de Madrid par des fêtes, les troupes espagnoles étaient battues en Catalogne, dans le Roussillon et la Cerdagne, par les Français; et la Sicile, fatiguée du despotisme des gouverneurs qui lui venaient de Madrid, se révoltait en appelant la France à son aide. Don Juan refuse d'aller réduire cette rebellion, à moins d'être reconnu infant d'Espagne, et Louis XIV est proclamé, dans Messine, roi de Sicile. L'ancienne ennemie de l'Espagne, la Hollande lui prête en vain de l'or et des vaisseaux pour lutter contre l'insatiable ambition du monarque français; Louis avait d'aussi grands hommes sur la mer que sur la terre, et Duquesne bat Ruyter en vue de la rade de Palerme.

Les malheurs de l'Espagne s'accumulent encore plusieurs années. On a recours, pour fournir aux besoins de l'État, à ces moyens odieux et précaires déjà employés, et qui avaient contribué à sa ruine. On supprime des charges *sinécures*, c'était bien fait; mais on vend les

vice-royautés du Mexique et du Pérou, ce qui devait dès lors mettre le feu aux colonies, déjà lassées du joug de la métropole.

Charles II avait pris les rênes du gouvernement dès qu'il eut atteint sa quinzième année, en vertu des dispositions du testament de son père; mais l'exécution de cette vaine formalité ne changea rien aux affaires; Valenzuela en conserva la suprême direction, et le jeune prince ne fut roi que sous le bon plaisir de la reine et du favori. Charles avait reçu de la nature une organisation bien faible et sans compensation de facultés morales qui eussent de l'éclat. Quelques historiens ont prétendu que la nature ne l'avait pas fait tel, et ils sont allés jusqu'à faire entendre que la débilité déplorable dont tout son être était frappé, était le résultat d'un forfait atroce, forfait que la plume se refuse à exprimer autant que l'esprit à l'admettre, puisque c'est à sa mère qu'il faudrait l'imputer. A la vérité les mêmes imputations ont presque été justifiées relativement à Catherine de Médicis; la soif du pouvoir est assez ardente dans les cours

pour étouffer les sentimens de la nature, et le voisinage de l'ambition fut souvent funeste même à ceux de la maternité. On parle d'un breuvage; on jette une teinte criminelle sur les liaisons de cette reine avec le jésuite Nitard; on la montre passant dans les bras de Valenzuela avec une facilité scandaleuse, et remplaçant ce favori par le comte de Melgar; on raconte ses attentats contre don Juan, qui mourut en 1679, empoisonné; mais tout cela, je l'avoue, n'est pas suffisant pour persuader qu'elle ait voulu détruire dans son fils les germes de la raison et ceux de la virilité. Elle eut un Jésuite pour confesseur, voilà contre elle le plus redoutable argument, puisqu'il n'est pas de crime que la *morale* des Jésuites n'essaie de légitimer; or, il faut savoir que l'Espagne a fourni à cette société fameuse ses casuistes les plus relâchés.

Cet infortuné Charles II épousa en 1679 une princesse française, Louise d'Orléans, fille de Monsieur et nièce de Louis XIV. Il aima sa femme qui ne l'aimait guère, et il ne s'occupa plus des affaires de son royaume. Eguia, secré-

taire des dépêches universelles, devint l'unique moteur de cette déplorable administration. L'Espagne achevait de subir toutes les épreuves de la plus cruelle détresse financière. Il y avait si peu d'espèces, qu'il fallut avoir recours non-seulement au papier-monnaie, mais encore à l'échange des denrées en nature. Quant à l'inquisition, elle n'avait jamais été plus florissante. Un auto-da-fé fut célébré pour embellir les fêtes du mariage de Charles II; vingt-deux personnes y furent brûlées, et soixante autres fouettées ou marquées du fer rouge, toujours pour prétendus crimes de religion. Le duc de Véraguas, vice-roi de Valence, ayant condamné un moine scélérat à la juste punition de ses crimes, le confesseur du roi réclama l'immunité ecclésiastique et fit révoquer le vice-roi, qui fut encore obligé de recevoir l'absolution du nonce du pape. Tout tendait à avilir l'administration.

1680 à 1700.

En 1682, on mit la grandesse à prix d'argent; plusieurs riches Juifs qui avaient abjuré, se firent nobles et grands; chose importante à remarquer pour savoir ce que peut être aujourd'hui, en Espagne,

cet ordre qui se dit encore, si ridiculement, le premier de l'État.

Louis XIV s'acharnait sans pitié sur la malheureuse Espagne. En 1681, elle avait été forcée de lui céder encore le comté de Chimay; l'année suivante, Charles II fit un traité d'alliance avec la Suède, la Hollande et l'Empire, pour tâcher de conserver quelque chose des Pays-Bas. Ce traité était comme le prélude de celui d'Augsbourg; mais l'heure des revers n'était pas encore venue pour Louis le Grand, et d'ailleurs l'Empire avait affaire avec la Turquie. Les Espagnols, commandés par le duc de Bournonville, furent de nouveau battus en Catalogne, et Fontarabie fut encore une fois bombardée. En 1684, le traité de Ratisbonne, conclu entre l'Empire, l'Espagne et la France, valut à l'Espagne la restitution de quelques villes, et stipula assez inutilement une trève de vingt ans entre ces trois puissances.

Le duc de Médina-Celi avait remplacé Valenzuela, et avec plus de patriotisme et d'habileté n'avait pas fait mieux que lui; le bien n'était plus possible et la monarchie trop malade. Le comte d'O-

ropesa succéda à ce dernier; celui-ci était de la maison royale de Portugal; il n'eut pas plus de succès que ses prédécesseurs, malgré beaucoup de fermeté et quelques efforts utiles. La reine douairière le fit bientôt remplacer par Henriquez de Cabrera, comte de Melgar.

La ligue d'Augsbourg s'était formée en 1687 contre Louis le Grand, qui semblait prétendre à renouveler Charles V en Europe. Guillaume de Nassau, prince d'Orange, était l'âme de cette ligue, et il devint l'antagoniste heureux du monarque français. Il monta sur le trône d'Angleterre en ébranlant celui de son rival, qui fit de vains efforts pour soutenir le malheureux Jacques II. Le roi d'Espagne accéda au traité d'Augsbourg dès que sa femme, Louise d'Orléans, fut morte, et il épousa Marie-Anne de Neubourg, fille de l'électeur palatin.

La victoire ne se hâta pas de ratifier le traité d'Augsbourg, et Louis défendit mieux sa propre cause que celle de l'infortuné Stuart. Depuis 1690 jusqu'en 1697, époque du traité de Ryswick, l'Espagne, obligée de se défendre sur ses frontières et dans les Pays-Bas, comme 1697 à 1701.

partout où s'étendait encore sa chancelante domination, éprouva partout les mêmes adversités; la fortune ne lui fut favorable qu'à Campredon et Valcourt. En Flandre, les alliés perdirent la bataille de Fleurus, celles de Lens et de Steinkerque; en Catalogne, les Espagnols celles de Ter et de Barcelone; en Italie, celles de Staffarde et de Marsaille, qui firent la gloire de Catinat. Ces nombreuses défaites entraînèrent la perte des places d'Urgel, de Belvor, de Roses, de Palamos, Gironne, Hostalrich et Barcelone, en Catalogne; celles de Luxembourg, Mons, Charleroi et Namur, dans les Pays-Bas. La France avait profité de toutes ces pertes, et sa prépondérance paraissait plus que jamais affermie; cependant, épuisée par ses propres victoires, elle avait besoin de repos, et quand les alliés offrirent la paix, elle était à la veille de la demander elle-même : d'ailleurs Louis avait, pour se résoudre à poser les armes, d'autres puissantes raisons encore plus conformes à ses vues d'agrandissement. Enfin, la paix générale fut arrêtée entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande, à Ryswick, le 20 sep-

tembre 1697; les parties contractantes y firent de réciproques restitutions, et l'Europe se retrouva au même point où l'avaient mise les traités de Westphalie et de Nimègue : ce traité ne fut pour la France que le pardon de ses victoires.

AFFAIRE DE LA SUCCESSION.

Charles II, accablé d'infirmités précoces, était menacé d'une fin prochaine, et n'avait pas d'enfans : toute l'Europe tenait les yeux ouverts sur sa succession, et toutes les ambitions se mettaient en mouvement. Louis devança habilement ses compétiteurs, d'abord en faisant la paix à temps, puis en dépêchant à Madrid le comte d'Harcourt, dont l'habileté et le zèle devaient tout disposer pour le succès de ses plans. L'événement justifia une fois de plus la réputation que le roi de France avait de se connaître en hommes; et à coup sûr sans cet adroit, spirituel et magnifique seigneur, les Allemands l'eussent emporté dans l'affaire de la succession.

Ce n'est pas seulement l'espace qui nous manquera pour exposer cette affaire au lecteur dans tout son jour. Ce fut une intrigue digne du génie de Louis XI, et dont les détails, assez peu connus, pour-

raient encore avoir tout le piquant de la nouveauté, en paraissant dans leur intégrité naïve. Le testament de Charles II fut extorqué par des moyens si odieux et si misérables, que si la valeur française d'une part, et le vœu de la majorité de la nation espagnole de l'autre, n'eussent pas consacré ses dispositions, il serait permis de douter de la légitimité des droits du duc d'Anjou à cet héritage. Au reste, les écrivains les plus monarchiques, malgré leur réserve obligée sur ce chapitre scabreux, ont laissé échapper des aveux assez abondans, pour qu'il nous soit possible de remplir notre tâche sans invoquer d'autre témoignage que le leur, et par conséquent sans nous écarter de la mesure que tant de motifs nous prescrivent.

Les deux principaux prétendans à la succession étaient Louis XIV et l'empereur Léopold, prince d'un esprit faible et borné, livré à l'influence des prêtres et aux pratiques d'une superstition grossière. Le roi d'Angleterre, l'actif Guillaume, redoutait également l'agrandissement de l'un et de l'autre, et de plus professait pour le monarque français la haine la plus cordiale. Conduit par ces

divers motifs, il imagina de faire passer la succession d'Espagne au prince électoral de Bavière, encore enfant, et petit-fils de Philippe IV par sa mère, fille de Léopold. Sonaïeule avait, comme Marie-Thérèse et les autres princesses d'Espagne, fait une renonciation à la succession de cette couronne; mais Louis XIV, en s'emparant du Brabant, par *droit de dévolution,* au mépris du traité des Pyrénées, et spécialement de la capitulation matrimoniale de l'infante, avait déjà enseigné ce que valaient ces solennelles renonciations. De part et d'autre on se prévalait d'ailleurs, pour en soutenir la nullité, du défaut de sanction *par les cortès,* et on détruisait ces engagemens les uns par les autres. Le comte d'Oropesa, prédécesseur du comte de Melgar, s'était mis à la tête du troisième parti, le plus faible de tous; mais il avait été disgracié à la mort de Marie-Anne d'Autriche, mère du roi, qui tour à tour le soutint et le repoussa.

Le roi d'Angleterre, poursuivant son plan favori, avait proposé aux cours de Vienne et de Versailles un traité de partage en vertu duquel l'Espagne, les Pays-

Bas et les principales colonies du Nouveau-Monde, auraient, après la mort de Charles II, formé un état au prince électoral de Bavière; et Naples, la Sicile et la province de Guipuscoa composé le lot du dauphin, tandis que la maison d'Autriche se serait contentée du beau duché de Milan. Les conditions réservées à la France par le traité d'Augsbourg étaient bien différentes, puisque les puissances contractantes s'étaient formellement engagées à assurer l'intégrité de la succession espagnole aux fils de Léopold, et à ôter toute espérance au monarque français; mais ce dernier avait depuis lors remporté assez de victoires pour faire annuler cette clause secrète, et consolider ses projets. Louis parut cependant très-disposé à accéder au traité de partage; il n'en fut pas de même de Léopold, qui s'était accoutumé à considérer ses droits comme parfaitement établis. Les négociations furent interrompues, et alors, de part et d'autre, commence une suite d'intrigues dont Madrid fut le théâtre.

Le secret du traité de partage proposé par Guillaume avait transpiré, et en ex-

citant l'indignation nationale, il avait troublé le sommeil apathique du faible Charles II lui-même. Charles redoutait la branche allemande de sa propre maison, autant qu'il haïssait celle de France; et pour les déjouer toutes deux à la fois, il fit alors son testament en faveur du prince de Bavière. La nation, qui craignait un démembrement, applaudit à ce choix; mais la mort de cet enfant vint tout-à-coup trahir ses vœux, et remettre l'avenir à la discrétion du plus adroit ou du plus fort.

Les Allemands étaient détestés à Madrid, et n'avaient pas moins mécontenté la noblesse que le peuple. La reine, qui gouvernait entièrement son royal époux, était elle-même sous l'influence de quelques personnages subalternes qui semblaient ne l'avoir suivie en Espagne que pour lui procurer la haine de la nation. Ces Allemands, parmi lesquels une comtesse de Berleps figure en première ligne, avaient fait le trafic le plus scandaleux des emplois de l'État et des faveurs de la cour. Ils vendaient tout ce qui se pouvait payer, et exploitaient l'Espagne comme un bénéfice temporaire. Le roi ignorait

ces désordres, et passait son temps entre quelques prêtres et quelques moines qui se disputaient sa déplorable faiblesse. Ainsi les dispositions générales étaient contraires à la maison allemande. Cependant Charles II, par le conseil de Porto-Carrero, se décida à donner la préférence à l'archiduc, et l'appela auprès de lui. L'inconséquente légèreté de ce jeune prince acheva de gâter ses affaires. Il affecta de tourner en ridicule les usages et les mœurs de la nation castillane; et cette nation, fière et sérieuse, aussi peu propre à tolérer la raillerie qu'à s'en servir, en conçut pour ce prince un éloignement invincible. En même temps Porto-Carrero se brouilla, à l'instigation du marquis d'Harcourt, avec la comtesse de Berleps et les ministres allemands; de sorte que l'Empereur perdit l'auxiliaire le plus considérable et le plus utile. La reine, à la vérité, était tout allemande, et son influence était encore d'un grand poids dans la balance; elle entraînait plusieurs grands seigneurs dans son parti : mais d'autres, en nombre bien plus considérable, révoltés de sa hauteur et de son inflexibilité, se

rangeaient du côté de la France : ils se justifiaient en comparant le caractère de la nouvelle reine à celui de Marie-Louise d'Orléans, qui avait été un modèle de bonté et de grâce, et que le peuple, à qui sa mémoire était chère, nommait la *mère des Espagnols.*

Le comte de Lobkowitz, qui, à l'époque du traité de Ryswick, résidait à la cour d'Espagne avec le titre d'ambassadeur, était l'homme du monde le moins propre à ramener les esprits. Il affectait pour les Espagnols le mépris le plus injuste à la fois et le plus impolitique. Une clameur universelle s'était élevée contre lui. Il fut rappelé, et l'on délibéra sur le choix de son successeur. Le conseil de Léopold nomma Ferdinand Bonaventure, comte d'Harrach. Les Mémoires publiés sous le nom de ce ministre sont assez authentiques pour qu'il soit permis d'apprécier par eux ses talens de négociateur; et certes on y voit que ce n'était pas encore là un suffisant antagoniste pour le marquis français et l'archevêque de Tolède, Porto-Carrero, qui étaient parfaitement d'accord. Bonaventure d'Harrach fut complétement dupe

du rusé cardinal; il a lui-même consigné dans les dépêches qui ont servi à la composition de ses mémoires l'aveu de son inepte bonne foi. Bientôt après, humilié d'avoir été joué à la face de l'Europe, il n'écrivit plus à Vienne que pour demander avec les plus vives instances d'être rappelé.

La défection de Porto-Carrero fut la ruine de la faction autrichienne. Ce prélat battit les Allemands qui dirigeaient la reine, et terrassa le capucin Gabriel de la Chiusa, confesseur de cette princesse, le plus influent de tous, par les manœuvres qui convenaient entre gens d'église. Porto-Carrero répandit le bruit que le Capucin, la comtesse et leurs amis avaient ensorcelé la reine, laissant entendre qu'il était à craindre que leur trame sacrilége ne se fût étendue jusqu'au roi. Cette grossière imposture, qui ne peut exciter que le mépris d'un siècle éclairé, était encore un puissant moyen en Espagne à la fin du 17e siècle, et s'accrédita avec la plus grande facilité : nous allons en faire voir les suites.

Avant d'en venir à la fable de la sorcellerie, on avait imaginé mille moyens

non moins honteux pour semer la discorde entre la reine et le roi, et finalement pour opérer la rupture solennelle de leur mariage. Les mystères du lit conjugal étaient scandaleusement divulgués et commentés par les casuistes et les médecins, cherchant des causes de divorce [1]. Le roi prodiguait en secret à son épouse les marques de la tendresse la plus passionnée, prêt cependant à l'abandonner si les théologiens l'exigeaient. Enfin la ridicule imposture qui faisait jouer un rôle au diable ayant réussi au-delà des vœux des partisans de la maison de France, la disgrâce des Allemands fut résolue; le peuple demanda à grands cris leur renvoi et leur châtiment. L'amirante de Castille, le marquis de Melgar et le comte d'Oropesa, attachés à la maison d'Autriche, étaient au nombre des sorciers supposés. De l'autre côté, on voyait paraître après le cardinal Porto-Carrero, et sous ses ordres, l'inquisiteur général Rocaberti, et le père Froylan Diaz, nouveau confesseur de Sa très-crédule Majesté.

[1] Mémoires du comte d'Harrach.

Froylan Diaz exorcisa à plusieurs reprises différentes Charles II. Les paroles dont on se sert dans les rituels pour conjurer les puissances infernales frappèrent de terreur ce malheureux prince, et achevèrent d'altérer sa raison. Dès lors il ne fut plus qu'un instrument docile et résigné entre les mains impies de Porto-Carrero; et lorsque ce cardinal lui suggéra de consulter le souverain pontife pour sortir de ses perplexités relativement au choix d'un successeur, Charles II accueillit ce conseil avec empressement, pour mettre un terme aux sollicitations de la nation et aux malheurs de l'Espagne. D'autres consultations précédèrent ce recours au saint Père; les conseillers de la couronne, les jurisconsultes les plus renommés, les théologiens les plus experts avaient été réunis pour prononcer sur cette grande difficulté; mais l'habileté des négociateurs français et les ruses de Porto-Carrero avaient su introduire dans toutes ces conférences les élémens d'une majorité favorable à la maison de Bourbon. La réponse d'Innocent XII fut également conforme aux vœux du roi de France. Le cardinal Jan-

son avait très-habilement disposé ce pape en faveur de Louis XIV. La cour de Vienne s'était fait représenter auprès du saint Père par le comte de Martinitz, entêté allemand, qui, pour de vaines difficultés de cérémonial, ne craignit pas de courroucer tout le sacré collége. L'Empereur avait en outre choisi ce moment où l'on discutait l'affaire de la succession, et dans laquelle le pape était intervenu comme arbitre, pour réclamer des fiefs impériaux englobés depuis long-temps dans les domaines de l'Église, ou usurpés par des feudataires du saint Siége. Tant de fautes si graves en politique devaient finir par avoir leur salaire, malgré l'affection si manifeste de Charles II pour sa maison. Il paraît même que la reine, fatiguée de faire des efforts pour une cour qui entendait si mal ses intérêts, avait abandonné la cause de l'archiduc, et que la comtesse de Berleps à son tour s'était rangée du parti du cardinal et du marquis d'Harcourt.

Le marquis d'Harcourt et la marquise sa femme, non moins adroite et spirituelle que lui, avaient gagné tout le

monde à Madrid, la noblesse, le peuple, le clergé. Tandis que lui ne dédaignait pas de séduire les camaristes de la reine, elle allait interroger l'humaine faiblesse jusque sous le *Sombrero* des familiers du Saint-Office. « Sire, écrivait naïvement » à son empereur le comte d'Harrach, » l'inclination et l'estime du peuple pour » ce ministre surpassent tout ce que je » saurais dire à votre majesté, ce qui est » pour moi une mortification très-sen- » sible. »

Tandis que les agens du roi de France travaillaient avec tant de zèle et de succès à faire avoir à son petit-fils la totalité de la succession, ce monarque feignait de se prêter à un nouveau traité de partage, encore proposé par le roi Guillaume. Louis XIV consentait généreusement à laisser à l'archiduc l'Espagne et les Indes, en ajoutant le Milanais au partage du dauphin, qui aurait eu Naples, la Sicile, le marquisat de Final et la province de Guipuscoa. Quant aux Pays-Bas, il paraît qu'on les aurait donnés au duc de Lorraine, en échange de son propre duché. On voit que cet arrangement était bien plus avantageux que le

premier à la maison d'Autriche. A mesure que Louis le Grand était plus près de gagner la partie, il faisait plus beau jeu à son adversaire. Léopold l'eût embarrassé en le prenant au mot; mais il eut la folie de rejeter ce traité. Guillaume fut en cette occasion dupe de la politique française.

Les seuls Hollandais, que le sort des Pays-Bas intéressait beaucoup, pénétrèrent la ruse; et Dickvelt déclara publiquement dans l'assemblée des états que l'on ne devait prendre aucune confiance dans les paroles du grand Roi et, les assurances de ses ministres.

Ce nouveau traité excita une indignation plus vive encore que le premier à la cour de Madrid. Le marquis de Canalès, ambassadeur d'Espagne à Londres, présenta aux lords régens, en l'absence de Guillaume, un mémoire dans lequel ce ministre se plaignait, au nom de son maître, en termes très-énergiques et pleins d'amertume, des machinations ténébreuses dont la succession d'Espagne était l'objet. Il imputait à l'Angleterre et à la France d'avoir donné aux nations le premier exemple de ces procédés

odieux, inusités dans la diplomatie des rois. Il taxait d'avidité détestable ces projets d'usurpation, de démembrement et de bouleversement du pays d'autrui. Ce mémoire remarquable finissait par la menace d'un appel à la loyauté de la nation anglaise, c'est-à-dire au parlement assemblé [1]. Le roi Guillaume fit déclarer par le secrétaire d'état que le mémoire était insolent et séditieux, et l'ambassadeur reçut l'ordre de sortir immédiatement du royaume. Ce courageux patriote répondit froidement : *Te Deum laudamus*, et partit aussitôt.

Le nouveau traité de partage n'en fut pas moins signé à Londres et à La Haye. L'Empereur n'y voulut pas accéder. Il avait été stipulé qu'en cas de refus de sa part, on donnerait à tout autre prince la portion destinée à l'archiduc. D'ailleurs on y décidait fort lestement du sort des petits princes que leur mauvaise fortune jetait en travers de ces intérêts. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les grandes puissances ont très-peu ménagé les petites. Ce traité

[1] TARGE, *Avénement de la maison de Bourbon.* (Voyez aussi COXE.) — Lamberti.

semble attester, de la part du roi de France, un luxe de mauvaise foi difficile à comprendre. Qu'avait-il besoin de transiger, puisqu'il savait qu'il allait avoir la succession? Mais il faut remarquer qu'il voulait empêcher l'empereur et l'Angleterre de faire des préparatifs de guerre.

Enfin le testament fut fait en vertu des décisions des théologiens, et surtout en vertu de l'obsession du cardinal Porto-Carrero, devenu le maître absolu de l'esprit faible et superstitieux du roi Catholique. Cet acte célèbre fut rédigé par le secrétaire des dépêches, Ubilla, pourvu à cet effet du titre de notaire, et puis lu et signé en présence seulement du cardinal primat et de Manuel Arias, président du conseil de Castille. Ce ne fut pas sans verser des larmes que Charles II signa la solennelle spoliation de sa famille et l'anéantissement de tous ses vœux : « C'est Dieu, s'écria-t-il, qui donne les » royaumes, parce qu'ils lui appartien- » nent. » Le testament fut incontinent scellé de sept sceaux, signé sur le revers par autant de témoins; et cette opération était à peine finie en présence du roi, que ce malheureux prince, accablé

de douleur, tomba dans une défaillance qui fit craindre pour sa vie. Porto-Carrero reçut momentanément le dépôt de la suprême autorité, et le faible Charles II s'achemina en peu de jours vers le tombeau, répétant quelquefois tristement ces paroles : *Nous ne sommes plus rien.* Il mourut le 16 novembre 1700.

Charles II reconnaissait par ce testament les droits de Marie-Thérèse, sa sœur aînée, nonobstant la renonciation de cette princesse, et établissait que le motif de cette renonciation cessait en transférant la monarchie espagnole sur un des fils cadets du Dauphin. Il nommait en conséquence Philippe d'Anjou héritier de tous ses états, en lui substituant le duc de Berry, son frère puîné ; au duc de Berry il substituait l'archiduc Charles, et à celui-ci le duc de Savoie, en défendant expressément tout partage de la monarchie. On assure que le duc d'Orléans, dont il n'était nullement question, comme on voit, dans le testament, protesta formellement contre cette exclusion très-injuste [1].

[1] Saint-Philippe, Saint-Vitali, Ottieri.

L'ouverture du testament se fit en plein conseil, aussitôt que le roi eut expiré. La joie bruyante des partisans de la maison de France, n'empêcha pas l'indignation de leurs adversaires de se manifester : le jeune comte d'Harrach, qui avait succédé à son père, fut consterné. La junte, instituée par l'un des premiers articles du testament pour gouverner avec la reine jusqu'à l'arrivée de Philippe d'Anjou, se hâta d'écrire à Louis XIV. Dès que la nouvelle fut parvenue à Paris, le roi de France assembla son conseil pour delibérer sur l'acceptation ou la non acceptation du testament; ce qui, sans doute, n'était que de la comédie, tant majestueuse fût-elle; car évidemment Louis ne voulait pas répudier une succession captée par cette suite laborieuse d'intrigues et de manœuvres qui avaient même un peu compromis sa renommée royale de grandeur d'âme et de magnanimité. Il ne le voulait pas, sans doute, quelque périlleuse que dût être pour la France cette infraction aux précédens traités. Louis XIV « s'était » toujours formellement engagé à rejeter » toute disposition que le roi d'Espa

» pourrait faire de sa monarchie en fa-
» veur d'un prince de France, à quelque
» titre que l'acte en serait fait; testa-
» ment, donation, toute forme que ce
» fût souffrait une exclusion [1]. »

Au reste, la comédie fut bien jouée dans le conseil, chacun opina avec liberté, et Mme de Maintenon y fit son rôle. L'Angleterre et les Provinces-Unies jetèrent les hauts cris, demandèrent l'exécution des conventions de Londres et de La Haye. Le roi de France écrivit au roi Guillaume « que l'acceptation du testa-
» ment lui causait personnellement une
» très-grande perte; mais qu'il préférait
» de renoncer aux avantages accordés à
» sa couronne par le traité de partage,
» plutôt que de donner lieu à une guerre
» qui troublât le repos de l'Europe [2]. »
Il répondit dans le même sens à SES TRÈS-CHERS, GRANDS AMIS, ALLIÉS ET CONFÉDÉRÉS les états de Hollande, que, s'il n'avait pas suivi la lettre du traité, il en avait suivi l'esprit, qui était d'assurer le repos de la monarchie espagnole.

Mais il s'en fallait de beaucoup, si

[1] Mémoires de Torcy. — [2] TARGE.

la paix était le but de Louis, qu'il eût pris le moyen le plus propre à l'atteindre. L'Europe entière se souleva contre lui, surtout quand il fut connu qu'au moment du départ du duc d'Anjou il avait fait sceller des lettres-patentes en faveur de ce jeune prince pour lui conserver ses droits à la couronne de France.

Là commence cette guerre de la succession qui dura jusqu'à la paix d'Utrecht, et mit la France à deux doigts de sa perte. Nous indiquerons de la manière la plus sommaire les vicissitudes de cette sanglante lutte. Le lecteur ne nous saura pas mauvais gré d'avoir consacré préférablement quelques pages de plus à lui faire connaître l'affaire de la succession d'Espagne, dont la connaissance est très-loin d'être populaire, et relativement à laquelle les écrivains français n'ont jamais donné que des renseignemens altérés ou insuffisans. Quant au détail des guerres qui suivirent cette grande intrigue, indépendamment de ce qu'il se trouve partout, nous ne pouvons l'analyser ici qu'avec la plus grande brièveté.

SIXIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'avénement au trône du duc d'Anjou (Philippe V), jusqu'à la révolution de l'île de Léon.

De 1701 à 1820. — 120 ans.

Le duc d'Anjou, Philippe V, vint à Madrid en 1701; il fut accueilli avec transport par la nation espagnole : plusieurs grandes qualités le rendaient digne de l'amour de ses nouveaux sujets, et il eût mérité de monter sur le trône par des moyens moins condamnables et moins odieux. Au reste, les acclamations du peuple étaient la meilleure sanction que le testament pût recevoir.

Dès la même année eut lieu entre l'Empire, l'Angleterre et la Hollande cette ligue contre Louis XIV et son petit-fils, appelée la Grande-Alliance. Le prince Eugène battit à Carpi et à Chiari les troupes françaises, espagnoles et italiennes. En 1702 Philippe V passe en Italie pour

joindre le duc de Vendôme, qui commandait les Français. Le jeune roi combat en personne à Santa-Vittoria et à Luzara, journées glorieuses pour les armées du roi de France, qui vont être suivies de grands revers.

La reine Anne succède à son beau-frère Guillaume, et poursuit ses projets contre la France. Les escadres anglaise et hollandaise, au nombre de quatre-vingts vaisseaux, attaquent, brûlent et anéantissent dans le port de Vigo les flottes espagnole et française qui servaient d'escorte aux galions du Mexique, et font un butin immense.

Dans les Pays-Bas, Malborough s'empare de plusieurs villes. L'électeur de Bavière et le duc de Villars battent les Impériaux à Passau et à Hochstet; mais, tandis que le duc de Vendôme s'avance du côté du Tyrol pour opérer sa jonction avec eux, la défection du duc de Savoie, Victor Amédée, qui s'arme contre son gendre, le rappelle en Piémont. En Alsace, le duc de Bourgogne et le maréchal de Tallard obtiennent également des succès.

En 1704, l'archiduc, porté par la flotte

anglaise, vient se présenter devant Barcelone, après être allé à Lisbonne pactiser avec le roi de Portugal. L'amirante de Castille, ancien partisan de la cause allemande, avait promis de lui livrer cette place : la conspiration est découverte. Les Anglais vont s'emparer de Gibraltar et y proclament la reine Anne.

Une flotte de cent huit vaisseaux ou galères, commandée par le comte de Toulouse, sort des ports de France pour aller secourir Philippe V. Combat terrible à la hauteur de Malaga entre les deux escadres, après lequel chacun s'attribue une victoire fort incertaine.

Mais la fortune se prononce contre la France. Eugène et Malborough gagnent la bataille d'Hochstet ou de Bleinheim. Les électeurs de Cologne et de Bavière sont ruinés, et les vainqueurs transportent le théâtre de la guerre sur le Rhin.

En 1705, les Espagnols et les Français font le siége de Gibraltar, et sont forcés par les Anglais de le lever. L'archiduc reparaît sur les côtes de Valence, et une révolution éclate en sa faveur dans la province de ce nom.

En 1706, Philippe V, ayant avec lui

le maréchal de Tessé, assiége son rival dans Barcelone. La flotte française qui bloquait cette ville se retire tout-à-coup devant la flotte anglaise; les Espagnols, saisis d'une terreur superstitieuse, refusent de combattre; Philippe est forcé à une prompte retraite sur Madrid, et toute la Catalogne est soumise par milord Péterborough et l'archiduc.

Quarante mille Anglais et Portugais, conduits par Gallovai et Las Minas, s'avancent par l'Estramadure et marchent sur Madrid. Philippe fuit de sa capitale; ses ennemis y entrent, et l'archiduc est proclamé à Madrid.

Les courtisanes de cette capitale témoignèrent à leur manière leur attachement pour le roi Philippe. Parfumées et parées de leurs plus beaux atours, elles se répandirent dans l'armée anglaise et portugaise pour y porter la plus affreuse contagion. Elles tuèrent et mirent hors de combat plus de guerriers que le canon; en peu de jours elles eurent peuplé les hôpitaux de Madrid. Un historien espagnol trouve le moyen excellent, quoique *vitupérable*.

Le comte de Santa-Cruz livre Cartha-

gène et les galères aux ennemis. Les malheurs du prince français paraissent au comble; mais son courage et la présence des Portugais raniment celui de la nation; elle se lève tout entière contre les étrangers. Philippe rentre bientôt dans sa capitale.

Louis XIV cependant expie la couronne de son petit-fils. Ses généraux sont battus à Ramillies, les Pays-Bas lui échappent, et le prince Eugène bat de nouveau les Français devant Turin.

En 1707, la révolte des Catalans, des Aragonais et des Valenciens en faveur de l'archiduc devient plus menaçante. Le dévouement du reste de la nation ne se dément pas. Toutes les classes de citoyens concourent par des dons volontaires aux besoins de la guerre. La bataille d'Almanza, le 25 avril, immortalise Bervick.

Le duc d'Orléans, à qui le commandement en chef de l'armée était donné, ne put arriver que le lendemain de cette victoire. Mais ce prince, qui avait des talens guerriers, s'indemnisa par d'autres exploits. Il réduisit les provinces de Valence et d'Aragon, assiégea et prit

Lérida, et acquit beaucoup de gloire malgré les intrigues infernales de la princesse des Ursins. Le duc d'Orléans, indigné de la prétention qu'elle avait annoncée de discuter avec lui le plan de campagne, la renvoya avec mépris à ses fuseaux; de là l'inimitié de cette détestable femme, qui l'entrava dans toutes ses opérations. D'ailleurs on craignait beaucoup à Madrid qu'il ne se fît trop remarquer de la nation espagnole. Il pouvait la gouverner un jour; car, bien que les droits éventuels de la branche cadette de la maison de Bourbon n'eussent pas été mentionnés au testament de Charles II, ils n'en étaient pas moins positifs; Philippe V, soit probité, soit faiblesse, les avait reconnus. C'est aux intrigues de Mme de Maintenon, qui abhorrait la maison d'Orléans, que cette omission perfide doit être imputée. Il en résulte des événemens dont le détail très-curieux ne peut nullement entrer dans notre cadre [1].

En 1709, le roi de France, accablé

[1] *Voyez* Louville, Mémoires. *Voyez* les *Lettres de Fitz-Moritz.*

de ses malheurs, demande la paix. Les alliés exigent que Louis XIV fasse descendre son petit-fils du trône d'Espagne, et la guerre continue. « J'aime mieux, dit noblement le roi de France, faire la guerre à mes ennemis qu'à mes enfans. » Cette magnanimité dans le malheur n'est malheureusement pas favorisée par le sort des armes. Eugène et Malborough triomphent dans la funeste journée de Malplaquet. Ne pouvant obtenir la paix, Louis XIV rappelle les troupes françaises qui combattaient en Espagne, et abandonne son petit-fils à ses propres efforts. Philippe perd deux batailles et se voit obligé de sortir une seconde fois de Madrid, où l'archiduc rentre à son tour. Vendôme seul ramène la victoire à la nation espagnole abattue, et bientôt, dans la journée de Villaviciosa, vainqueur de Staremberg, il fixe la destinée des Bourbons d'Espagne.

L'archiduc, appelé au trône de l'Empire par la mort de l'empereur Joseph, était devenu trop puissant seigneur pour que l'Angleterre voulût encore le voir maître de l'Espagne; d'ailleurs, des intrigues de cour avaient fait changer le

ministère; l'histoire de la paire de gants avait eu lieu; Malborough était disgracié, les Torys triomphans, et la reine Anne avait renoncé à poursuivre cette guerre.

En 1712, le maréchal de Villars sauve la France à Denain. Les conférences d'Utrecht se préparent : on convient provisoirement d'une suspension d'armes. La reine d'Angleterre se constitue médiatrice, sous la condition des renonciations préalables de Philippe V et des ducs d'Orléans et de Berry, pour le premier à la couronne de France, et pour le second à la couronne d'Espagne. Cette clause de la division des deux couronnes fut érigée en loi pragmatique, fondamentale et inviolable. L'Angleterre regardait cette précaution comme la plus importante à prendre contre l'avenir de la France. Il faut remarquer ici que ces formalités ayant rendu nécessaire la convocation des cortès, Philippe V profita de cette circonstance pour changer l'ordre de succession qui avait subsisté jusqu'alors en Espagne, et qui était connu sous le nom de *succession castillane* : en vertu de cette modification, les femmes ne pouvaient plus être admises à la con-

ronne qu'au défaut de tous les mâles de la lignée de Philippe.

Au commencement de 1713, la paix est signée entre l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande et le Portugal; l'Empereur continue la guerre. En 1714, la Catalogne, à l'instigation des agens de l'Empire, se révolte, veut s'ériger en république, et oppose la plus sanglante résistance aux Espagnols et aux Français. Barcelone est assiégée, réduite et incendiée; ses principaux habitans périssent dans les supplices; les priviléges de la province sont abolis. Bervick commandait dans cette expédition.

La paix avec l'Empire fut enfin signée à Bade en 1714; on y renouvelait les stipulations antérieures relatives à l'Allemagne, en partant du traité de Westphalie. Louis XIV mourut l'année suivante.

Tandis que les peuples, dans cette alternative si répétée de succès et de revers, avaient versé leur sang pour savoir comment s'appellerait leur maître, la Cour n'avait pas cessé d'être un foyer de viles intrigues. Le jeune roi voulait le bien; mais il semblait qu'une destinée fatale condamnât à la plus déplo-

rable faiblesse tous les princes qui venaient s'asseoir sur ce trône vermoulu. Aux champs de bataille, des hommes, l'élite de trois monarchies, Vendôme, Bervick, Malborough, Staremberg, Péterborough, égaux en vaillance, en grands talens, discutaient par l'épée la question de légitimité. A Vienne, à Madrid, des prêtres et des prostituées de cour faisaient le destin de l'État. La fameuse princesse des Ursins, créature de madame de Maintenon, gouvernait despotiquement le roi Philippe : son orgueil, ses extorsions, ses crimes, car elle était familière avec tous, avaient indigné la nation espagnole. Les clameurs poussées contre elle étaient souvent parvenues jusqu'aux oreilles du grand Roi, et Louis voulut plusieurs fois rappeler cette coûteuse surintendante de la conduite de son petit-fils; mais madame de Maintenon la soutint envers et contre tous : il fallut qu'elle se culbutât en quelque sorte elle-même. L'abbé Alberoni, sa créature, prépara sa ruine en lui suggérant de faire épouser à Philippe, veuf de la princesse de Savoie, la jeune princesse de Parme.

Madame des Ursins fit négocier le mariage en toute hâte, se flattant de perpétuer son crédit et son règne, sous le nom de cette nouvelle reine, que l'artificieux Alberoni lui avait représentée comme un enfant timide, sans génie, 1714.
sans courage et sans talens. Bientôt, mieux instruite par des informations contraires, elle frémit à l'aspect du danger qui la menaçait, et voulut faire rompre le mariage : il n'était plus temps; le vigilant abbé avait fait détrousser les courriers qui portaient les excuses avec le refus de Philippe; et la princesse était épousée lorsqu'on sut que le roi Catholique avait eu l'intention de dégager sa parole. La reine indignée fit chasser honteusement madame des Ursins dès qu'elle parut devant elle, sans que le Roi mît aucun obstacle à l'humiliation de cette femme qui avait exercé sur lui tant d'empire.

Alberoni se débarrassa encore du cardinal del Giudice, son autre protecteur, et se fit élever lui-même au cardinalat. Une fois que son ambition fut satisfaite, il s'occupa de l'État; et il faut avouer que l'histoire de son ministère atteste,

avec des vues grandes et utiles, la capacité nécessaire pour les réaliser : peut-être cependant avait-il trop présumé des ressources de l'Espagne, en se flattant de rétablir sa domination en Italie. Il escamota la Sardaigne à l'Empereur, tandis que celui-ci battait les Turcs sous les murs de Belgrade; mais ce succès fut plus que compensé par les défaites que la marine espagnole ne tarda pas à éprouver de la part des Anglais. Il se signala bientôt par une tentative aussi immorale que hardie; le lecteur voit que nous voulons parler de la conspiration dite de *Cellamare*, laquelle avait pour but d'enlever le prince régent, et de faire donner l'intérim et l'éventualité du gouvernement de France à Philippe V. L'histoire est obligée de dire que le complot fut découvert par une courtisane célèbre [1] avec qui l'abbé Dubois avait des relations habituelles. Un agent de l'ambassadeur, prince de Cellamare, s'étant abandonné chez elle à toute l'ivresse de la débauche, les dépêches dont il était porteur lui furent enlevées :

[1] La Fillon.

l'ambassadeur fut arrêté, et la guerre déclarée à l'Espagne.

Philippe V vint en personne sur la frontière de Biscaye; la Reine et M. l'abbé le suivaient, chacun à la tête d'un détachement. Philippe avait compté sur la défection d'une bonne partie de l'armée française; mais les soldats préférèrent l'épée du vainqueur d'Almanza, qui les commandait, à la crosse et la mitre du général Alberoni. En même temps le comte de Merci écrasait les Espagnols en Sicile. Philippe V se dégoûta de la guerre, de son ministre qui l'avait allumée, et sacrifia Alberoni au désir de la paix. Renvoyé en Italie, l'abbé-ministre alla traîner une vie errante et périlleuse jusqu'au moment où la mort de Clément XII, qui avait été sa dupe comme bien d'autres, lui permit un asile à Rome : on dit qu'il fut encore sur le point d'être pape. Les historiens s'accordent à reconnaître que cet homme aurait pu faire du bien à l'Espagne, s'il eût été d'un génie moins intrigant et moins ambitieux.

Après le renvoi d'Alberoni, l'Espagne accéda au traité de triple alliance

1720. conclu, à la Haye, trois ans avant (1717), entre la France, l'Angleterre et la Hollande. L'infante, qui n'avait pas encore
1721. quatre ans, destinée à Louis XV, passa en France. Mademoiselle de Montpensier, fille du duc d'Orléans, fut mariée au prince des Asturies, et mademoiselle de Beaujolais, la cinquième fille du régent, épousa l'année suivante don Carlos, fils aîné de la reine d'Espagne.

1721. On célébra cette année un *second auto-da-fé*, dans lequel cinq malheureux judaïsans furent livrés aux flammes. Nous allons, à ce propos, revenir un moment sur nos pas, pour retrouver l'inquisition; la rapidité de notre marche nous ayant obligé de négliger un moment les intérêts historiques de ce saint tribunal.

A mesure que l'impéritie ministérielle accroissait de règne en règne les causes de dépérissement pour la monarchie, et que la royauté s'abâtardissait, si l'on peut ainsi dire, entre les mains de tant de princes sans caractère, le pouvoir théocratique profitait à la fois des malheurs de la nation et des pertes du pouvoir. L'inquisition, par une suite d'em-

piétemens non contestés, était devenue plus puissante que le trône. Lorsque ces apathiques souverains ouvraient un moment les yeux, ils s'effrayaient de voir le monstre si près d'eux, et leur couronne dominée par la tête du colosse inquisitorial. Les abus de son despotisme étaient devenus si énormes que le timide et superstitieux Charles II sentit lui-même la nécessité de les réprimer. En conséquence, une junte ou commission, composée de douze des principaux grands, fut nommée pour examiner les usurpations du Saint-Office, et le ramener dans ses primitives attributions, qui certes étaient assez larges. Mais après un mûr examen, la juridiction inquisitoriale parut si bien établie, et sa vengeance si redoutable, que les membres de la commission, ne voulant point s'exposer à ses effets, déclarèrent que le mal était sans remède. De sorte que l'impuissance de cette tentative ne fit que servir de sanction à la suprématie insolente du grand-inquisiteur.

Les *auto-da-fé* allèrent leur train. Nous en avons signalé deux durant le règne de Charles II. Il y en eut deux

pareillement sous celui de son successeur. Nous venons de parler du second. Le premier avait eu lieu l'année précédente (1720) : six hommes et six femmes, les uns juifs et les autres mahométans, y furent brûlés.

Les démêlés de l'Empire et de l'Espagne duraient toujours. L'Empereur ne voulait donner à l'infant don Carlos l'investiture des duchés de Parme et de Plaisance, qu'à la condition que les provinces d'Aragon et de Catalogne recouvreraient leurs priviléges, et que le roi Catholique renoncerait à l'ordre de la
1723. Toison-d'Or, lequel ayant été institué par les anciens ducs de Bourgogne ne devait pas appartenir à un Bourbon. Le pape intervint tout-à-coup, et donna, *proprio motu*, l'investiture refusée par l'Empereur, afin de conserver sur les deux duchés le droit de suzeraineté qu'il prétendait usurpé de la part de l'Empereur. Mais enfin l'Empereur prit son parti, et donna de son côté l'investiture, au congrès de Cambrai, qui eut lieu cette année pour la confirmation des articles de la quadruple alliance.

1724. Philippe V, accablé d'infirmités, de

lassitude et de dégoûts, abdiqua la couronne en faveur du prince des Asturies, qui lui succèda sous le nom de Louis. Ce prince, à peine âgé de dix-sept ans, mourut au bout de quelques mois : il n'y eut de remarquable sous son règne éphémère qu'un *auto-da-fé*, où cinq victimes périrent. Son père serait peut-être resté dans le couvent qu'il avait choisi pour retraite, si la reine, que la couronne n'avait pas fatiguée autant que lui, ne l'eût fait remonter sur le trône. Les cortès furent assemblées pour la reconnaissance de Ferdinand en qualité de prince des Asturies.

Voici le règne romanesque et rapide de Ripperda. C'était un riche Hollandais que les états-généraux des Provinces-Unies avaient chargé de les représenter à Madrid après la conclusion du traité d'Utrecht. Il revint plus tard en Espagne, présenta de vastes projets pour relever l'industrie, se fit catholique de protestant qu'il était, et gagna la confiance des ministres et du roi. Si la fortune avait pu remplir ses vœux, la surintendance générale des manufactures, dans un pays où tout était à recommen-

cer, était ce qu'il lui fallait ; mais il voulait de la célébrité ; il aimait la grande intrigue, et il se fit diplomate. Le roi Philippe le chargea de négocier avec l'Empereur un traité particulier, c'est-à-dire en dehors de la quadruple alliance. Le baron de Ripperda réussit et fut au
1725. comble de la gloire. On le fit duc et grand d'Espagne ; il eut voix au conseil, bientôt fut la tête principale de l'administration, et, hors le roi, vit tout au-dessous de lui. Son génie n'était pas à la hauteur de cette fortune, ni à l'épreuve de sa rapidité ; et la chute suivit de près le triomphe. Il fut accusé de malversations, résista à l'autorité royale, s'échappa de la prison, et alla en Afrique apostasier une seconde fois, pour devenir *bacha* chez l'empereur de Maroc.

On s'aperçut un peu plus tard que les opérations diplomatiques de l'aventurier hollandais n'étaient rien moins qu'avantageuses à l'Espagne ; des stipulations absolument combinées dans l'intérêt commercial de la compagnie des Indes orientales établie par l'Empereur à Ostende, irritèrent toutes les autres puissances du Nord, et motivèrent un traité dans le-

quel intervinrent, avec la France, l'Angleterre et la Hollande, la Prusse, le 1727.
Danemarck et la Suède. La guerre s'ensuivit; mais, après avoir inutilement essayé de prendre Gibraltar, le ministère espagnol prêta l'oreille aux pacifiques insinuations du cardinal de Fleury, qui avait la haute sagesse de mettre sa gloire à procurer quelque repos à l'Europe. Des préliminaires sont signés à Paris en 1727; et, après les conférences de Soissons, les puissances que nous avons nommées confirment leur union par le traité de Séville de 1729. Dans la même année, l'Espagne resserre son alliance avec le Portugal par un double mariage entre les infantes et les héritiers des deux maisons.

En 1731, la mort d'Antoine Farnèse, duc de Parme, livre ce duché, que les puissances de l'Europe se disputaient depuis seize ans, à don Carlos. L'Empereur répugnait beaucoup à l'abandon de cet apanage; l'intervention de l'Angleterre arrangea tout. Ce prince passe en Italie; il est reconnu grand-duc de Toscane et de Florence.

L'année 1732 est signalée par la con-

quête d'Oran et de Ceuta sur la côte d'Afrique. L'Espagne a depuis conservé ces places.

En 1733, la guerre recommence contre l'Empereur, de concert avec la France. Ce fut une autre guerre de *succession*. Louis XV ne pouvait pardonner à la cour de Vienne un traité secret avec la Russie, lequel avait pour objet d'empêcher son beau-père Stanislas de monter sur le trône de Pologne, où l'appelait le vœu de cette terre généreuse, après la mort de Frédéric II. Le Milanais est conquis. L'Espagne avait envoyé trente mille hommes sous les ordres du marquis de Montemar. Cette armée s'empara du royaume de Naples l'année suivante sans coup férir. Le vice-roi Visconti s'efforça cependant de faire au moins payer la conquête; il livre la bataille de *Bitonto*, et l'Empereur perd le royaume de Naples. Philippe V déclare son fils souverain de cet état. Les Napolitains, ennuyés des vice-royautés, se réjouissent d'avoir un roi tout entier. La Sicile entière échappe de même aux Allemands. Le maréchal de Villars obtenait de non moins brillans succès dans la

Lombardie. Le marquis de Maillebois, qui lui succéda dans le commandement de l'armée, prit Tortone. Un autre général français, le comte de Coigny, écrasa deux fois de suite les Impériaux à Parme et à Guastalla, malgré l'expérience et la bravoure du comte de Merci. Ces désastres accumulés réduisirent l'empereur Charles VI à demander la paix. Il n'eut pas de peine à l'obtenir; c'était assez de victoires et de guerres pour le cardinal Fleury, trop sage d'ailleurs pour que la prospérité lui portât à la tête. Une suspension d'armes provisoire devint bien- 1736.
tôt un traité signé à Vienne. Par ce traité, Stanislas eut la Lorraine en échange de la Pologne; mais sa royauté n'était que viagère, le duché devant après sa mort retourner à la France. Le duc de Lorraine eut la Toscane, avec une pension de trois millions, payable jusqu'à la mort du grand-duc en possession. C'était Jean Gaston, dernier rejeton de la maison de Médicis. Don Carlos fut reconnu roi des Deux-Siciles, et l'Empereur eut en compensation les duchés de Parme et de Plaisance. Voilà ce qu'il en coûta à l'Autriche pour avoir voulu

se mêler d'imposer un roi à la Pologne.

Le repos ne fut pas long; c'est l'Angleterre qui le troubla. Cette puissance ne s'était pas mêlée depuis un siècle et demi des affaires du continent pour n'y rien gagner. Son commerce avait pris une extension immense. Les priviléges qu'elle avait obtenus pour sa navigation; le contrat de l'*assiento* entre autres, qui lui donnait l'affreux monopole de la traite, tout en procurant d'immenses bénéfices à ses trafiquans, n'avait encore été qu'un moyen pour étudier de près l'Amérique, et profiter ensuite de la paresse espagnole, en jetant un vaste filet de contrebande depuis le golfe du Mexique jusqu'au détroit de Magellan. Des querelles s'ensuivirent; c'est ce que
1739. voulait l'Angleterre. On convint d'une indemnité énorme en faveur des contrebandiers anglais qui avaient été pris et dépouillés; et quant à la question foncière, elle fut soumise à la décision d'un congrès des agens respectifs des puissances. Tout-à-coup on apprend à Madrid que Porto-Bello est pris et saccagé. Les Anglais s'y étaient gorgés de butin. Les sujets de cette nation furent

chassés de la péninsule, et les marchandises de fabrique anglaise sévèrement prohibées. Les mers se couvrent aussitôt de corsaires; mais les Espagnols n'ont jamais rien gagné à ce genre de guerre contre les Anglais.

La mort de l'empereur Charles VI replonge l'Europe dans la confusion. L'immortelle Marie-Thérèse, reine de Hongrie, demande l'héritage de son père, et sait exciter l'enthousiasme et le dévouement de ses braves Palatins en se présentant devant eux avec son enfant dans ses bras. Il n'était presque pas de puissance en Europe qui n'élevât des prétentions plus ou moins fondées sur ce vaste héritage. Le courage, le génie, et enfin le bonheur de cette grande reine, lui conservèrent l'Empire; il faut dire aussi la valéur des Hongrois. 1740.

L'Espagne crut le moment favorable pour entreprendre de former en Italie un établissement à l'infant Philippe, le plus jeune des deux fils de Philippe V. L'infant marcha lui-même pour faire sa fortune. Son entreprise était avouée par Louis XV, et elle avait été précédée d'un traité d'union et d'alliance *perpé-*

tuelles entre la France et l'Espagne, signé à Fontainebleau en 1743. Le prince de Conti, à la tête de vingt mille Français, joignit l'armée espagnole au pied des Alpes.

Le brave comte de Gages, resté en Italie à la tête des Espagnols, avait livré bataille aux Autrichiens à Campo-Santo, et, sans avoir été vaincu, il avait été forcé de repasser le Tanaro. Les deux princes, après avoir forcé toutes les barrières du Piémont et assiégé Coni, franchirent les Alpes. Le roi de Naples
1744. seconda leurs efforts, nonobstant un traité de neutralité qui naguère lui avait été arraché.

A Velletri, les Impériaux surprirent leurs adversaires. Quelques journées heureuses pour eux terminèrent la campagne et ajournèrent les espérances de don Philippe. L'année suivante il reprit l'avantage, grâce à la bravoure et à l'habileté du comte de Gages; et après la prise de Tortone, de Parme et de Plaisance, ce prince entra dans Milan. Mais l'Autriche, qui venait de faire sa paix avec le roi de Prusse, par la cession de la Silésie, porta en Italie tout

l'effort de ses armes. La France voulait faire avec le duc de Savoie, pour détacher ce prince de la cause de la reine de Hongrie, un arrangement qui aurait un peu restreint les états futurs et à conquérir de don Philippe. L'inflexible orgueil d'Isabelle de Parme, sa mère, repoussa toute concession, et bientôt la bataille de Plaisance vint punir cette ambition excessive. Le prince de Lichtenstein, à la tête de quarante mille Allemands, écrasa Maillebois et don Philippe. Au sortir de cette funeste journée, ce prince apprit la mort de son père; mais c'est Ferdinand, l'aîné des deux, qui héritait de la couronne.

Philippe V fut regretté de la nation, non qu'il eût fait le bien, mais il l'avait souhaité sincèrement; il lui manqua de le vouloir avec force, et une volonté puissante est ce que l'on se donne le moins. Cependant, s'il n'y a pas de vertu réelle sans caractère, combien cette vérité est plus spécialement applicable aux rois! Philippe V avait de la bonté, de la grandeur et du courage, toutes vertus familières aux Bourbons; mais les aveux de ceux qui l'ont approché et servi dans

l'intérieur du palais, attestent que tant d'heureuses dispositions étaient frappées de nullité par la plus complète absence de fermeté. Madame des Ursins, sa première et sa seconde femme, le dominèrent successivement, et poussèrent l'abus de leur empire jusqu'aux excès les plus avilissans, je ne dis pas pour un roi, je dis pour tout homme [1]. Comment régner avec cela?

La guerre continua sous Ferdinand VI. Les états de Gènes, alliés de l'Espagne, furent exposés à tous les ressentimens de l'Autriche. Gènes fut obligée de se rendre à discrétion et de payer des contributions énormes; mais les vexations intolérables de tous les jours ne tardèrent pas à causer un soulèvement. Les Génois firent les vêpres siciliennes, et le comte de Brown, qui les commandait, put à peine se sauver suivi d'un petit nombre des siens.

Les Français en Flandre, commandés

[1] *Voyez* les Mémoires de Louville, ceux de la duchesse d'Orléans, les Lettres de Fitz-Moritz, et l'*Histoire des Bourbons d'Espagne*, de Williams Coxe.

par le célèbre Maurice de Saxe, le comte de Clermont, le prince de Conti et le duc de Boufflers, renouvelaient les victoires improvisées de Louis XIV, et gagnaient la bataille fameuse de Fontenoi. Les Austro-Sardes pénétrèrent en Provence. Le maréchal de Belle-Isle les en chassa, et alla délivrer Gènes assiégée par soixante mille Autrichiens. En même temps le comte de Lowendal prenait Berg-op-Zoom. Cette place était réputée inexpugnable; aussi c'est un des faits militaires d'autrefois dont le souvenir a été consacré par des chants populaires.

Le résultat le plus utile de toutes ces victoires fut le traité d'Aix-la-Chapelle, que l'on avait ébauché dès l'année précédente à Bréda. Depuis le fameux traité de Westphalie, l'Europe pouvait compter par chaque jour les traités, prétendus de paix, de ses princes. On est effrayé en parcourant la liste nombreuse de ces transactions: quelle surabondance de diplomatie stérile pour le repos des états! Le traité d'Aix-la-Chapelle obligea de nouveau à des restitutions réciproques les puissances qui s'étaient agran-

dies. L'Espagne, Naples, la Sardaigne, Gènes, Modène, y signèrent; Marie-Thérèse céda définitivement Parme, Plaisance et Guastalla à don Philippe, à condition que ces principautés seraient reversibles à sa couronne, si ce prince ou sa postérité parvenaient au trône d'Espagne ou de Naples. L'Impératrice-reine obtint en retour que l'élection du grand-duc de Toscane, son époux, à l'Empire, fût confirmée, et de plus, une sorte de ratification de la fameuse pragmatique-sanction de Charles VI, laquelle avait eu pour but d'assurer la succession indivisible des états de la maison d'Autriche. Le roi de Prusse, qui, selon son expression, travaillait très-activement à *faire sa fortune*, fit reconnaître ses droits sur la Silésie et le comté de Glatz qu'il avait précédemment conquis. Enfin le traité d'Aix-la-Chapelle contenta tout le monde, et l'on fut en paix jusqu'à nouvel ordre.

Ferdinand était né pour gouverner; dès qu'il fut délivré des sollicitudes de la politique extérieure, il se livra tout entier à l'administration de ses états. En montant sur le trône, il avait appelé au-

près de lui don Joseph Carvajal. Les lumières et la sagesse de ce ministre l'aidèrent puissamment à porter quelque ordre dans le chaos financier qui écrasait l'Espagne. Ce prince refusa de se prêter au pacte de famille que la cour de Versailles préparait dès lors, et qu'elle réalisa depuis. Les écrivains anglais l'ont fort loué à cause de cela; et ils ont eu leurs raisons pour parler du pacte de famille comme d'une combinaison odieuse : ce qu'il y a de plaisant, c'est que des Français les aient copiés. Il nous semble au contraire que peu de conceptions politiques ont été à la fois si généreu[illegible] et si utiles; il nous paraît que si le *p[illegible] de famille* eût été renouvelé à pr[illegible] de nos jours, c'est-à-dire d'accord avec les peuples, le nord de l'Europe ne ferait pas si aisément la loi au midi.

Ferdinand perdit trop tôt son ministre habile, don Joseph Carvajal, qui fut en quelque sorte remplacé, au grand étonnement de l'Europe, par *Farinelli*. Ce ministre eunuque n'avait pas le génie de Narsès, eunuque comme lui; mais les charmes de son admirable talent étaient devenus nécessaires à la langueur

maladive et sombre de Ferdinand VI. Ce qu'il y a dans la fortune du chanteur italien de plus extraordinaire, c'est qu'il ne fut jamais insolent. Il faut ajouter que le refus de Philippe d'accéder au pacte de famille, fut attribué à l'influence anglaise : suivant cette supposition, le cabinet britannique aurait mis dans ses intérêts, à force d'or, le chanteur tout-puissant auprès de son maître.

1759. Ferdinand mourut âgé seulement de quarante-six ans. L'infant don Carlos, roi de Naples, lui succéda sous le nom de Charles III. L'indépendance de la Sicile et la non-réunion des deux couronnes ayant été stipulées par les précédents traités, le second fils de don Carlos remplaça son père sur le trône des Deux-Siciles : l'aîné des infans était frappé d'une imbécillité bien constatée.

Le pacte de famille, repoussé par Ferdinand, fut conclu avec empressement par Charles III. Depuis long-temps l'Espagne n'avait pas eu de maître qui fût plus digne d'un aussi beau royaume ; il sonda la profondeur de ses plaies et n'en fut pas effrayé. Son premier soin fut de payer les dettes de l'État, ou du moins

d'assurer leur garantie et de rétablir le crédit public. L'industrie fut ranimée, l'agriculture reprit des forces, tous les genres de travaux se virent encouragés. Il est peu de provinces de l'Espagne dans lesquelles le voyageur ne rencontre le nom de ce roi glorieusement inscrit sur quelque grand monument d'utilité publique. C'est Charles III qui a jeté des ponts sur les fleuves, creusé des canaux, tracé des routes, élevé des manufactures, fondé des sociétés économiques, colonisé la *Sierra-Morena*, beau désert enclavé entre la Castille et l'Andalousie; c'est Charles III qui rendit à ses sujets la Louisiane, découverte par eux; c'est lui qui arracha la péninsule au monopole manufacturier et marchand de la Grande-Bretagne; enfin c'est lui qui chassa les Jésuites.

Charles III se vit forcé de conclure le pacte de famille, par l'audace croissante de la puissance anglaise, qui, après avoir réduit le Portugal à l'état de province ou de colonie de la Grande-Bretagne, semblait vouloir traiter en tributaire le reste de la péninsule. Les hommes qui ne jugent des desseins que

par l'événement, en considérant les suites peu heureuses de ce pacte pour la France, ont déversé sur ce traité le même blâme justement infligé à tant d'autres actes de l'administration du duc de Choiseul; mais ce n'est pas le duc de Choiseul qui avait imaginé le pacte de famille, puisqu'il existait avant lui dans le cabinet de Versailles. C'est le cardinal de Bernis, à qui le reproche ou l'honneur en doivent revenir. Au surplus, il est un moyen de se former une opinion sûre à cét égard; lord Chatam, le plus grand ennemi qu'aurait jamais eu la France si son fils n'avait pas existé, employa toutes ses ressources pour empêcher la conclusion du traité.

L'Angleterre, qui, dès 1756, avait forfait, par de nouvelles agressions contre la France, au traité d'Aix-la-Chapelle, ne fit rien pour éviter une guerre avec l'Espagne : on lui demandait raison de quelques usurpations maritimes; on exigeait qu'elle détruisît ses fortifications dans la baie de Honduras : la note qui contenait ces demandes fut repoussée avec dédain. Le Portugal invoqua vainement la neutralité dans la crise qui

se préparait; il fut obligé de recevoir garnison anglaise. Le général espagnol O'Reilly s'empara de la province de Tralos-Montes, et disputa vaillamment le terrain au comte de la Lippe et au général Burgoyne, généraux de l'armée anglo-portugaise; cependant le projet d'invasion des Espagnols échoua. En Amérique, les Anglais s'emparèrent de la Havane; ils enlevèrent encore aux Espagnols Manille et les Philippines : c'était à eux que la guerre profitait, comme on voit; et c'est pour cela qu'ils l'avaient voulue.

Enfin les cours de France et d'Espagne négocièrent de nouveau la paix avec l'Angleterre en 1763; le traité antérieur d'Aix-la-Chapelle et les traités qui l'avaient précédé servirent de base à celui-ci. L'Angleterre obtint tout ce qu'elle voulut. La France perdit le Canada, la Nouvelle-Écosse, l'île Grenade et ses colonies sur la côte du Sénégal. L'Espagne abandonna de son côté la Floride, Pensacola et nombre d'autres possessions; mais elle fut en partie indemnisée de ces pertes par la cession de la Louisiane française, dont elle n'a ja-

mais su tirer parti, et qu'elle a finalement laissé échapper dans ces derniers temps.

Charles III, rendu aux soins de l'administration, s'occupa de l'expulsion des Jésuites qui venaient d'être chassés de France. Si nous avons consacré quelques lignes à justifier ce prince éclairé au sujet du pacte de famille, nous ne prendrons pas la même peine à l'égard de cette grande mesure de sûreté sociale. Il pourrait se faire que le lecteur impatienté nous adressât les paroles d'un Spartiate à un malencontreux panégyriste d'Hercule: *Tu le loues! eh qui le blâme?* Ajoutons seulement que l'expulsion des Jésuites d'Espagne a été improuvée par des écrivains anglais [1].

La guerre de l'indépendance américaine, dans laquelle la France prit une part si glorieuse pour le règne de l'infortuné Louis XVI, remit bientôt en

[1] *Voyez* l'*Histoire d'Espagne*, d'ADAMS, traduite par Briand, 4 vol. in-8°. Paris, Léopold Collin, 1808.

Cet ouvrage a uniquement servi à la composition d'un Résumé de l'histoire d'Espagne qui a paru avant celui-ci. (*Voyez* aussi COXE.)

question tout ce qui avait été convenu relativement aux pays d'Amérique. Charles III fut forcé de s'unir à la France par les nouvelles insultes auxquelles son pavillon et ses colonies furent exposés de la part des Anglais. Les deux puissances se prirent et se reprirent successivement divers forts et divers comptoirs en Amérique. Après un échange de coups de canon, qui dura encore plusieurs années sur mer et sur terre, la paix fut faite de nouveau avec l'Angleterre en 1783. Gibraltar avait été vainement assiégé; l'amiral anglais, Rodney, détruisit l'escadre espagnole, et conserva cette place importante à son pays. Charles III fit aussi contre Argel une expédition qui ne fut point heureuse. Ce prince depuis lors s'appliqua exclusivement à relever la prospérité de l'Espagne, et il rétablit par divers traités, sur un pied plus avantageux, les relations de commerce de la péninsule avec la plupart des puissances de l'Europe. Il fut aidé dans ses divers travaux par le ministre comte de *Florida-Blanca*, que les Anglais ont taxé d'incapacité. Ce monarque mourut en 1788; il eut pour successeur Charles IV.

Nous voici parvenus sur les bords du volcan, au moment de l'éruption révolutionnaire qui embrasa l'Europe; comme les cendres sont encore brûlantes, et que le gouffre fume encore, nous poserons le pied avec circonspection sur ce terrain, et nous passerons avec la plus grande rapidité pour arriver au terme de notre course. Nous n'avons plus à signaler que des événemens la plupart contemporains du lecteur, et dont la connaissance est générale; d'ailleurs la révolution espagnole est l'objet spécial de plusieurs ouvrages dans lesquels il convient d'en chercher une connaissance détaillée [1].

Charles III, qui gardait long-temps ses ministres, avait légué le dernier des deux, le comte d'Aranda, à Charles IV. Cet homme d'état éclairé avait prévu, il faut le croire, quelle serait l'énergie victorieuse de la liberté naissante, puisqu'il avait dissuadé son souverain de se réunir à la coalition qui menaçait la France. Il fallait un motif aussi impérieux que celui de préserver l'Espagne

[1] *Voyez* les écrits de Llorente, Pradt et Blaquière.

d'une invasion, pour empêcher Charles IV de faire son devoir de roi et de parent en tirant l'épée contre la république. On dit qu'il avait fait des efforts pour racheter la vie de l'infortuné Louis XVI; que des sommes immenses avaient été proposées à divers membres de la Convention par ses agens : quoi qu'il en soit, aucune démarche évidemment hostile n'était imputée par la France au ministère espagnol avant l'arrêt inique qui frappa le dernier roi.

Cependant le rapport fait par Barrère à la Convention nationale au nom du comité de défense générale, le 5 mars de l'an 1793, et à la suite duquel la guerre fut déclarée à l'Espagne, au milieu des déclamations insensées qui l'inondent, laisse voir la réalité de plusieurs griefs antérieurs. Le rapporteur impute d'abord à l'influence anglaise la politique tortueuse et mensongère du ministère espagnol. Il parle de nombreuses agressions politiques, d'armemens de terre et de mer, de vexations que les Français établis ou voyageant en Espagne ont éprouvées dès le commencement de la révolution. Entre autres graves offenses

à la souveraineté nationale de la part de l'Espagne, il y est question « du refus » de reconnaître la liberté du ci-devant » roi dans l'acceptation de la royauté » constitutionnelle. » Il faut convenir que ce grief n'était pas le mieux établi de tous. Enfin le fait le plus positivement articulé et le reproche le plus raisonnable, est relatif à une cédule du roi d'Espagne du 20 juillet 1791, antérieure par conséquent à l'acceptation de la constitution royale, et qui était une sorte d'arrêt de proscription contre les Français résidant dans la péninsule.

Il est en effet plus que probable que si le prince de Brunswick n'eût pas été battu, l'armée espagnole aurait franchi les Pyrénées. Le comte d'Aranda ayant été remplacé par le prince de la Paix, ce jeune ministre se livra à des démonstrations hostiles beaucoup plus indiscrètes, tergiversa quand la république eut provoqué par son envoyé des explications catégoriques, enfin laissa voir cette nullité, et l'on pourrait dire cette niaiserie politique dont il a suffisamment donné des preuves depuis. Le lecteur voit qu'il s'agit de Manuel Godoy, dont la rapide

fortune a été trop scandaleuse pour qu'il soit nécessaire de dire comment il la fit. Il mit dans sa discussion diplomatique une puérilité qui devait égayer ces têtes de fer de la Convention : il ne voulait pas que la Convention se servît dans ses notes de cette expression : *La nation espagnole*, ce qui détruisait, disait-il, la souveraineté du roi d'Espagne.

Ce sont les fautes des ministres qui détruisent les souverainetés; mais ce n'est pas à la république qu'était destiné le soin de punir l'impéritie de Godoy.

La république déclara la guerre, « attendu, est-il dit dans le décret, que » depuis le 14 juillet 1789, le roi d'Espagne a constamment outragé la souveraineté du peuple français dans les » diverses communications avec son gouvernement, et qu'il a toujours considéré *Louis Capet* comme *souverain de* » *la nation.* » Les termes du premier considérant de ce décret offrent la matière d'un rapprochement bien remarquable : les deux monarchies ont absolument alterné les rôles ; c'est aujourd'hui la France, ou du moins son gouvernement, qui refuse de reconnaître la liberté

de Ferdinand dans *l'acceptation de la constitution*, et qui persiste à le considérer comme toujours et irrévocablement investi de la souveraineté nationale.

Godoy fit la guerre avec autant de succès que la diplomatie : les armées françaises passèrent l'Èbre presque sans obstacle à la fin de 1794, et s'avancèreut sur Madrid. Les généraux qui conduisaient les troupes républicaines sont au nombre de ceux qui ont acquis, dans le long cours des guerres de la révolution, de grandes renommées ; et l'histoire, en citant les noms glorieux de Dugommier, Pérignon, Moncey, atteste avec encore plus de plaisir que la modération et la *vertu* des soldats républicains qui marchaient sous ces hommes d'élite, fut admirée des Espagnols. Ces belles et sévères mœurs militaires, c'est l'enthousiasme de la liberté qui les avait produites.

L'invasion fut exécutée par deux armées : l'armée des Pyrénées-Occidentales et l'armée des Pyrénées-Orientales. Les journées les plus glorieuses de la première des deux, furent celle du 16 thermidor an II, dans laquelle le général Moncey, secondé des généraux de divi-

sion Frégeville et Laborde, enleva le poste important d'Ernani, prit ce Saint-Sébastien (qui semblait mieux résister naguère), le port du Passage, deux mille hommes de troupe, deux cents bouches à feu, d'immenses magasins de munitions, trente navires, et poursuivit l'armée ennemie jusque sous les murs de Tolosa, après l'avoir mise en complète déroute; la journée du 26 vendémiaire, dans laquelle une bataille gagnée par le maréchal Moncey mit au pouvoir des Français la belle mâture d'Irati, les superbes fonderies d'Egny et d'Orbaycette, évaluées à trente-deux millions. D'autres victoires importantes et une foule de combats, qui passeraient à une autre époque pour de grandes journées, composent les fastes de cette armée. Celle des Pyrénées-Orientales compte les victoires des 11 et 12 floréal an II, à Montesquiou, à *Alberes* et à *Saint-Laurent de la Monga*, où cinquante mille Espagnols furent mis en fuite. Mais cette armée paya ses victoires de la mort de Dugommier.

Le 12 thermidor an III, le traité de paix de Bâle suspendit le cours de ces brillantes opérations militaires. La ré-

publique restitua les provinces qu'elle avait conquises jusqu'à l'Èbre, et l'Espagne céda en retour la partie de l'île Saint-Domingue qui reconnaissait sa domination. Il était dit, dans l'article 15, que « la république française, voulant donner un témoignage d'amitié à S. M. C., acceptait sa médiation en faveur du roi de Portugal, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme et autres états de l'Italie. » Ce traité *d'alliance offensive et défensive* fut ratifié par une loi du 26 fructidor an IV, sous le gouvernement directorial, qui demanda à l'Espagne, en vertu du traité, le secours d'un armement maritime assez considérable contre l'Angleterre.

La bonne intelligence subsista constamment depuis sous le consulat et pendant les premières années de l'Empire, les clauses du traité avaient été exécutées de part et d'autre avec une entière bonne foi.

Bonaparte, premier consul, avait reçu de son royal allié d'Espagne les insignes de l'ordre de la Toison-d'Or. Après le meurtre exécrable du duc d'Enghien, S. M. Louis XVIII, justement indignée, ren-

voya les insignes de ce même ordre au roi d'Espagne, aucun Bourbon de France ne voulant ni ne pouvant plus les porter.

En 1800, il s'éleva quelque difficulté au sujet des duchés de Parme, qui, par le traité de Bâle, avaient été laissés aux princes d'Espagne. Le voisinage de ces petits gouvernemens princiers contrariait un projet d'établissement républicain; et les infans régnans pouvaient être sacrifiés sans compensation à cette considération puissante. Cependant ils eurent l'Étrurie en échange, et l'Espagne abandonna en retour la Louisiane. Cinq ans d'une pleine paix suivirent cet amiable arrangement. Tout-à-coup, en 1806, au moment où Napoléon ouvrait la campagne contre la Prusse, le prince de la Paix croit Napoléon déjà abandonné de sa fortune, et met l'Espagne en mouvement et en armes contre un ennemi qu'il ne signale pas. Cette faute timide, à qui les succès toujours croissans de Napoléon ne laissèrent que de misérables excuses, devint la première source des malheurs de l'Espagne et de la famille de Charles IV. En 1807, une armée d'occupation destinée au Portugal, où les

Anglais étaient toujours à peu près les maîtres, marche de Bayonne sous les ordres du général Junot. Au même instant, par un traité secret signé à Fontainebleau, l'Espagne s'engage à coopérer activement à la conquête projetée. Il est en outre stipulé que le roi d'Etrurie, changeant encore une fois de principauté, recevra la province d'entre Minho et Duero en indemnité de la Toscane, et prendra le titre de roi de la Lusitanie septentrionale. Godoy aura la souveraineté des Algarves et de l'Alem-Tejo, et tous deux seront vassaux de Charles IV.

Mais Napoléon, qui, selon l'archevêque de Malines [1], avait dit plusieurs fois : « *Je jurai dès lors qu'ils me la paie-* » *raient*, » dégarnit l'Espagne de tout ce qu'elle avait de meilleurs soldats, en pousse une partie avec la Romana jusqu'au nord de l'Europe, en Danemarck,

[1] Quoique M. de Pradt soit cité ici, il est bon de prévenir le lecteur que son ouvrage n'a nullement fait les frais de cette section de notre récit. Nous les avons empruntés en très-grande partie à l'ouvrage de Llorente, dans lequel M. de Pradt a lui-même puisé à pleines mains et en silence.

et cantonne le reste aux environs de Florence avec le général Offaril. Napoléon avait apprécié l'Espagne avant qu'il eût vu sa fortune chanceler sur le sol de cette terre vaillante; il avait avoué à Escoïquiz qu'avec un grand homme pour chef elle pouvait troubler la France et l'Europe.

En signant le traité de Fontainebleau, qui ouvrait la frontière à quarante mille Français, le roi Charles IV, à qui ce même traité garantissait la possession de ses états, sanctionnait sa spoliation prochaine.

La reine d'Étrurie ne tarda pas à être indignement expulsée de ses états; elle ignorait cette transaction que Godoy eut l'audace de conclure, en ce qui concernait la Toscane, sans le consentement de cette princesse. Bientôt paraît cette fameuse lettre de Charles IV à Napoléon, qui dénonce un complot odieux, horrible, du prince des Asturies, pour détrôner son père et sacrifier sa mère. Le prince Ferdinand, étranger à tout projet parricide, mais indigné de l'audace et de l'ascendant croissant du favori, n'avait comploté, dit-on, que de venir cher-

cher un asile et une épouse dans la cour de Napoléon, à qui il écrivit également au même instant que son père, pour réclamer sa puissante assistance. Ces démêlés domestiques ont-ils été suscités par des intrigues étrangères, ou faut-il reconnaître comme leur suffisante source le désordre et l'immoralité dont le palais était le théâtre? Les uns disent oui, les autres disent non.

Ainsi Napoléon devient arbitre entre le père et le fils; et deux générations de rois remettent en quelque sorte leur destinée aux mains de celui qui ne veut plus de Bourbons sur le trône d'Espagne. Une réconciliation eut lieu tout aussitôt entre le prince et ses parens. On a fait de cette réconciliation un acte de la gauche politique de Godoy; mais je ne sais s'il ne serait pas plus naturel de croire que la réflexion et le repentir ayant suivi l'imprudence, le père, le fils, et Godoy lui-même avaient compris que l'arbitrage de Napoléon ne pouvait que leur être à tous bien funeste.

Il n'était malheureusement plus temps de sortir du piége où Godoy avait entraîné avec lui les Bourbons d'Espagne. Des

troupes s'avançaient; on dit pourtant que Godoy était dans la plus parfaite sécurité. Cet imprudent parvenu se donnait les airs de croire à la bonne foi des transactions entre l'épée de Napoléon et sa nullité profonde. Cependant Izquierdo, son agent de Paris, homme doué de bien plus de pénétration, envoyé à Madrid par l'Empereur, dessilla probablement les yeux du prince de la Paix, qui se hâta de communiquer à la famille royale ces funestes confidences. C'est alors que le projet de fuite en Amérique fut conçu; mais les rois ne s'enfuient pas avec la même facilité que les autres hommes : il leur faut pour la moindre chose mettre trop de bras au bout de leurs volontés.

Les préparatifs de cette fuite n'échappèrent pas au peuple de Madrid. Le plan de cette défection ayant été imputé au favori, qui avait réduit à néant la volonté de ses maîtres, la fureur générale se tourna contre lui; et l'on sait qu'arraché du réduit où il avait honteusement cherché un refuge, il n'échappa à la mort que par le secours des gardes-du-corps. C'est alors que le roi fit son abdication sous la dictée de la peur, et que

son fils fut proclamé avec une ivresse de joie qui devait à jamais attacher le prince par la reconnaissance, à une si généreuse nation.

Cet élan national, cette révolution soudaine, dérangèrent le plan de Napoléon. La protestation imprévue de Charles IV contre son abdication lui rendit les ressources de cette division de famille. Alors le prince des Asturies forma la résolution de venir au-devant de Napoléon pour se concilier son amitié, et il y fut encouragé par les agens de l'Empereur. On supposait ce dernier en deçà des Pyrénées; il attendait sa proie à Bayonne. Elle y vint ou lui fut amenée; toute la famille royale s'y rendit de même. Les conseillers du jeune prince, livrés à l'illusion la plus tenace, ne purent être éclairés par aucun des nombreux avis qui leur parvinrent sur les projets de Napoléon et les résultats trop probables de ce voyage. Le peuple les devinait d'instinct, et, entre autres lieux, à Vittoria il ne voulait pas laisser avancer la voiture. S'il faut en croire M. de Pradt, Napoléon fut caressant à l'excès pour Ferdinand, lorsque ce prince arriva. Ce qui

est plus étonnant encore, et, dit-on, hors de doute [1], c'est la réalité de cette longue conversation avec Escoïquiz, où l'on s'étonne de voir une volonté violente et inflexible, un despotisme qui vient de procéder avec si peu de ménagement pour toutes les apparences, se plier à toutes les attitudes de la justification. l'Étrurie fut proposée à Ferdinand, en échange de l'Espagne; il y avait certainement lésion de *plus d'outre moitié*. Le prince repoussa le marché. L'arrivée du vieux roi et de la reine donna lieu aux scènes les plus violentes, les plus affreuses; elles effrayèrent Napoléon lui-même; le château de Marac, aux environs de Bayonne, en fut, dit-on, le théâtre. On sait tout cela. Napoléon contesta la validité de l'abdication du père.

[1] C'est M. de Pradt qui atteste l'authenticité de cette conversation singulière; mais en la publiant sous sa responsabilité, il n'est pas à l'abri de toute défiance de la part des gens peu crédules. Il sera toujours bien inconcevable que dans ce moment, où sa violence rompait toutes les barrières, Napoléon ait aussi patiemment soutenu la prolixe controverse d'un chanoine de Tolède. Passe encore si c'eût été un archevêque.

Ce moyen ne réussit pas mieux que l'autre, et alors l'Empereur, comme a dit si heureusement M. de Pradt, *devint féroce par embarras*. Ferdinand fut forcé à signer une renonciation au trône, et, par une abdication nouvelle, Charles IV abandonna sa couronne à Napoléon. Dès lors Joseph fut destiné au trône d'Espagne.

L'insurrection éclata avec fureur parmi ce peuple, à qui l'on avait, avec tant de perfidie, arraché ses souverains. Le sang coula dans la capitale. Bientôt cent cinquante députés espagnols, réunis à Bayonne des divers points de la péninsule et constitués en junte, procédèrent à la reconnaissance de Joseph comme souverain des Espagnes. Les grands d'Espagne, et notamment le duc de l'Infantado, s'abaissèrent au point d'être bien petits devant cette majesté improvisée; et Joseph fut définitivement roi, et le train de cour recommença avec une merveilleuse aisance : il n'y avait de changé que lui [1].

Nous osons à peine rappeler les scènes

[1] Pradt.

honteuses de Bayonne; elles sont assez connues; assez d'écrits actuels les ont détaillées à la curiosité publique. La perfidie de Napoléon et la bassesse de ses agens, d'un côté; de l'autre, les scandaleuses querelles de la famille royale d'Espagne; le père reprochant à son fils d'avoir trop long-temps outragé ses cheveux blancs; et la reine, qui ne peut pardonner à ce même fils une juste inimitié contre son misérable Godoy, s'abandonnant aux emportemens les plus indignes. Tout entière tombée du haut de la majestée royale, abjecte et furieuse, elle s'exhale en de sanglantes invectives, et finit par demander à Napoléon, qu'elle épouvante, de faire monter son fils sur l'échafaud. Tel est l'odieux spectacle que présenta le château de Marac après la venue si malheureuse et si imprudente de cette famille, non moins abusée par l'impéritie de ses conseillers que par la duplicité profonde des sbires titrés de son grand et terrible ennemi. Spectacle aussi déshonorant pour la puissance qu'instructif pour les peuples, si les peuples pouvaient profiter des leçons que l'histoire leur donne.

Maintenant, les événemens qu'elle aurait à mettre sous leurs yeux sont la matière d'exemples plus nobles et plus dignes : une nation tout entière outragée dans ses rois, attaquée dans son indépendance, se levant comme un seul homme, et saisissant les armes; opposant à la supériorité de la conduite militaire, les inépuisables ressources du devouement et du désespoir; le besoin de la vengeance, unique mobile de tous, sans exception de sexe, de profession, ni d'âge; et cette nation espagnole, naguère généreuse amie des Français, devenue si dissemblable d'elle-même dans cette affreuse carrière de représailles, qu'on croit la voir, ivre de fureur et de sang, disputant aux peuplades anthropophages le prix de la férocité.

Le jour de la fête de saint Ferdinand, l'explosion se fit en plusieurs lieux de l'Espagne. Napoléon s'était singulièrement trompé sur le caractère espagnol : ayant décidé du destin de plusieurs nations du Nord en deux ou trois champs de bataille, il croyait qu'il en serait de même dans la péninsule; mais avec ce peuple, dont la ténacité est extraordi-

naire, le combat peut cesser, la résistance dure toujours [1].

Par un effet de cette confiance aveugle dans sa fortune, les premières troupes qui pénètrent en Espagne n'étaient point ces vieilles phalanges si long-temps victorieuses de l'Europe, mais des légions de conscrits aussi neufs que l'habit qu'ils venaient de recevoir. Sont-ce là ces redoutables instrumens d'oppression et de conquêtes, se disaient avec étonnement les Espagnols, peuple très-aisément affecté par les formes extérieures de l'homme? ils furent presque indignés de n'avoir que de pareils adversaires à combattre. Bientôt après, quand ils se furent mesurés avec nos vieilles légions, terribles autant qu'imposantes, ils comprirent parfaitement cette grande renommée de la vaillance française. Mais eux aussi avaient possédé long-temps ce patrimoine de gloire; et s'ils s'étaient laissé devancer dans la connaissance pratique de

[1] Deux grandes méprises ont détruit la fortune de Napoléon; la première, à l'égard du génie de la nation espagnole; et la seconde, relativement aux accidens du climat de la Russie.

tous les arts, dont le secours assure le triomphe de celui de la guerre, ils prouvèrent du moins qu'ils se souvenaient de leur temps passé.

Cependant le pays était envahi; toutes les places fortes sur la frontière des Pyrénées avaient été surprises; et si l'on ajoute à cela que l'Espagne manquait de tous les élémens matériels indispensables pour l'organisation d'une armée, combien la résistance n'offrait-elle pas de difficultés!

Une junte se forme à Séville pour administrer au nom du roi prisonnier; des juntes se constituent pareillement dans les autres provinces; et comme un même esprit anime toute l'Espagne, partout il inspire les mêmes résolutions. La correspondance des différentes villes s'établit à la faveur d'un sol tout façonné pour une guerre de surprises, d'embûches, et le plus profond accord vient ajouter sa puissance à la spontanéité des mouvemens.

Murat avait le commandement en chef de l'armée : on a attribué à trop peu de prévoyance de sa part quelques-unes des causes de la journée de Baylen. Les

lenteurs du général Vedel, qui devait opérer sa jonction avec Dupont, sur la rive droite du Guadalquivir, près d'Andujar, lui ont attiré des imputations très-graves [1]. Enfin on a allégué que

[1] J'avais dit dans ma première édition : « Les » lenteurs du général Vedel, qui devait opérer » sa jonction avec le général Dupont, sur la rive » droite du Guadalquivir, près d'Andujar, ont » également paru appeler du blâme et même » du soupçon. »

Je partageais, lorsque j'ai écrit ces mots, l'erreur commune, qui faisait une distribution à peu près égale de blâme et de reproche entre le général en chef et les généraux servant sous ses ordres dans cette malheureuse affaire, et j'étais, je puis dire, plus excusable qu'un autre, par la raison que d'anciennes relations avec des officiers du corps qui se trouvait immédiatement sous les ordres du général Dupont m'avaient fait accorder une facile confiance à leurs récits : récits peut-être dictés par leur zèle pour l'honneur du chef sous lequel ils avaient servi. Mais la lecture que je viens de faire du Mémoire du comte de Vedel a détruit en moi cette prévention invétérée. Il me paraît s'être complétement justifié, et je me hâte d'en consigner ici le témoignage. Le respect de la vérité et de la justice est partout important, mais surtout dans les livres que la nature de leurs proportions destine quelquefois à devenir populaires.

deux fourgons qui rompirent sous le poids des riches dépouilles qu'ils contenaient, arrêtèrent la marche de la division principale à Andujar. Cette dernière assertion paraît malheureusement assez fondée. Au reste, nous ne rapportons les diverses versions, tour à tour accréditées, sur les causes du désastre ou du bonheur de Baylen, que pour en faire une preuve de l'incertitude qui, pour les contemporains eux-mêmes, accompagne souvent les événemens dont dépend la destinée des empires. La journée de Baylen fut de cette sorte : elle prépara l'indépendance de la péninsule, en donnant au courage espagnol l'appui d'une profonde conviction dans l'issue définitive de cette grande lutte.

Dupont capitula après s'être battu avec sept ou huit mille hommes contre plus de quarante mille : les Espagnols avaient une artillerie considérable. Cette capitulation, accordée sur le champ de bataille, était à des conditions très-supportables; mais la junte de Séville, vu les précédens, ne se crut pas obligée à la ratifier. De si grands exemples de mauvaise foi donnés à l'Espagne, le rapt de

ses princes, une si perfide et si scandaleuse invasion, avaient presque établi le droit, pour des hommes qui défendaient l'indépendance du sol où le ciel les fit naître, de traiter la guerre au mépris de toutes les considérations de générosité et d'humanité; ainsi la fit-on de part et d'autre. La junte de Séville poussa même l'excès jusqu'à mettre à prix la tête de tous les courriers de l'armée française, ou de tous les officiers d'état-major voyageant en courriers, pour opposer un obstacle toujours renaissant à la correspondance et aux opérations des divers corps.

Les soldats échappés à Baylen furent entassés à Cadix sur des pontons, tandis que les généraux et les principaux officiers rentraient en France; de sorte que la capitulation n'avait été observée qu'à leur égard. Napoléon, à force d'humiliations, leur fit expier à la fois leur défaite, leur capitulation et leur retour.

Joseph, installé roi à Madrid depuis peu de jours, en est chassé par une insurrection nouvelle; il se replie sur Vittoria. Ferdinand VII fut proclamé de nouveau dans sa capitale. En même

temps, malgré l'intrépidité du général Junot, le Portugal était abandonné à la supériorité numérique des armes anglaises. Ici commencent les opérations de la junte suprême d'Aranjuez. Nous allons abandonner sans retour l'histoire des faits militaires; elle doit être lue entière et à part. Les exploits de cette vaillance française contemporaine et les magnanimes efforts des habitans des Espagnes doivent être récités et peints avec complaisance, et non pas analysés avec une impatiente brièveté; mais quelques aperçus sur la nouvelle direction politique que prend au milieu de cette guerre la nation, jusque là endormie sous les pieds du pouvoir monarchique, sont mieux de notre sujet. C'est un excellent patriote espagnol qui va nous servir de guide [1].

Napoléon n'avait cru la nation espagnole si aisée à soumettre que parce qu'il la croyait absolument hébêtée par les

[1] NOTICIA *de los principales sucesos ocurridos en el gobierno de Espana desde el momento de la insurreccion en* 1808, *hasta la disolucion de las cortes ordinarias en* 1814. (Attribué au comte Torreno.)

moines. C'est un aveu que ses familiers ont entendu de sa bouche, et ce fut une grande erreur. Il y avait en Espagne et des lumières et des idées libérales, et ceux des Espagnols qui observaient et connaissaient bien l'état de leur pays, y voyaient fermenter les élémens d'une révolution prochaine, lorsque la fatale entreprise de Napoléon vint précipiter la manifestation du changement moral que cette monarchie décrépite subissait en secret et en silence.

Ce n'est point l'ignorance, ce n'est point la superstition ni le *gothicisme* qui ont résisté à Bonaparte; c'est le sentiment profond et très-éclairé des droits d'une nation libre. Cette verité, méconnue ou volontairement altérée durant la guerre de l'indépendance, s'est manifestée depuis; et l'exemple de l'Espagne a confirmé encore une fois la justesse de cette observation, que les révolutions sont faites et finissent dans leurs résultats durables, alors qu'on croit qu'elles commencent.

Le mouvement simultané qui fit naître dans toutes les provinces une sorte d'organisation provinciale, comme moyen

de résistance, sans qu'il y eût accord antérieur entre elles, rompit naturellement le lien usé qui les unissait à un centre monarchique et à une apparence de gouvernement sans force et sans énergie. Les juntes provinciales, égales en pouvoir, n'avaient aucun droit les unes sur les autres, aucune raison pour s'arroger la suprématie. Il n'y avait entre elles de rapport qu'une conformité entière d'impulsion pour la commune défense. Ainsi, sans calcul et dans un instant, l'indignation généreuse de tout un peuple avait changé son antique gouvernement en un véritable régime fédéral, tout imparfait qu'il fût. Les juntes provinciales, filles de telles circonstances, devaient être, elles étaient en effet très-populaires, et leur autorité fut légitimée par l'assentiment unanime des habitans.

Le premier soin des hommes distingués qui composaient ces juntes avait été de prononcer un serment de fidélité à Ferdinand, comme le seul souverain qu'ils voulussent reconnaître. Leurs efforts pour organiser la défense du pays furent prodigieux et couronnés de suc-

cès, puisqu'enfin, après la bataille de Baylen, les Français avaient été obligés de se retirer jusqu'à l'Èbre. Bientôt on sentit la nécessité de centraliser les opérations du gouvernement pour leur donner plus de force et d'activité; et c'est alors que la junte d'Aranjuès fut installée. Les premiers obstacles que cette junte eut à vaincre, vinrent du conseil de Castille, qui, sans avoir rien fait pour la nation, ou plutôt qui s'étant lâchement soumis à l'usurpateur, avait la ridicule prétention de représenter la volonté nationale. La junte centrale fut seule reconnue par le peuple espagnol.

Napoléon entra en Espagne, et Madrid fut repris. La junte se transporta à Séville, et elle y continua ses fonctions jusqu'en 1810. *Cortès et constitution*, tel était le cri unanime de l'Espagne. La junte centrale organisa les cortès. La bataille d'Ocana et l'invasion de l'Andalousie suspendirent ses travaux et la chassèrent de Séville à l'île de Léon. Là elle forma une régence de cinq personnes choisies dans son sein, pour donner encore plus d'activité aux opérations administratives.

L'Amérique reconnut ce gouvernement, à l'exception de Venezuela et Buenos-Ayres, qui se gouvernèrent par des juntes particulières jusqu'au retour de Ferdinand.

Par l'effet des travaux de la junte centrale, l'élection des cortès était devenue ce qu'elle devait être. La nation, jusque là *exclue du droit de nommer*, y avait la plus grande part ; et l'Amérique, qui n'avait jamais eu de représentant de ses intérêts dans la métropole, y était représentée.

L'installation des cortès générales et extraordinaires eut lieu en septembre 1810, sous le canon de l'ennemi. Il serait difficile, dit un témoin oculaire et l'un des plus célèbres acteurs de cette scène, de peindre l'enthousiasme qu'elle excita parmi le peuple et l'armée. On pressentait que cette organisation si nationale portait en elle le salut de la patrie.

Tel fut le congrès illustre que ses détracteurs ont affecté de nommer les *cortès de Cadix*, comme pour le dépouiller du caractère imposant qu'il avait en effet reçu de l'assentiment universel.

Ces cortès se composaient des députés

des provinces, nommés par tous les citoyens, conformément au mode légal d'élection; de ceux de l'Amérique, de ceux des juntes supérieures des provinces, de ceux des grandes cités ayant droit particulier à la représentation [1], et enfin des suppléans pour les pays occupés par l'ennemi. L'Espagne à nulle époque n'avait eu une aussi imposante et aussi réelle représentation. Il n'était plus question de cortès d'Aragon ou de Castille, il était question de cortès d'Espagne. Il eût été absurde au XIXe siècle d'imaginer que la liberté des peuples dût être cherchée dans de poudreuses archives, absurde de vouloir s'en tenir à ce qui s'était fait jadis, plutôt que d'observer ce qu'il convenait présentement de faire. Les anciennes cortès étaient très-diverses, soit par la nature, soit par le nombre des élémens de leur composition. En Aragon le peuple en était; en Castille il n'en était pas. Le principe de l'union fédérale n'était pas connu, et le droit de réprimer une royauté usurpatrice des droits du peuple, le droit sacré

[1] *Villas de voto en cortes.*

de réclamation ne l'était pas davantage ; enfin il n'avait jamais existé un système de principes pour la représentation générale de la nation. Les anciennes cortès n'étaient pas autre chose, depuis l'agrandissement du pouvoir royal, que la réunion de quelques procureurs de villes, qui ne tenaient nullement leur mandat du peuple, qui le tenaient à titre de faveur ou à titre onéreux du roi lui-même, qui transmettaient cette fonction comme un bénéfice héréditaire ; et, encore une fois, jamais la nation n'avait été représentée d'une manière plus vraie, plus solennelle et plus auguste que par les cortès de Cadix. D'ailleurs la légitimité de cette assemblée n'a pas besoin d'être démontrée. La légitimité d'un gouvernement quelconque, il faut en convenir, est dans sa reconnaissance libre et spontanée par la nation. Aucun des actes de ces cortès n'avait été désapprouvé par l'opinion publique.

Ce n'est pas un des moindres phénomènes de la révolution espagnole que cette assemblée de patriotes éclairés et vertueux, se livrant aux discussions les plus difficiles avec imperturbabilité, et

improvisant les résolutions les plus généreuses et les plus sages, au bruit du canon ennemi, dont les boulets venaient tomber à l'entour de l'enceinte des délibérations publiques. Certes il eût été difficile d'imaginer qu'une nation comprimée, étouffée depuis trois cents ans, et qui passait en Europe pour être en quelque sorte déchue de la pensée, prendrait soudainement cet essor immense qui l'a placée à la hauteur des peuples les plus éclairés, des peuples qui regardaient l'Espagne bien loin en arrière d'eux.

Il faut considérer que c'est au sortir des replis et des nœuds mortels de l'inquisition, des bras de fer du despotisme; en dépit d'une détestable éducation publique, des plus mauvaises études, de la difficulté des communications avec les lumières étrangères, ou plutôt malgré l'isolement le plus absolu, que l'Espagne a fondé, par l'organe de la première assemblée nationale qu'elle ait eue, les bases d'une constitution libre, la liberté de la presse et l'abolition de l'inquisition, la réforme des monastères, celle d'un clergé trop influent, en même temps

qu'elle ravivait toutes les sources de la prospérité publique.

Toutes les transactions de Bayonne furent annulées par les cortès, s'investissant elles-mêmes de la souveraineté nationale. Fidèles à leurs sermens, elles ajoutent à cette première mesure un nouveau serment de fidélité à leur unique et légitime roi, Ferdinand VII de Bourbon; elles établissent les bases le plus rigoureusement équitables pour l'exercice de leur autorité, et en se réservant le pouvoir législatif dans toute son étendue, laissent l'exécutif au conseil de régence représentant le roi, et le judiciaire, dans toute son intégrité, aux tribunaux existans.

Tel fut ce décret des cortès, présenté comme une subversion totale du gouvernement monarchique : le monarque y était de nouveau reconnu, nonobstant sa sortie du royaume, à laquelle le bon sens national s'était tant opposé; malgré ses renonciations, malgré la présence des armées étrangères. Les cortès s'étaient proposé avec une pleine franchise le but de consolider les droits du souverain légitime, d'anéantir le vain titre du roi

intrus, de détruire tout germe de démocratie qui aurait pu surgir aux dépens du pouvoir royal, et de *moraliser*, pour ainsi dire, plus fortement toute la nation, pour qu'elle s'affranchît avec plus de facilité.

Des partis ne tardèrent malheureusement pas à se former dans le sein des cortès, et leur naissance se manifesta à l'occasion de la discussion relative à la loi sur la liberté de la presse. Les ecclésiastiques, qui se trouvaient presque *en majorité* dans les cortès, bien que beaucoup d'entr'eux fussent ardens promoteurs des réformes, furent les organes de cette vive opposition. Leur existence et leur bien-être, leur grande opulence, étaient trop intimement attachés à l'ancien ordre de choses pour qu'il en pût être autrement. D'autres membres, qui appartenaient comme les prêtres aux classes privilégiées, firent cause commune avec eux. Ce fut lors des orageux débats de cette discussion de la liberté de la presse, que le public, impatient spectateur, créa les dénominations de *libéraux* et de *serviles*, justement devenues depuis, le mot d'ordre de la

révolution et de la contre-révolution.

Un autre parti prenait sa naissance dans les intérêts particuliers de la nation espagnole d'outre-mer. Unis en général avec les libéraux, les Américains s'en séparaient relativement à des questions spéciales. Au surplus, en ce qui concernait l'expulsion des étrangers, l'unanimité du sentiment était admirable [1]. Les hommes les plus opposés d'opinion ne songeaient plus à rien, sinon qu'ils étaient espagnols, lorsqu'il s'agissait de l'indépendance de la patrie. Il y a plus, éclairés par les effets de la discussion libre de la tribune, on vit des *serviles* qui tenaient par exemple à l'inquisition, devenir ses plus chauds antagonistes : c'est que sous les plus grands préjugés il y avait toujours un riche fonds de patriotisme.

Les cortès s'occupèrent ensuite de l'abolition des restes des droits féodaux ; et à cet égard leurs travaux ne furent pas pénibles, par la raison que la féodalité avait jeté dans le sol de l'Espagne de

[1] *Pero en todos los partidos hubo unanimidad, quando la qüestion era sobre repeler al extrangero.*

bien moins profondes racines que partout ailleurs.

Cependant une commission de quinze membres s'occupait sans relâche du projet de constitution; ce fut le dernier objet des discussions du congrès national. L'examen scrupuleux des matériaux fut proportionné à la haute importance de l'édifice. Cette constitution que tout le monde connaît, et que tant de gens ont critiquée avec fureur, renferme évidemment les principes et les germes de toute organisation sociale généreuse et libre. Ce n'est point qu'elle soit parfaite; mais *elle ne pouvait pas être meilleure pour le moment où elle est née*. L'état actuel de l'Espagne et de sa noblesse innumérable rendait impraticable l'établissement d'une chambre haute, tant regrettée par quelques-uns. De quoi l'eût-on composée cette chambre? Des grands d'Espagne sans doute : mais si ceux qui trouvent cela tout simple connaissaient cette grandesse qu'ils eussent si volontiers placée au sommet de la pyramide constitutionnelle; s'ils voyaient de près l'ignorance profonde, l'horreur anti-constitutionnelle de cette classe, *pé-*

trifiée, les bras leur tomberaient de découragement; et ils avoueraient aussi que c'eût été vouloir donner à l'Europe et au monde le spectacle le plus risible et le plus *inglorieux* pour l'Espagne [1]. D'ailleurs, est-ce à ces débris du despotisme féodal qu'il fallait confier la conservation de la liberté naissante, plutôt qu'aux hommes dont les richesses et la consistance sociale, produits de la *nouvelle société*, auraient fait de véritables gardiens de la constitution? Ces hommes, on les aurait trouvés avec le temps, et à toute rigueur la chambre haute serait venue plus tard [2].

Pour ce qui est des ministres et de la réélection des députés, il arriva en Espagne ce qui arrive partout la première fois que s'ouvre le chemin de la liberté, au sortir d'un gouvernement despotique. La crainte de se tromper fait que l'on

[1] C'est toujours le citoyen espagnol qui parle. *Voyez*, au surplus, dans M. de Pradt, comment le duc de l'Infantado se tire fièrement de sa conversation avec Napoléon à Bayonne.

[2] L'auteur présumé qui parle est COMTE.

pose barrières sur barrières, et souvent sans trop de discernement; mais l'admission du principe de non réélection fut une faute.

Un plus grave reproche adressé à la constitution des cortès, est d'avoir sanctionné l'intolérance religieuse; mais c'est une concession que l'on ne peut juger qu'en se plaçant au milieu de la superstitieuse Espagne. Cette nation n'avait qu'une croyance, et l'exclusion donnée à toute autre était par conséquent sans danger. Il n'en pouvait résulter qu'un motif d'éloignement pour les étrangers [1].

La consécration du principe de la souveraineté nationale, dans la même constitution, a excité le soulèvement des mêmes hommes; mais si une pareille déclaration peut paraître inutile pour une nation qui jouit tranquillement de ses droits, et qui, d'accord avec ses rois légitimes, réforme sa constitution, il n'en est pas de même de celle qui, abandonnée par eux, livrée, vendue par leurs transactions forcées ou volontaires, com-

[1] C'était quelque chose, ce semble, vu l'état de l'Espagne.

me une propriété ordinaire à un acquéreur, se voit encore traitée en rebelle par cela seul que ses princes ont abdiqué. La nation espagnole ne pouvait, placée qu'elle était entre l'abandon et la tyrannie, que faire à la face du monde la déclaration solennelle du vrai principe en vertu duquel tout peuple peut se constituer et se défendre. Fallait-il donc que l'Espagne souscrivît par son silence à cette *cession* de la souveraineté sur son territoire; et pouvait-elle s'y opposer autrement qu'en la revendiquant pour elle-même? Aucune nation, digne de ce nom, se fût-elle conduite autrement en pareille circonstance? Les Espagnols ont eu, de plus, l'avantage de se conformer aux précédens fournis par leur histoire, ce qui devrait être une réponse péremptoire pour ceux qui préconisent exclusivement le passé : ils peuvent consulter, entre autres traditions, le fameux discours du connétable Rui Lopez d'Avalos, pendant la minorité de Jean II, roi de Castille. La couronne fut offerte à Ferdinand, oncle du roi mineur, à cause de l'extrême jeunesse de celui-ci, qui préparait de longs déchiremens à l'État.

Ce discours, rapporté par Mariana, est de la plus haute éloquence, et digne, par la hardiesse et la libéralité des principes, d'être mis en parallèle avec tout ce que la tribune de nos jours a produit de plus remarquable. Le droit que la nation a de se gouverner y est consacré comme chose reçue, comme le garant de la sécurité des peuples. Dans l'Aragon, à la mort du roi don Martin, les royaumes de Valence, de Catalogne et d'Aragon nommèrent une junte qui se réunit dans Caspe pour donner la couronne à celui qui réunirait le plus de suffrages, et elles choisirent l'infant don Ferdinand de Castille. A des époques plus reculées, on voit plus fréquemment encore la nation faisant acte de souveraineté suprême par le choix de ses maîtres. Don Alphonse le *Batailleur* avait institué les Templiers héritiers de son royaume. Les cortès d'Aragon, réunies à Monzon, annulèrent ce testament, et donnèrent la couronne à don Ramire le *Moine*. Les Navarrois de leur côté choisirent Garcia Ramirez [1]. A cette époque, le principe de la souverai-

[1] ZURITA, *Annales de l'Aragon*.

neté nationale reçut une extension telle, que lorsque *Inigo Arista* est appelé par les habitans de Sobrarve et de Ribagorce, il reconnaît en montant sur le trône que s'il porte la moindre atteinte aux priviléges, la nation aura le droit de l'en faire descendre pour se donner un autre chef, soit chrétien, soit *infidèle*.

En dernière analyse, la constitution des cortès établissait les bases fondamentales de la liberté et de la prospérité publiques. Liberté individuelle, indépendance des juges, publicité des jugemens, et latitude illimitée pour la défense des accusés. Le jury était de même consacré par un de ses articles, mais son établissement était ajourné. La représentation nationale était constituée de telle sorte, que la majorité des Espagnols y concourait. La liberté de la presse, élément si essentiel et si inévitable des gouvernemens représentatifs, était érigée en loi fondamentale et invariable. L'administration des provinces et des communes était abandonnée aux provinces et aux communes elles-mêmes en tout ce qui était intérêt de localité; enfin on avait prévu avec beaucoup de réserve et de mesure

les moyens d'introduire les changemens que le temps pourrait rendre nécessaires dans la loi politique de l'État. Telle est en substance cette constitution qui fut reçue avec d'unanimes applaudissemens par les peuples espagnols, et qui reçut d'illustres approbations, même chez les nations étrangères. L'empereur de Russie, le roi de Prusse, le roi de Suède, la reconnurent formellement par des articles des traités qu'ils firent alors avec l'Espagne.

Au-delà des mers, comme dans la péninsule, la constitution fut accueillie avec enthousiasme et comme un bien inestimable, et son observation fut jurée par acclamation. L'assentiment fut égal de la part de toutes les autorités civiles, de tous les corps constitués, sans en excepter même les chapitres ecclésiastiques et les communautés religieuses. Les établissemens publics, sociétés littéraires et autres, adressaient à l'envi leurs félicitations au congrès. Aucune institution humaine n'a jamais été l'objet d'une acceptation si unanime et si expressive; aucune loi n'a jamais été si solennellement jurée et reconnue.

Le terme des travaux du congrès fut l'abolition du Saint-Office. Il se trouvait implicitement anéanti par la constitution ; mais on pensa qu'un tel édifice de despotisme et de scélératesse, l'unique cause peût-être de tous les maux de la nation espagnole, méritait une démolition expresse et solennelle. Un des motifs de cette résolution fut que Bonaparte avait prétendu le renverser d'un coup de décret lancé de son quartier-général de Chamartin. Plusieurs libéraux pensèrent qu'il était odieux pour la nation de voir un étranger prononcer si militairement sur le sort d'une institution importante, quel que fût d'ailleurs son caractère. L'inquisition était comme suspendue de ses fonctions depuis l'insurrection de 1808, quoique ses partisans ne se fussent pas lassés d'insister pour qu'elle fût remise en vigueur. Le parti libéral des cortès, au contraire, ne perdit aucune occasion de préparer l'opinion publique pour obtenir depuis un triomphe complet.

Les étrangers n'ont point en général suffisamment apprécié le véritable et le plus terrible mal que ce fameux tri-

bunal a produit. Épouvantés du grand nombre de victimes qui ont péri sur les bûchers ou dans les cachots, ils ont pris les affreux *auto-da-fé* pour sujet unique de leurs imprécations, sans remarquer que les mêmes persécutions, les mêmes assassinats juridiques étaient communs, il n'y a guère que deux siècles, à presque toute l'Europe. On brûlait en Allemagne, on brûlait en Angleterre, on brûlait en France; la Saint-Barthélemy et les divertissemens de la place de l'Estrapade valent bien les processions en *San-benito*. Les dragonades des Cévennes peuvent bien aller de pair avec les *auto-da-fé* de Castille. Cette rage fanatique s'adoucit partout avec le temps; et certes à l'époque du supplice de ce jeune et infortuné chevalier La Barre, on ne pouvait rien citer de l'inquisition qui portât le même caractère d'atrocité. Mais le grand crime de l'inquisition est d'avoir couvert du manteau de la religion le machiavélisme de la politique; c'est d'avoir abruti, perverti le peuple, et d'avoir su environner la terreur de ses exécutions, du respect et de la vénération des choses saintes. Son grand crime est

d'avoir rendu la religion terrible et abominable aux yeux du plus grand nombre, en lui faisant porter la responsabilité de ses fureurs; c'est d'avoir proscrit les lumières, défendu les communications. Ce tribunal a été bien plus funeste pour l'Espagne que ne l'ont été pour la France ses guerres de religion. Le sang qui coule sur les champs de bataille, au milieu des factions, donne au moins quelque vigueur aux âmes, au lieu de les dégrader; et ces guerres, après tout, si elles n'ont pas hâté les progrès de la raison, ne les ont pas non plus retardés : mais ce tribunal, par un système constant d'oppression commun à toutes les parties de la monarchie, avait opposé des obstacles presque insurmontables à l'essor de l'esprit humain dans cette belle partie de l'Europe. Plus puissante que la plus excessive tyrannie, l'inquisition poursuivait l'homme jusque dans l'asile inviolable de la pensée. Au reste, ce n'est pas d'aujourd'hui que la nation espagnole, opprimée et déshonorée par elle, avait demandé sa réforme. Les *communeros* du XVIe siècle l'avaient réclamée de même : et toutes les fois que la péninsule, si hor-

riblement baîllonnée, a pu recouvrer la voix, elle a poussé un cri d'accusation contre le Saint-Office.

Quoi qu'il en soit, la discussion qui, dans les cortès, précéda le décret d'abolition, fut certes étendue et lumineuse. L'abolition fut prononcée à une majorité immense; encore ceux qui votèrent contre, à l'exception de sept ou huit, ne défendaient-ils point l'inquisition dans son mode actuel d'existence, mais ils eussent préféré une réforme.

Les travaux des cortès extraordinaires au congrès national étant terminés au commencement de 1813, les cortès ordinaires ouvrirent leur session immédiatement, et passèrent successivement de Cadix à l'île de Léon, et de l'île de Léon à Madrid, où elles reprirent leurs opérations au commencement de 1814. Dès lors se manifestèrent les inconvéniens de la non réélection. Les cortès avaient fait, comme on voit, précisément la même faute que l'assemblée constituante de France, qui, en abandonnant la législation à de nouvelles mains, prépara les bouleversemens dont nous fûmes victimes; cela seul devrait affranchir les cortès du re-

proche d'avoir marché sur les traces de la révolution française. A coup sûr, en suivant ses erremens, elles auraient au moins évité des fautes aussi capitales et aussi reconnues par la révolution elle-même. Le clergé, soulevé contre les réformes qui faisaient à ses intérêts une guerre plus terrible que celle de Napoléon, forma, dans ces nouvelles cortès, une opposition beaucoup plus compacte; ses intrigues avaient fait prévaloir ses adhérens dans les élections. L'innombrable tourbe des reptiles, alimentée par les anciens abus, commença à s'agiter lorsqu'on voulut dessécher les marais impurs qui formaient son domaine. On voyait réunis contre les cortès et le système libéral, les séides du despotisme éclatant et *doré* que les malheurs de la France et les funestes victoires de Napoléon avaient mis en crédit, avec ceux qui avaient trouvé leur compte dans cet ancien régime qui avait duré jusqu'en 1808. Aux yeux de tous ces hommes de boue et d'argent, les vrais patriotes étaient des fous ou des brouillons : voilà donc les libéraux et les serviles de nouveau en présence. Quant à ce troisième

parti des Américains, dont nous avons parlé plus haut, il disparut entièrement dans ce nouvel ordre de choses qui n'admettait plus que des différences tranchées, et se fondit dans la masse libérale.

Malgré tous les efforts de la faction contraire, la supériorité morale des talens et des lumières étant pour le parti national, les cortès ordinaires purent suivre les généreuses traces de l'assemblée qui les avait précédées; elles travaillèrent au complément du système constitutionnel dans toutes ses parties de détail. La plus grande harmonie régnait entre les divers pouvoirs. La confiance de la nation dans les hommes qui lui consacraient leurs efforts, n'avait souffert aucune altération, et la péninsule commençait à respirer au sortir des longs malheurs de la guerre. Les chefs politiques des provinces rivalisaient de soins; une nouvelle vie animait toute l'Espagne, et la nation était comme enchantée et étonnée à la fois du sentiment de sa nouvelle existence. Jamais la péninsule n'avait joui d'un état de société semblable : s'il eût plu à la Providence de le faire durer, elle eût en peu de temps

guéri les plaies profondes que lui avaient faites non-seulement la guerre actuelle, mais encore une époque lointaine d'ambition de même nature, et trois siècles de despotisme par-dessus.

Le parti des serviles, ne pouvant attaquer de front la constitution, à laquelle les vœux unanimes de la nation servaient de rempart, prit les voies souterraines qui partout lui sont si bien connues, et procéda à la ruine de l'édifice par voie de calomnie contre ses illustres constructeurs. On a beau faire, il y a toujours au fond du cœur humain une place pour accueillir les présens empoisonnés de la calomnie, et le mot de Tacite, *livor et calumnia pronis auribus accipiuntur*, sera éternellement vrai, surtout en parlant des peuples, que la reconnaissance et l'admiration pour ses défenseurs fatiguent si vite. Eh bien! le bons sens national triomphait encore de toutes ces manœuvres obscures. La bonne intelligence entre la nation et son gouvernement subsistait pour le désespoir des machinateurs; la liberté et la raison prévalaient, et la tranquillité régnait encore; cependant l'orage se préparait.

Tandis que Napoléon assistait dans le Nord à la destruction complète de ses puissantes armées, à la même époque, son frère Joseph, chassé de Madrid par Wellington, perdait sans retour sa fragile couronne à la bataille de Vittoria [1]. A son retour de l'expédition malheureuse de Russie, Napoléon voulut se débarrasser de son prisonnier de Valençay, ou peut-être, pressé du besoin d'une paix générale, était-ce un gage de ses dispositions qu'il voulait donner à la France et à l'Europe. Cette guerre d'Espagne si meurtrière, qui venait de finir au bout de cinq ans, par l'affranchissement de la péninsule, lui avait coûté trop cher pour qu'il voulût la recommencer, lors même qu'il n'aurait pas eu sur les bras l'Europe entière. Il traita donc avec son captif Ferdinand. Par le traité de Valençay, ce prince était remis en possession de l'Espagne; il s'engageait à conserver la monarchie dans son intégrité, et spécialement à ne jamais céder aux Anglais Ma-

[1] Il la perdait, dans le sens propre et littéral comme dans le sens figuré, car les malles qui renfermaient tout l'attirail de la représentation royale tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

hon ni Centa, places alors en leur pouvoir: les droits maritimes entre la France et l'Espagne devaient exister comme avant 1792, c'est-à-dire suivant les stipulations du traité d'Utrecht. Le traité était soumis à l'approbation préalable du conseil de régence institué par les cortès. Ferdinand s'engageait en outre à chasser les Anglais, et à restituer aux partisans du roi intrus leurs emplois, leurs honneurs, leurs biens, enfin tous leurs droits, bien ou mal acquis. Cette dernière disposition devait révolter l'Espagne entière, et c'est l'effet qu'elle produisit. Il faut considérer ce qu'est une guerre nationale; le patriotisme qu'elle suppose, le sang qu'elle coûte et tous les genres de sacrifices auxquels elle condamne les hommes généreux qui la soutiennent; et l'on comprendra de quel œil ces hommes peuvent voir ceux qui, répudiant lâchement la cause sacrée de la patrie, sont allés, par l'appât de viles récompenses, grossir les rangs de l'ennemi: l'étranger est ennemi, mais ceux-là sont cent fois pires. D'ailleurs l'aversion profonde qu'avait inspirée la perfidie de Bonaparte, perfidie la plus privée

de pudeur et de respect humain dont l'histoire puisse offrir l'exemple, rejaillissait sur eux. La reconnaissance n'était pas moins blessée par la condition d'expulser les Anglais, les alliés des Espagnols dans cette généreuse lutte. Il résulta de cette disposition générale des esprits, que le duc de San Carlos, porteur du traité de Valençay, et l'un des plénipotentiaires qui l'avaient conclu, fut accueilli plus que froidement : il ne fut pas moins choqué, lui partisan déclaré du pouvoir absolu, du changement extrême que l'Espagne offrit à ses yeux. Les cortès refusèrent de ratifier le traité, et l'antique courtisan repartit pour Valençay, nullement satisfait de sa mission diplomatique, laquelle avait été le sujet de l'examen et des observations peu flatteuses des feuilles publiques de Madrid.

Les cortès suspectèrent les intentions en effet si suspectes de Napoléon : l'opiniâtreté de la résistance de la péninsule devait avoir laissé dans son âme une irritation profonde; et l'Espagne libre devait toujours faire trembler sur son trône l'oppresseur de la France; il ne pouvait donc vouloir sa liberté : c'est

une réflexion qui s'offrait d'elle-même à tous les esprits. On sait qu'il avait déjà nommé factieux et jacobins les membres des cortès : or, il tenait le roi en son pouvoir, et, ce qui est pire, entouré d'hommes ineptes. Enfin les cortès rendirent leur célèbre décret du 2 février 1814, par lequel il était dit : « Que si Napoléon laissait retourner le roi en Espagne, la famille royale devait entrer seule avec sa maison, uniquement composée d'Espagnols ; qu'aussitôt l'arrivée de Sa Majesté vers la frontière, le cardinal président de la régence se mettrait en route pour le recevoir ; que le roi devrait se rendre directement à Madrid sans exercer son autorité jusqu'à ce que, libre dans le sein du congrès, il eût juré le maintien de la constitution. » Le cardinal était chargé de lui en remettre un exemplaire, de lui en expliquer les principales dispositions, comme aussi de lui donner connaissance des principaux événemens qui s'étaient écoulés depuis ces six années.

Ce décret était la preuve évidente, pour les alliés, que les cortès étaient dans la ferme résolution de ne point faire

leur paix, à part d'eux, avec celui qui avait tant d'intérêt à traiter avec ses artifices accoutumés. Les conseillers diplomatiques de Ferdinand lui représentèrent au contraire une paix particulière, comme la plus avantageuse à laquelle il lui eût été permis de prétendre, même après une suite de victoires.

Napoléon avait écrit lui-même à Ferdinand « que l'Angleterre fomentait en » Espagne le jacobinisme et l'anarchie; » que son but était d'y détruire la mo- » narchie et la noblesse pour y établir » une république [1]. »

Le duc de San Carlos, à son retour de Madrid, ne pouvait faire moins, avec toute la bonne foi d'un courtisan, que de peindre à son maître les cortès comme un ramas de véritables anarchistes. Or d'après tous ces antécédens, d'après les insinuations de M. Laforêt, agent de Napoléon auprès du roi, on peut aisément juger de la nature des dispositions de ce prince lorsqu'il rentra dans les états que lui avaient conservés le dévouement et

[1] *Voyez* l'écrit de D. Juan Escoïquiz, intitulé : *Idea sencilla*, etc.

le patriotisme des hommes contre lesquels il apportait des préventions si funestes.

Il fut reçu sur la frontière de Catalogne par don François Copons, général en chef de l'armée de cette province. Il parut d'abord approuver la constitution et les mesures prises à son égard par le gouvernement de régence. Il approuva les décrets des cortès, et s'abstint, tant qu'il fut dans cette province, de tout acte d'autorité. De là, au lieu de se diriger en droite ligne sur Valence, il vint à Saragosse; et quoique ce détour fût déjà contraire au décret des cortès, il fut plausiblement justifié par le désir de voir les ruines de cette cité héroïque. Il arriva enfin à Valence, où il fut joint par le cardinal président. C'est là que l'on commença à reconnaître dans sa conduite l'effet des suggestions empoisonnées des ennemis du gouvernement établi. Les serviles de tous les rangs accouraient en foule à Valence; une foule d'hommes odieux, pour divers motifs, grossirent leur nombre et servirent leurs projets. Ils circonvinrent le monarque; ils le trompèrent, l'intimidèrent, s'em-

parèrent de ses résolutions, et lui persuadèrent que le vœu de la majorité nationale était contraire à ce gouvernement; enfin ils élevèrent une barrière d'airain entre le peuple et son roi, et le plan de Napoléon se trouva complètement réalisé.

La conduite de tous ces hommes qui précédemment s'étaient montrés plus ou moins ennemis du régime constitutionnel était pourtant assez naturelle. Mais il serait difficile de qualifier avec le degré d'énergie convenable, la conduite de ceux qui, ayant fait partie des cortès, et ayant juré, comme gardiens particuliers de la constitution, de la soutenir et la défendre au péril de leur vie, rédigèrent une adresse au roi pour qu'il ne la signât pas, et pour qu'il prononçât la dissolution du congrès national auquel ils appartenaient. Cette adresse est la fameuse pièce connue en Espagne sous le nom de la représentation, ou adresse *des Perses*, qui lui fut donné par allusion à son ridicule exorde, dans lequel il était question d'un usage des anciens Perses. Ce monument éternel d'opprobre pour ses auteurs fut secrètement remis au roi par l'un

d'entr'eux, qui partit à cet effet pour Valence, tandis que ses complices continuaient à jouer à Madrid, dans le sein des cortès, leurs rôles de députés constitutionnels. Au reste, l'adresse des Perses a depuis valu à son auteur les faveurs distinguées de la couronne [1].

Le général Elio, abandonnant de même le parti national, mit à la disposition du roi la division qu'il commandait dans le royaume de Valence. Tout fut prêt alors pour frapper le grand coup, et l'on vit
1814. éclore les désastreux décrets du 4 mai. La volonté royale annulait tout ce qui s'était fait, remplaçant les biens dont la nation commençait à jouir par des promesses illusoires pour l'avenir. La représentation nationale était dissoute, et la peine de mort prononcée contre ceux qui oseraient la regretter tout haut ou la défendre. La constitution jurée par la nation tout entière était déclarée nulle et de nul effet, la liberté de la presse détruite en deux mots. La combinaison de ce plan liberticide fut accompagnée du

[1] Bernardo Mozo y Rosales, fait marquis de Mataflorida.

plus profond mystère. L'arrestation des membres de la régence et de tous les hommes chargés des hauts emplois du gouvernement dans la péninsule, celle de tous les députés des premières et des secondes cortès qui s'étaient distingués par leur patriotisme et leurs talens, fut ordonnée et convenue sans que le complot transpirât.

La prolongation du séjour du roi à Valence commençait à être le sujet de justes inquiétudes. Les factieux ennemis de la liberté s'agitaient, et de sinistres avant-coureurs de l'affreux régime qui allait se déployer se réunissaient sur la tête des patriotes. Le roi sortit enfin de Valence et se dirigea sur Madrid. Une députation des cortès, venue auprès de lui avec la mission de lui exprimer l'impatience de la capitale, le rencontra en chemin, et ne fut point admise. Il congédia le cardinal à mi-chemin de la capitale, ainsi que le secrétaire-d'état par intérim qui accompagnait ce premier fonctionnaire public. Au même instant une forte division de l'armée d'Elio, sous les ordres du général Eguia, environna Madrid,

et le *règne de la terreur* [1] commença.

Dans la nuit du 10 au 11 mai les membres du conseil de régence furent arrêtés; Agar et Ciscar, les ministres, le président des cortès et les secrétaires de cette assemblée le furent de même, ainsi que la plupart des membres distingués de la première et de la seconde législature : tous étaient sur la liste fatale que la haine et la vengeance avaient déposée dans les mains de l'aveugle monarque. On saisit en même temps tous les papiers des divers bureaux. La plupart de ces députés avaient encore rempli leurs fonctions le matin du même jour; ils furent tous étroitement emprisonnés sans aucune sorte de communication avec leurs amis et leurs familles.

Le roi fit son entrée dans Madrid deux jours après; des fêtes brillantes, dont les ambassadeurs de quelques puissances étrangères firent en partie les frais, signalèrent cet heureux événement!

Telle fut la fin à jamais déplorable de

[1] C'est ainsi que les Espagnols signalent cette époque.

ce gouvernement qui avait défendu l'indépendance nationale avec le plus héroïque dévouement; voilà le prix dont Ferdinand, abusé par de lâches conseillers, paya les hommes qui avaient soutenu ses droits en dépit de ses propres renonciations. Enfin voilà comment fut en un jour aboli un gouvernement représentatif, produit spontané du vœu national, dont l'établissement ne devait rien à la violence, et que les puissances étrangères avaient solennellement reconnu. Ce gouvernement, qui disposait encore quelques jours auparavant de toutes les forces matérielles et morales de la péninsule, n'avait opposé aucune résistance à Ferdinand, pris aucune précaution contre lui, et ce prince avait été accueilli avec une surabondance de confiance et d'amour qui devait le remplir de joie. La postérité reprochera peut-être aux hommes qui le composaient de n'avoir pas osé sauver l'État en sauvant le prince lui-même de ses flatteurs perfides; mais, à coup sûr, elle ne leur infligera pas les noms de factieux et de jacobins.

Ici commence une carrière d'affreuses

persécutions contre les patriotes, victimes de ce parti rampant qu'ils avaient toujours méprisé; car la confiance des hommes qui défendent la cause sacrée de la liberté et de la patrie est toujours grande. En butte aux traitemens les plus barbares, jetés dans les présidios d'Afrique, dans les prisons du Saint-Office, envoyés aux galères, frappés de flétrissure comme le rebut des humains, ils eurent le temps de voir et de réfléchir si les nations valent effectivement la peine que l'on s'immole pour elles. Le peuple vit tranquillement mutiler par l'étreinte cruelle des chaînes, les mains généreuses qui avaient inscrit ses droits et son affranchissement sur les tables de la loi : il le vit, et se résigna!

Tout ce que le délire de la haine et la rage aveugle de la calomnie peuvent accumuler d'absurdités contre des malheureux, se trouve accumulé dans les diverses procédures prises contre la plupart de ces patriotes infortunés. Il fallait bien leur supposer des crimes, puisqu'on ne pouvait leur en prouver. Ils réclamaient en vain un jugement; le but des persécuteurs était d'éterniser cette

agonie qui s'appelle l'instruction d'une affaire. Le roi demandait lui-même un terme à leurs persécutions; ce vœu fut constamment éludé. Enfin telle était leur innocence que, de trois commissions, nommées *ad hoc* pour les condamner, et formées de leurs propres ennemis, de leurs acharnés délateurs, aucune n'osa, prévoyant l'avenir, prendre sur elle la responsabilité d'un arrêt si inique; et que la dernière persuada au gouvernement de leur appliquer des peines purement arbitraires, sans jugement ni sentence, sans expression des motifs, ce qui fut ainsi fait [1].

Tous ceux qui parvinrent à se soustraire par la fuite à ces odieux traitemens furent condamnés à mort. De ce nombre furent le comte Torreno, Florez Estrada et Mina. Voici les condamnations prononcées contre quelques-uns des plus célèbres députés proscrits, qui ne purent ou ne voulurent s'enfuir de même : Augustin Argüelles, si justement

[1] Voir pour des détails sur ces persécutions, l'ouvrage de M. Edouard Blaquière, intitulé : *Examen historique de la révolution espagnole*

chéri du peuple, à huit ans de détention à Ceuta; et Canga Argüelles à la même peine, au château de Péniscola; Martinez de la Rosa à huit ans de prison, à el Penon; Calatrava à la même réclusion, à Melilla; Villanueva, Munos-Torrero, Oliveros et Cepero, ecclésiastiques libéraux, à être privés de leurs bénéfices, enfermés dans des couvens pour huit ans. Alvarrez Guerra et Garcia Herreros, ex-ministre de la régence, à huit ans de prison, à Ceuta et Alhacemas. Les généraux Valdès, Odonoyu et Villacampa, à quatre et à huit ans de détention dans des forteresses. Parmi les hommes de lettres atteints par la proscription se trouvait le poète Quintana, qui fut condamné à être enfermé pour six ans à Pampelune. Villamarino, Regato, Garcia et Manriquez, autres littérateurs qui avaient écrit en faveur des principes libéraux pendant la guerre de l'indépendance, furent également proscrits: quelques-uns furent condamnés à mort, d'autres envoyés aux galères pour huit et dix ans.

On dit que vers la fin de janvier, le célèbre Cevalhos, alors ministre, pré-

senta au roi un mémoire très-énergique, destiné à lui inspirer de salutaires craintes sur les suites d'un pareil système. Il proposait de faire cesser toutes les persécutions pour opinions politiques, et d'ouvrir les portes des cachots, encombrés de prisonniers : le roi accueillit ces propositions, mais de lâches conseillers l'en détournèrent.

Abrégeons : telle fut la restauration d'Espagne ! Touchés des maux de leur pays, des hommes généreux voulurent rétablir le trône constitutionnel, ils succombèrent ; Porlier et Lascy montèrent sur l'échafaud. La malheureuse Espagne, qui venait de faire de si grandes choses, tomba de nouveau dans le dernier degré d'abaissement. Inondée de tous les maux, de tous les abus qui avaient sapé les bases de l'antique monarchie, elle devint un objet de pitié pour les partisans même du pouvoir absolu. Sans armée, sans marine, l'Amérique lui échappait ; et son crédit, son commerce, son industrie, périssaient à la fois sous les coups redoublés de l'aristocratie, redevenue plus oppressive, de l'inquisition plus furieuse, et du jésui-

tisme plus puisssant. La monarchie courait de nouveau à sa ruine : six années de despotisme et de misère semblaient l'avoir rendue inévitable. Soudain un cri terrible retentit dans l'île de Léon ; et une série de nouveaux événemens commença à se dérouler aux yeux de l'Europe étonnée. Cette série sera longue. Ce serait une étrange illusion de regarder comme finie une révolution qui commence, et de prendre les chances passagères d'un parti et ses exagérations inhumaines pour les garanties de sa conquête. L'avenir, qui s'avance, ne ratifiera pas les décrets de l'inquisition ; si la faction qui pousse le trône de Castille vers l'abîme pouvait un moment ouvrir les yeux, elle frémirait de son triomphe. Le prince des orateurs romains a dit qu'il en coûtait cruellement aux rois et aux peuples d'ajourner obstinément l'établissement d'une liberté qui veut naître ou revenir [1] ; la philosophie n'a guère consacré de vérité mieux démontrée et plus importante.

[1] ACRIORES AUTEM MORSUS SUNT INTERMISSÆ LIBERTATIS QUAM RETENTÆ.

CIC. *Offic.*, liv. II, ch. VIII.

Mais il faut s'arrêter ici; il faut laisser à l'histoire la latitude nécessaire pour s'accomplir avant de l'écrire : car, après tout, il n'est guère possible d'assigner aux événemens leur véritable caractère, que lorsque les passions qu'ils ont soulevées dorment au fond du tombeau.

FIN.

TABLE

DES DIVISIONS DU RÉSUMÉ.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

Pages.

L'Espagne sous les Carthaginois et les Romains. 8

DEUXIÈME ÉPOQUE.

Ère chrét. – De 15 à 710.

Formation de la première monarchie gothique en Espagne. 55

TROISIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'invasion des Maures jusqu'au démembrement du royaume de Cordoue, et à l'érection du comté de Castille en royaume. De 711 à 1028 (317 ans). . . 87

QUATRIÈME ÉPOQUE.

Depuis la réunion du royaume de Léon à celui de Castille, jusqu'à la déchéance et à la dégradation de Henri l'Impuissant. De 1073 à 1465 (392 ans). 131
Règne de Pierre le Cruel. 159
De l'Aragon et de ses Cortès. 125

CINQUIÈME ÉPOQUE.

Pages.
Depuis l'établissement monarchique de Ferdinand et Isabelle et la ruine définitive des Maures, jusqu'à l'extinction de la dynastie autrichienne et l'établissement de la maison de Bourbon. De 1480 à 1701 (221 ans). 204
Règne de Charles V. 262
Règne de Philippe II. 302
Philippe III. 330
Philippe IV. 341
Charles II. 361
Affaire de la succession 378

SIXIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'avénement du duc d'Anjou (Philippe V) au trône d'Espagne, jusqu'à la révolution de l'île de Léon. De 1701 à 1820 (120 ans). 397
Ferdinand IV. 422
Charles III. 426
Charles IV. 431
Ferdinand VII. 441

FIN DE LA TABLE.